

The University of Chicago
Libraries







HISTOIRE POLITIQUE
DES
CONGRÉGATIONS
RELIGIEUSES
FRANÇAISES
(1790 - 1914)

Par P. RIMBAULT

*« Vous connaîtrez la vérité,
et la vérité vous délivrera. »*



PARIS
LIBRAIRIE LETOUZEY ET ANÉ
87, BOULEVARD RASPAIL, 87

1926

1^{re} Édition





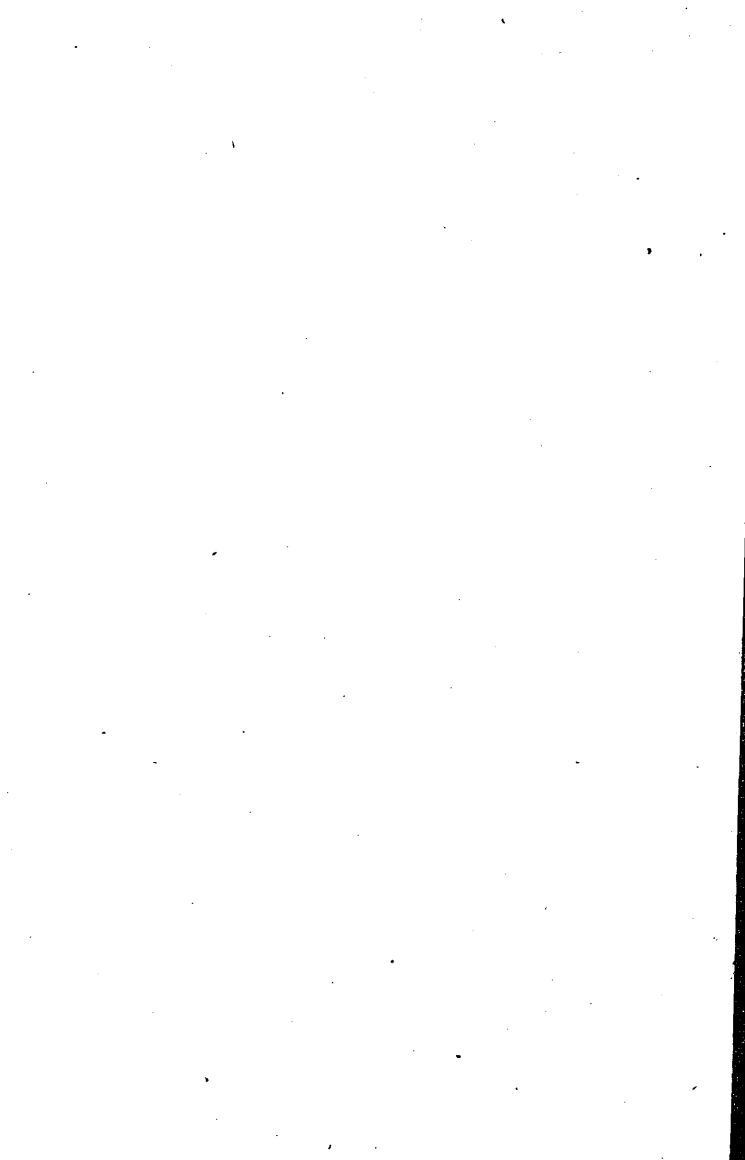


HISTOIRE POLITIQUE

DES

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES

FRANÇAISES



HISTOIRE POLITIQUE
DES
CONGRÉGATIONS
RELIGIEUSES
FRANÇAISES

(1790 - 1914)

Par **P. RIMBAULT**

II

*« Vous connaîtrez la vérité,
et la vérité vous délivrera. »*



PARIS
LIBRAIRIE LETOUZEY ET ANÉ
87, BOULEVARD RASPAIL, 87

1926

BX 2613

RG

A LA MÉMOIRE

TOUJOURS PRÉSENTE

ET

TOUJOURS AIMÉE

DE

MON FRÈRE

CHARLES RIMBAULT

NOVICE DOMINICAIN

P. R.

1919-1924

dist

INTRODUCTION

Les adversaires des congrégations, quels que soient le régime politique et l'ambiance sociale qui les aient vus parler et agir, ont étayé leur thèse sur des arguments qui, exprimés sous des formes différentes, cachent les mêmes préjugés ou les mêmes ignorances. On peut dire d'eux que *s'ils sont des persécuteurs c'est qu'ils sont des trompés*.

De Mirabeau à Waldeck-Rousseau, les sophismes n'ont pas changé. Nous y constatons la même pauvreté de raisonnement, une commune absence d'imagination. Suivant les nécessités de la politique du moment, le mot sera évidemment ou courtois, ou violent; mais la pensée qui animera les législateurs de 1792 se retrouvera exactement dans celle qui fera la loi de 1901.

Les reproches que ces hommes font aux congrégations se ramènent généralement aux deux ordres d'idées suivants :

Les religieux sont des *citoyens inutiles* :

leur pensée est serve, leur cœur est vierge, leurs richesses sont improductives.

Les religieux sont des *citoyens néfastes* : dans l'Église, ils forment des bachi-bouzoucks ; dans l'État, ils font figure de révoltés.

Mirabeau à la fin de l'Ancien Régime ; Lainé sous la Restauration ; Odilon Barrot et Dupin sous la Monarchie de Juillet ; Victor Hugo, Gambetta, Ferry, Waldeck, Brisson, Combes sous la III^e République, seront les chefs d'orchestre de cette musique monocorde. Sans se lasser ils en rythmeront les accords, au milieu d'un parterre enthousiaste ou lassé de sectaires ou de sceptiques.

Et, tout d'abord, les congréganistes sont des *citoyens inutiles*.

L'état religieux change l'état des personnes, dira Lainé en 1825. Vingt ans plus tard, Dupin reprendra la même thèse : « Ne confondons pas la question des congrégations avec celle des associations, dira-t-il, car en se liant par des serments, on dénature sa personne ; on abdique son individualité¹. »

En 1886, René Goblet exprimera la même idée sous une forme plus réaliste encore : « Il y a des citoyens d'une sorte particulière, auxquels l'État peut avoir intérêt à ne pas confier des fonctions publiques. On objectera que

1. Cité par Waldeck-Rousseau à la séance du Sénat du 6 mars 1883.

tous les citoyens sont égaux aux yeux de l'État, mais est-ce que les congréganistes sont des citoyens comme les autres¹? »

Waldeck-Rousseau ira plus loin et refusera aux religieux la personnalité civile.

« Les congrégations sont illicites et immorales, dit-il en 1882, car ce sont des associations dans lesquelles chacun, renonçant à ses droits individuels ou à l'un d'eux, subordonne sa personne pour le tout ou partie à une tierce volonté². »

En 1883, il reviendra à la charge.

« Par le fait du contrat qui préside à la formation d'une congrégation, il y a autant de morts civiles que d'adhésions données. Par l'un de leurs vœux, on se détache absolument de ces intérêts considérés comme vulgaires qui consistent à être propriétaires, en d'autres termes à travailler à la prospérité de son pays. Quand, de la personnalité humaine, vous avez retranché ce qui fait qu'on possède, ce qui fait qu'on raisonne, ce qui fait qu'on se survit, je demande ce qui reste de cette personnalité... Dans l'association l'homme n'abdique, n'aliène absolument rien; la vérité est qu'il échange. Mais si, au contraire, vous admettez cette donation qu'on fait de soi-même, cette

1. Sénat, Discours du Ministre de l'Instruction publique, 6 février 1886.

2, *Officiel*, année 1882, p. 345.

abdication totale et complète qui ploie l'homme sous la règle et la domination d'une volonté étrangère, il faut dire qu'alors c'est l'individu qui devient la propriété de l'association, et que, au lieu d'arriver à un accroissement des forces individuelles par l'esprit d'union et d'association, on arrive à un retranchement progressif ¹. »

Serfs d'esprit, les religieux le sont également par le corps et par le cœur. Sur ce thème facile, les adversaires des congrégations prétendent avoir beau jeu. Tous ne sont pas aussi brutaux que ce F. . . Geyer qui, au convent maçonnique de 1898, parlant des religieux, les traitait d'*êtres mutilés et ânonnants que ni la nature, ni la société ne sauraient reconnaître*. Pour être plus courtoise, leur thèse n'en est pas moins dangereuse pour les foules irréfléchies et dilettantes.

Le 7 juillet 1879, le député Madier de Montjau déclarait avec le plus grand sérieux « qu'au lieu d'être le développement de l'homme par l'union libre, la congrégation est l'anéantissement de l'homme par l'asservissement de tous à un ou à quelques-uns ; l'exploitation de la masse par une autocratie ou une aristocratie concentrée.... Vœu de chasteté, vœu négatif de la société même ; vœu de pauvreté et vœu d'obéissance, atteintes flagrantes au bonheur,

1. Chambre des Députés, discours du 6 mars 1883.

à la liberté, à la dignité de l'homme... tous vous êtes autant de coups portés à sa vie et à ses droits. »

Ces phrases colportées dans une société sensuelle telle que la nôtre, ont plus fait pour rendre impopulaire, même dans un certain monde nullement hostile à la religion, le nom de congréganiste, que tous les autres arguments d'apparence plus sérieuse et mieux assise.

Après avoir retiré aux congrégations le droit à la personnalité civile, leurs adversaires vont plus loin dans leur prétention ; ils leur refusent la jouissance des biens légitimes de ce monde. Refus singulier de la part de gens qui, justement, font grief aux religieux de leur vœu de pauvreté ! Certes, derrière cette prétention, il y a un sentiment d'un réalisme assez bas, un désir de s'approprier le bien d'autrui à bon compte. Néanmoins, sur leurs lèvres, cet argument fait figure de doctrine raisonnée et juridique.

Mirabeau, le premier en date, l'émettra sous cette forme vraiment un peu simpliste : « Les religieux et les prêtres sont des officiers de morale et d'instruction ; on doit les payer ; donc ils ne doivent pas avoir de bien à eux ¹. »

Raisonnement inattendu qui implique, par voie de conséquence, le devoir d'enlever à tout salarié de l'État le droit de propriété.

1. Taine, *Les Origines de la France contemporaine*, t. III, p. 264.

Lamartine ira plus loin encore dans cette voie. Le 3 mai 1844, à la Chambre des Députés, il déclarera en effet : « Je crois la propriété de toute congrégation funeste, dangereuse, ruineuse pour la nation et la famille. L'État ne devrait les admettre que comme association non protégée, non possédante et viagère... »

Cette phrase, que l'on s'étonne de trouver dans l'œuvre du grand libéral de 1848, prouve que l'erreur, répandue librement depuis un demi-siècle déjà, a faussé les meilleures intelligences, les intentions les plus pures.

Avec Gambetta, nous entrons dans le domaine de la forme violente. Au moins, désormais, nous verrons clair dans la pensée des adversaires des congrégations. Le grand leader de la République naissante dira par exemple aux Bellevillois ces paroles brutales : « Liberté d'association pour le monde des travailleurs, pour les associations professionnelles, pour les syndicats, pour les groupes de toutes espèces ; mais quant aux autres, permettez-moi ce mot : *Pour les moines.... Non !* » Puis, expliquant son ostracisme il ajoutera : « Il faut regarder de près à cette immense fortune de mainmorte qui est un scandale dans ce pays des Gaules composé de paysans et de petits fonctionnaires ; savoir enfin si l'impôt fonctionne sur tous ces biens acquis par des moyens plus ou moins légitimes.... Nous avons besoin d'une législa-

tion qui reprenne ces biens, les supprime, les abolisse ¹. »

Désormais les sectaires pourront venir, et ce sera sans étonnement, ni récrimination de la part de la majorité de ses collègues, qu'en 1879, le député Villain lancera cette boutade : « Les bonnes sœurs des villages, il faut les chasser : elles font concurrence aux pharmaciens ² ! »

Quelques-uns, sans doute, cacheront encore leurs rapines sous des apparences juridiques, mais ils se feront de plus en plus rares, et, lors de la discussion de la loi de 1901, un Henri Brisson trouvera bien pâle sa déclaration de 1880 qui, gravement, insinuait « qu'une société non autorisée ne peut acquérir, ni prescrire, et que, par conséquent, les biens des congrégations sont devenus sans maître, donc appartiennent à l'État ³. »

Notons du reste que tous ces législateurs qui grondent après cette mainmorte improductive n'ont jamais pu se mettre d'accord sur le chiffre exact de la fortune congréganiste. De plus, ils taisent volontairement les lourds et multiples impôts qui la frappent.... N'importe ! il s'agit avant tout de taper fort, c'est-

1. Cité par Bournand : *Le Clergé sous la III^e République*, p. 22, 23.

2. Chambre des Députés, discours du 18 mars 1879.

3. Chambre des Députés, discours du 9 décembre 1880

à-dire lourdement. Au lieu d'entrer dans le détail, on se contentera d'un mot : *la main-morte!* mais aussi quel mot! un mot autour duquel rôdent des souvenirs d'ancien régime, des légendes, des haines, tout un monde de rancœurs, d'ignorances, d'injustices. La mainmorte! c'est-à-dire ce régime fiscal impopulaire de biens qui ne sauraient se transmettre par testament. Et c'est ainsi que, le 21 janvier 1901, un Waldeck-Rousseau pourra déclarer impunément à la tribune de la Chambre : « Supposez ce que ce milliard congréganiste aurait produit s'il avait été livré à des milliers de ces mains françaises industrieuses, laborieuses, habiles au travail et à l'épargne ! »

Ainsi, les congréganistes sont des êtres *inutiles* pour le triple développement de l'individu, de la famille, de la cité. Pourquoi les protéger? Pourquoi même les tolérer?

Tels furent les arguments qui servirent de premières armes à la persécution, mais ceux-ci étaient d'ordre négatif.

Après tout, on pouvait exactement les appliquer au clergé séculier. Or, si ce dernier doit avoir son tour, les temps ne sont pas encore révolus. Pour aboutir, les adversaires des congrégations devront donc trouver autre chose, de telle façon que les lois qu'ils préparent deviennent, au regard des naïfs, des mesures de défense religieuse, et, à celui des vio-

lents, des lois de défense gouvernementale et sociale. Représenter les religieux comme étant des entités inutiles, c'était déjà bien; les montrer comme des êtres néfastes pour l'Église et pour l'État, ce serait plus fort et plus habile. C'est ce qu'on fit.

Toute maison divisée contre elle-même périra. Les politiciens sont passés maîtres dans l'application de cette formule. Ils essaieront donc tout d'abord de semer la discorde parmi le monde religieux, en démontrant que les congrégations sont les rivales du clergé séculier. Dans ce but, on se déclarera tout d'abord respectueux des droits de la religion. Cette hypocrisie endormira les modérés, les timorés, les chrétiens honteux. Ils s'imagineront qu'après tout, ces Lainé, ces Dupin, ces Waldeck, que les ultramontains voudraient faire passer pour des sectaires ou des athées, sont, au contraire, les défenseurs de la religion et des réformateurs avisés qui entendent mettre de l'ordre dans les choses de Dieu.

Plus le xix^e siècle avancera dans la voie de la libre pensée, moins cette arme se présentera dans les combats. A mesure que l'on se rapprochera du but, le masque tombera de lui-même. Malgré tout, même chez un Waldeck, on trouvera de ces apparences qui trompent, de ces sophismes qui accaparent les adhésions du camp

modéré. Il faut le dire bien haut, si les congrégations n'ont pas été soutenues par les braves gens comme elles auraient dû l'être, la raison en est à cette tactique féline qui captera la pensée des naïfs et enveloppera la religion des croyants.

Le 2 mai 1845, Dupin attachera le grelot : « Je soutiens avant tout, dit-il, qu'il ne s'agit pas ici d'une question religieuse... Si celle-ci pouvait être compromise, elle ne le serait que par les hommes imprudents qui, par leurs entreprises téméraires, sont venus alarmer l'opinion publique.... Le clergé, Messieurs, n'est pas davantage impliqué dans cette question; je puis dire que c'est pour lui que nous combattons en cherchant à l'isoler, à le séparer de ceux qui le compromettent. »

Victor Hugo, comme il convient à un poète, sera plus grandiloquent, mais non moins captieux. Parlant aux moines, il dira ¹ : « Je ne vous confonds pas avec l'Église, pas plus que je ne confonds le gui avec le chêne; vous êtes les parasites de l'Église, la maladie de l'Église. Cessez donc de la mêler à vos affaires, à vos stratégies, à vos combinaisons, à vos doctrines, à vos ambitions. Ne l'appellez pas votre mère, pour en faire votre servante. »

1. Cité par Waldeck-Rousseau, *Associations et congrégations*, p. 327.

Waldeck-Rousseau ne sera ni moins hardi, ni moins insolent. Ce sceptique, qui devant toutes les religions fera figure de blasé, tentera pour les besoins de sa politique de se montrer le vengeur des catholiques offensés¹. « La tyrannie des congrégations, écrira-t-il, a fatigué tout le monde. L'orgueilleuse chapelle écrase de son luxe hautain l'humble paroisse; et ce ne sont pas les incroyants qu'indigne davantage la simonie de saint Antoine²! »

Ennemis de l'Église catholique, les moines le sont également de l'État. Mirabeau, le premier, émettra cette opinion qui rappelle, mais en s'appliquant à d'autres agrégats, les plus vieilles doctrines de l'Ancien Régime. Parlant des congrégations il dira : « Des sociétés particulières placées dans la société générale rompent l'unité de ses principes et l'équilibre de ses forces³. »

Richelieu et Louis XIV ne pensaient pas autrement lorsque le premier abattait une

1. A la même époque, Georges Villain, rédacteur au *Temps*, écrivait : « La riche bourgeoisie catholique dédaigne souvent le clergé de sa paroisse; il lui semble vulgaire de suivre les offices avec le commun des mortels. Les chapelles des congréganistes ont un tout autre cachet d'intimité. C'est le salon qui se prolonge jusqu'à l'autel, et souvent aussi, c'est l'autel qui entr'ouvre la porte de certains salons. (*Revue politique et parlementaire*, janvier 1901.)

2. *Papiers personnels* de Waldeck-Rousseau, publiés après sa mort par *le Matin*.

3. Assemblée Constituante, séance du 2 novembre 1789.

aristocratie tapageuse et que le second révoquait l'édit de Nantes.

Sous une autre forme, c'est la même idée que nous retrouverons chez les auteurs des décrets de 1880 et les législateurs de 1901. Ceux-là diront du moins : « Si son cœur est pour nous, ses principes sont contre nous ; » et ceux-ci ¹ : « Les congrégations sont les grands magasins de la presse et des élections... supprimons-les ² ! » Théorie osée quand on songe qu'à l'époque où elle était émise, sur 30 grands journaux parisiens, 16 étaient anticléricaux, 9 indifférents et 5 seulement catholiques ³ ; théorie jacobine n'ayant aucune valeur dans nos sociétés modernes qui reposent avant tout sur le principe de liberté, c'est-à-dire l'égalité de fait entre l'erreur et la vérité, entre le bien et le mal.

Tels sont les griefs qu'invoqueront les adversaires des congrégations pour mettre en scène ce drame poignant de notre histoire dont le premier acte fut joué en 1790, qui, par intermittence, resta localisé dans les coulisses, pour aboutir, en fin de compte, à cette brutale opération de police que fut l'application de la loi de 1901.

Quelques persécuteurs, plus violents et

1. J. d'Ayme, *Un peu d'impartialité sur les décrets du 29 mars*, p. 81.

2. *Papiers personnels* de Waldeck-Rousseau.

3. Fouillée, *La France au point de vue moral*.

moins habiles, iront beaucoup plus loin dans l'expression de leurs rancœurs et de leurs haines, tel cet énergumène de la Chambre des Députés qui, à propos des petites sœurs des pauvres, s'écriera : « Nous ne voulons plus de charité ¹ ! » Mais ceux-là ne seront que des francs-tireurs isolés dont les chefs de file se serviront au besoin, mais que, par prudence politique, ils ne suivront jamais jusqu'au bout.

*
* *

En face de ces adversaires, les religieux trouveront des défenseurs énergiques.

Ceux-ci reprendront un à un les arguments des sectaires ou des ignorants. Ils y opposeront des faits, des chiffres, des évidences si frappantes, que leurs adversaires, pour mener à bien leur œuvre détestable, devront se réfugier dans la raison d'État, cette formule facile qui, au nom de je ne sais quel principe impénétrable et supérieur, voudrait sous tous les régimes légitimer ses attentats.

Les religieux sont des esclaves, dites-vous?

Or, qui peut prétendre à une forme démocratique plus rigoureuse que celle qui préside à la création d'un ordre congréganiste? Le général de l'ordre, le supérieur de toute com-

1. Cité par Cartier, *Les moines de Solesmes*, p. 35.

munauté, sont élus au suffrage universel. Et, comme si cette garantie n'était pas suffisante, les évêques et les réguliers peuvent les blâmer, les suspendre, les révoquer.

Et le *ubi peccatum non cerneretur*?

Oubliez-vous que cette formule éclairée forme le catéchisme de tous les novices, et que, par elle, ceux-ci ne doivent obéissance que là où il n'y a pas de péché?

Il semble que cette règle est plus libérale que celle de la loi humaine qui entend être obéie partout et toujours, même lorsque le mal et l'erreur y règnent.

Les moines sont des esclaves ?

Paroles d'une incommensurable naïveté qui prouvent l'ignorance psychologique de ceux qui les prononcent. Et puis, seraient-elles même exactes, n'est-ce pas la beauté de la liberté que de permettre la diversité dans l'expansion des âmes ? Pour n'être pas citoyens comme les autres, les moines n'en sont-ils pas moins citoyens ?

La meilleure réponse à faire à ceux qui leur font ce reproche se trouve dans cette parole de Renan : « C'est faire tort au catholicisme que de l'accommoder à nos idées modernes, outre qu'on ne le fait que par des concessions verbales qui dénotent mauvaise foi et frivolité¹. »

1. Renan, *Lettres à l'abbé Cognat*, 1845-46.

Les moines sont des êtres physiques inutiles, dites-vous encore ?

Mais, pour remplir certaines missions d'ordre moral, telles que celles que les religieux entreprennent il faut consentir à certains sacrifices, subir certaines déchéances physiques que le sublime dans lequel on vit compense largement. Ainsi que le disait ce chanoine anglican de l'Église d'York, le docteur Isaac Taylor, « saint Paul n'eût pas changé la face du monde s'il avait eu une femme, un équipage et un poney¹. » Le docteur Müller va plus loin et déclare que la continence est la base de toutes les vertus morales; que seule elle forme la virilité de caractère. Comme l'écrivait un religieux : « Nous allons à l'enfance, et vierges par la pureté, nous nous montrons mères par l'amour². »

Les moines sont immensément riches, dites-vous encore, et, qui plus est, leurs richesses sont improductives.

D'abord sont-ils aussi riches que vous voulez bien le dire ? Ce qui est certain, c'est que vous ne vous êtes jamais mis d'accord sur le chiffre exact de ces richesses.

Voyons les faits : alors qu'en 1881 la commission de la Chambre fixe la fortune totale des congrégations à 900 millions, Waldeck-

1. *Fortnightly Review*, octobre 1888.

2. Bélanger, *Les méconnus*, 1901, p. 3.

Rousseau donne pour la même année le chiffre de 712 millions, qui 20 ans plus tard, deviendra sur ses lèvres, *pour la même époque*, 700 millions.

En 1890, l'évaluation de l'enregistrement n'est plus que de 560 millions, et celle d'Henri Brisson de 500 millions. En 1893, le gouvernement l'estimera à 493 millions. Enfin, en 1900, on parlera d'un milliard.

Ainsi, l'écart, en quelques années, passera du simple au double. D'ailleurs, les adversaires des congrégations, voulant frapper l'imagination des ignorants avec de gros chiffres, n'auront pas la probité de défalquer de l'actif ni les dettes, ni les hypothèques ; ils se garderont bien de faire remarquer que 83 0/0 de cette fortune sont constitués en immeubles, et que la plupart de ceux-ci sont des hôpitaux, des ouvroirs, des orphelinats, des maisons de retraite et d'éducation, abritant des centaines de milliers d'individus jeunes ou vieux.

Et puis, répliquent les défenseurs aux adversaires, lorsque vous évaluez les biens de 160 000 congréganistes¹, vous le faites comme si cette collectivité ne formait qu'un seul individu. Supposons, ce qui n'est pas, qu'ils possèdent, à eux tous, ce fameux milliard. Divisez-le par 160 000, cela fait par tête 6 250 francs, soit 188 francs de rente au taux

1. Effectif des congréganistes français avant 1901.

de l'argent à cette époque. Réunissez au hasard, dans la France, 160 000 citoyens, et vous verrez si le chiffre moyen de la rente que possède chacun d'eux ne sera pas supérieur à 188 francs¹. Bien plus, n'y a-t-il pas dans notre pays des capitalistes dont la fortune individuelle égale ce milliard ?... Ne voyez-vous pas votre légèreté, votre parti pris, votre inconséquence ?

Enfin les adversaires prétendent que les capitaux congréganistes ne produisent pas.

Mais les formes sous lesquelles des capitaux peuvent produire sont multiples ; et un immeuble qui abrite des miséreux, dans lequel on donne la nourriture du corps et le pain de l'esprit aux orphelins, aux jeunes gens, aux vieillards, aux infirmes, n'est-il pas plus productif qu'un riche palais où l'on danse le tango ?

En 1901, les congrégations instruisaient 2 000 000 d'enfants et hospitalisaient ou soignaient 200 000 individus. Waldeck-Rousseau, sans donner un chiffre aussi fort, s'en rapprochait sensiblement. Bien plus, d'après cet homme d'État, les congrégations autorisées, qui ont leurs pépinières en France, instruisaient à l'étranger 130 596 individus et y diri-

1. Voir plus loin, c. VIII, *La légende du milliard*.

geaient 345 orphelinats. Vraiment, le milliard n'était pas trop paresseux....

Au point de vue fiscal, même constatation. A cette époque la fortune congréganiste paie tout d'abord tous les impôts auxquels sont assujetties les autres richesses. De plus, la partie qui n'est pas assujettie aux droits de succession l'est, d'après la loi du 1^{er} janvier 1849, à une taxe de mainmorte de 0,875. La loi de 1884 exige d'elles 5 % de la valeur brute des biens immeubles et meubles possédés ou occupés par elles. Enfin, depuis 1895, à la taxe de mainmorte de 1849 s'est superposé un droit d'abonnement. Ainsi, aux impôts ordinaires s'ajoute un triple impôt supplémentaire.... Et vous dites que ces religieux, qui ne gardent pour eux que les quelques francs nécessaires à l'entretien de leur bure grossière, de leurs souliers à claire-voie et de leur couchette de fer, ne produisent pas !

Mais ces immeubles, qui constituent toute la richesse des congrégations, n'abritent pas seulement la charité, ils produisent aussi de la vertu et de la science. Comme l'a dit un moine : « Quand la prière a fait d'un religieux un chrétien parfait, la Providence l'utilise selon sa vocation spéciale. Il devient théologien, artiste, missionnaire, pasteur ; il gouvernera même, comme Pierre, les agneaux

et les brebis. Le prisme divin a différencié la lumière et en a fait sortir la variété ¹. »

Donc le moine, en tant qu'individu, est pauvre, et cette pauvreté c'est la traînée lumineuse de celle du Christ ². En tant qu'être social, il produit autant et souvent mieux que beaucoup de ses concitoyens, puisque toutes les parcelles de sa fortune servent à l'expansion des âmes, à la guérison des corps, à l'ornement des intelligences.

Les adversaires des congrégations auraient dû se rappeler ce fait typique d'un P. Didon qui, avec les 100 000 francs que lui rapporte son *Histoire de Jésus*, fait élever un manège à Arcueil pour ses élèves.

Après avoir répondu à cette assertion que le moine est un être inutile, les défenseurs des congrégations se retournent, d'une part vers les séculiers pour leur demander si elles gênent véritablement leur ministère, et d'autre part vers l'histoire pour prouver à sa lumière qu'elles ne furent jamais que l'ennemi du despotisme d'État.

Les prélats et les prêtres qui ont défendu les réguliers sont innombrables.

Parmi les plus notables, nous rencontrons tout d'abord le cardinal Maury qui, à la fin du xviii^e siècle lança à la tribune de la Consti-

1. P. Cartier, *Les moines de Solesmes*, p. 80.

2. P. Belanger, *Les méconnus*, p. 25.

tuante cette parole de bon sens : « Les propriétés des moines garantissent les vôtres. »

Nous trouvons ensuite, sous la Monarchie de Juillet, l'abbé Dupanloup ; sous le second Empire, le cardinal Pie ; sous la III^e République, les cardinaux Bourret, Coullié, Perraud, Amette. Au moment des décrets de 1880, l'évêque d'Autun écrit à M. de Freycinet une lettre dont chaque mot retentit à la manière d'une protestation : « La liberté d'association religieuse est la liberté inoffensive et sacrée de pouvoir prier, se dévouer, souffrir.... L'Église a vu dans l'état religieux une institution étroitement liée à la mission qu'elle a reçue de réaliser dans le monde l'idéal de la perfection proposé par son divin fondateur. L'existence des congrégations est au premier chef un fait de conscience et d'application dont le respect s'impose au législateur et à la puissance publique jusqu'à ce qu'il soit démontré qu'on abuse de ces principes pour menacer la sécurité de l'État. Les religieux paient l'impôt et ne demandent aucun privilège ; ils peuvent donc vivre à leur guise. Ils n'ont besoin d'aucune autorisation pour porter un froc plutôt qu'une redingote ; pour se réunir dans un couvent plutôt que dans un atelier ; pour se lever à quatre heures au lieu de se coucher à minuit. Au reste, les congrégations n'ont-elles pas pour elles le témoi-

gnage public ? Œuvres de charité, écoles pleines, recrutement facile des couvents. » Et fièrement, l'évêque finissait par ces mots : « Les meilleurs défenseurs des congrégations ce sont les congrégations elles-mêmes qui ont fourni des Bourdaloue, des Bellarmin, des Suarez, des Olivaint, des Ravignan, des Secchi, des Milleriot ¹. »

Comment, dans ces conditions, a-t-on pu appeler les religieux des bachi-bouzoucks gênant l'action du clergé ?

« Disons, tout d'abord, note un écrivain bien renseigné ², qu'en 1901 il y avait en France 50 000 prêtres séculiers et 30 000 congréganistes hommes. Sur ces 30 000 il n'y avait guère que 4 000 prêtres, ce qui restreint beaucoup la portée de l'objection. De plus, l'exemption ecclésiastique qui protège les religieux et les met en dehors des séculiers ne s'applique qu'aux grands ordres, et n'exempte leurs membres que du droit officiel de visite. Pour le reste, les religieux reçoivent l'approbation des évêques. »

Donc ils ne sont pas en dehors d'eux.

C'est en vain, du reste, que les sectes ont cherché à embrouiller les cartes.

Le clergé a senti d'instinct que la première charrette serait suivie d'une autre dont

1. Lettre de Mgr Perraud à M. de Freycinet, Paris, 1880.

2. Bélanger, *Les méconnus*, p. 39.

il ferait les frais. En défendant les moines c'est donc lui-même qu'il a défendu. Tous les paradoxes et contre-vérités du monde ne changeront rien à ce fait.

Enfin, reste la grande objection : le moine est l'ennemi de l'État moderne. Certes, le soleil n'aime pas le nuage qui voile sa lumière, et l'État fut souvent ce nuage aux regards des religieux. Le tout est de savoir qui, des moines ou des pouvoirs publics, a pris l'offensive. Notons au préalable que ceux qui prétendent que ce sont les congrégations, semblent ignorer la légende de la paille et de la poutre, tel ce Lepelletier de Saint-Fargeau qui, comme avocat général, accusait les jésuites de régidice et pourtant avait lui-même voté la mort de Louis XVI!

Très justement, les défenseurs des congrégations rappellent que Napoléon I^{er}, à la fois despote et révolutionnaire, a rouvert bien des cloîtres, a protégé plus d'un religieux. Si ceux-ci avaient été ses ennemis, il n'aurait pas eu pour eux cette bienveillance. Ils constatent que Lacordaire a groupé autour de sa chaire toute une génération de voltairiens pour dire, à la face du tabernacle du Christ, les droits de la liberté! Ils rappellent que les pères blancs du cardinal Lavigerie ont entonné la *Marseillaise* du ralliement, que le P. Didon a façonné toute une jeunesse suivant la formule

démocratique et que le P. Sertillanges a béni les armes de la République. Ils discutent enfin un à un les statuts des ordres religieux, leur morale, leur doctrine; il les comparent aux lois, à la morale, à la doctrine de l'État, et ils en déduisent facilement que la liberté, l'égalité et la fraternité ne se trouvent pas toujours où habituellement on les cherche.

A côté des défenseurs catholiques, nous trouverons au xix^e siècle toute une génération d'hommes qui défendront les agrégats religieux au nom des droits modernes des citoyens. Michelet, dans certaines pages de son œuvre, s'honorera d'être du nombre de ces hommes clairvoyants et bien nés. Taine, dans ses *Origines de la France contemporaine*, écrit que les associations religieuses sont des organes précieux et non des excroissances malades¹. Victor Hugo, dont la pensée fut pleine de contradictions, exalte la vertu monacale en cette page restée célèbre² : « Des hommes se réunissent et habitent en commun, en vertu de quel droit ? — En vertu du droit d'association. — Ils s'enferment chez eux; en vertu de quel droit ? — En vertu du droit d'aller et venir, qui implique le droit de rester chez soi... Les esprits irréfléchis, rapides, disent : A quoi

1. T. III, p. 255.

2. Cité par Blandeau dans son *Patriotisme des ordres religieux en 1870-71*, p. 961.

bon ces figures immobiles du côté du mystère ? A quoi servent-elles ? Qu'est-ce qu'elles font ? Il n'y a pas d'œuvres plus sublimes peut-être que celles que font ces âmes. Il n'y a peut-être pas de travail plus utile. Ils font bien, ceux qui prient toujours pour ceux qui ne prient jamais. »

En 1883, Jules Simon déclarera qu'un des besoins de tous les temps et particulièrement de notre époque, c'est pour les hommes, pour les individus de se réunir, de se concerter, de mettre en commun leurs forces ¹.

En 1903, M. Aynard, républicain de bon ton et ami de Gambetta, n'hésitera pas à prononcer devant la Chambre ces louables paroles : « Nous qui nous réclamons de la Révolution Française, nous défendons les congréganistes parce que nous ne voyons en eux que des citoyens que les principes nous obligent à défendre ². »

Ainsi, pour ces honnêtes gens, « la liberté de conscience consistait à tout permettre et non à tout supprimer... l'État devant craindre beaucoup plus de la parole étouffée que de la parole libre ³. »

Il semble donc que rien n'ait manqué aux congréganistes pour voir triompher leur cause.

1. Cité par Waldeck-Rousseau, *Associations et Congrégations*, p. 2.

2. Daniel, *Année politique*, 1903, p. 97.

3. E. Faguet, *Le libéralisme*, ch. VII.

Des hommes venus des horizons les plus divers de la pensée philosophique et de la vie politique sont accourus vers eux pour leur tendre la main et pour les aider à cheminer sur les routes inhospitalières de la démocratie.

Écrivains, poètes, parlementaires, gens du peuple, artisans, c'est tout un monde d'hommes éclairés, de talents dont quelques-uns avaient les accents du génie que donne la défense des nobles causes, ou simplement de braves gens, que nous voyons à chaque page de l'histoire du xix^e siècle venir défendre les libertés monacales.

Comment, dans ces conditions, les congrégations ont-elles pu sombrer ?

Comment la loi de 1901 a-t-elle été possible ? Comment, dans ce pays de France, si léger d'esprit, mais si bon par le cœur, un grand vent de libéralisme et de pitié n'a-t-il pas mis à terre ces desseins détestables ? L'histoire documentée des luttes politico-religieuses du xix^e siècle nous donnera la clef de ces contradictions.

Ce qui a manqué à la défense congréganiste, ce sont cet esprit de suite, cette solidarité, cette vigilance, cette audace qui raffermissent les bonnes causes et assurent les victoires. Si la liberté d'enseignement a triomphé en France c'est que, pendant 20 ans, une armée bien stylée, commandée par des chefs éner-

giques tels que Lacordaire, Montalembert, Dupanloup, Falloux, a sans se lasser, frappé sur l'enclume, ne se rebutant ni des échecs, ni des injures, ni des tiédeurs dont quelques-unes venaient de ses propres partisans.

Il a manqué aux congrégations cette armée, ces chefs, cette tactique. Pour avoir craint d'aborder en face, dès le début de la restauration religieuse en France, ce problème important des agrégats religieux, ceux-ci se sont endormis dans une confiance injustifiée.

Le réveil n'en a été que plus dur.

De 1800 à 1848, les congrégations ont vécu sous les regards de la tolérance d'État. Or, une tolérance n'a jamais été une liberté; c'est la chose la plus fragile et la plus dangereuse qui existe. De 1848 à 1870, on a donné aux moines une demi-liberté : c'était un pas important de franchi. Mais, avec la III^e République, est venue tout d'abord l'ère de la semi-tolérance, enfin celle de la persécution.

Pour n'avoir pas réclamé juridiquement, légalement, ouvertement leur place officielle dans les statuts modernes, les congrégations ont sombré dans cette impuissance qui, dans toutes les armées et toutes les entreprises, est la caractéristique des demi-combats et des francs-tireurs.

Par contre, de 1790 à nos jours, les adversaires des congrégations feront preuve d'une

persévérance, d'une habileté, d'une audace mêlée de prudence que leurs défenseurs auraient dû imiter.

S'ils sont arrivés à leurs fins, c'est à cette maîtrise qu'ils le doivent, et non à la nature de leur cause qui était imprudente et mauvaise.

Ils ont su tromper les meilleurs après s'être trompés eux-mêmes ; au nom de la liberté ils ont forgé des lois de tyrannie qui font la stupeur des historiens indépendants et des Français de bon sens. Lainé, Dupin, Gambetta, Waldeck, tous ont présenté leur doctrine suivant la formule qui convenait à leur époque. C'est cette adaptation remarquable, c'est cette continuité dans l'effort vers un but détestable qui a assuré leur triomphe.

Ainsi s'est justifiée une fois de plus cette parole de l'Évangile : « Les enfants du siècle sont plus habiles dans la conduite de leurs affaires que les enfants de lumière. »



HISTOIRE POLITIQUE

DES

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES

FRANÇAISES

CHAPITRE PREMIER

LES CONGRÉGATIONS ET LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Le statut légal des congrégations, à la fin du xviii^e siècle, reposait sur la loi du 19 février 1790 pour les réguliers et sur celle du 18 août 1792 pour les associations séculières

Sous l'Ancien Régime, il y avait trois sortes d'agrégats religieux en dehors du clergé : les réguliers qui faisaient des vœux perpétuels ; les séculiers tels que les oratoriens et les frères de la Doctrine chrétienne, qui n'étaient liés que temporairement et vivaient dans le siècle ; et enfin les congrégations laïques ou confréries. L'État maintenant et protégeant les vœux, un régulier ne pouvait abandonner son couvent sans l'autorisation du pouvoir. De plus, depuis 1749, les confréries devaient, pour avoir une existence légale, recevoir des lettres de patente du roi.

Dans les dernières années du règne de Louis XVI, il y avait, au dire de Taine, un appauvrissement général du sentiment monacal. Cet historien estime qu'en 1789 il n'y avait plus en France que 23 000 religieux et 37 000 religieuses, dont 12 000 séculiers et 48 000 réguliers¹. Cet avis n'est du reste pas celui de l'historien Faucher qui déclare qu'en 1790 les religieux étaient encore très nombreux. Enfin, la dîme n'était plus à cette époque ce que nos préjugés modernes s'imaginent volontiers. Les propriétaires et les fermiers avaient, en effet, acheté et loué la plupart des terres, défalcation faite de cette charge. En outre, les congrégations n'étaient pas impopulaires. En 1755, le marquis de Mirabeau faisait paraître un ouvrage intitulé : *L'Ami des hommes*, ouvrage qui, à la veille de la Révolution, avait encore un succès considérable. L'auteur démontrait par des faits que les monastères étaient une source de richesses pour les paysans et par là même permettaient à ceux-ci de se marier et de fonder de nombreuses familles.

Ainsi, en 1789, la classe monacale régulière n'était pas une classe privilégiée. La mort civile, qui frappait ses membres et qui avait pour contre-partie la protection officielle de l'État, les mettait plutôt dans une situation inférieure par rapport aux autres citoyens. Et c'est sans doute la grande raison qui avait fait perdre aux couvents leur éclat d'autrefois.

La première fois qu'il fut question des réguliers à la Constituante fut le 8 août 1789. On discutait l'emprunt qui devait aider le gouvernement de

1. Taine, *Les Origines*, t. I, p. 320; t. III, p. 251; t. X, p. 48.

Louis XVI à sortir d'une situation financière difficile, et tout naturellement les esprits se tournaient vers ces biens d'Église qui eussent fait utile figure dans la bourse obérée de l'État.

Le marquis de Lacoste, répondant indirectement et publiquement à cette pensée secrète, présenta un projet de décret supprimant les ordres monastiques. Le chevalier de Lameth appuya cette motion en la couvrant d'une façade philosophique : « Chaque citoyen, dit-il, a des droits sacrés qui existent indépendamment de la société ; mais les corps politiques n'existent que pour la société et n'existent que par elle. » Toutefois, l'assemblée ne voulait pas marcher trop vite dans cette voie, et le projet n'eut pas de suite pratique.

Le deuxième jalon fut posé par Turgot le 28 octobre suivant. Il fit adopter par l'assemblée et sanctionner par le roi le décret suivant :

« L'Assemblée ajourne la question sur l'émission des vœux ; et cependant — et par provision — décrète que l'émission des vœux sera suspendue dans les monastères de l'un et de l'autre sexe. »

Dès lors, une fois le premier pas franchi, on alla vite en besogne. Le 2 novembre 1789, l'Assemblée ayant décidé que tous les biens ecclésiastiques étaient à la disposition de la nation, il était naturel que la situation des congrégations, qui au regard de l'opinion possédaient une partie de ces biens, fût légalement et définitivement réglée.

Le comité ecclésiastique, présidé par l'évêque de Châlons, avec Treilhard pour rapporteur, se mit à la besogne, et, le 17 décembre 1789, ce dernier rendait compte de ses travaux à l'assemblée. Le projet

de décret était extraordinairement modéré. Il n'y était pas spécifié que l'État interdisait les vœux, mais ce dernier laissait les réguliers libres de rester dans leurs couvents ou d'en sortir.

Le parti avancé trouva cette rédaction trop anodine ; il fit doubler le nombre des membres de la commission avec Treilhard pour président.

« Treilhard, écrit M. de la Gorce ¹, était un légiste à l'érudition étendue, au travail infatigable, à l'esprit faux et actif, à la fois très pétri d'absolutisme et très paré de liberté. » Le 5 février 1790, il faisait voter la suppression d'une maison monacale du même ordre sur deux, là où il y en avait deux ; deux sur trois, là où il y en avait trois ; trois sur quatre, là où il y en avait quatre.

Le 11 février suivant, il se présentait à nouveau devant l'Assemblée, et, dans ce style ampoulé qui est la caractéristique de l'esprit parlementaire de l'époque, il défendait son nouveau projet de décret, qui, assez libéral dans l'ensemble, était pourtant plus accentué que le premier.

« Messieurs, disait-il, la régénération que vous êtes appelés à consommer doit embrasser toutes les parties de ce vaste empire, parce qu'il n'en est aucune qui soit préservée du relâchement et des abus que le temps amène toujours à sa suite... Mais, en cessant de protéger les biens qui blessent plusieurs individus, doit-on rompre la chaîne de tous ? En venant au secours du religieux fatigué de son état, ne devez-vous pas protéger celui qui désire y vivre encore ?... » Et, marquant bien l'esprit du

1. De la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution*, t. 1, p. 157.

projet, il ajoutait : « Le comité vous propose de fixer les religieux qui veulent rester tels dans les campagnes ou les petites villes, afin de les rappeler autant qu'il sera possible à leur première institution... Leur présence vivifiera les campagnes qu'ils habitent, et vous acquerez d'ailleurs la libre disposition de leurs terrains situés dans les capitales, ressource immense, ressource bien précieuse dans notre position critique. »

La question était donc posée : liberté complète aux religieux de quitter leur habit ou de le garder, nulle restriction au recrutement futur, appréhension par l'État des biens laissés vacants.

Le projet supprimait les congrégations en tant qu'ordres privilégiés et protégés officiellement, mais non en tant qu'associations religieuses libres. C'était donc un projet de liberté en même temps que de haute moralité. Il est en effet avéré qu'alors le relâchement et la tiédeur affectaient un certain nombre de religieux qui n'aspiraient qu'à rentrer dans le monde, *ce que la législation interdisait*. Ainsi que Taine devait l'écrire : « Le souffle primitif avait dévié ou s'était ralenti, la moitié des ressources monacales étaient employées à rebours ou restaient stériles ; bref, le corps avait besoin d'une réforme ¹. » Il aurait pu même ajouter que les religieux étaient les premiers à la désirer. En déliant de leurs vœux les moines *forcés*, le projet faisait donc œuvre saine et utile. Mais il ne fallait pas aller au delà. L'assemblée, nous allons le voir, n'eut pas cette sagesse.

La discussion ne demanda que trois séances :

1. Taine, *Les origines de la France contemporaine*. Cet auteur ajoute que la moitié des ordres monastiques était digne de respect, t. III, p. 257.

celles des 11, 12 et 13 février 1790. Treilhard avait somme toute proposé une solution très admissible pour les amis de la liberté ; son rapport se vit pourtant en butte à une opposition acharnée tant à droite qu'à gauche. En effet, une question se présentait qu'il fallait résoudre par oui ou par non : *Abolirait-on les ordres réguliers ?* Treilhard, non sans habileté, ne semblait pas vouloir poser la question : elle le fut malgré lui. La Rochefoucauld, Pétion de la Villeneuve, Delley d'Agier, Roger, Barnave, Garat furent catégoriques : *C'était oui*. L'abbé Grégoire, les évêques de Nancy et de Clermont répondirent avec non moins de force en sens contraire, et ce dernier lança notamment ces paroles : « Vous enlevez à la religion un abri, aux citoyens une ressource, à l'Évangile des apôtres. Vous renoncez à la glorieuse prérogative d'être les garants des engagements formés avec le ciel. » Ce à quoi Garat répondit : « Je me déclare aussi bon chrétien catholique apostolique que personne. »

Il semblait que l'on n'aboutirait jamais, lorsqu'un membre de l'assemblée, futur ministre de Louis XVIII, très prisé de ses collègues pour sa belle intelligence et sa haute tenue parlementaire, l'abbé de Montesquiou, intervint pour ramener le calme. Appuyé par Lacoste, il proposa un texte intermédiaire et le fit voter. La loi ne reconnaissait plus les vœux monastiques solennels. Les moines et les religieuses liés par ces vœux pouvaient les résilier, et ceux qui le feraient auraient droit à une pension. Ceux qui voulaient y être fidèles seraient tenus de se réunir dans des maisons que l'État désignerait et subventionnerait.

La loi ne s'appliquait *obligatoirement* ni aux religieuses, ni aux maisons de charité, ni à celles qui étaient chargées de l'éducation publique.

Tout semblait bien réglé, lorsqu'en fin de séance, un député peu connu, du nom de Thouret, faisait ajouter à la dérobée à l'article 1^{er} une motion dangereuse qui l'aggravait sensiblement puisqu'elle autorisait implicitement toutes les proscriptions futures. Cette motion était ainsi libellée : « Les ordres de congréganistes de l'un et l'autre sexe sont et demeurent supprimés en France, sans qu'on puisse à l'avenir en établir d'autres. »

Le 19 février 1790, Louis XVI sanctionnait la loi. Le moins qu'on puisse en dire c'est que la motion Thouret en avait fait un monument d'incohérence et de contradiction, puisque après avoir supprimé *théoriquement* dans l'article 1^{er} tous les ordres religieux dans le présent et dans l'avenir, les autres articles étaient libellés de telle sorte qu'une large porte à la liberté restait ouverte.

Les 19 et 20 février de la même année, l'assemblée parachevait son œuvre en décrétant les mesures d'application de la loi, et notamment celles relatives aux pensions des anciens moines. Les députés firent montre d'une générosité ostentatoire sur ce dernier point. Robespierre déclara « qu'on devait aux religieux un traitement juste et honnête. » Barnave, appuyé par l'abbé Grégoire, prit la défense des anciens jésuites par haine de celui qui les avait chassés, Choiseul. Le premier prononça ces paroles inattendues : « Parmi les 100 000 vexations de l'ancien gouvernement qui a tant pesé sur la France, on doit compter celle qui a été exercée sur un ordre

célèbre, sur les jésuites ; il faut les faire participer à votre justice. » Quant au second orateur, il fit voter un amendement en leur faveur, « le premier acte de la liberté naissante devant être de réparer les injustices du despotisme ! » Ainsi, les fils de saint Ignace allaient être pensionnés par les révolutionnaires, en haine de l'ancien régime !

Les taux des pensions pour les anciens moines étaient les suivants : religieux non mendiants et jésuites, 900 à 1 200 livres, suivant l'âge ; mendiants, 700 à 1 000 livres ; frères lais, 300 à 500 livres. Par contre, il était édicté que les religieux qui sortiraient de leurs cloîtres seraient incapables de succession, et ne pourraient recevoir par donations entre vifs et testamentaires que des pensions et rentes viagères. Cette mesure avait été prise sous prétexte de ne pas détruire les arrangements faits dans les familles.

Toute cette législation un peu disparate était complétée par plusieurs décrets. Celui du 19 mars spécifiait que les religieux fidèles à leurs vœux n'auraient pas le droit de quêter et recevraient de l'État des refuges n'ayant pas plus de six arpents. Le décret du 20 mars décidait que l'exécution de la loi donnerait lieu à inventaire, et celui du 8 octobre que les anciens religieux seraient payés à partir du 1^{er} janvier 1791, et qu'avant le 1^{er} novembre, les municipalités recueilleraient la décision des moines, les partants ayant le droit d'emporter leur mobilier ¹ et les restants devant être réunis par ordre et par groupe de vingt. Enfin, un dernier décret, en date du 10 décembre, permettait aux religieux

1. Quelques municipalités généreuses devaient y ajouter 2 ou 3 paires de draps et de souliers.

convers d'élire leur supérieur, tout comme les frères, pour deux ans et avec possibilité de rééligibilité. De plus, l'assemblée autorisait les congréganistes à porter ou à ne pas porter l'habit de leur profession.

Par ces prescriptions de détails, la Constituante montrait son esprit tâtilon et prouvait que ses membres avaient, en la matière, hérité de l'esprit de méfiance des anciens parlements.

*
* *

Malgré toutes ces mesquineries, la loi de 1790 ne fut pas mal accueillie dans son ensemble, même par les religieux. Et pourtant, le décret du 2 novembre 1789, qui avait confisqué les biens ecclésiastiques, avait mis en appétit les paysans. Ceux-ci s'étaient fait un malin plaisir de rôder autour des monastères, d'en saccager les titres de propriété et les propriétés mêmes. Mais les moines savaient qu'ils avaient des amis dans les bailliages, et ils comptaient sur eux pour que la loi fût appliquée avec modération. Leurs espoirs, au début du moins, ne devaient pas être vains.

Certains magistrats communaux procédèrent tout d'abord à des referendums populaires pour savoir si les moines devaient ou non quitter le pays. Beaucoup d'entre eux leur furent favorables.

Quant à l'inventaire légal, il fut fait le plus souvent par les protecteurs ou les fermiers des religieux, délégués par les baillis comme officiers municipaux.

Le questionnaire exigé par la loi donna, au dire de M. de la Gorce¹ qui se trouve d'accord avec Taine :

1. De la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution*, t. II, p. 168.

le chiffre de 48 368 religieux réguliers : 27 393 nonnes et 20 975 moines ¹. Il prouva de plus que les femmes tenaient à leurs vœux et les hommes à leur liberté. Il faut excepter les capucins et les chartreux qui demeurèrent inflexibles dans leur volonté de rester dans leurs couvents. Au reste, la majorité décida de voir venir ; car ce n'était pas le tout de vouloir rester religieux, encore fallait-il être assuré que l'on pourrait vivre. Étant dépouillés de tous leurs biens, le plus grand nombre d'entre eux voulait savoir avant de se prononcer si le gouvernement les laisserait mourir de faim. Enfin, un certain nombre déclarèrent renoncer à leurs vœux pour faire du bien en toute indépendance sous la direction de leurs évêques. C'est ainsi que le dominicain Delbez fit aux autorités la déclaration suivante : « Je n'entends nullement renoncer aux droits que j'ai sur mon ordre, non plus que de me soustraire à ceux qu'il a sur moi. » Et pourtant Delbez sortit de son couvent.

Grâce à la bonne volonté des baillis, tout se passa dans le calme. Toutefois, dans le Midi, et notamment à Montauban et à Perpignan, les habitants prirent violemment parti pour les moines.

*
* * *

Malheureusement à Paris le pouvoir ne s'amen-
dait pas *dans le sens de la liberté*. Il payait en retard les pensions promises et ne créait par département que deux ou trois couvents, ce qui indisposa les

1. Dans son rapport, Treilhard avait donné le chiffre de 18 000.

villageois. Pour calmer les colères, des sursis furent accordés. Ce ne fut pas pour longtemps.

En donnant un premier coup de pioche dans l'édifice monacal, la Constituante avait été guidée par deux considérations : la haine des corporations, le besoin d'argent. Le nouveau régime avait *horreur* des associations *comme de quelque chose qui lui ressemblait et qui n'était pas lui*¹; il les considérait comme étant les ennemis de l'État et préférait fonder sa fortune sur l'individualisme, système plus malléable. Et c'est ainsi que, tour à tour, la noblesse, la magistrature, les finances, les charges militaires, le clergé, en un mot toutes les entités possédantes ou non, avaient été transformées et diminuées. Les congrégations ne pouvaient rester debout au milieu de tant de ruines. Mais l'assemblée avait surtout besoin d'argent. La vieille monarchie croulait non seulement sous le poids de ses fautes et sous celui de la mauvaise foi et de l'audace de ses adversaires, mais encore et surtout sous les coups réitérés de la banqueroute et de la famine. Pour vivre, il lui fallait un budget, et elle crut se sauver en se faisant à son tour accapareuse. Calcul erroné, du moins en ce qui concernait les congrégations. D'une façon générale, les monastères étaient pauvres. « J'ai eu entre les mains, écrit l'historien Faucher, les inventaires de presque tous les couvents de France. Ils sont identiques : un lit avec un ou deux matelas et quelques couvertures; une table et trois ou quatre chaises; parfois un vieux fauteuil, quelques rayons de bibliothèques et des livres : tel était l'ameublement des

1. E. Faguet, *Le libéralisme*, c. xix.

cellules. Quant au vestiaire, le religieux recevait un vêtement neuf chaque année ^{1.}»

Aussi, malgré les spoliations, l'État n'en devenait-il pas plus riche. L'or des calices lui-même avait été changé en assignats sans valeur; et si le pouvoir ne payait plus les pensions aux membres des anciens corps, c'est qu'il ne le pouvait plus. La Révolution, qui s'était levée sur la France comme une immense espérance, au bout de quelques mois de règne, mettait, à l'instar de Jean-Jacques, ses enfants sur la paille. Au reste les temps étaient venus, où tout ce qui rappelait de loin ou de près le trône, l'autel, la liberté, n'osait plus se montrer en public. Les idéalistes des États généraux avaient été remplacés par des réalistes qui entendaient pousser jusqu'à leurs conséquences dernières les théories des philosophes. Montesquieu n'était même plus digne d'être un ancêtre, Beaumarchais était dépassé, et à la Constituante avait succédé la Législative. Aussi, la situation des réguliers devenait-elle de plus en plus difficile. Enfermés dans les quelques refuges créés dans les départements, ils étaient l'objet de la délation et de la violence des délégués de Paris. Sous le prétexte que leurs chapelles donnaient asile aux prêtres non assermentés, on les poursuivait de maintes tracasseries, on les empêchait de sonner les cloches, on apposait les scellés sur leurs lieux de prière. Ainsi, les congrégations qui, opprimées par l'État sous les derniers rois, avaient désiré autant que les bourgeois, les paysans et le bas clergé, la fin de l'Ancien Régime, commençaient-elles à s'apercevoir qu'elles avaient

1. Faucher, *Les confesseurs de la foi pendant la Révolution française*.

perdu au change, et que, sous un pouvoir d'anarchie, la liberté est encore moins viable que sous celui du despotisme. L'ère des persécutions devait fatalement venir.

Le 31 juillet 1792, le député Lejosne demandait qu'on supprimât tous les monastères *mâles et femelles*. Il était appuyé par un nommé Henrys qui crut opportun de rappeler le mot odieux de Voltaire : « Les religieux sont des hommes que Circé a changés en pourceaux. Le sage Ulysse doit leur rendre leur forme humaine. » De son côté le député Rouyer, habile en jeux de mots, demandait que ces pauvres filles (les religieuses) puissent jouir des « droits de l'homme. »

Une partie de l'assemblée protesta contre cette manière un peu spéciale de défendre une thèse. Ce qui n'empêcha pas Crétin, mieux élevé, mais non moins sectaire, de déclarer « que la Constituante avait cru plus politique de laisser mourir le fanatisme ténébreux dans sa retraite que d'entreprendre de le tuer tout à coup. »

Il fallait bien du reste trancher la question. Le 4 août 1792, sur la demande de Charlier, l'assemblée votait l'évacuation et la vente de toutes les maisons religieuses, sauf celles des demeures hospitalières et charitables.

La loi de 1790 n'existait déjà plus.

Coïncidence bizarre, sur le numéro du *Moniteur officiel* qui relatait ce vote, on pouvait lire cet arrêté de la section de Paris :

*Le Devoir le plus saint, la loi la plus chérie,
Est d'oublier la loi pour sauver la Patrie!*

Le 7 août, l'assemblée poursuivait son œuvre et votait une motion par laquelle toute religieuse qui se marierait aurait droit à une pension de l'État. Enfin, le décret du 17 août aliénait toutes les maisons monacales, même celles des femmes que la loi de 1790 avait respectées, et interdisait à toute congréganiste le service de l'enseignement public et celui des hôpitaux.

Les réguliers n'existaient plus : les uns allaient s'exiler et les autres mourir sous la hache ou de faim. La Terreur passait déjà sur la France.

*
* *

Restaient les congrégations séculières et les confréries, tout ce qui vient d'être dit ne s'appliquant qu'aux réguliers. L'effectif des premières se décomposait de la façon suivante.

Du côté des hommes, nous voyons les sulpiciens avec 150 prêtres dirigeant 33 établissements; les oratoriens avec 800 membres et 73 maisons; les eudistes avec 10 maisons; les frères de la Doctrine chrétienne avec 770 membres et 116 maisons; les lazaristes, les ermites, les frères tailleurs et cordonniers, et quelques autres ¹.

Parmi ces derniers se trouvaient les mulotins qui avaient reçu leur nom du P. Mulot, un des continuateurs de Grignon de Montfort. Ils étaient installés à Saint-Laurent-sur-Sèvres, entre Anjou et Poitou, et avaient une grande influence sur ces deux pays. Dès les premiers jours de la Révolution, les mulotins furent en butte à la persécution des délég-

1. Statistique de l'abbé Dularc, *L'Église de Paris pendant la Révolution*.

gués de Paris, et le 1^{er} juin 1791, leur couvent avait été envahi.

Du côté des femmes, les plus célèbres étaient les filles du Bon Pasteur et les filles de la Sagesse, celles-ci alliées dans leurs œuvres aux mulotins.

La Constituante, qui n'en voulait qu'aux réguliers et à leurs biens, avait respecté les séculiers qui, du reste, n'avaient que de petits revenus et ne faisaient que des vœux temporaires. Mais, dès les premiers jours de la Législative, cette tolérance disparut, et le 20 octobre 1791, l'assemblée chargea les comités de l'instruction publique et des domaines de faire un rapport sur elles. Le député de Luçon, Godin, fut nommé rapporteur, avec pour collaborateurs Carnot et Gibergues.

Le 5 février 1792, Lecoq, évêque constitutionnel de Rennes, prélat atrabilaire et idéologue, demanda la suppression pure et simple des séculiers « qui, disait-il, ont fait des séminaires les repaires de l'aristocratie ecclésiastique. »

Le 10 février suivant, Godin répondait à son appel et lisait un rapport qui appuyait sa demande. Toutefois, le rapporteur finissait par ces paroles : « La destruction des associations vous impose un devoir sacré : l'acquittement des obligations des congrégations séculières envers les membres qui les composaient ; une indemnité est due à la perte de leur état, une récompense à leurs services publics, des secours à leur vieillesse. Discuter ces vérités, ce serait douter de votre humanité. »

Après cette belle rhétorique qui cachait mal l'arbitraire de l'entreprise, l'assemblée n'avait plus qu'à voter le principe de la loi.

Le 26 avril, sur une demande de l'abbé Ichon, la priorité était accordée au projet de Godin. Alors intervint l'évêque constitutionnel de Bourges, Torné. Ce singulier prélat osa demander au rapporteur d'*aggraver le fond de son projet, mais d'en atténuer la forme pour ne pas blesser les victimes*. Il alla jusqu'à réclamer la suppression des congrégations vouées au service des hôpitaux et l'interdiction de tout costume religieux en dehors des exercices du culte. Son discours mérite un extrait. Après avoir déclaré que toutes les corporations sont dangereuses, Torné ajoutait : « Pensons que ce sont les disciples qui vont frapper un grand coup sur leur maîtres ; puisqu'il faut briser ce berceau de notre enfance littéraire, ne le brisons pas avec atrocité. Soyons sévères comme législateurs, mais du moins que notre décret paraisse nous attrister comme citoyens ! »

C'était du plus pur pharisaïsme !

C'est alors qu'eut lieu l'intermède suivant, véritable intermède de comédie.

Torné était toujours à la tribune.

Laissant de côté la question qui intéressait l'assemblée, il entreprit, pour mieux rallier les votes, de la faire dévier sur un point dont on parlait beaucoup dans les gazettes, celui des costumes ecclésiastiques : « Leur abolition, fit l'orateur, se présente aux législateurs comme une mesure commandée par une grande vue politique... Si, après le décret qui aurait mis à mort la dernière corporation, on voyait des costumes vaguer dans nos villes et dans nos campagnes, qui ne croirait voir errer des ombres ? Ces décorations ne seraient-elles pas des pierres d'attente de contre-révolution ?... Mes grands vi-

caires me sont venus voir en habit de campagne, et je les ai applaudis de leur zèle à prévenir les vues de la Constitution. » La Législative, qui aimait ce pathos et ces mises en scène, donna satisfaction à l'évêque et vota sur-le-champ la suppression du costume religieux. Alors eurent lieu des scènes burlesques. L'évêque Fauchet mit sa calotte dans sa poche, et celui de Limoges, Gaivernon, déclara qu'il consacrait la marque distinctive de son caractère d'évêque à l'entretien d'un garde national.

Puis l'on revint aux choses sérieuses. Godin refit son rapport en tenant compte des remarques de Torné et le fit adopter malgré une intervention de Lecoz qui demanda grâce pour les frères de la Doctrine chrétienne. Avant de passer au vote, l'évêque de Bourges, qui s'était acharné contre les réguliers, essaya, mais vainement, de sauver les confréries... « ces dévots en domino qui sont une édification pour les uns, un spectacle pour les autres, un grand sujet de méditation pour les philosophes, et pour le peuple une leçon de tolérance. »

Ainsi, la loi de 1792 devenait un fait accompli. Elle déclarait inexistante toute congrégation séculière et laïque, et cette suppression était appuyée sur la raison suivante : « Considérant qu'un État vraiment libre ne doit souffrir dans son sein aucune corporation, pas même celles qui, vouées à l'enseignement public, ont bien mérité de la patrie... »

Les maisons congréganistes aliénées pouvaient servir aux séminaires après entente entre la direction du département et l'évêque. Des pensions étaient octroyées aux ex-congréganistes ; elles étaient proportionnelles au temps passé dans la commu-

nauté. Les prêtres ne pouvaient recevoir plus de 1 200 livres par an, ni les frères de la Doctrine chrétienne plus de 900. Elles n'étaient payables qu'aux ecclésiastiques ayant prêté le serment civique et qu'aux congréganistes qui auraient certifié par écrit « être fidèles à la nation; maintenir la liberté ou l'égalité, ou mourir en les défendant. »

A titre transitoire, la loi décidait que les religieux et les religieuses voués au ministère de l'enseignement ou aux hôpitaux devaient *obligatoirement* continuer leurs fonctions à titre individuel, sous peine de perdre la moitié de leur pension.

Ainsi la Révolution enlevait d'une part aux Congrégations séculières et laïques leurs biens, leur liberté, leur costume, leur indépendance politique; et, d'autre part, elle se gardait bien de se priver de leurs services.

Tel fut, avant l'avènement de Bonaparte, le statut légal des agrégats religieux. Libéral au début, ce statut ne tardait pas à tomber sous un régime de détestable tyrannie. Par la suite, quelques amendements l'améliorèrent légèrement; les lois des 5 brumaire et 17 nivôse an II notamment rendirent les anciens religieux habiles à succéder; le décret du 16 germinal an III rétablissait les pensions que la Terreur avait supprimées. Mais ce qui est intéressant surtout à étudier, c'est la façon dont les agents du pouvoir exécutèrent ces lois.

CHAPITRE II

LES CONGRÉGATIONS ET LE PEUPLE RÉVOLUTIONNAIRE

Lorsque les gouvernements mettent l'iniquité dans leurs lois, on ne saurait reprocher au peuple de la faire passer dans ses actes.

La loi de 1790, avons-nous dit, aurait pu être sage et équitable si elle s'était contentée, ainsi que ses inspirateurs le proposaient, de laisser libres ceux des religieux qui voulaient sortir de leurs couvents.

Mais, en supprimant pour l'avenir la liberté monacale, elle ne pouvait constituer qu'une étape dangereuse vers la tyrannie du pouvoir d'abord, celle du populaire aveugle et crédule ensuite.

La législation de 1792 devait consacrer l'une, les fustigations de 1791, les massacres de septembre, les noyades de Nantes, les persécutions de toutes sortes allaient faire apparaître l'autre.

Tous les excès trouvent facilement leurs prétextes. Celui dont le populaire de la Révolution se para pour faire la chasse aux anciens congréganistes à Paris aussi bien qu'en province, peut se résumer en ce seul fait : les ci-devant moines et nonnes donnaient asile aux prêtres non-jureurs.

A chaque exécution sanglante, ou simplement

odieuse, l'on retrouve ce grief inventé ou réel. Et pourtant, dans le malheur, il est naturel que ceux qui souffrent se recherchent et s'unissent. Or, les moines renvoyés de leurs couvents malgré la liberté promise, et les prêtres chassés du sanctuaire pour n'avoir pas voulu prêter un serment inique, étaient, au même titre et pour la même cause, de pauvres malheureux.

Ayant tout perdu, même leur pain quotidien, il était compréhensible que, dans le noir de leur existence, leurs mains esseulées aient cherché à rencontrer d'autres mains semblables aux leurs; que les moins infortunés aient donné l'hospitalité aux plus misérables, qu'y avait-il là de criminel? Si la Révolution avait eu un peu de cœur, elle eût compris ces infortunes, et s'étant montrée implacable sur les principes, elle eût été plus généreuse aux individus. Mais 93 fut, par excellence, le gouvernement de l'égoïsme et de la haine. Sous la roue inexorable, il entendait tout broyer, et l'on est un peu honteux de rencontrer des historiens français, qui, à chaque instant, se réclament des principes de justice et d'humanité, et qui ne trouvent, au bout de leur plume, que circonstances atténuantes lorsqu'ils rapportent les abominations dont les agents et le peuple révolutionnaires se sont rendus coupables à l'égard des anciens congréganistes.

Ces abominations commencèrent en avril 1794 par les fustigations de Paris. Durant toute une semaine, 300 religieuses furent odieusement et publiquement fouettées par des fanatiques, tous recrutés aux halles, au faubourg Saint-Antoine

et à la place Maubert. La plupart de celles qui subirent ces humiliations étaient de pauvres femmes qui, sous l'Ancien Régime, avaient consacré leurs jours et leurs peines à l'éducation du peuple ou à la nourriture du pauvre; c'étaient notamment les sœurs de la Visitation de Sainte-Marie, les récollettes, les filles de Saint-Vincent de Paul. En racontant ces orgies impudiques, le docteur Robinet, un philanthrope, n'a pas un mot de blâme, et traite même *d'héroïnes* les mégères de la Halle, auteurs de ces exploits ¹.

D'après Ludovic Sciout ², à ces femmes s'étaient joints des hommes habillés en filles. Ceux-ci s'élançaient sur les nonnes, les déshabillaient complètement, les fouettaient avec des verges devant le peuple assemblé, et poursuivaient jusque dans leur alcôve celles qui s'y étaient réfugiées pour cacher leur nudité! A la suite de ces sévices, plusieurs religieuses moururent, et, comme récompense, les autorités locales donnèrent vingt sols à chaque mégère.

Les pouvoirs publics laissèrent faire ces infamies qui se renouvelèrent à Lyon le 8 avril 1792, et, dans un écrit public, Condorcet les approuva en déclarant « qu'il ne fallait pas faire de martyrs pour que la Foi n'ait pas à se glorifier de ce triomphe, mais s'en tenir à ce châtiment. »

Au reste, Condorcet lui-même allait devenir

1. Robinet, *Le mouvement religieux à Paris pendant la Révolution*.

2. Ludovic Sciout, *Histoire de la Constitution civile du clergé*, t. II, p. 219.

un rétrograde aux regards de ses élèves. A 1791 allait succéder 1792, aux verges les piques et le couperet de la guillotine, aux fessades d'avril les massacres de septembre.

Pour excuser ces massacres, certains historiens ont prétendu qu'ils avaient été spontanés et dictés par la fureur populaire.

Les derniers documents ¹, admis par tous les érudits sérieux, démentent très nettement cette affirmation. Les massacres de septembre ont été voulus, préparés et surveillés par le comité de police et de surveillance de la Commune de Paris. Il ne se contenta pas de donner l'ordre de tuer les prêtres insermentés, mais encore il recruta les assassins et les paya, prépara les listes des victimes et les annota. Ce ne fut qu'en 1795, donc après la Terreur, que les égorgeurs furent arrêtés et jugés. On a pu écrire justement que les vrais coupables de ces abominations furent Robespierre, Danton, Marat, Santerre, Manuel, Billaud-Varennés, Pétion, Roland et Tallien. Ce furent eux qui cherchèrent des *Fédérés* et des *Marseillais*, pour cette besogne; et la chose est tellement indiscutable qu'on a retrouvé deux lettres, l'une de Robespierre, l'autre de Tallien, demandant à leurs égorgeurs de ne pas tuer certains congréganistes qui avaient été dans leur jeunesse leurs professeurs.

A Paris, les massacres eurent lieu principalement au séminaire de Saint-Firmin, à l'Abbaye, aux Carmes et à la Force. Tous ces établissements

1. Teil, *Les martyrs de septembre 1792*, et Lapize, *Le massacre de septembre à la prison des Carmes*.

étaient devenus des prisons où la Révolution avait enfermé 2618 individus, dont 189 prêtres et 45 religieux¹. Sur ce nombre 1357 furent massacrés; 519 restèrent en prison et 742 furent libérés.

Certains de ces drames sont dignes de retenir l'attention de l'historien et l'admiration des honnêtes gens. Les 8 sulpiciens qui furent massacrés aux Carmes furent les victimes de leur loyauté. D'une façon générale, cet ordre était aimé du peuple. Il dirigeait depuis de longues années tous les séminaires de France, et son supérieur, M. Emery, était encore dans les premiers jours de la Révolution une autorité dans l'Etat.

En 1792, le comité du Luxembourg vint le trouver et lui demanda une salle de son séminaire pour les séances. Emery reçut les délégués en galant homme et leur offrit des rafraîchissements. Le contrat fut signé à la satisfaction des deux parties. Mais peu de temps après, Gobel, prêtre constitutionnel, était nommé archevêque de Paris en remplacement d'un prélat insermenté. Emery déclara nettement au nouvel évêque que ni lui, ni ses prêtres ne prêteraient serment; et comme, pour toute réponse, Gobel faisait paraître la

1. D'après les recherches les plus récentes les 45 religieux se décomposaient de la façon suivante : A l'Abbaye 1 jésuite; aux Carmes, 14 jésuites, 8 sulpiciens, 3 franciscains, 2 bénédictins, 1 eudiste, 1 frère de la Doctrine chrétienne, 1 religieux missionnaire, 1 capucin, 1 cordelier, 1 membre du Tiers ordre régulier; à Saint-Firmin, 6 jésuites, 2 frères de la Doctrine chrétienne, 1 capucin, 1 lazariste; à la Force 1 jésuite (Sabatié, *Les martyrs de septembre*, statistique officielle).

nomination officielle d'un prêtre jureur à la cure de Saint-Sulpice, le directeur des séminaires de France interdisait à ses séminaristes de paraître aux offices.

C'était la persécution en perspective : elle ne se fit pas attendre. On commença par fermer la chapelle de M. Emery; puis, comme on n'osait pas l'arrêter lui-même à cause de sa grande popularité, on emprisonna aux Carmes huit de ses frères en religion, et on les massacra.

Ce furent les 3 directeurs de Laon, Nantes et Angers, le bibliothécaire d'Issy, les supérieurs des robertins et des philosophes de la maison de Paris. Il faut y ajouter 16 élèves et anciens élèves de Saint-Sulpice et 10 sulpiciens de province qui subirent le même sort que leurs illustres maîtres et compagnons. Ainsi 34 sulpiciens donnèrent leur vie pour ne pas trahir le serment de leur sacerdoce.

L'un d'eux, de Cussac, supérieur des philosophes, montra d'une façon particulière la beauté de son sublime entêtement. Quelques jours avant sa mort, raconte Sabatié, un de ses parents vint le visiter sous un déguisement et lui offrit tous les services qui dépendaient de lui : « Le seul service que vous puissiez me rendre, fit le religieux, c'est de me procurer les Actes des Martyrs pour me préparer à bien mourir¹. » Avant de l'égorger, on lui proposa à trois reprises de prêter serment, et trois fois il refusa.

Le P. Galais, supérieur des robertins, se contenta,

1. Sabatié, *Les martyrs de septembre*, 1792.

quelques minutes avant sa mort, de remettre sa montre en or à son bourreau, en le priant d'en donner le prix aux pauvres.

Tous les autres martyrs, quelle que fût la robe qu'ils portassent, eurent une conduite digne de la cause pour laquelle ils se sacrifiaient.

Aux Archives Nationales se trouve le testament de l'un d'entre eux, le P. Hébert, supérieur des jacobins. On peut y lire ces nobles paroles : « Que si — ce qui pourra bien arriver — je meurs d'une mort violente, je pardonne de toute mon âme à celui ou à ceux qui m'ôteront la vie, et si c'est à l'occasion du refus de prêter le serment civique, je serai si reconnaissant envers ceux qui auront la bonté de me procurer une mort glorieuse, que je prie instamment M. de Gournay, mon exécuteur testamentaire, de donner ma montre à celui qui m'aura porté le coup de la mort, s'il peut le reconnaître ¹. »

Durant ces sanglantes journées, il y eut des épisodes terribles.

Au séminaire de Saint-Firmin, tenu par les lazaristes, les sans-culottes enfermèrent pêle-mêle les religieux, les femmes, les prêtres, les civils. Pendant toute la durée de leur séjour, les bourreaux ne leur donnèrent pas un seul morceau de pain, et ce fut grâce aux subterfuges des lazaristes que ceux-ci ne moururent pas de faim.

Parfois, les gens du peuple étaient outrés de ces vexations inutiles; certains d'entre eux risquaient même leur vie pour sauver celle de ces malheureux. C'est ainsi qu'aux Carmes, 44 per-

1. Archives nationales, ms. 237.

sonnes, dont 7 religieux, purent s'évader grâce à ces charitables et périlleuses complaisances. Sabatié raconte ainsi l'évasion du P. Boulangier, procureur de Saint-Firmin : « Un garçon boucher vint trouver le Père et l'avertit qu'il devait s'enfuir, car on allait l'égorger. Boulangier part... il s'avance au milieu des sans-culottes. Le voilà dans la rue, il prend le boucher par le bras ; celui-ci lui offre son lit, le procureur lui met un louis d'or dans la main. Le boucher le refuse, saute au cou du moine en pleurant, en disant qu'il ne veut rien et qu'il est trop heureux de lui avoir sauvé la vie. »

Cette émotion gagnait souvent les bourreaux eux-mêmes, et l'on vit un jour le président du tribunal, Maillard, intervenir auprès de la population pour sauver la vie d'un jésuite du nom de Lenfant... Geste tardif et vain.....

*
* * *

Mais de toutes les abominations dont la Révolution s'est rendue coupable vis-à-vis des religieux, il n'en est pas de plus criminelle que celle que l'histoire a appelée les *noyades de Nantes*. Celles-ci eurent lieu en 23 fournées et ne furent jamais réprimées par le pouvoir central. Ce dernier envoya bien des délégués à Nantes pour faire une enquête, mais ce n'était qu'un geste de façade qui, tant que dura le règne des terroristes, n'aboutit à aucune sanction.

Ce qui fut plus terrible peut-être, pour les victimes de Carrier, que les noyades elles-mêmes, ce fut la longue période de vexations qui les a précédées.

Dès 1791, le pouvoir expulsait de Nantes les prêtres et les religieux insermentés. Par arrêté du 4 juin de la même année, ils étaient enfermés à Saint-Clément. Ce fut la première station de leur calvaire, la moins inhumaine. Un corps de garde municipal surveillait les prisonniers qui avaient le droit d'élire leur directeur. Les visites venant du dehors étaient autorisées de 8 heures à midi; les promenades dans les jardins ne devaient pas dépasser 8 heures du soir. Tous les paquets que ces prêtres recevaient étaient ouverts et examinés. Les offices ne pouvaient ni se chanter, ni se psalmodier; ils n'étaient autorisés qu'à voix basse et sans son de cloche. Le 29 juin 1792, le nombre des prisonniers était de 110, y compris 8 religieux, dont 2 étaient bientôt autorisés à quitter la France.

Le 14 août 1792, deuxième station du calvaire. Les prisonniers, que l'on considérait comme menant une vie trop facile à Saint-Clément, étaient transférés à la prison du château. La messe ne pouvait y être célébrée; aucune visite, à l'exception de celle de deux barbiers, n'y était tolérée. Le nombre des incarcérés y était en augmentation par suite de perquisitions en certains endroits « où, disait l'arrêté, les prêtres vont la nuit distiller scandaleusement le venin de leurs opinions. »

Troisième station : le 26 août 1792, la Législative votait l'expulsion hors de France des ecclésiastiques et religieux non assermentés, à l'exception des malades et des vieillards. Ce seront ces derniers qui formeront la première fournée des victimes de Carrier. On les réunissait au couvent des carmélites dont on chassait les propriétaires.

La vie n'y était pas meilleure qu'au château. Les moines devaient obligatoirement changer de costume et se faire raser la barbe. On les nourrissait avec 25 sous par jour, et la messe n'était tolérée qu'avec des calices en étain. Comme les prisonniers étaient pour la plupart des malades, ils réclamèrent une infirmière : les autorités la leur refusèrent. A cette époque, octobre 1792, il n'y avait plus au couvent que 66 prêtres dont 13 religieux. A la fin de l'année y rentraient trois nouveaux moines ; puis, au début de 1793, un frère de la Doctrine chrétienne. Par contre un capucin mourait et un oratorien était élargi. Il restait donc 15 religieux.

Enfin sonnait l'heure du sacrifice : en juillet 1793 l'on transportait les prisonniers sur le navire la *Thérèse* où ils yécurent misérablement, entassés les uns sur les autres. Des réclamations indignées s'élevèrent de toutes parts. Les autorités, prenant peur pour leur popularité, transférèrent les malheureux à la prison des petits capucins. Ils étaient alors 89 dont 14 religieux, un frère de la Doctrine chrétienne ayant été élargi. Enfin, un beau jour, on grillageait les fenêtres des prisonniers sous prétexte qu'ils avaient fait des signaux avec du linge, et Carrier faisait transporter ceux-ci sur la *Gloire*, dernière étape d'un long martyre. A cette époque, ils n'étaient plus que 83 prêtres mais toujours 14 religieux : 4 bénédictins, 3 chartreux, 2 récollets, 1 cordelier, 1 mineur conventuel et 3 d'ordres divers ¹.

1. Ces 3 divers ne devaient pas être noyés, l'un ayant été élargi et les deux autres étant décédés lors des exécutions. Lallié, *Les noyades de Nantes*.

Dès 1792, on avait déjà pensé utiliser les bateaux, appelés maries-salopes, pour noyer les prêtres. Le conventionnel Legendre avait soutenu le projet en prononçant ces paroles grossières : « Ces bateaux sont construits de manière que lorsqu'ils sont chargés d'immondices, ils vont en pleine rade; envoyons-les en pleine mer... qu'elle les submerge même s'il le faut. » Carrier fit donc aménager les *bateaux-gabares* ou sapins dans le flanc desquels il plaça, un peu au-dessous de la ligne de flottaison, un sabord mobile. Pour opérer la noyade, rien n'était plus simple : on déclouait le sabord au moment où l'on voulait couler le bateau qui d'abord se remplissait d'eau et ensuite était entraîné par le courant.

L'exécution des victimes de la *Gloire* fut entourée d'un luxe de cruautés inimaginable. Le 16 novembre 1793, dans la nuit, Lamberty, carrossier de son métier, espion et adjudant général de Carrier, allait trouver les prisonniers et leur faisait savoir qu'ils avaient à se préparer pour aller au Château-d'Eau, à quelques heures de Nantes, où là ils auraient à travailler pour le compte de l'État. On les laissa remplir leurs paniers de pain, de bouteilles et de hardes..... Hélas ! Ce n'était pas au travail qu'on les menait, mais au bateau-gabare. Lorsqu'ils furent arrivés en vue du lieu de leur exécution, on les attacha deux par deux, bras à bras, poignets à poignets; puis ils passèrent devant leurs bourreaux. Ceux-ci relevaient à coups de plat de sabre ceux qui tombaient; arrachaient leurs bonnet, cravate et ceinture; fouillaient leurs poches, leur chemise,

leur culotte, leurs aisselles et leur dos, ou même les déshabillaient complètement. Puis on ouvrit les sabords; le bateau s'emplit d'eau et s'en alla à la dérive, entraînant en pleine mer les malheureux. Dans la bousculade qui en résulta, trois victimes s'échappèrent; on les reprit, et pour qu'elles ne pussent donner aucun détail, on les noya sur-le-champ. Le lendemain de cette exécution, Carrier était rayonnant, et pour remercier Lamberty de ses hauts faits, il lui offrait un repas d'honneur sur ce même bateau la *Gloire*. A la suite de ces atrocités, des réclamations se firent entendre auprès de Robespierre. *L'Incorruptible* se contenta de répondre : « Carrier est un patriote, il fallait cela dans Nantes. »



Les fustigations de Paris, les massacres de Septembre, les noyades de Nantes suffirent largement pour montrer sous son véritable jour la conduite des révolutionnaires vis-à-vis des religieux. Mais ce serait une erreur de croire que ce furent les seuls crimes dont se rendit coupable le gouvernement de la Terreur envers cette catégorie de citoyens. Ils n'en constituèrent qu'une partie infime, et il n'est pas d'ordre religieux, de cité, de village en France qui n'ait eu alors ses martyrs et qui n'ait été victime d'atrocités.

Le plus souvent, c'était sous prétexte que le serment n'avait pas été accepté que l'on torturait les religieux. Mais parfois aussi, la raison en était beaucoup plus futile. C'est ainsi que le jésuite Julien d'Herville était arrêté à Paris, et

avec lui six religieux, pour avoir pris des vêtements de femme qui lui permettaient de dire la messe, et, dit l'accusation, pour avoir regardé drôlement un arbre de la Liberté ¹ !

En janvier 1794, on exécutait à Laval 14 prêtres, une religieuse, 3 sœurs de charité et le franciscain Triquerie, uniquement pour fêter l'anniversaire de la mort de Louis XVI : « Voici le 21 janvier qui approche, disent les Jacobins. Il faut régaler le bourreau ; donnons-lui à exécuter les 14 vieux calotins qui sont enfermés aux Urbanistes. » A la fin de son interrogatoire Triquerie s'étant trouvé mal, une femme s'avança et dit : « Citoyen, j'ai du vin dans ma poche, je puis en donner ? » Les juges, voyant cette généreuse intervention, emprisonnèrent immédiatement la femme pour intelligence avec les accusés. Au jour de l'exécution, rapporte un témoin, on voyait quelques membres de la commission révolutionnaire qui buvaient un verre à chaque tête qui tombait, en criant : « Vive la République ! ¹ »

La haine du moine sous la Révolution était tellement malade que les jacobins accusaient, emprisonnaient ou déportaient même les anciens religieux qui s'étaient ralliés aux principes révolutionnaires. Le fait suivant, rapporté par Faucher, le prouve ². A Montauban se trouvait un couvent de dominicains, dont le procureur syndic, le P. Ginestet, était franchement républicain. Séduit par les mots de tolérance, concorde,

1. Dom Leclercq, *Les martyrs*, t. xi.

2. Faucher, *Les confesseurs de la foi pendant la Révolution française*.

paix et fraternité, il était entré dans un club de libre-pensée que venait de fonder le pasteur protestant Saint-André, et en avait été nommé vice-président. Malgré ces concessions faites à l'esprit du jour, il se rendit suspect aux autorités locales qui l'emprisonnèrent, le jugèrent et le déportèrent.

Si les raisons les plus futiles servaient de prétextes aux mesures de coercition les plus graves, le sexe faible lui-même n'était pas une raison suffisante pour y échapper. Nous avons vu les religieuses de Laval guilloténées, celles de Paris fustigées, il en est beaucoup d'autres qui payèrent leur tribut à la secte régnante.

Le 14 septembre 1792, la foule envahissait à Paris le couvent des carmélites, y pillait tout, y mangeait le pain des pauvres et en chassait les bonnes sœurs. Le 20 mars de l'année suivante, les autorités perquisitionnaient dans la maison des mêmes sœurs carmélites de la rue Mouffetard et arrêtaient la sœur de Soyécourt. On l'envoyait aussitôt à Sainte-Pélagie, dans le quartier des femmes de mauvaise vie, et on la traduisait avec 5 de ses compagnes devant un tribunal qui, tout étonné de les trouver là, les acquittait.

Au mois de novembre de la même année, c'était au tour des carmélites de la rue Cassette à être perquisitionnées. Sur 7 sœurs que renfermait le couvent, 6 étaient emprisonnées. Aussitôt la septième de déclarer à haute voix : « Je suis aussi coupable que mes compagnes ; je ne ferai pas plus qu'elles le serment. » — « Puisque tu es aussi fanatique que les autres, lui répondait-on, tu auras le même

sort. » A leur arrivée en prison on leur enjoignait de prononcer le serment, dit de *Liberté et d'Egalité!* Sur leur refus, on les conduisait, en compagnie d'une visitandine, à la prison de l'abbaye de Port-Royal.

A l'instruction, le juge essayait vainement de leur faire avouer le nom des prêtres qu'elles avaient hébergés, et les sollicitait de prêter le serment. Il leur faisait faire un bon feu pour les amadouer. Mais tout ayant été inutile, le magistrat les envoyait à la Conciergerie. Pour toute couchette, on leur donnait une pailleasse pour deux, couverte de vermine. A l'audience, Fouquier-Tinville requérait contre elles la peine de mort. Pris de pitié, le tribunal leur accordait un défenseur d'occasion qui se trouvait par hasard dans la salle et qui ne connaissait rien de l'affaire. Ce dernier, uni aux gendarmes de garde, suppliait les religieuses de prêter le serment. Ces efforts ayant été vains, elles étaient condamnées à la déportation. On les envoyait aussitôt à la Salpêtrière avec les femmes de mauvaise vie, puis à Bicêtre.

En province, la persécution ne fut pas moins violente : les carmélites et les clarisses de Lyon furent incarcérées pour le même motif que celles de Paris. Celles de Compiègne subirent le martyre et plus tard furent mises sur les autels. A Arras, le 26 juin 1794, on guillotina quatre filles de la Charité toujours pour refus de serment. Au moment de monter sur l'échafaud, et malgré les ordres du bourreau, elles refusèrent de retirer leur chapelet de leurs doigts. La dernière des quatre prononça alors les paroles suivantes devant la foule accourue :

« Chrétiens, écoutez-moi. Demain la persécution aura cessé, l'échafaud sera détruit, et les autels de Jésus se relèveront glorieux. » Cette femme avait raison; un mois après, jour pour jour, le règne de Robespierre prenait fin.

Pour ne pas indisposer les populations, souvent les autorités locales préféraient faire souffrir clandestinement et à petit feu leurs victimes au lieu de les faire monter sur l'échafaud. L'histoire du dominicain Delbès est, sur ce point, caractéristique. Après son expulsion du couvent, Delbès s'était réfugié dans la famille de Pomayrols. Dénoncé par un domestique, il était incarcéré et condamné, le 14 mars 1794, à la déportation. Malgré l'avis du médecin, on l'enfermait au fort Hâ, près de Bordeaux, avec 11 religieux de son ordre. Le 15 novembre, il était envoyé à Aix et passait l'hiver sur le bateau *le Gentil*. Au dire des victimes, la vie y était misérable : l'âpreté de la saison, la nourriture insuffisante, corrompue et malpropre; la vermine dont on ne pouvait se débarrasser; la tristesse d'une vie inactive, et surtout l'entassement des prisonniers enfermés de 4 heures du soir à huit heures du matin dans un étroit espace où ils ne pouvaient se mouvoir, engendrèrent des épidémies auxquelles un grand nombre succombèrent : 600 sur 800. Delbès eut la bonne fortune d'être parmi les survivants et, quand vinrent les jours meilleurs, il fut libéré.

Aucune pitié n'était permise alors, et un administrateur pouvait écrire dans son rapport ces paroles abominables : « Si vous vous arrêtez à toutes leurs hernies, leurs coliques néphrétiques,

pas un ne partira. Mais vous observerez avec nous que le changement d'air, celui de la mer surtout, ne pourra que leur être favorable. »

Parfois les autorités martyrisaient les moines malgré les vœux des populations, et les cas semblables à celui du franciscain Triquerie délivré par le peuple, puis malheureusement réincarcéré et finalement guillotiné, n'étaient pas rares. Souvent aussi, la canaille parlait haut et ferme, et la justice devait s'incliner devant elle. Ainsi, à Alençon, le capucin Valframbert ayant été condamné à 3 jours de détention pour incivisme, le peuple réclama, trouvant le verdict trop anodin. Puis, joignant l'acte aux paroles, un cordonnier et un tailleur, aidés par des garçons et des filles, arrachèrent au moine sa perruque et le traînèrent par les pieds jusqu'à la place d'Armes. Là on le mit à plat ventre, on lui donna des coups de pieds sur la tête, on le fustigea et on essaya de scier son corps à plusieurs endroits. Enfin, le malheureux expira. Alors la foule lui coupa la tête et des filles dansèrent sur son ventre. Une procession s'organisa à la lueur des flambeaux, et la tête du capucin fut plantée sur une broche à rôtir. Qu'avait-on à reprocher à cet homme? La canaille répond : « Il avait le bon Dieu dans sa poche, dans une boîte ! »

La plupart de ces martyrs se conduisirent héroïquement, et plus d'un d'entre eux auraient pu sauver leur tête par un geste, un simple mot. Mais ils ne le voulurent pas.

Il y en avait qui, tel le moine Gachet, des feuilants de Lyon, assistaient aux guillotines afin

de savoir comment il faudrait se placer quand ils iraient à la mort. Ce Gachet y alla effectivement, et en marchant au supplice il criait à tue-tête : « Voici un prêtre inassermementé qui meurt pour sa Foi. »

Car ils mouraient pour elle, tous ces nobles cœurs. Au moment de mourir, on leur disait à tous : « Jurez, et vous serez saufs ! » Et tous refusaient. Certains, sachant le sort qui les attendait, tenaient encore à la vie et essayaient de s'enfuir. C'est ainsi qu'à cette époque tout le Midi parlait d'un dominicain du nom de Redon qui, interné à Figeac, s'était *escamoté* de sa prison, et sous de multiples déguisements dépitait la gendarmerie dont il était devenu le désespoir...

Tristes destinées que celles-là ! Triste époque que ces années douloureuses ! Tout souffrait... le corps, le cœur, la raison. La lie de l'humanité était maîtresse dans toutes les assemblées, les villes, et les campagnes, et le vice régnait dans les âmes. La cruauté, la jalousie, la délation, la haine jusqu'à la tombe..., telle était la vie des Français de ce temps.

CHAPITRE III

LE RÉGIME NAPOLEONIEN ET LA RESTAURATION

Avec le premier Empire commence pour les congrégations ce régime détestable qui s'appelle le régime de la tolérance. Nous disons qu'il fut détestable parce qu'il ne réglementa rien d'une façon ferme et qu'il mit les religieux sous la dépendance des fantaisies d'un pouvoir qui tantôt libéral, tantôt arbitraire, retirera d'une main ce qu'il aura donné de l'autre, et, suivant les nécessités de la politique du moment, laissera tomber un jour un sourire, le lendemain un geste de menace.

Cette tolérance fut un grand mal pour les religieux. Elle les endormit dans une quiétude trompeuse et permit à leurs adversaires d'étayer leur doctrine et leur campagne, sur des apparences de légalité et de justice.

En droit, les congrégations, sous le régime napoléonien, resteront sous le statut de 1792. Mais comme le pouvoir a changé de maîtres, que ceux-ci sont plus libéraux et plus intelligents que les anciens, et que la réconciliation nationale est à l'ordre du jour, du moins dans les premières années du régime, ce pouvoir fera quelques concessions. Il ne donnera pas la liberté d'association; il préférera la distribuer au

compte-gouttes et vivre sur une équivoque probablement volontaire.

En fait, la Restauration, la Monarchie de Juillet, la République conservatrice de Thiers et de Mac-Mahon suivront les mêmes principes avec quelques différences dans l'application. Principes d'autant plus faciles que le beau rôle semblera se trouver du côté de l'État, et que celui-ci, aux réclamations des religieux, pourra toujours répondre qu'après tout il se montre vis-à-vis d'eux bon prince puisque aucun statut nouveau fondamental n'a dérogé au statut ancien, c'est-à-dire à la vieille loi révolutionnaire de 1792. Il est profondément regrettable que les hommes d'état catholiques qui seront, à certaines heures, les maîtres de la France jusqu'en 1880, n'aient jamais osé présenter ou résoudre le problème des associations religieuses tel qu'il aurait dû l'être, c'est-à-dire franchement, par l'établissement d'un statut juridique solide et définitif. Il est plus regrettable encore que les religieux ne l'aient pas sollicité eux-mêmes. Peut-être, les uns et les autres n'ont-ils pas osé le faire, de peur de tout perdre en voulant tout gagner. Hélas ! le calcul était faux. Pour n'avoir pas voulu ou pu établir eux-mêmes ce statut nécessaire alors que les pouvoirs publics leur étaient favorables, leurs adversaires l'établiront, eux, quand viendra leur heure. La loi de 1901 nous dira dans quel esprit... L'on nous opposera la loi de 1825 qui a réglementé les congrégations de femmes, et l'article de la constitution de 1848 qui a sanctionné le droit d'association... Législation insuffisante et trouble qui n'abrogera ni en droit, ni en fait, les lois révolutionnaires.

Si les congrégations, pendant le xix^e siècle, ont souffert d'un malaise constant, même sous les régimes les plus libéraux, on doit l'attribuer à cette faute de tactique. Vouloir en rendre uniquement responsable l'esprit voltairien du siècle serait n'envisager qu'un côté de la question. En politique, on gagne toujours aux situations nettes ; M. Combes nous l'a bien montré !

L'article 11 du Concordat portait que les archevêques et évêques pouvaient établir des chapitres cathédraux et des séminaires, mais que toutes les autres institutions ecclésiastiques étaient interdites.

On a beaucoup épilogué sur cet article, et certains ont prétendu qu'ainsi libellé il ne prohibait pas les congrégations, mais ne les reconnaissait pas comme établissements publics. Interprétation, à notre sens, erronée. La législation tout entière du premier Empire lui donne un démenti indiscutable.

Quelle était cette législation ?

Portalès, dans son rapport sur les articles organiques, écrivait : « Toutes les institutions monastiques ont disparu : elles avaient été minées par le temps. Il n'est pas nécessaire à la religion qu'il existe des sociétés, et, quand elles existent, il est nécessaire qu'elles remplissent le but pieux de leur établissement. » Et, au cardinal Fesch qui en demandait le rétablissement, le même Portalès répondait : « Sa Majesté se réserve d'examiner avec maturité cette importante question. Dans les premières années d'une nouvelle organisation ecclésiastique, il est nécessaire que le clergé puisse prendre une certaine consistance avant que d'élever, à côté de

lui, des corporations. » Ainsi, pas de doute possible, dans l'esprit du pouvoir d'alors, les congrégations sont, quant à leur établissement, sous la main de l'Exécutif. Il le prouvera d'ailleurs par ses actes. A partir de l'an IX, nous voyons en effet toute une catégorie d'agrégats religieux autorisés *individuellement* par lui. Le 1^{er} nivôse de cette même année, ce sont les filles de la Charité sous la direction de la *citoyenne Dulau*; puis les filles de Saint-Charles de la Meuse, et les dames de la Charité de Nevers.

Le 24 vendémiaire et le 28 prairial an XI, c'est au tour des sœurs de Saint-Thomas; et le 22 germinal an XII à celui des sœurs de Saint-Charles et des sœurs Vatelottes. Enfin, le 7 prairial suivant, les lazaristes recevaient l'investiture de l'empereur qui nommait leur supérieur et dotait leur établissement d'une pension annuelle de 15 000 livres.

Ces autorisations successives donnèrent un espoir trompeur aux anciennes congrégations, et, fortes de l'esprit nouveau qui animait le gouvernement, les sociétés du Cœur de Jésus, des Victimes de l'amour de Dieu et des Pacanaristes ouvrirent des maisons sans autorisation. Napoléon, qui n'avait pas été sollicité, vit la chose d'un mauvais œil. Le 25 fructidor an X, Portalis, ministre des Cultes, fit un premier rapport à l'empereur sur ces irrégularités. L'année suivante, il revenait à la charge auprès des évêques, et le 19 prairial an XII il faisait signer à Napoléon le fameux décret de messidor qui rappelait aux imprudents que les lois de 1790 et 1792 étaient toujours le statut légal des religieux. Ce décret prononçait la dissolution des agrégats religieux *non autorisés*; leurs membres devaient se reti-

rer dans leurs diocèses pour y vivre conformément aux lois et sous la juridiction de l'ordinaire. Les art. 3 et 4 contenaient la décision suivante : « Les lois qui s'opposent à l'administration de tout ordre religieux dans lequel on se lie par des vœux perpétuels continueront d'être exécutées selon leur forme et teneur... Les autres doivent être autorisés par décret impérial sur vu des statuts. » L'art. 5 spécifiait que seules, les sœurs de Charité, les sœurs Hospitalières, les sœurs de Saint-Thomas, les sœurs de Saint-Charles et les Vatelottes subsisteraient. Enfin l'art. 6 chargeait le ministère public de poursuivre ou de faire poursuivre, même par voie extraordinaire, suivant l'exigence des cas, les personnes de tout sexe qui contreviendraient au décret directement ou indirectement ¹.

Ainsi, pas de doute possible, les anciennes lois subsistaient. D'ailleurs, l'arrêté du 3 prairial an X qui avait supprimé l'obligation du serment de la part des anciens religieux pour avoir droit à pension, et celui du 20 prairial de la même année qui avait dissous les ordres monastiques des départements de la Sarre, de la Roër, de Rhin-et-Moselle et de Mont-Tonnerre, avaient prouvé suffisamment cette vérité ².

1. Le décret de messidor a été la voûte sur laquelle se sont arc-boutées au XIX^e siècle toutes les persécutions congréganistes.

2. En fait, le décret de messidor était surtout dirigé contre les pacanaristes qui avaient fondé les quatre maisons d'éducation de Lyon, Amiens, Bordeaux et Belley où Lamartine faisait alors ses études. Ces pacanaristes étaient d'anciens jésuites sécularisés à la suite de la bulle de dissolution de 1762. L'un d'eux, le P. Varin, avait depuis fondé l'institut

Les historiens partisans d'une opinion contraire ont opposé au décret de messidor la rédaction de l'art. 291 du Code pénal qui est de cette époque. D'après eux, sous l'empire de cet article, toutes les associations étaient autorisées à certaines conditions. Or, que dit le texte ? « Nulle association de plus de vingt personnes dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués, pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement, et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société... Dans le nombre de personnes indiquées par le présent article ne sont pas comprises celles domiciliées dans la maison où l'association se réunit. »

On a prétendu qu'il y avait contradiction entre le décret de messidor et le Code pénal, puisque le premier supprimait toutes les associations religieuses non reconnues, et que le second autorisait *ipso facto* les agrégats de moins de vingt personnes, non comprises celles qui habitaient dans le lieu des réunions. Il est toujours facile d'opposer un texte à un autre texte. De plus, les congrégations religieuses ont toujours vécu en France sous un régime légal d'exception, parce qu'à leur existence est liée la question de leurs biens. L'article du Code pénal, que nous venons de citer, s'occupe du *droit de réunion* qu'il ne faut pas confondre avec celui

des *pères de la Foi* et avait mené une campagne courageuse contre le divorce de l'empereur. Celui-ci, irrité, avait chargé son préfet de police, Fouché, de les disperser, mais devant la résistance des religieux intéressés, la fermeture de leurs établissements avait été retardée de 2 ans.

d'association ; et c'est un véritable sophisme que de vouloir déduire de ce texte que l'Empire a créé la liberté d'association même restreinte. Toute la législation de l'époque, tous les actes de l'empereur prouvent le contraire.

Au reste, ceux-ci variaient suivant l'humeur de Napoléon. L'an XIII, il autorisait les prêtres de Saint-Sulpice, ceux des Missions étrangères, la congrégation du Saint-Esprit, les frères des Ecoles chrétiennes qui même eurent droit de cité dans l'université impériale. Le 14 novembre 1807, Marie-Marguerite de Lézeau, fondatrice de la congrégation de la Mère de Dieu, écrivait à l'empereur pour lui demander sa protection. Elle lui était accordée, et d'elle devaient sortir les 9 établissements de la Légion d'honneur. Par décret du 18 février 1809, les congrégations de femmes, dont l'institution avait pour but de desservir les hôpitaux ou de porter aux pauvres des secours à domicile, étaient placées sous la protection de Madame mère. Mêmes mesures l'année suivante, pour les maisons de refuge destinées à ramener les filles aux bonnes mœurs. A partir de 1809, l'empereur ira même jusqu'à déléguer ses pouvoirs à son ministre des Cultes. Ce dernier, sauf approbation de son maître, pourra autoriser l'installation de nouvelles maisons. Les vœux y seront autorisés à partir de 16 ans, mais, jusqu'à 21 ans, ils ne pourront être qu'annuels. Au delà de 5 ans, ils seront prononcés devant l'évêque et l'officier civil. Pour avoir force d'institutions publiques, les statuts devront être approuvés par le pouvoir. Chaque hospitalière — (car ce décret de 1809 ne s'occupe que d'elles) — conservera l'entière propriété des biens et

revenus, et le droit de les administrer. Elle ne pourra en disposer au profit de la congrégation. Toutefois celle-ci pourra recevoir donations et legs après autorisation du ministre des Cultes et des évêques, ces derniers étant responsables de la discipline dans les couvents.

Par décret du 20 janvier 1811, les religieux de Mont-Cenis et ceux des Montagnes étaient autorisés; la comtesse de Molé, fille de Lamoignon, fondait avec l'assentiment de l'empereur une maison d'enseignement à Vannes; les filles de Notre-Dame fondées au xvi^e siècle par la nièce de Montaigne se reformaient avec la même approbation. Enfin, en 1812, de Moscou, Napoléon écrivait à son ministre des Cultes : « Rendez ce frère de la Doctrine chrétienne à son école, on ne remplace pas de tels maîtres. »

Toutefois, à cette époque, les autorisations se font rares. Napoléon est en lutte avec l'Église à propos des affaires de Rome. Les congrégations vont en subir le contre-coup. Le 21 septembre 1809, il retire l'autorisation accordée aux sulpiciens, aux lazaristes, à la congrégation du Saint-Esprit, aux Missions étrangères.

Le 14 novembre 1811, on supprime toutes les corporations religieuses dans le département de la Lippe. Le 3 janvier 1812, sont dissoutes les congrégations des départements réunis de la rive gauche du Rhin, à l'exception des monastères de Saint-Bernard et du Simplon, des ursulines de Belgique, des sœurs grises de la Charité de Sion, et toute congrégation à vœux temporaires dont les membres sont uniquement consacrés soit à soigner les ma-

ades, soit au service de l'instruction publique. Les moines sont mis à la disposition des curés et reçoivent, moyennant serment, une pension de trois à six francs par jour, les chapelles restant affectées au culte.

En 1813, nouveau revirement. L'empereur écrit dans son décret du 23 janvier : « Notre ministre des Finances, dans le délai de six mois, nous fera un rapport sur celles des corporations des départements réunis en faveur desquelles il y aurait lieu à prononcer une exception. »

Ainsi, l'on peut en juger, c'est l'arbitraire du maître qui fait la loi. Au début du règne, un large libéralisme ; au moment du divorce et des démêlés avec le pape, on donne un tour de vis et l'on retire des autorisations ; dans les dernières années du régime, on revient à de meilleurs sentiments.

Soyons justes pourtant à l'égard de l'Empire. Si sa législation, en matière d'agrégat religieux, fut draconienne, dans la pratique le pouvoir fit preuve d'un libéralisme d'autant plus méritoire que les préjugés révolutionnaires étaient plus proches de leur source : 95 congrégations, dont plusieurs comprenaient 10, 15, 20 ramifications, furent autorisées, soit au total 265 établissements de femmes et une congrégation d'hommes¹.

C'était beaucoup pour une époque où la pensée révolutionnaire, ennemie des corps constitués, régnait encore sur les esprits, et où l'on ne comprenait pas, comme aujourd'hui, de quelle utilité sont pour un pays centralisé comme le nôtre, les associations, quelle que soit la forme qu'elles revêtent.

1. Celle des frères de la Doctrine chrétienne (art. 109, du décret du 17 mars 1808).

La Restauration allait sur ce point être extrêmement libérale, trop peut-être, et l'on peut affirmer que le régime des Bourbons allait être étouffé dans le réseau des agrégats de toutes sortes, laïques et religieux, qu'il avait laissés se développer autour de lui.

*
* *

Les congrégations allaient profiter de ce nouvel état d'esprit. Ainsi que devait l'exprimer plus tard un écrivain anticlérical ¹ : « Dès que l'empire se fut effondré, les portes de l'écluse s'ouvrirent brusquement et le flot congréganiste couvrit de ses flots noirs la surface du pays. » Toutefois, gêné par les préjugés révolutionnaires qui donnent volontiers la liberté aux individus, mais la refusent aux collectivités; obligé, dans une certaine mesure, de donner des gages au parti anticlérical dont nous voyons alors la formation; ayant du rôle de l'État cette conception erronée et despotique qui en fait à la fois un tyran et une *alma mater* depuis Richelieu, le gouvernement des Bourbons, pas plus que celui de Napoléon, ne donnera aux congrégations ce statut définitif dont la liberté devrait à la fois former la base et couronner le faite. Certes, il sera bienveillant, trop peut-être parfois, mais il ne sera pas clairvoyant. Il aura l'air d'octroyer des privilèges alors qu'en réalité il posera en matière d'associations congréganistes des principes inadmissibles pour tout esprit vraiment libéral. Le statut de toutes les asso-

1. M. Félix, *Histoire des congrégations religieuses*.

ciations, quels que soient leur but et leur forme, est pourtant simple à établir. Il s'agit de l'étayer sur ce postulat de bon sens, à savoir que l'État doit se mêler le moins possible des affaires des individus, que ceux-ci vivent ou non en collectivité.

Nous et nos pères avons vécu sur cette hérésie plusieurs fois séculaire que l'État est tout et doit tout régler... notre façon de vivre, de penser, de nous réunir, d'éduquer notre jeunesse, de vêtir nos pauvres, de réchauffer nos vieillards. Ce filet aux multiples réseaux emprisonne chacune de nos journées et le moindre de nos gestes, à tel point que, lorsque quelques individus veulent vivre en commun, il faut encore que l'État mette ses regards à l'embrasure des portes, tellement il est tâtilon, soupçonneux, jaloux de son autorité!

La Restauration (qui aurait dû être une transaction entre l'Ancien Régime et la Révolution) aurait pu prendre à l'un et à l'autre ce qu'ils avaient de bon. Tout en donnant au citoyen une somme convenable de liberté, ce qu'il n'a pas toujours fait pour ne pas mécontenter les rétrogrades, il aurait dû également asseoir l'idée d'association sur des bases définitives, ce qu'il n'a pas osé faire par peur des doctrinaires. La liberté n'admet pas de demi-mesure : elle est ou elle n'est pas. Du jour où, à tort ou à raison, on a déclaré que l'erreur et la vérité devaient dans nos sociétés vivre sur le même pied, il fallait en tirer toutes les conséquences bonnes et mauvaises. Pour les uns la vie monacale est un bien, pour les autres un mal. L'État n'a pas à prendre parti dans la querelle. Également respectueux de toutes les opinions, il doit donner à toutes

le droit de se développer. La nature n'opère-t-elle pas ainsi, et le soleil ne luit-il pas également pour les bons et pour les mauvais ?

Les premières mesures de la Restauration touchant les congrégations furent particulièrement bienveillantes. Le 7 août, Pie VII rétablissait l'ordre des jésuites. Certains d'entre eux vinrent en France et s'établirent à Montrouge. Le gouvernement laissa faire.

Par ordonnances des 2 mars 1815, 3 février et 3 avril 1816, les congrégations du Saint-Esprit, de Saint-Lazare, des Missions étrangères, tour à tour rappelées et dissoutes par l'empereur, reçurent l'autorisation, et, pour les deux premiers agrégats, furent dotées d'un secours annuel de 2 000 francs.

Le 25 septembre 1816, ce fut au tour des Missions de France qui furent placées sous la direction du grand aumônier et reçurent la personnalité civile. Au reste, les services rendus au pays par cette association étaient tels que l'empereur avait pensé la rétablir.

Enfin par l'ordonnance en date du 29 février 1816, les municipalités pouvaient prendre comme instituteurs les frères de la Doctrine chrétienne et les départements étaient autorisés à les soutenir.

Mais tout ce libéralisme au compte-gouttes ne valait pas une bonne loi statutaire. Certains historiens ont cru la rencontrer dans celle du 17 mai 1817 qui réglait la capacité des établissements ecclésiastiques. La chose est douteuse. Lorsqu'en effet on relit à distance les discours qui furent prononcés dans les deux Chambres, tant du côté du gouvernement que de celui de ses adversaires, lors de la

discussion de ladite loi, on constate que le mot *congrégation* n'a pas été prononcé une seule fois.

Qu'entendait-on par établissements ecclésiastiques ? A un siècle de distance l'on n'a pu se mettre d'accord sur ce terme, la discussion de la loi de 1901 le prouve. Il n'est donc pas étonnant que, sous Louis XVIII, l'on ne fût pas mieux fixé.

La loi de 1817 était un aboutissement. D'après l'article du Code civil, seuls pouvaient recevoir des dons et des legs, les pauvres, les hospices, les établissements d'intérêt public. Frappé de cette parcimonie du Code, le 10 juin 1814, Louis XVIII signait une ordonnance par laquelle les églises, les séminaires, les fabriques, les hospices, les associations religieuses et autres établissements publics étaient autorisés à recevoir des fondations et des legs faits en immeubles. Pour les effets mobiliers ne dépassant pas 300 francs, les autorisations étaient données par les préfets ; au delà de ce chiffre, c'était le ministre des Cultes qui se les réservait. Le Parlement, jaloux de ses prérogatives et craignant fortement la reconstitution de l'ordre du clergé, pensa que cette question était du ressort du pouvoir législatif et non de celui de l'exécutif. Aussi, en son nom, de Montesquiou, ce même député que nous avons rencontré lors de la discussion de la loi de 1790, réclama-t-il une loi sur la matière.

Le 16 novembre 1816, Lainé, ministre de l'Intérieur, déposait un projet dans ce sens. La discussion fut courte : une séance aux Pairs, celle du 26 novembre 1816 ; et deux à la Chambre des Députés, celles des 19 et 24 décembre de la même année. Aux Pairs, Montesquiou, rapporteur, parla des éta-

blissements ecclésiastiques, du droit des évêques... Rien de plus. A la Chambre, Rivières, également rapporteur, nomma les prêtres, les évêques... et ce fut tout. Un député, Voyer d'Argenson, insinua bien dans son discours qu'il ne pouvait voter le projet, parce qu'il croyait comprendre que c'était un acheminement vers le rétablissement des vœux monastiques. Mais aussitôt, le ministre Lainé se leva et dévoila sa pensée en ces termes : « Les établissements dont il s'agit existent en vertu de la loi de 1802. C'est cette loi qui a établi les évêchés, les chapitres, les séminaires, les fabriques et leurs dépendances, et, aux termes de l'article 910 du Code civil, les établissements de ceux de ces vénérables religieux qui se vouent au soulagement des malades, des asiles pour l'éducation des pauvres filles¹. »

C'était net : la loi de 1817 ne s'appliquait qu'aux congrégations hospitalières visées par l'article 910 du Code civil et aux établissements publics fixés par le Concordat, et non aux autres congrégations.

Si les constatations précédentes ne suffisaient pas pour nous fixer, les paroles du ministre des Affaires ecclésiastiques qui, en 1825, déposa le projet de loi sur les congrégations de femmes, le prouveraient surabondamment. Que devait dire, en effet, Fraysinoux à cette époque ? « On ne peut avancer que jamais, dans le langage de la jurisprudence civile et canonique, on n'a désigné sous le nom d'établissement religieux une association religieuse, couvent ou monastère. »

Car cette loi du 24 mai 1825 qui, avec la précé-

1. *Moniteur*, du 20 décembre 1816.

dente, forme le statut légal des congrégations sous la Restauration, est intéressante en ce sens qu'elle indique très nettement l'autorité qui doit donner l'autorisation aux congrégations. A cette époque, comme plus tard en 1901, deux doctrines étaient en présence : l'une qui déclarait que ladite autorisation était du domaine du chef d'État, et l'autre, du ressort du Parlement.

Comme sous Waldeck-Rousseau, c'est cette dernière thèse qui devait l'emporter. Toutefois, ce principe ne fut pas adopté sans résistance. Déjà en 1823 et en 1824 deux projets avaient échoué, et ce fut après de durs débats que Frayssinous put faire passer sa loi, au reste très amendée ! En déposant le projet sur le bureau de la Chambre des Pairs, le ministre déclarait : « Quand une corporation demande à l'État le droit de cité, l'État est fondé à ne lui permettre de jouir comme corporation des effets civils qu'après une mûre délibération. » Paroles importantes et prêtant à équivoque. En effet, si l'on se réfère à ces paroles, dans l'esprit du gouvernement d'alors, toute congrégation qui voulait avoir la capacité civile devait être autorisée. Et les autres ? Celles qui ne voulaient simplement que la vie, et non l'existence juridique, pouvaient-elles se former sans autorisation ? Le ministre ne le dit pas, et il a tort, car, 70 ans plus tard, lors de la discussion de 1901, l'équivoque durera encore.

Le 11 janvier, les Pairs nommaient leur commission : elle était présidée par le duc Mathieu de Montmorency, avec pour membres les comtes Ferrand et de Sèze, l'archevêque de Sens et l'évêque d'Évreux. Le 29 janvier, le rapporteur expliquait le carac-

tère du projet : « Cette loi, disait-il, tend à régulariser ce qui est, ce que nous voulons, ni ne pourrions même empêcher d'être... » Elle ne s'occupait que des congrégations de femmes et demandait pour elles l'autorisation par ordonnance royale. Aussitôt une forte opposition se dessinait dans le sens contraire. Le 3 février, le premier, le marquis de Cate-lan, appuyé par le comte Siméon, présenta ses observations. L'autorisation, dit-il en substance, doit être donnée par une loi et non par une ordonnance pour les trois raisons suivantes : 1. Sous l'Ancien Régime les congrégations recevaient l'investiture des Parlements ; 2. L'art. 7 du projet tend à changer pour un grand nombre d'individus le droit de tester, ce qui est de droit public, donc du ressort législatif ; 3. Comment se décidera le roi ? D'après l'avis du Conseil d'État ? Or ce Conseil n'a pas été créé pour faire le métier des parlementaires ; c'est au reste un instrument trop précaire qui demain, peut-être, disparaîtra.

Le lendemain, le comte Lanjuinais parla dans le même sens : « Pour établir une fiction légale comme une communauté, fit-il, l'administration n'est pas compétente puisqu'elle est chargée d'exécuter la loi et non de la faire. » Le vicomte de Bonald, le comte Cornudet, Lainé appuyèrent ce raisonnement. A n'en pas douter, une majorité se dessinait dans l'assemblée pour l'autorisation par voie législative. Le baron Pasquier profita de cet état d'esprit pour présenter un amendement qui spécifiait que toute congrégation n'existant pas avant le 1^{er} janvier 1825 serait autorisée par une loi, et qu'une simple ordonnance suffirait pour régulariser la situation des

autres. C'était une formule habile et susceptible de rallier les hésitants. Malgré l'opposition du duc de Narbonne, l'amendement Pasquier était adopté le 7 février, par 115 boules blanches contre 100 noires. Puis l'ensemble de la loi passait avec 34 opposants seulement.

A la Chambre des Députés, la discussion fut beaucoup plus brève et ne demanda qu'une séance, celle du 30 mars. Le rapporteur, M. de Lézardière, résuma l'économie du projet en ces mots : « On évalue à 1.800 le nombre des établissements dépendants des congrégations de femmes. La loi de 1817 autorisa 1 500 maisons charitables. La loi qui nous est présentée a pour but de régulariser l'existence sociale de ceux qui ne le furent pas alors. La loi de 1817 régla le passé : elle fut incomplète pour l'avenir. »

Ainsi, il n'y avait pas de doute possible, seules les congrégations charitables étaient en cause.

Un député, du nom de Méchin, s'opposa fortement à l'adoption du projet. Timide précurseur de Waldeck-Rousseau, il prononça un discours à la fois très édifiant et très anticlérical. Il mit en cause les vœux perpétuels, ce à quoi Hyde de Neuville lui répondit : « La religieuse ne renonce pas au monde, car elle fait vœu de le servir. » Il prit à partie les jésuites, ce qui lui attira la réponse suivante, imprudente à vrai dire, de Lazardière : « Je crois que nous sommes très loin du temps où l'on sera obligé de mettre des entraves aux empiétements des pouvoirs des jésuites. » Après une intervention du comte de Blangy et du chevalier Dubourg, la loi passa à la majorité de 263 blanches contre 27 noires.

En résumé, la loi de 1825 exigeait une ordonnance royale pour la fondation de nouvelles maisons de congrégations de femmes déjà existantes, mais pour qu'un établissement d'une congrégation nouvelle fût valable, il fallait faire appel au législateur. De plus, elle exigeait l'approbation des règles par l'évêque diocésain, une enquête locale, l'avis du conseil municipal et l'enregistrement par le Conseil d'État en la forme requise pour les bulles d'institution canonique. Enfin, les congrégations qui obtenaient la personnalité civile avaient besoin d'une autorisation spéciale du roi pour accepter, acquérir ou aliéner des biens meubles et immeubles, et il était interdit aux membres qui la composaient de donner entre vifs ou par testament aux autres membres plus de la moitié de leur fortune, si la somme excédait 10 000 francs, à moins que ce ne fût à des membres héritiers en ligne directe. En cas d'extinction, les biens qui n'avaient plus de maître étaient partagés par moitié entre les établissements religieux et les hospices du département. Une loi pouvait révoquer l'autorisation, et dès lors, les femmes de la communauté avaient droit à une pension alimentaire.

Ainsi la Restauration ne fixa, par voie législative, que la situation des religieuses exerçant la charité, les autres congrégations — hommes ou femmes — n'étaient que tolérées à l'exception de quelques-unes individuellement et spécialement autorisées. Elle le fit sans doute dans un grand esprit de bienveillance, mais avec tout l'appareil moderne des tracasseries légales et des minuties dont la France avait hérité de ces trois régimes absolus :

ceux de Louis XIV, de la Révolution et de l'Empire.

Il y a, du reste, autre chose à retenir de cette législation. Tout d'abord, de cette époque, date la doctrine sur laquelle s'appuieront les adversaires contemporains des associations religieuses. Ce n'est encore qu'un embryon modeste et timide. Les personnalités qui en ont été les créateurs involontaires sont de bons chrétiens, ou des esprits respectueux de la religion. Mais il n'en est pas moins vrai qu'alors on sent le sophisme prendre forme, à tel point que les législateurs de 1901, soucieux d'étayer leur doctrine sur des auteurs non sujets à caution, y puiseront à larges mains.

Cornudet, Portalis, Pasquier, Lainé surtout, sont les fourriers de cette doctrine dangereuse qui, interprétée plus tard par des esprits malveillants, sera si préjudiciable aux congrégations.

Que dit Lainé à cette époque ? Exactement, bien que sous une forme moins violente, ce que dira Waldeck-Rousseau 80 années plus tard :

« Les congrégations religieuses changent l'état des personnes. Celles-ci n'appartiennent plus à leurs familles ; affranchies de la puissance paternelle, elles forment partie d'une corporation permanente. L'État leur est reconnaissant de leur zèle pour le soulagement des malheureux, de leur charité pour les familles pauvres ou riches chez qui elles répandent l'instruction. Mais la loi ne peut rester indifférente à leur égard ; ce sont de grandes corporations civiles, pour qui le droit commun doit être modifié. Il l'est quand on accorde à des êtres collectifs le droit de posséder en vertu d'une substitution personnelle, le droit d'acquérir à tous les titres et par

toutes les voies qui, disséminant les biens des familles, les agglomèrent dans les congrégations; c'est même excéder le pouvoir des lois humaines que de donner à ces corps une vie perpétuelle pendant laquelle ils acquerront toujours, à l'aide même des séductions légitimes nées des liens d'une maternité, d'une fraternité nouvelles, que la religion serre plus étroitement que la nature même ¹. »

Le comte Cornudet parlera dans le même sens :

« Si l'on considère que les associations ordinaires n'apportent aucun changement à la capacité, à l'existence naturelle ou civile de chacun de leurs membres, qu'y trouve-t-on de semblable aux congrégations religieuses dont les membres, séparés du monde et dégagés de tous les soins de la vie civile, n'appartiennent plus en quelque sorte à la terre ? Or, chacun peut-il abdiquer l'existence civile qu'il a reçue en naissant dans la société sans l'adhésion du pouvoir qui la régit ? Et ce pouvoir, quel est-il, sinon le pouvoir législatif ? On ne peut engager ses services qu'à temps, porte en termes formels le Code civil; si les statuts religieux prescrivent un engagement perpétuel, c'est une exception demandée à la loi, et nul autre que le pouvoir législatif ne peut déterminer cette durée d'une manière précise ². »

Le deuxième point intéressant à retenir est le piège, involontaire sans doute, que les législateurs de 1825 ont glissé dans leur loi, et que les adver-

1. Cité par Waldeck-Rousseau, *Associations et congrégations*, p. 240.

2. Cité par Waldeck-Rousseau, *Ibid.*, p. 363.

saires des congrégations sauront découvrir et même déformer à leur profit.

Répondant le 20 juin 1901 au sénateur Halgan qui demandait d'accorder aux congrégations déjà autorisées la dispense d'autorisation pour les établissements non reconnus qu'elles pourraient posséder au moment de la promulgation de la loi, Waldeck-Rousseau ¹ déclarait que, du fait de la loi de 1825, il n'y avait pas de congrégation de femmes autorisée; seuls, de par l'art. 4, les établissements fondés par lesdites congrégations avaient reçu l'autorisation. Il étayait du reste son opinion, non seulement sur cet article, mais encore sur un avis du Conseil d'État, en date du 29 juin 1891 ¹.

Disons tout de suite que Waldeck-Rousseau tirait d'une rédaction un peu obscure une déduction pour le moins exagérée. D'après l'art. 2 de la loi de 1825, les congrégations existant à cette époque pouvaient être autorisées par simple ordonnance royale. Pour les congrégations futures, elles devaient l'être par une loi. La rédaction était nette. Avec l'art. 3 commence l'obscurité. Il ne s'agit plus alors des congrégations en tant qu'entités collectives, mais d'établissements, ceux-ci devant recevoir pour se former la sanction d'une ordonnance royale.

L'art. 4 prolonge encore cette obscurité lorsqu'il édicte que *seuls les établissements dûment autorisés* peuvent acquérir la personnalité civile.

Ainsi, dans l'art. 2, une *congrégation tout entière* peut être autorisée et, par conséquent, acquérir la personnalité civile, tandis que dans les art. 3 et 4,

1. Waldeck-Rousseau, *Associations et congrégations*, p. 362, 375.

seuls, des établissements pris individuellement peuvent obtenir cette faveur.

Peut-être trouvera-t-on la clef de ces contradictions plus apparentes que réelles dans ces paroles de Lainé qui semble avoir été l'auteur volontaire de cette obscurité : « L'idée d'une congrégation lorsqu'elle n'est pas jointe à celle d'un établissement particulier, ne présente, il faut le dire, qu'un sens abstrait et incertain. On comprend mal ce que serait une congrégation sans établissement. »

Les législateurs de 1825 auraient bien fait d'édicter leur volonté avec plus de clarté ; puisque, d'après eux, seul un établissement pouvait recevoir la personnalité civile, il était inutile et dangereux de parler dans l'art. 2, d'autorisation en bloc, ce mot impliquant dans notre droit la faculté d'acquérir, d'accepter et d'aliéner.

*
* *

Le gouvernement de la Restauration serait resté en bons termes avec les religieux s'il n'y avait eu cette malheureuse affaire de la *Congrégation* qui lui donna tant de souci et fut une des causes indirectes de sa chute. Pour bien en comprendre l'évolution, il faut se représenter l'état politique de la France à cette époque. Nul régime ne vit plus de complots. Le *Nain jaune*, *Didier*, la *Société des patriotes*, les *Lyonnais*, le *Bazar français*, la *Charbonnerie*, les *Chevaliers de la liberté*, furent les principaux centres de ces équipées pour la plupart préparées dans l'ombre, le plus souvent animées d'une foi antireligieuse dangereuse pour la tranquillité de l'État.

Dans ces conditions, ce dont il faut s'étonner, c'est que le parti adverse n'ait pas répondu point par point à toutes ces provocations. Si le parti prêtres a eu sa *Congrégation*, le parti libéral en posséda beaucoup plus que lui, et à l'honneur de la première il faut dire qu'elle opéra toujours à ciel ouvert et qu'elle ne se servit que des armes de la liberté : la prière, la parole et la presse. Ce ne fut pas toujours le cas des *Congrégations* adverses qui se déshonorèrent souvent dans l'émeute, la violence et le sang.

La *Congrégation* qui fit tant de bruit sous la Restauration n'était que la résurrection de l'association dite « de Marie » qui avait été créée au temps de la Réforme et qui réunissait les jeunes gens « voulant avancer dans la piété et les belles-lettres. » Dissoute sous la Révolution, elle réapparut sous l'Empire, et grâce au zèle d'un jésuite, le P. Ronsin, elle était déjà prospère lorsque Louis XVIII monta sur le trône. Elle comprenait des citoyens de tous les milieux sociaux, faisant la charité sans bruit et réapprenant au peuple les principes de l'Évangile qu'il avait oubliés pendant les années révolutionnaires ; sur les 1 000 membres qui la composaient, 50, tout au plus, avaient une situation en vue dans l'État. C'était un *salon pieux* dans lequel on ne faisait pas de politique, ce qui n'était pas le cas d'autres salons similaires. Il y avait notamment celui de Mme Récamier où les ultras suivaient les rancœurs d'un Chateaubriand ; celui des doctrinaires de M. de Broglie où, par-dessus la tête du roi, l'on faisait la cour au fils de Philippe-Egalité ; celui des libéraux nuance Saint-Aulaire ; et surtout celui de Laffitte, le mécène des opposants de tous bords.

L'on ne peut guère expliquer tout le bruit que l'on fit autour de cette association, que par la haine que le parti anticlérical portait à toutes les œuvres dont la Compagnie de Jésus était l'inspiratrice.

Dès 1819, la campagne se dessina. Tout d'abord, Béranger fit paraître son fameux poème : *Les Révérends Pères*, œuvre grossière où, apostrophant les disciples de Loyola, il dira : « Hommes noirs, d'où sortez-vous ? » Le parquet le poursuivit et le fit condamner à neuf mois de prison et 10 000 francs d'amende. Pour couvrir les frais du procès, Laffitte ouvrit une souscription.

Puis, vint le tour des journaux libéraux, notamment du *Courrier* et du *Constitutionnel*. « Les Missionnaires, écrivaient-ils, apprennent aux jeunes filles des cantiques, des prédications nocturnes, des dîners somptueux, des retraites voluptueuses. » Tout ce que la sottise et les préjugés humains peuvent inventer, nous le retrouvons dans ces articles quotidiens qui, sans se lasser, répétaient les mêmes calomnies, tant et si bien qu'en 1825, en vertu de la loi sur les menées anarchistes, le *Constitutionnel* fut poursuivi. Ce journal prit pour avocat Dupin. Ce dernier ne manquait pas de talent, mais ce n'était pas un caractère. C'était le type de « ces opportunistes qui, sous la Restauration, siégeaient au centre et qui, au moment de la Révolution de juillet, devaient dire aux combattants : descendez dans la rue, moi je descends à ma cave ¹. » Au moment du procès, il adopta la même attitude de prudence. Tout d'abord, à l'audience, « il lança contre les bêtes noires

1. Eugène de Mirecourt, *Silhouettes du XIX^e siècle*.

du *Constitutionnel* toute l'armée des métaphores. » Il y prononça notamment sa fameuse phrase : « L'Institut de Loyola est une épée dont la poignée est à Rome et dont la pointe est partout. » Puis, voulant se ménager une porte de sortie, il alla rendre visite aux religieux en leur maison de Saint-Acheul, près d'Amiens. « Vous voyez, mes Révérends Pères, leur dit-il, que je ne suis pas aussi diable que vous êtes noirs... On peut être ennemi des principes sans détester les hommes ; et d'ailleurs... les paroles d'un avocat ? Autant en emporte le vent ! » Puis il assista en compagnie des Pères à une procession et prononça un discours dans lequel il compara Saint-Acheul « à une nouvelle Cornélie à laquelle il suffit de montrer ses fils pour exciter chez ses ennemis la crainte et chez ses amis l'admiration. » A ceux qui lui reprochaient cette double attitude, Dupin ripostait : « Si j'eusse vécu aux temps où Énée descendait aux enfers, j'aurais voulu y descendre aussi et assister à une audience de Minos. » Il serait plus vrai de répéter le mot que Laffitte devait prononcer en 1840 : *Quelle canaille que nos amis d'il y a quinze ans !*... Quoi qu'il en soit, Dupin avait si bien plaidé que son client fut pénalement acquitté par la Cour qui ne lui adressa qu'un blâme.

Le 5 décembre de la même année, le *Courrier*, défendu par Mérilhon, était également mis hors de cause.

Après l'affaire des journaux anticléricaux, vint celle du P. Loriquet. Ce jésuite était l'auteur d'une *Histoire de France* que les libéraux accusaient d'être d'une partialité outrée en faveur des Bourbons. Que

Loriquet qui, du reste, ne manquait pas de talent, ait été parfois dans ses appréciations d'une indulgence excessive vis-à-vis de la royauté, la chose semble certaine, mais en cela, il ressemblait à beaucoup d'autres. Il y aura, sous tous les régimes, des Dangeau, des Loriquet, des Michelet et des Aulard pour justifier le mot de Fustel de Coulanges : « L'histoire est devenue chez nous une guerre civile en permanence. » Le parti libéral profita de cet incident minime, et, pour déconsidérer l'ordre dont Loriquet faisait partie, il avança que l'auteur de *l'Histoire de France* en parlant de Napoléon l'avait appelé : « Marquis de Bonaparte, lieutenant-général des armées de Louis XVIII. » L'opinion publique, à la fois émue et gouailleuse, voulut chercher dans l'œuvre du jésuite la phrase incriminée. Ce fut en vain. Les libéraux avaient menti pour les besoins de leur politique. Depuis cette époque, les chercheurs ont essayé de découvrir le fameux « marquis de Bonaparte » dans les 100 000 exemplaires de l'œuvre de Loriquet, mais toujours inutilement. La Roche-Arnaud qui, en 1825, avait violemment attaqué les jésuites à ce sujet, se rétractait en 1845 devant la Chambre des Pairs, et avouait que la phrase n'avait jamais existé. Au reste les adversaires de l'historien l'avaient placée dans le tome I^{er} de son œuvre qui s'arrêtait au règne de Louis XVI, et, comme de juste, le nom de Bonaparte n'y était même pas mentionné. En 1852, la maison d'édition de *l'Histoire de France* promettait 30 000 francs à qui retrouverait les paroles incriminées. On chercha encore vainement. Le dernier mot de cette affaire devait être prononcé par Beuchot, Barbier, Qué-

rard et Gérusez qui, tous, déclarèrent unanimement que toute cette polémique était fondée sur une légende.

C'est dans ces conditions qu'apparut en 1826 le *Mémoire* de Montlosier. Ancien député aux Etats généraux, émigré à Coblenz sous la Révolution, rallié à l'Empire à la suite de discussions violentes avec ses anciens compagnons d'exil, discussions qu'avait amenées son caractère atrabilaire et misanthrope, Montlosier dénonçait, dans son libelle, la *Congrégation*, les *jésuites*, l'*ultramontanisme* et l'*esprit d'envahissement des prêtres*. Il définissait notamment la *Congrégation* : « une assemblée pieuse d'anges, un sénat de sages, un foyer d'intrigues et de démons ¹. »

L'opinion publique, chauffée à blanc par tous les journaux ennemis des Bourbons, fit à cet ouvrage un succès considérable. Dix éditions furent enlevées en peu de temps, ce qui, pour l'époque, était un événement. L'agitation gagna la rue : à Rouen, des gamins essayèrent d'étrangler un jésuite en pleine église. M. de Magallon, le restaurateur des frères de Saint-Jean-de-Dieu, et le professeur Récamier étaient insultés dans la rue. Dupin faisait éditer l'épisode des bacchanales de Tite-Live et y glissait en tronquant les textes, des allusions à la *Congrégation*. Les ennemis des jésuites eux-mêmes en étaient écœurés, et l'un d'eux, M. de Vieil-Castel, ne pouvait s'empêcher d'écrire : « On est stupéfait lorsqu'on lit les contes absurdes du *Constitutionnel*; on

1. M. de Grandmaison dans son ouvrage *La Congrégation* a étudié avec beaucoup de conscience et de détails cette partie de notre histoire (Paris, 1889).

éprouve un sentiment de dégoût en se rappelant les chansons licencieuses et obscènes de Béranger. » Le 25 mai 1826, la Chambre des Pairs était saisie du *Mémoire*; le 18 janvier suivant, elle y revenait. Les ennemis des jésuites, notamment Lainé, Portalis, de Barante, Pasquier, demandèrent contre eux l'application de la loi. Derrière eux, c'était le ministère Villèle, que l'opposition cherchait à abattre. Elle devait y réussir, et le cabinet libéral Martignac qui lui succéda, fermait par l'ordonnance du 16 juin 1828, les écoles secondaires tenues par les jésuites et supprimait la liberté de l'enseignement pour les congrégations non autorisées. Le 18 juillet 1830, les congréganistes du P. Ronsin se séparaient irrévocablement.

Toute cette affaire avait été le levier dont s'étaient servis tous les opposants au régime pour le compromettre. Charles X avait dit : « Quand vous pileriez tous les princes de la maison de Bourbon ensemble, vous n'y trouveriez pas la manière d'un tyran... » Nobles paroles sans doute, mais dont l'application avait déjà mené Louis XVI à l'échafaud. La mansuétude et le manque d'énergie de son frère dans l'affaire de la *Congrégation*, devaient être, bien plus que les ordonnances de Polignac, la cause de sa ruine.

CHAPITRE IV

LA MONARCHIE LIBÉRALE

LA LUTTE CONTRE LES JÉSUITES

Tout faisait craindre que le parti libéral, en prenant le pouvoir en 1830, appliquerait jusqu'à la tyrannie les théories anticléricales qui avaient alimenté ses polémiques avec les ministres de Charles X. La plupart des hommes qui le composaient avaient pris, en effet, leur mot d'ordre dans ces sociétés secrètes qui furent la plaie de la Restauration. Le nouveau roi en tête, tous étaient plus ou moins voltairiens. Enfin, ils devaient compter avec le parti républicain qui les avait aidés à renverser la branche aînée. Suivant le mot de Villemain, « le gouvernement de Juillet avait contre soi-même l'exemple de sa propre élévation. »

On l'a dit justement, la Révolution de 1830 n'a pas été autre chose que celle de 1789 confisquée, complétée et couronnée par la bourgeoisie libre-penseuse ¹. Sur les barricades, le cri de : « Vive la Liberté ! » était synonyme de cet autre : « A bas la religion ! »

1. Eugène Veuillot, *Louis Veuillot*, t. II, p. 18, 19.

Et pourtant, la Monarchie de Juillet ne justifia pas toutes ces craintes, et l'on peut affirmer que, dans son ensemble, le catholicisme ne fit que grandir grâce à l'indépendance qui lui avait souvent manqué sous le régime précédent.

Certes, les premières années furent difficiles. Le catholicisme ne fut plus la religion d'État; l'église Saint-Germain l'Auxerrois et l'archevêché de Paris furent saccagés; à Lille, à Dijon, à Nîmes, des croix furent abattues; dans les rues, les prêtres ne pouvaient plus se montrer en soutane; le 6 novembre 1830, la congrégation des rédemptoristes était dissoute; le 27 octobre, on supprimait les secours annuels alloués par le gouvernement précédent aux lazaristes et à la congrégation du Saint-Esprit; le 25 décembre, le roi, sur la demande du ministre de l'Instruction publique Mérillon, rapportait l'ordonnance autorisant la société des Missions de France. On crut un moment que les sociétés secrètes, qui avaient soutenu le duc d'Orléans, allaient prédominer. L'instinct de conservation du roi et les imprudences des républicains, qui se remettaient à comploter les armes à la main, comme sous la Restauration, firent rentrer les sectaires dans l'ordre. Ce qui délivra la Monarchie de Juillet de la politique anticléricale, ce fut donc, tout d'abord, la peur d'être dépassée et supplantée par les partis extrêmes. Louis-Philippe du reste était le bon sens mis sur le trône. Il y eut bien, par la suite, quelques mesures arbitraires, mais, jusqu'en 1845, elles furent exceptionnelles. Ainsi, sous Casimir-Périer, les trappistes de Meil-

leray furent dispersés et ceux qui étaient de nationalité étrangère expulsés. Le 1^{er} février 1839, ce fut le tour des capucins de Lyon et le 12 du même mois, celui des récollets de Montbrison. Enfin, en novembre 1842, les trappistes du Tarn recevaient l'ordre de disparaître. Mais ces mesures, qu'amènèrent parfois des malentendus temporaires, étaient exceptionnelles. Le plus souvent, les hommes d'Etat de la monarchie libérale furent tolérants vis-à-vis des congrégations, et le 28 juillet 1839, le ministre des Cultes Testes pouvait écrire à ses préfets : « Laissez vivre en paix les congrégations; cette tolérance est la conséquence des lois sur la liberté individuelle et rentre dans l'esprit de l'article 291 du Code pénal. »

Et, en effet, par le fait seul que la Charte de 1830 avait dit aux citoyens : « Vous êtes libres ! » elle autorisait toutes les manifestations, toutes les polémiques, tous les apostolats à condition qu'ils se tinssent dans les limites de la loi et de l'ordre. Si la liberté permet la diffusion de l'erreur et du mal, elle autorise par là même celle du vrai et du bien. Alors vérité et erreur deviennent deux adversaires luttant à armes égales, et comme, dans sa lutte avec les ténèbres, la lumière a toujours le dernier mot, la religion n'a rien à craindre de ces combats à ciel ouvert.

Dans nos sociétés modernes, le pire pour le catholicisme est d'être accaparé par un clan, ce clan fût-il le gouvernement lui-même. Ses ennemis l'accusent alors de tyrannie, l'attaquent dans l'ombre, tandis que c'est dans la rue, au milieu de tous les autres systèmes philosophiques et reli-

gieux, que la vérité doit pouvoir descendre pour se défendre de l'erreur en montrant sa supériorité et en répandant ses bienfaits.

Et c'est ainsi que la religion, sous Louis-Philippe, en gagnant elle-même et rudement son droit à la vie et à la lumière, resplendit d'un plus vif éclat que sous Charles X lui-même, qui en avait fait, pourtant, un des soutiens de son trône.

Toute une génération d'hommes clairvoyants, de cœurs généreux, de talents affinés par l'épreuve, de génies grandis par la cause qu'ils allaient défendre, descendirent dans l'arène pour prêcher la liberté religieuse sous les regards d'un peuple sceptique ou méfiant.

Néanmoins, du fait que ce peuple était venu écouter ces hommes nouveaux, une première victoire était remportée. « Le difficile, a dit Mazzini, n'est pas de convaincre le peuple, c'est de le réunir.... ¹ »

La patience, la franchise, l'audace devaient faire le reste. Lacordaire, Montalembert, Ozanam, Ravignan, Berryer, Dupanloup, furent les chefs de file de cette génération qui allait vaincre au nom de la liberté.

Les ordres religieux bénéficièrent-ils de ce renouveau? Pas autant qu'on aurait pu l'espérer. Mais, déclarons bien haut que les grands catholiques d'alors ne doivent pas supporter le poids de cette insuffisance. Ils savaient leur tâche immense, ils devaient donc la faire limitée. Permettre au prêtre de se montrer dans la rue, dans

1. Lubienski, *Guerres et révolutions d'Italie*, Paris, 1852, p. 46.

des conditions de dignité suffisante, rendre aux parents la liberté d'enseignement, réapprendre au peuple les principes de l'Évangile oublié. Tel était leur programme.

Ils le remplirent. Vouloir aller plus loin, c'eût été compromettre leur mission essentielle. C'était à leurs successeurs à parachever leur tâche. Ils ne l'ont pas fait et ont préféré, sous le second Empire et les premières années de la III^e République, s'endormir sur des lauriers trop faciles et se prévaloir d'une tolérance d'État aussi fragile que la vie du pouvoir qui l'octroie.



Les expulsions de 1845, rançon des luttes pour la liberté d'enseignement, assombrirent toutefois le catholicisme dans les derniers jours de la Monarchie de Juillet. Les partis de gauche exigèrent des représailles contre ceux qui réclamaient cette liberté. Une fois de plus, les jésuites étaient désignés pour servir de boucs émissaires, comme hier, sous Charles X, comme demain sous Grévy. Émile Faguet a écrit cette phrase très juste : « Peut-on concevoir un malheur de la France qui ne vienne pas des jésuites ¹ ? » Ceux-ci avaient, il est vrai, pris nettement parti contre le monopole universitaire et l'enseignement philosophique de Victor Cousin, « ce pape laïque d'une religion scolaire ². » De plus, on les représentait comme les ennemis des articles organiques et des libertés gallicanes.

1. E. Faguet, *L'anticléricalisme*.

2. Mot de Jules Simon.

En 1843, Villemain, « Voltaire à bon marché du xix^e siècle¹ », et ministre de l'Instruction publique, soutenu par Michelet, Quinet et le *Juif errant* du romancier Eugène Süe, ouvrait officiellement la lutte par un discours à l'Académie française. Ne nous étonnons pas de trouver Michelet et Quinet dans cette polémique. La haine de ce dernier contre les jésuites remontait à son ouvrage *Ahasvérus*, que les professeurs et la Compagnie de Jésus n'avaient pas voulu enseigner dans leurs écoles. De plus il était protestant. Quant à Michelet c'était un visionnaire « dont, a dit Léon Daudet, tous les gestes procédaient par malédictions et anathèmes, » quand les fantômes des jésuites tombaient sous sa main.

« Les jésuites, déclarait Villemain, sont une société également hostile à l'esprit du gouvernement et à l'esprit de liberté. » Ces paroles eurent un retentissement considérable. Les évêques et les écrivains catholiques prirent le parti de ce qu'on appelait alors la *Congrégation de la rue du Bac*, et celle-ci, l'année suivante, exactement le 10 janvier 1844, riposta ouvertement. Pour l'avoir soutenue, l'évêque de Châlons était poursuivi en appel comme d'abus. Le P. Cahours faisait paraître son ouvrage : *Des jésuites, par un jésuite*, et, sur les conseils de l'abbé Dupanloup, supérieur du petit séminaire Saint-Nicolas, Ravignan lui-même descendait dans l'arène, et lançait cet ouvrage d'airain, ainsi que le qualifiait H. de la Combe, intitulé : *De l'existence et de l'institut des*

1. Mot de Barbey d'Aurevilly.

jésuites. Dupanloup, à son tour, l'accompagnait, et élevant la question au-dessus du cas particulier de la Compagnie de Jésus, embrassait, dans sa brochure : *Les associations religieuses*, le problème tout entier du statut légal des congrégations. Il démontrait que refuser à celles-ci le droit à l'existence, c'était blesser l'homme dans sa liberté de conscience, le citoyen dans l'exercice de ses droits et le chrétien dans la liberté de sa foi; que cette exclusion ne pouvait que révolter toutes les opinions libres et embarrasser les législateurs eux-mêmes.

« Chose vraiment bizarre, écrivait le futur évêque d'Orléans, pour les autres on ne s'inquiète pas de leur croyance, de leur culte, de leur secte, du plus ou moins de perfection avec laquelle ils suivent leurs pratiques religieuses... Ainsi donc je suis israélite, je suis protestant, je suis franc-maçon : puis-je profiter de la liberté de conscience proclamée en France? — Sans doute, si vous êtes Français car tous les Français sont égaux devant la loi. Soyez ce qu'il vous plaira. — Mais je suis catholique? — Ah! Ici commence une grave difficulté. Auriez-vous pris devant Dieu quelques-uns de ces engagements sacrés que l'Église catholique nomme des vœux de religion? — Il est vrai... je les ai pris, je suis religieux. — Je le regrette, vous ne pouvez pas vivre ainsi en France. La Charte déclare tous les Français égaux devant la loi; de plus, elle déclare la religion catholique la religion de la majorité des Français; de plus, les consciences sont libres, les cultes sont libres... mais nous avons fait une exception, une seule, parmi

tant d'exceptions possibles : une exception contre vous... et les repris de justice ¹ ! »

Dans le camp adverse, on ne fut pas moins tenace. Un professeur du Collège de France alla jusqu'à faire officiellement un cours contre les jésuites qu'il accusa de corrompre la jeunesse. Un journal, organe spécial de la cour et du ministère, fouilla dans les traités de théologie des Pères, pour essayer d'y découvrir des obscénités.

C'est dans ces conditions que, le 2 mai 1845, commença la discussion parlementaire sur l'existence légale de cet ordre. En fait, elle ne devait être qu'un hors-d'œuvre qui, dans l'esprit de ses auteurs, devait faire reculer les catholiques et les empêcher de continuer la lutte pour la liberté de l'enseignement.

A la Chambre, Thiers somma le ministre Guizot, auquel il ne pardonnait pas de lui avoir ravi le pouvoir, de proscrire la Compagnie de Jésus. Au fond, l'interpellateur était du même parti que son adversaire; mais celui-ci ne l'aimait guère et reprochait sans cesse à de Broglie d'avoir « glissé dans son sein cette petite couleuvre ². »

Guizot, selon l'expression de la reine Marie-Amélie, était « un crabe à pattes inflexibles se cramponnant au rocher du pouvoir dont on ne pouvait l'en arracher qu'avec la roche même ³. Il eut peur et s'inclina. Au reste, il avait derrière lui deux hommes « qui le faisaient marcher comme un polichinelle » : le duc de Broglie et le roi. L'un

1. Lagrange, *Vie de Mgr Dupanloup*, t. 1, p. 334, 335.

2. E. de Mirecourt, *Guizot*, p. 48.

3. *Idem*, p. 43.

et l'autre n'aimaient pas les jésuites, l'un et l'autre, suivant l'expression de Mirecourt, « tenaient l'extrémité des fils dont le président du conseil formait la marionnette ¹. »

Thiers étaya son opinion sur des arguments d'ordre public : « On dit que la liberté est tellement puissante qu'avec sa force de discussion elle résisterait aux jésuites. Si cela devait se passer en discussion, je me résignerais peut-être. Mais si cela aboutit à la guerre civile, il me semble que votre société idéale devient sanguinairement ridicule ²... » Vraiment le grave M. Thiers exagérât. Les jésuites n'avaient pas l'intention de descendre dans la rue, et Mgr Parisis se contentait de leur conseiller de s'en tenir aux armes du droit commun et de la liberté. En même temps, Dupanloup faisait paraître son ouvrage célèbre : *La pacification religieuse*. Lamartine, après l'avoir lu, écrivait à l'auteur cette phrase : « Quand on possède tous ses droits, on n'a rien à empiéter sur les droits d'autrui ³. »

Enfin des discussions brillantes et serrées s'engagèrent à la Chambre des Pairs. Cette assemblée possédait dans les deux camps des hommes éminents par le talent, les convictions, la science du droit. Du côté des défenseurs des jésuites, il y avait Montalembert, le comte Beugnot, le marquis de Barthélemy; du côté adverse, le garde

1. E. de Mirecourt, *Guizot*, p. 47.

2. Cité par Waldeck-Rousseau, *Associations et congrégations*, p. 118.

3. Cité par Lagrange, *Vie de Mgr. Dupanloup*, t. 1, p. 337.

des sceaux, Martin du Nord et le comte Portalis, fils de l'auteur du Concordat.

La discussion prit les séances des 11 et 12 juin. Montalembert ouvrit le feu, en apparence à l'occasion d'une demande de crédits supplémentaires, en réalité pour entretenir ses collègues de la question qui alors agitait tous les esprits.

L'orateur la posa sur son vrai terrain. La loi que l'on proposait n'était pas autre chose qu'un acte de représailles contre les catholiques qui réclamaient la liberté d'enseignement : « Vous avez poursuivi déclara-t-il, des prêtres et des évêques devant la police correctionnelle pour des écarts de langage, mais jamais vous n'avez pu mettre la main sur le plus petit jésuite.

« Cette loi est une loi de menace. On en veut à l'Église, aux évêques, au pape lui-même qu'on prétend avertir et punir des peines portées par eux contre l'enseignement universitaire... On a dit dans une autre enceinte que cette affaire des jésuites n'était que la première difficulté avec l'Église. Mais le sacrifice du juste ne profite jamais, en dernière analyse, qu'à la justice. Oui, quoi qu'il arrive, l'avenir sera à nous parce qu'il est à la liberté et au droit commun. Nous perdrons des soldats, mais nous ne perdrons pas de bataille ¹. » Et il termina en citant trois témoignages dignes d'attention : ceux d'Henri IV, de Léopold de Belgique et du gouvernement anglais.

Sous Henri IV, l'Université avait voulu également proscrire les jésuites. Le roi répondit sim-

1. *Moniteur* des 12, 13 et 14 juin 1845.

plement : « L'Université les a contre-pointés, mais c'est qu'ils faisaient mieux que les autres, témoin l'affluence des écoliers qu'ils avaient en leurs collèges. Ils entrent comme ils peuvent, dites-vous ? Ainsi font bien les autres, et suis moi-même entré comme j'ai pu dans mon royaume. »

Le 31 juillet 1843, Léopold de Belgique, gendre de Louis-Philippe, disait aux jésuites du collège de Namur : « Ce qui me plaît surtout chez vous, c'est l'éducation nationale que vous donnez à la jeunesse. Continuez à l'élever comme vous le faites dans cet esprit : elle sera le soutien de la Patrie. »

Enfin, à la même époque, une adresse couverte de plus de 4 000 signatures d'habitants de l'île de Malte remerciait le gouvernement protestant anglais de leur avoir donné un collège de jésuites.

Le garde des sceaux, Martin du Nord, répondit à Montalembert. Au point de vue juridique, sa thèse, à vrai dire, était solide. De par la loi, les jésuites n'étant pas autorisés, ils ne pouvaient être que tolérés, donc, si on votait leur dissolution, ils n'avaient rien à dire. Puis, il alla au devant de l'objection qui était alors à l'esprit de tous les gens de bon sens. Pourquoi supprimer les jésuites et non les autres congrégations qui n'étaient pas plus autorisées qu'eux?... Pourquoi?... « Parce que ces prêtres sont venus hautement, et à la face du pays, déclarer ce qu'ils étaient ; ils ont, en face de ces lois du royaume que nous pouvons bien, dans certaines circonstances, laisser dormir, mais que nous ne devons jamais oublier, ils ont publié des consultations dans lesquelles

ils ont dénié l'existence des lois, défié leur application; ils sont venus dire qu'ils s'étaient constitués en France en vertu d'un droit propre et incontestable...

« Depuis 1828, les jésuites ont été privés de l'enseignement; ils n'ont pas été chassés de leurs maisons. Nous avons suivi la même marche, mais nous en changerons puisque les circonstances ont changé. » Puis, après avoir exalté la « belle Église de France, » le ministre continua par les affirmations suivantes qui étaient à la fois une insolence et un sophisme :

« Je suis persuadé que rien ne saurait être plus utile au clergé et à la religion que les mesures dont les jésuites, dans les circonstances actuelles, peuvent devenir l'objet... Le clergé de France doit se sentir blessé de l'importance si grande que l'on donne aux jésuites existant chez nous... Quoi donc? Nous avons 42 000 prêtres en France, ils sont au milieu de nous, pénétrant au sein des familles; nous les connaissons, nous les aimons, nous les honorons, nous goûtons leurs conseils, et vous croyez qu'ils ont besoin, pour accomplir leur œuvre, du concours de 300 jésuites ¹! » Ce discours était aussi spécieux qu'habile.

On s'en tint là ce jour-là, et le lendemain, 12 juin, la discussion reprit et s'éleva avec les discours de Beugnot, Portalis et Barthélemy que clôturèrent les répliques de Montalembert et du garde des sceaux. Beugnot étaya sa thèse sur cette idée de liberté qui alors était le grand levier

de l'opinion, et donna à ses paroles une grande force de persuasion en même temps qu'une leçon de haute moralité politique. Un peu tristement, il débuta ainsi : « Il y aurait un livre curieux à écrire sur l'influence des mots dans notre pays ; mais il serait en même temps un livre profondément affligeant. On y verrait comment, à l'aide du mot *jésuite*, on a réussi à troubler tant d'esprits éclairés, ce mot qui cache dans son sens toute autre chose que la Société de Jésus, sous lequel se voilent tant de sentiments mauvais, tant de pensées subversives ! »

Puis, avec une modération de langage qui ne faisait qu'en rehausser la force persuasive, Beugnot démontra que, par les mesures projetées, on violait le droit naturel de cohabitation, chose que Collot d'Herbois lui-même n'avait pas osé faire contre les religieux lyonnais de son époque ; qu'on violait, en second lieu, ce droit inscrit à l'art. 53 de la Charte qui dit que nul ne peut être distrait de ses juges naturels ; et enfin le droit de propriété. Puis, revenant à sa thèse favorite de libéral impénitent, il ajoutait : « Pourquoi craindre les jésuites ? Ils ont à leur disposition les mêmes moyens que les autres citoyens pour répandre leurs idées. Ignorez-vous qu'il n'y a rien de plus noble et de plus vrai que ce principe, à savoir que là où la discussion est véritablement libre, la vérité l'emportera toujours sur l'erreur... Si les jésuites sont dangereux, s'ils propagent des erreurs, des mensonges, des calomnies, je me fais fort de les réduire avec la seule arme qui soit digne d'un homme qui a foi en la raison. »

C'était le langage du bon sens. Avant de descendre de la tribune, l'orateur ajouta quelques mots qui prouvaient qu'il faisait sienne la thèse de Montalembert :

« Si l'on poursuit les jésuites, c'est pour punir le clergé du rôle qu'il a joué dans la discussion sur la liberté d'enseignement. » Et il termina par cette citation d'un homme politique du xvi^e siècle : « L'Église reçoit les coups et ne les rend pas ; mais prenez-y garde, c'est une enclume qui a usé bien des marteaux¹. »

A un homme qui avait posé la question des jésuites sur le terrain du droit, et de quel droit ! il fallait que le gouvernement opposât un orateur de la même envergure. Le comte Portalis fut désigné. On ne pouvait en choisir un plus autorisé que lui.

Il débuta ainsi : « Je ne suis ni jésuite, ni janséniste ; je suis catholique et magistrat, je soutiens la loi de mon pays. » Puis, mettant dans ses paroles plus d'imagination que de vérité historique, il refit ainsi l'histoire de la Compagnie de Jésus. « Lors de la destruction des jésuites, leurs ennemis firent grand bruit d'un tableau trouvé dans leur collège de Billom, en Auvergne, si j'ai bonne mémoire. Ce tableau représentait une barque exposée aux flots irrités d'une mer orageuse ; elle portait l'Église catholique et sa fortune : ce n'était pas la barque de saint Pierre, c'était la barque de saint Ignace. On n'y voyait ni les apôtres, ni les saints pères ; elle ne contenait que des saints

1. *Moniteur* du 13 juin 1845.

de l'ordre des jésuites... Messieurs, cette majestueuse cité de Dieu, qu'a-t-elle de commun avec une congrégation religieuse née d'hier, qui date à peine de trois siècles, non moins célèbre par son habileté et ses campagnes politiques que par ses services religieux, par ses confesseurs de rois que par ses confesseurs de la Foi... institution purement humaine; fille du temps, et que le temps dévorera comme il dévore tous ses enfants? »

Après ce hors-d'œuvre, l'orateur répondit aux arguments du comte Beugnot auxquels il devait faire quelques concessions.

Sur le premier point, à savoir que les mesures d'expulsion violaient le droit naturel de cohabitation, Portalis opposa le décret de messidor an XII qui n'admettait aucune association religieuse non autorisée. Sur le deuxième point, violation de l'art. 13 de la Charte, l'orateur fut plus catégorique encore :

« La dissolution d'une congrégation religieuse non autorisée, dit-il, n'est pas la répression d'un délit qualifié, c'est une mesure de police, un acte de l'administration pour le maintien de l'ordre public. » Assertion discutable, car la non-observation des lois a toujours été considérée comme un délit, et si les jésuites ne les observaient pas, il était plus naturel de les poursuivre pour ce fait devant la juridiction de droit commun que devant la police administrative. Il est vrai que le décret de l'an XII ne comportait pas de sanctions pénales : c'est, du reste, ce qui avait fait sa faiblesse. Là où les concessions apparurent, c'est sur le troisième point de l'argumentation Beugnot :

la violation du droit de propriété. Portalis, se rappelant sans doute son libéralisme d'antan, déclara en effet en propres termes : que « si les jésuites se refusent à obéir, on ne chassera pas pour cela de la maison qu'ils habitent ceux qui justifieront qu'ils en sont les légitimes propriétaires... », et il ajouta : « la propriété est hors de cause dans tous les cas, car la dissolution de la congrégation ne saurait altérer les droits qui naissent de la possession et de l'acquisition des biens. »

Étranges législateurs qui se sentent assez forts pour supprimer théoriquement un agrégat, mais pas suffisamment pour en disperser effectivement les membres ! Portalis acheva son discours par une flatterie à l'égard du catholicisme. C'était de bon ton alors, et ce fait prouve quel chemin nos hommes politiques ont parcouru depuis, bien que ce chemin ait été, hélas ! ouvert par les imprudents de la Restauration et du Gouvernement de Juillet.

« Nous croyons, dit-il, que la pratique des conseils évangéliques est intéressée au maintien des congrégations religieuses, et que celles-ci entrent nécessairement dans l'économie de la constitution de l'Église.... La grande majorité des Français est avec l'Église et ne l'abandonnera pas si on ne la décourage pas, ou si on ne la repousse pas, en s'efforçant de détacher la cause de l'Église des vénérables traditions des docteurs et des exemples des saints personnages qui ont illustré les plus grandes pages de notre histoire ¹. »

1. *Moniteur* des 13 et 14 juin 1845.

Le marquis de Barthélemy répondit à Portalis. Lui aussi plaça la question sur le terrain juridique, mais en prenant une base autre que celle qu'avait adoptée le comte Beugnot. Celui-ci avait déclaré que les mesures d'expulsion adoptées, les droits de la propriété, de la justice et de la cohabitation seraient lésés. Barthélemy essaya de démontrer qu'un quatrième droit, celui d'association, recevrait un coup mortel : « Il y a deux choses bien distinctes : l'existence des congrégations comme établissements publics, sans conteste il faut une loi pour la leur conférer; et la simple existence comme associés ayant une vie commune ¹. Or cette existence, aucune loi ne la refuse aux congrégations. »

Enfin, l'orateur prouva que ces mesures étaient des représailles, qu'elles ne devaient pas seulement s'appliquer aux jésuites, mais à toutes les congrégations autorisées. Puis, montant sur les hauteurs et dévoilant l'avenir, il acheva par ces paroles qui, hélas! devaient faire figure de prophétie :

« Toutes les libertés légales sont intimement liées entre elles. Nous marcherons à grands pas au régime d'un arbitraire administratif que condamnent à la fois et les principes de notre constitution et l'avenir de nos libertés. La pente vers l'abîme est rapide, et après la première mesure, on est fatalement entraîné vers des mesures plus graves encore! »

La discussion s'acheva par quelques mots du garde

1. *Moniteur* des 13 et 14 juin 1845.

des sceaux qui, tout d'abord, déplora la création d'un parti catholique, ce qui était une étrange façon de raisonner, de la part d'un libéral.

Puis il ajouta : « A titre de congrégation, les jésuites ne peuvent exister sans contrevenir à la loi; mais nous avons dit aussi que les jésuites individuellement ne doivent pas être exclus du royaume; que chacun d'eux, pris à part, conserve les droits de citoyen; que seulement ils doivent rentrer comme simples prêtres dans la règle commune et sous l'autorité de l'ordinaire ¹. »

La cause étant entendue, les mesures furent adoptées.

Une consultation de 9 avocats célèbres, parmi lesquels se trouvaient Vatimesnil et Berryer, les jugea antijuridiques et inopérantes. Juridiques, elles le devinrent; inopérantes, elles le furent.

Le Gouvernement de Juillet, en effet, évitait en toutes circonstances les complications à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur. Il avait en horreur les mesures draconiennes; se rappelant sans doute que ses origines avaient pris naissance au lendemain des Ordonnances d'un Polignac, il n'entendait pas être la victime des mêmes erreurs qui avaient contribué à la chute de ses prédécesseurs.

Devinant que les mesures contre les jésuites seraient approuvées par le parlement, il essaya de les faire accepter d'avance par le pape Grégoire XVI, ce qui était d'une belle inconscience et d'une parfaite naïveté. Il envoya dans ce but auprès

1. *Moniteur* du 14 juin 1845.

du Saint-Siège le comte Rossi. Le pape refusa d'entrer dans cette combinaison. Rossi, qui avait du sang d'Italien dans les veines, ne se rebuta pas et alla trouver le général des jésuites, le P. Roothaan. Il eut plus de succès auprès de ce dernier qui donna à ses coreligionnaires de France le conseil de se disperser dans différentes maisons pour éviter des ennuis au gouvernement de Louis-Philippe.

Celui-ci triomphait. En réalité, cette victoire était toute platonique. Quelques mois après, les jésuites réintégraient tranquillement leurs demeures respectives.

CHAPITRE V

LA RENAISSANCE CONGRÉGANISTE DE LA MONARCHIE LIBÉRALE A LA RÉPUBLIQUE RADICALE

Ainsi, la Monarchie de Juillet, pas plus que les régimes précédents, ne donna aux congréganistes un statut définitif. L'équivoque subsista au détriment de l'État qui voyait, à chaque discussion, renaître les mêmes problèmes, les mêmes objections, les mêmes conséquences, au grand détriment surtout des congrégations qui sentaient instinctivement tout ce qu'il y avait de précaire dans leur situation.

La vérité est que toute cette incertitude était le lot de toutes les associations. Celles-ci devenaient de plus en plus nombreuses; elles entendaient, comme les individus, prendre leur part de liberté. Mais la Révolution qui avait dispersé les corps était encore trop proche pour que l'idée grégaire sous toutes ses formes, religieuse, ouvrière, industrielle, littéraire, politique, fût acceptée par les pouvoirs publics. Ceux-ci, poussés par la force des choses, devront bientôt s'incliner... mais, constatation étrange, lorsque l'heure de la liberté sonnera, les gouvernements l'accorderont à tous les agrégats, sauf à l'association congréganiste, c'est-à-dire à celle qui, la première de toutes et sous les

régimes les plus difficiles, aura lutté pour la conquête corporative. Les sophismes qu'ont formulés les parlementaires de la Restauration et du Gouvernement de Juillet n'ont pas été étrangers à cette contradiction, à cette injustice. En présentant l'association religieuse sous un jour erroné et le moine comme un être à part dans la société, les doctrinaires de la première moitié du xix^e siècle ont aidé à l'élaboration de ces phrases toutes faites, de ces préjugés dogmatiques, de cette déformation des réalités. On peut dire d'eux qu'ils furent les fourriers involontaires de cette loi de réaction que fut la loi de 1901.

Sous Louis-Philippe, surtout, des hommes avec la clarté de leur intelligence, la générosité de leur cœur, l'audace qui leur était familière et qu'ils aimaient, au même titre que le soldat vaillant aime le danger, des hommes essayèrent de faire sortir l'État de l'ornière malheureuse dans laquelle les gouvernements l'avaient enlisé en matière d'association. Ils s'appelèrent : Guéranger, Lacordaire et Ravignan. Ils comprirent qu'en face de cette oligarchie formidable que constitue l'État moderne, un homme seul ne peut rien, deux hommes peuvent davantage, cent hommes formant corps peuvent beaucoup. Hardiment, comme tout ce qu'ils entreprenaient, ils posèrent la question devant l'opinion. Celle-ci leur avait été tant de fois favorable, qu'ils espéraient beaucoup d'elle. Le peuple de France généralement aime les intelligences qui n'ont pas peur, quels que soient leurs idées et leurs drapeaux; et, quand il ne les aime pas, il les respecte.

En voulant rétablir en France ces trois grands ordres des bénédictins, des dominicains et des jésuites, ces trois hommes montraient aux pouvoirs publics le chemin de l'avenir, celui que devaient suivre, hélas ! sans eux et même contre eux les législateurs de la III^e République. En matière d'association tout se tient, et il n'y a pas plus de raison de refuser l'existence à un agrégat que de la donner à un autre. Guéranger et Lacordaire réussirent partiellement dans leur entreprise, Ravignan échoua complètement. Aucun d'eux ne put décider l'État à faire le geste intelligent et libérateur que tant de bons esprits réclamaient. Toutefois, la route était tracée, et lorsque le Gouvernement de 48 s'établira, il pourra, sans choquer l'opinion, déclarer dans l'art. 8 de sa Constitution, que « les citoyens ont le droit de s'associer, de s'assembler paisiblement et sans armes. »

Les grandes réformes ne sont que l'aboutissement de luttes violentes, de coups d'audace sans cesse réitérés. Guéranger, Lacordaire, Ravignan et leurs frères d'armes peuvent s'enorgueillir d'avoir contribué à l'octroi de cette demi-liberté grâce à laquelle, de 1848 à 1880, les congrégations pourront vivre à peu près paisiblement sur le sol de France.

*
* *

En 1817, quelques moines de Saint-Maur se réunirent à Senlis pour y faire revivre leur congrégation. Cette tentative échoua. En 1831, l'ancien prieuré de Solesmes, acheté en 1791 par M. Lenoir de Chanteloup, était en vente. Un élève de Lamennais,

l'abbé Guéranger, jeune chanoine du Mans et érudit déjà célèbre, demande à son maître d'acheter l'immeuble pour y établir une congrégation qui ne s'occuperait que de restaurer la liturgie en France. Lamennais refusa. Le 14 décembre 1832, grâce à des ressources que lui avaient fournies des personnes de Sablé; grâce aussi à l'appui politique du marquis de Dreux-Brézé, de Montalembert et de M^{me} Swetchine, Guéranger prenait possession de Solesmes et y rétablissait l'ordre des bénédictins. L'entreprise s'était faite sans bruit, aussi l'État n'en prit-il pas ombrage. Ce ne fut que plus tard que dom Guéranger se lança dans la lutte contre le naturalisme et le gallicanisme. Pendant tout le second Empire, il mena des combats retentissants, en compagnie de son protecteur le cardinal Pie, évêque de Poitiers. Alors le bénédictin ne se contenta pas de demander la liberté religieuse à la liberté civile; il la proclama comme le droit incontestable de Dieu, et la base nécessaire de toutes les libertés humaines ¹.

La restauration de l'ordre de Saint-Dominique fut plus tumultueuse. Ce nom de « dominicain » impliquait cet autre détesté d'« inquisition. » Lacordaire, qui était un grand libéral, le savait. Hardiment, il étaya donc son projet sur ce principe de liberté qui lui était si cher. Au printemps de 1839, il faisait paraître son *Mémoire pour le rétablissement en France des frères prêcheurs*.

Le début de cet écrit était marqué de cette tristesse mâle qui, dans la chaire de Notre-Dame,

1. *Solesmes et dom Guéranger*, par dom Guépin.

faisait tant d'impression sur ses auditeurs : « Nous vivons dans un temps, écrivait-il, où un homme qui veut devenir pauvre et le serviteur de tous a plus de peine à accomplir sa volonté qu'à se bâtir une fortune et à se faire un nom. Presque toutes les puissances européennes, rois et journalistes, partisans de la monarchie absolue et de la liberté, sont liguées contre le sacrifice volontaire de soi, et jamais dans le monde on n'eut tant de peur d'un homme allant pieds nus et le dos couvert d'une casaque de méchante laine. »

Puis de ce style superbe qui remuait alors les cœurs romantiques des enfants du siècle, l'écrivain ajoutait : « Quoi ! quand nous, ami passionné de ce siècle, né au plus profond de ses entrailles, nous lui avons demandé de ne croire à rien, il nous l'a permis. Quand nous lui avons demandé la liberté d'aspirer à toutes les charges et à tous les honneurs, il nous l'a permis.... Quand nous lui avons demandé de quoi vivre avec toutes nos aises, il l'a trouvé bon. Mais aujourd'hui que, pénétré des éléments divins qui remuent aussi ce siècle, nous lui demandons la liberté de suivre les inspirations de notre foi, de ne plus prétendre à rien, de vivre pauvrement avec quelques amis touchés des mêmes désirs que nous, aujourd'hui nous nous sentons arrêtés tout court, mis au ban de je ne sais combien de lois, et l'Europe presque entière se réunirait pour nous accabler s'il le fallait ! »

Puis, dans un tableau éblouissant, il dépeignait la liberté, l'égalité, la fraternité qui régissent les enfants des cloîtres. Il montrait le prince et le gardeur de pourceaux y mangeant le même pain,

et à la même table. Enfin, sans entrer dans des chicanes juridiques indignes d'un si grand sujet, Lacordaire terminait par ces mots : « Aussi nous voilà revenus, nous, moines, religieux, frères et sœurs de tout nom; nous voilà revenus comme la moisson couvre un champ que la charrue a bouleversé, et où le vent du ciel a jeté la semence. Nous ne le disons pas avec orgueil : l'orgueil n'est pas le sentiment du voyageur, qui est de retour dans sa patrie, et qui frappe à la porte pour demander du secours. Nous voilà revenus parce que nous n'avons pu faire autrement, parce que nous sommes les premiers vaincus par la vie qui est en nous; nous sommes innocents de notre immortalité, comme le gland qui croît au pied d'un vieux chêne mort est innocent de la sève qui le pousse vers le ciel ¹ ! »

L'opinion publique aimait Lacordaire. Elle l'aimait pour la splendeur de son regard, la franchise de son verbe, la hardiesse de sa pensée qui, sur sur certains points, cadrait si bien avec l'esprit du siècle; elle l'aimait comme les foules de Judée jadis aimaient le Christ dont il était le disciple intelligent. Le libéralisme de ses idées et l'indépendance de ses allures lui plaisaient.

Tombé d'une autre plume, ce mémoire aurait occasionné une levée de boucliers hostiles. Quand il parut, les amis applaudirent, les adversaires se turent. On sentait passer dans ces pages un tel souffle de vérité et de beauté morale que les plus sectaires eux-mêmes n'osèrent insulter à ce pèle-

1. Chocarne, *Vie de Lacordaire*, t. 1, p. 266, 269.

rin de la liberté. Le Gouvernement et les Chambres observèrent le même silence. Lacordaire en profita pour aller fonder en Italie le premier couvent de l'ordre qu'il entendait rétablir en France. Aussi prudent dans ses actes que hardi dans ses paroles, il ne voulait pas brusquer les choses et préférait agir par étapes successives. La question était posée devant l'opinion française. Pour l'instant, il fallait laisser le grain mûrir.

Un an plus tard, Lacordaire posait le deuxième jalon. Devant faire à Notre-Dame un discours sur la vocation de la nation française, il se présenta à son public la tête rasée et en robe blanche. Son habit était un délit prévu par la loi de 1792 toujours en vigueur. Il s'en excusa en disant simplement : « Ma robe aussi est une liberté. » Cette phrase fut son acquittement. Bien mieux, deux jours après, le ministre des cultes, Martin du Nord, l'invitait à un dîner officiel.

Trois ans plus tard, en 1843, il couronnait son œuvre en fondant une maison à Nancy. En apprenant ces faits, le ministre et le préfet de Meurthe-et-Moselle écrivirent à l'évêque de cette ville de refuser son consentement.

L'évêque n'obtempéra pas. Les anticléricaux de la région, notamment le journal *le Patriote*, injurièrent le nouveau dominicain qui les déféra aux tribunaux. Le gouvernement, s'apercevant que l'opinion publique était pour Lacordaire, se montra conciliant sauf un sur point : le port de la robe monastique. Invité par l'évêque à s'en dévêtir, Lacordaire répondit qu'il n'en avait pas le pouvoir; que seul le pape se réservait cette fa-

culté. On arrangea les choses en décidant le moine à recouvrir sa robe blanche d'un rochet de chanoine. Quant à l'établissement, il subsista, mais non à titre de maison congréganiste.

Lacordaire ne se découragea pas, et, l'année suivante, il fondait un noviciat près de Grenoble, à Notre-Dame de Chalais. Aussitôt, le garde des sceaux écrivait à l'évêque du diocèse une lettre dans laquelle il disait : « M. l'abbé Lacordaire a vainement cherché à diverses reprises à rétablir l'ordre des dominicains en France, et des tentatives faites par lui dans ce but ont constamment trouvé le gouvernement inébranlable dans ses résolutions à cet égard.... Si, jusqu'à ce moment, quelques établissements religieux, existant depuis fort longtemps déjà, ont pu continuer de jouir d'une certaine tolérance, au moins est-il convenable d'empêcher toute fondation nouvelle qui serait une violation actuelle et flagrante de cette législation en cette matière¹. »

Sans le vouloir, Martin du Nord, en écrivant ces lignes faisait le procès de la politique des gouvernements, qui s'étaient succédé en France depuis 40 ans, en matière d'associations religieuses. L'évêque répondit que ce n'était pas un couvent qui se fondait, mais une maison de retraite. Le ministre n'insista pas. L'établissement de Chalais resta et grandit. L'ordre des frères prêcheurs était rétabli en France, sinon en droit, du moins en fait.

Ravignan n'avait pas la popularité de Lacor-

1. Chocarne, *Vie de Lacordaire*, t. II, p. 47, 48.

daire. Ancien officier et magistrat légitimiste, il procédait d'une autre lignée que le dominicain qui était sorti de la bourgeoisie voltairienne de l'époque

« Il avait, dit son historiographe ¹, un mélange inexprimable de force et de douceur qui dominait et attirait à la fois. Une loi de clémence était imprimée sur ses lèvres, et il ne sortait de sa bouche que sagesse et douceur. » S'il avait un ascendant prodigieux sur son auditoire, c'était par des moyens autres que Lacordaire.

L'un plaisait au peuple et aux lettrés, l'autre aux mystiques et aux savants. Pourtant le peuple estimait Ravignan et excusait cette estime en disant de lui : « Dire qu'il a la candeur de se croire Jésuite ! »

Suivant l'exemple de son prédécesseur dans la chaire de Notre-Dame, il voulut, lui aussi, rétablir publiquement l'ordre religieux de sa vocation, et, dans ce but, en 1845, c'est-à-dire au moment même où Thiers réclamait l'expulsion de la Compagnie de Jésus, il faisait paraître son livre : *Existence de l'institut des jésuites*.

Jusqu'ici il s'était fait appeler « abbé de Ravignan. » Il s'excusa de ce titre *sans franchise* et réclama celui de jésuite : « Je l'avouerai, écrit-il, depuis surtout que le pouvoir du faux semble reprendre parmi nous un empire qui paraissait aboli; depuis que des haines vieilles et des fictions surannées viennent de nouveau corrompre la sincérité du langage et dénaturer les droits de la

1. Le marquis de Dampierre, *de Ravignan*, p. 25.

justice, j'éprouve le besoin de le déclarer; je suis jésuite, c'est-à-dire religieux de la Compagnie de Jésus. Je n'apprends rien au plus grand nombre, mais je satisfais au besoin de ma conscience, au besoin de ma position et de ma liberté. Il y a d'ailleurs en ce moment trop d'ignominies et trop d'outrages à recueillir sous ce nom, pour que je ne réclame point publiquement ma part d'un pareil héritage. »

Puis, posant la question sur le terrain du bon sens, il ajoutait : « Je ne vous demande ni existence publique et reconnue, ni la moindre part de la fortune de l'État; je demande seulement à respirer comme vous l'air libre de la patrie.... Et en quoi, je vous prie, cette liberté gêne-t-elle la vôtre?... Enfant blessé dans mon âme par les longs malheurs de ma famille et par la douloureuse iniquité qui pèse sur elle, je n'ambitionne aucune renommée, je n'apporte point de talent, je n'ai qu'une inébranlable conviction. Je ne demande que justice et vérité! je n'ai pas besoin d'autre chose.... Seigneur, vous ne permettrez pas toujours que l'iniquité triomphe sans retour ici-bas, et vous ordonnerez à la justice du temps de précéder la justice de l'éternité ¹. »

Moins heureux que Guéranger et Lacordaire, Ravignan ne put faire accepter sa thèse, toute de simplicité et de clarté, par les aveugles préjugés du siècle. Au reste, le nouveau jésuite ne devait pas attendre longtemps. Trois ans encore, et la République de 48, mieux inspirée que les derniers

1. Le marquis de Dampierre, de Ravignan, p. 27, 30.

de nos rois, donnera enfin par l'article 8 de sa Constitution liberté pleine et entière aux agrégats religieux, liberté de principe sans doute, mais qui en annonçait une plus grande, celle qui allait être octroyée largement par Louis-Napoléon.

*
* *

Cet art. 8 de la Constitution de 1848 donnait la liberté aux associations dans la forme suivante : « Les citoyens ont le droit de s'associer, de s'assembler paisiblement et sans armes ; l'exercice de ce droit n'a pour limites que les droits ou la liberté d'autrui, et la sécurité publique. »

Mais : « La liberté accordée par des démocrates, c'est un serment de fidélité prêté par Don Juan ¹. »

Et en effet, le 12 mars 1848, le commissaire du département du Rhône prononçait la dissolution des congrégations non autorisées. L'archevêque de Lyon, fort de l'article de la Constitution, réclama. Il lui fut répondu en ces termes par l'organe du ministre des cultes, Carnot : « Si des associations peuvent en principe se former librement, ce ne doit être non plus que sous la réserve que ces associations purement privées n'affecteront pas le caractère de corps constitués ayant une existence propre. »

D'après ce principe, le 22 mars de la même année, les jésuites d'Avignon étaient dispersés à leur tour. Ainsi se justifiait une fois de plus cette parole d'un libéral malicieux : « La liberté fut tou-

1. Émile Faguet, *L'anticléricalisme*.

jours saluée, honorée, proclamée et... ajournée ^{1.}»

Avec l'avènement du prince-président, les choses changèrent. Non pas certes que les congrégations aient eu trop à se plaindre des gouvernements depuis la Restauration. Sous Louis XVIII, les quatre congrégations d'hommes, tout d'abord autorisées puis supprimées par l'empereur, avaient été rétablies. A la même époque, les congrégations de femmes avaient été autorisées dans 32 communes. Sous Charles X, Louis-Philippe et le régime de 48, 1185 établissements de femmes avaient été ouverts et 5 seulement fermés. A ces autorisations, il faut ajouter celles des communautés et des statuts, les reconnaissances diverses, les permis de réunions, la création de deux nouvelles congrégations d'hommes, la reconnaissance d'utilité publique de deux autres ^{2.} Mais Louis-Napoléon, qui avait besoin de l'Église pour parachever son œuvre, devait encore être plus généreux. Au reste, il avait, à défaut du respect de la légalité, un sens très vif de la liberté. Aussi, le 15 mars 1850, admettait-il les membres des congrégations non autorisées à l'exercice de l'enseignement primaire et secondaire, et, la même année, son ministre Beugnot déclarait que « L'assemblée aurait à déterminer le mode d'exercice et les limites du droit d'association. »

A vrai dire, l'empereur ne mit jamais ce projet à exécution.

1. Émile Faguet, *Le libéralisme*, c. XIX.

2. Les petits frères de Marie et les frères de Saint-Joseph. Toutefois, pendant cette période 6 établissements d'hommes avaient été fermés : 2 de trappistes, un de récollets, un de capucins, un de rédemptoristes et un des missions de France.

Il se contenta d'interpréter dans un large esprit de libéralisme la législation en vigueur, et de ce fait, son règne a pu être appelé *l'âge d'or des congrégations*. Malgré tout, celles-ci étaient toujours à la merci du pouvoir; et, si les congrégations de femmes avaient depuis 1825 leur statut, il n'en était pas de même des congrégations d'hommes qui vivaient sur un article d'une constitution périmée.

Le 31 janvier 1852, la loi de 1825 était améliorée et un décret mettait l'autorisation des congrégations de femmes entre les mains du pouvoir exécutif. La règle du reste n'était pas générale, et, pour bénéficier de cette faveur, il fallait être dans les conditions suivantes : adoption de statuts déjà vérifiés et enregistrés par le Conseil d'État, attestation par l'évêque que les congrégations ayant de nouveaux statuts existaient auparavant, justification, de la part de la congrégation, qu'elle était dirigée à l'époque de son autorisation par une supérieure locale.

Sous l'œil bienveillant de l'administration qui, si elle ne les favorisait pas toujours, ne les entraînait presque jamais, les ordres religieux se multiplièrent. Du 2 décembre 1851 au 4 septembre 1870, l'empereur donna l'autorisation à 227 congrégations nouvelles. D'après Dupin, en 1860, il y avait en France 4 932 communautés de femmes autorisées et 2 870 non autorisées, 19 communautés d'hommes autorisées et 49 non autorisées, soit, au total, au dire de Taine ¹, 18 500 religieux et 86 300 religieuses.

¹ Taine, *Origines de la France contemporaine*, t. xi, p. 138.

Certains gallicans, qui considéraient les ordres religieux comme un instrument entre les mains de la papauté, s'alarmèrent de ce qu'ils appelaient un *envahissement*. Ils étaient particulièrement nombreux au Sénat et dans la magistrature : Delangle, Bonjean et Rouland étaient leurs plus éloquents interprètes. Ils disaient volontiers que « la mainmorte est une sorte de caisse d'épargne qui peut être dans l'avenir comme elle l'a été après 1789 une puissante ressource pour l'État. » Mgr. Pie, évêque de Poitiers, leur répondit.

A l'occasion de la consécration d'une chapelle de religieuses, le 28 septembre 1864, il prononçait ces paroles : « Courage, mes sœurs... ne vous laissez pas intimider par la colère des méchants.... Cette nation guerrière qui sait bien tenir le glaive, ne trouvera pas que ce soit une expédition digne d'elle d'employer sa chevaleresque épée à déchirer la guimpe et à lacérer le bandeau des vierges ¹. »

Napoléon III n'écouta pas les récriminations des gallicans. C'était l'époque où il faisait sa cour à Pie IX, par l'intermédiaire de Mgr de Ségur, afin de décider le pontife à venir à Paris le couronner. Jusqu'en 1859, époque où les relations avec Rome se refroidirent, une seule maison congréganiste fut supprimée, celle des jésuites de Montaud. La raison donnée semblait du reste assez plausible : les élèves avaient brisé un buste de l'empereur.

A partir de 1859, l'administration fut moins bienveillante. Sans doute, le décret du 28 décembre de cette même année donnait-il une allocation an-

1. Mgr Baumard, *Vie du cardinal Pie*, t. II, p. 274.

nuelle de 25 000 francs sur le budget des cultes aux sœurs de Saint-Vincent de Paul; mais les circulaires, toujours empreintes de tolérance dans la forme, rappelaient que le gouvernement était maître des autorisations.

Le 3 avril 1861, le préfet du Nord prononçait la dispersion des capucins d'Hazebrouck et des rédemptoristes de Douai. Les habitants manifestèrent; au nom du gouvernement, le ministre Billault soutint son subordonné.

En 1862, c'était au tour des rédemptoristes de Morlaix.

Malgré ces faits absolument exceptionnels, les congrégations, appuyées par un pouvoir tolérant, grandirent, prospérèrent, et, disons le mot, s'aveuglèrent. Se croyant sûres du lendemain, elles se répandirent sur le pays, faisant le bien sans doute, mais sans se rendre compte que leurs établissements étaient bâtis sur la bonne volonté d'un pouvoir éphémère. Au lieu de continuer l'œuvre législative ébauchée en 1825 et en 1850, elles s'endormirent sur leur prospérité. Le réveil allait être terrible : la Commune d'abord, la République radicale ensuite, allaient le leur montrer.

CHAPITRE VI

LES PREMIÈRES PERSÉCUTIONS RÉPUBLICAINES

LA COMMUNE DE 1871 ET L'ARTICLE 7

Le 2 avril 1871, le gouvernement de la Commune rendait un décret dont l'art. 3 déclarait propriétés nationales les biens dits de mainmorte, meubles et immeubles, appartenant aux congrégations religieuses.

Ayant si bien débuté, le gouvernement insurrectionnel ne pouvait s'en tenir à des articles de loi. Deux jours après, vers une heure du matin, les fédérés forçaient l'institution des jésuites de la rue Lhomond. Ils s'étaient présentés aux portes en tirant des coups de fusil : il fallait donc ouvrir. De une heure à cinq heures ils saccageaient tout, buvaient le vin des caves et emmenaient à la préfecture de police 8 pères, 4 frères et 7 domestiques, le P. Ducoudray en tête. A leur arrivée le chef de bataillon Garreau les recevait revolver au poing :

— Quel âge avez-vous? demanda Garreau à l'un d'eux, le P. de Bengy. — Quarante-sept ans. — C'est bien! vous avez assez vécu.... Au reste, vous portez un nom à vous faire couper le cou.

Puis on enfermait Ducoudray à la Conciergerie et les autres à la prison du Dépôt.

Le même jour, à 6 heures et demie du soir, les gardes nationaux de Montrouge, conduits par Lagrange, commissaire de police et le docteur Goupil, membre de la Commune et délégué à l'instruction publique, se présentaient à leur tour devant l'ambulance de guerre de la rue de Sèvres tenue par des jésuites. Les scènes de la rue Lhomond se renouvelaient et on arrêtait le P. Olivaint, supérieur, et l'économe Caubert.

Les jours suivants, les perquisitions se succédèrent aussi violentes, aussi odieuses. Le 11, c'était le tour de la maison mère des frères des Ecoles chrétiennes, convertie en ambulance de siège.

Malgré les protestations de la foule, le commissaire central de police Rivault mettait en arrestation le frère Callixte, vieillard de 75 ans, vénéré par toute la capitale; volait la caisse des blessés et les ciboires de la chapelle. D'autre part, sous la conduite d'Henri Rochefort, la populace envahissait le couvent de Picpus sous prétexte qu'il s'y trouvait des instruments de torture. Or, ceux-ci étaient des lits orthopédiques pour le traitement des élèves malades. Malgré les explications des religieuses, on arrêtait 84 d'entre elles.

Chez les Picpuciens, le spectacle fut plus attristant encore; les communards coupèrent les bras des crucifix, décapitèrent les images pieuses, fusillèrent les statues des saints, enfermèrent les Pères, et mirent un revolver sur la poitrine d'un frère nommé Brunet, en lui disant : « Jure qu'il n'y a pas de Dieu. »

A Arcueil, les insurgés montrèrent leur haine de tout ce qui a un cœur français. Le 101^e bataillon, composé de repris de justice et d'étrangers, et commandé par Sérurier, ancien chef des compagnies de discipline, cantonnait dans cette localité, près de l'ambulance desservie par des dominicains. Il en profitait aussitôt pour dénoncer ces derniers au pouvoir insurrectionnel comme étant des amis du gouvernement de Versailles, et, le 19 mai, les citoyens délégués Léo Meillet, Lucy Pyat, Sérurier et Thaler, sous-gouverneur *prussien* du fort de Bicêtre, pillaient l'établissement et en arrêtaient tout le personnel, le P. Captier en tête. Même scène, les 6 et 7 mai au séminaire de Saint-Sulpice où, à l'exception de deux professeurs et d'un domestique, tout le personnel était pris comme otage.

Les communards ne se contentaient pas d'arrêter les religieux chez eux, ils allaient jusqu'à les pourchasser dans la rue; et c'est ainsi que le 4 avril, 7 sulpiciens, qui étaient venus prendre leur passeport à la préfecture, étaient mis sans raison en état d'arrestation.

Pourtant, la bassesse et la haine trouvent ici-bas leurs maîtres.

C'est ainsi que dans certaines maisons de charité, notamment au couvent du Roule, aux Oiseaux, à la rue de Varenne, aux petites sœurs des pauvres du faubourg Saint-Antoine et chez les dames augustines, les communards restèrent frappés d'admiration devant l'œuvre des religieuses et les laissèrent tranquilles.

Qu'allait faire le gouvernement de la Commune de tous ces prisonniers? Le 24 mai, il lançait l'or-

dre suivant signé Delescluze et Billioray : « Le citoyen Raoul Rigault est chargé avec le citoyen Régère de l'exécution du décret de la Commune relatif aux « otages ».

Pour les prisonniers, c'était la mort. Tous, du reste, ne purent être exécutés, bien que tous aient été condamnés.

On réunissait aussitôt, dans la cour de la mairie du XVI^e arrondissement, une manière de tribunal présidé par le citoyen Genton avec un vieillard et un sous-officier de l'armée insurrectionnelle pour juges. A côté, un peloton du 66^e attendait le verdict.

Les victimes ne furent pas interrogées, aucun témoin ne fut cité ; le tribunal se contenta de donner l'ordre d'envoyer les soldats à la Roquette et d'y fusiller 6 otages : 3 étaient désignés individuellement, c'étaient Mgr Darboy, archevêque de Paris, l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine, et le président Bonjean, magistrat. Les trois autres devaient être choisis sur place. Le délégué Ferré prit 3 noms au hasard sur le registre, ceux des PP. Clerc et Ducoudray, jésuites, et de l'abbé Allard.

Mgr Darboy, qui pressentait sa mort, tomba d'abord dans un grand état de prostration. Le P. Olivaint, son co-détenu, s'attacha à sa personne, lui donna la communion, puis à manger de ses propres mains. Au moment de marcher au supplice, l'archevêque avait retrouvé tout son courage.

Devant les insultes de ses bourreaux ses derniers mots furent : « J'ai toujours aimé la liberté. »

De son côté le P. de Bengy assistait l'abbé De-

guerry, et le P. Clerc le président Bonjean qui, avant de mourir, dit à l'archevêque de Paris ces mémorables paroles : « Eh bien ! Monseigneur, moi le gallican, qui aurait jamais cru que je serais converti par un jésuite ! »

L'exécution eut lieu à l'angle des rues de la Folie-Regnault et de la Vacquerie, sous la présidence de Rouvier, membre de la commune. Les bourreaux, qui avaient injurié leurs victimes avant de les mettre à mort, insultèrent leurs cadavres, les dépouillèrent et les enterrèrent au Père-Lachaise dans la fosse des suppliciés.

Au fur et à mesure que leurs affaires marchaient plus mal, les communards devenaient plus féroces. Le 24 mai un peloton du 185^e bataillon faisait sortir les 21 dominicains, professeurs et domestiques d'Arcueil, du fort de Bicêtre où ils étaient prisonniers, dans la crainte qu'ils ne fussent délivrés par les Versaillais. En chemin la populace les insulta ; mais, profitant du remous qui en était résulté, l'un d'eux, le P. Rousselin, qui avait pu revêtir l'habit civil, s'échappait. On les conduisit à la prison du XIII^e arrondissement que les soldats de Versailles bombardaient à outrance, puis à la prison du boulevard d'Italie. Arrivés en cet endroit on leur offrit des armes pour défendre la Commune : « Allons, soutanes, levez-vous, à la barricade. » Ils se contentèrent de répondre : « Il nous est défendu de nous battre. Nous sommes infirmiers et disposés à aller chercher vos morts et vos blessés sous les balles. » Pour toute réponse on les fit passer un par un entre une haie de gardes du 101^e au milieu desquels se trouvaient deux

jeunes femmes vêtues en fédérés : « Sortez ... sauvez-vous, » leur cria-t-on. Au fur et à mesure qu'ils se présentèrent, on les abattit à coups de fusil.

Les 13 premiers, dont les dominicains Captier, Cotherauld, Chateignereux, Boulard et Delorme, furent ainsi tués. Captier tomba au cri de : « Mes enfants, pour le bon Dieu ! » Quand la quatorzième victime se présenta, le 113^e de Versailles apparut sur le théâtre du massacre. Les assassins s'enfuirent, tandis que les Versaillais transportaient les victimes à Arcueil après avoir pris comme reliques les grains de leur rosaire.

Mais là où l'horreur dépassa toute limite, ce fut le 26 mai, rue Haxo. Les victimes désignées étaient au nombre de 48 : 34 militaires, 4 civils, 2 prêtres, un séminariste et 7 religieux, les 3 jésuites Olivaint, Caubert et de Bengy et 4 Picpu-ciens. Sous les ordres d'Emile Gois, surnommé Grille d'égout, on les emmena à la Roquette, puis à la mairie de Belleville. Là, en guise de distraction on en abattit 3; puis, sous la direction d'une cantinière qui avait un revolver au poing, et accompagné de filles et de garçons, le cortège reprit la marche jusqu'au 85 de la rue Haxo. A cet endroit était le quartier général du gouvernement agonisant de la Commune qui y avait réuni tous ses membres et la caisse. Le délégué Parent essaya d'intervenir pour sauver ces innocents. Il se fit huer par la populace au cri de : « *A bas les curés !* »

Voilà donc ces malheureux entrant un par un dans la cour du 85. Au fur et à mesure qu'ils y débouchèrent un brigadier d'artillerie les souffleta.

On réunit un conseil de guerre; c'est alors qu'une jeune fédérée de 19 ans s'avança vers le tribunal, revolver au poing en hurlant : « Ils n'en finiront donc pas, ces tas de fainéants-là? Tas de lâches, vous n'allez donc pas commencer? » Et, joignant l'acte au geste, elle abattit un prêtre. Ce fut le signal du massacre.

Alors des scènes atroces eurent lieu. Le P. Tuffier mit sa poitrine entre le fusil d'un assassin et le corps d'un jeune militaire du nom de Gräuty. On fit feu sur le moine qui tomba et eut la force de se relever. Un jeune homme se présenta alors et fit sauter la cervelle du religieux dont les débris rejaillirent sur lui. Rendue furieuse, la foule se rua sur le cadavre, et l'on vit une femme arracher la langue du Père et faire ses ordures sur lui. Enfin la populace réunit tous ceux qui agonisaient et les acheva à coups de baïonnette.

Puis, après les avoir dépouillés, elle jeta les martyrs dans une fosse, les recouvrit de chaux, et, parée des soutanes de ses victimes, elle alla faire bombance quelques pas plus loin. C'est alors qu'apparut l'armée de Versailles. Les bandits s'enfuirent et allèrent se réfugier à la porte de Romainville dans une loge maçonnique.

Ces victimes ne furent pas les seules qui tombèrent sous les coups des communards. Le 25 mai, le frère Justin était tué par un obus à la barricade du pont d'Austerlitz où il avait été transporté pour avoir refusé de combattre pour les insurgés.

Le 27 mai, le P. Houillon, missionnaire, était assassiné. Ce religieux avait pu s'enfuir de la Roquette avec la vareuse grise des détenus et fran-

chir une première barricade. A la seconde il était arrêté par des gamins de seize ans et une fille, du nom de Wolf, portant un drapeau rouge à la main et un poignard à la ceinture, et abattu par eux.

D'autres victimes furent plus heureuses et purent s'échapper des mains des bandits. C'est ainsi que le jésuite Bazin se barricada dans sa prison et attendit dans cette posture, l'arrivée des Versaillais. De leur côté Icard, supérieur de Saint-Sulpice, et Roussel, son économe, furent sauvés par le directeur de la Santé qui avait reçu quatre fois l'ordre de les faire fusiller.

*
* *

La Commune n'avait été qu'un terrible orage, qui justifiait une fois de plus le cri lancé par Chaateaubriand 50 ans auparavant aux révolutionnaires : « Quoi que vous disiez, quoi que vous fassiez, la « grande propriété du crime sera toujours de votre « côté. »

Hélas ! allaient venir des jours moins tragiques, mais tout aussi sombres. Avec la République radicale, la persécution légale allait remplacer la persécution sanglante. Les congréganistes n'allaient guère gagner au change, car, ainsi que l'a écrit Montesquieu : « Il n'y a point de plus cruelle tyrannie que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice¹. »

Établie difficilement en France et à la faveur de nos désastres militaires, la République, dès les pre-

1. Montesquieu, *Grandeur et décadence des Romains*, c. ix.

mières années de son existence, se vit en butte aux critiques les plus violentes des partis de droite qui alors représentaient la majorité du pays. Si les monarchistes avaient eu la sagesse de s'unir ; si Thiers, surtout, avec une habileté consommée, n'avait promis à la Nation une république conservatrice, cette forme de gouvernement n'aurait pu s'acclimater en France.

Aussi, malgré les violences de Gambetta contre le cléricalisme, jusqu'à l'avènement de Grévy, la persécution religieuse ne fut pas à l'ordre du jour. Bien mieux, la loi du 12 juillet 1875 admit les congrégations non autorisées à l'enseignement supérieur, et un député, Achille Delorme, put réclamer l'abrogation du décret du 3 messidor an XII.

Toutefois, les partis de gauche se renforçaient un peu plus tous les jours, et les polémiques des légitimistes et des orléanistes, les hésitations de Mac-Mahon, les imprudences d'un certain parti politique plus laïc que religieux ne pouvaient qu'accroître leur puissance. Tout en combattant le cléricalisme, certains radicaux y poussaient les éléments avancés de la droite, justifiant une fois de plus le mot si profondément vrai de Mirabeau : « Le cléricalisme, c'est un état d'esprit éphémère entretenu par des taquineries administratives. »

Le 26 mars 1880, le cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen, devait l'avouer à Léon XIII : « Je ne puis disconvenir, lui écrivait ce prélat, que les imprudences irréfléchies de plusieurs catholiques laïcs ont fourni des prétextes et des armes à la réaction violente qui se déchaîne maintenant

contre les congrégations religieuses et contre l'Église. »

Du reste, l'excuse de ces imprudences se rencontrait dans ce fait que les gauches n'attendaient pas leur arrivée au pouvoir pour faire preuve de sectarisme. Nourries des préjugés jacobins contre les agrégats religieux, pénétrées des discours des doctrinaires de la première partie du siècle, ayant au cœur le dédain ou la haine de tout ce qui est religieux, elles entendaient fonder un pouvoir d'où le catholicisme serait exclu et où le rationalisme règnerait en maître. Certes, comme l'a écrit Paul Bourget l'un des meilleurs psychologues de notre temps, « derrière les entreprises les plus bassement utilitaires des jacobins, il y a une erreur idéologique adoptée comme un dogme avant d'être maniée comme un instrument de règne ¹... », mais ce côté utilitaire formait avant tout la raison d'être du programme du radicalisme qui savait que « faire une campagne anticléricale, c'est prendre une assurance sur la vie et contre les accidents de voyage ². » Très habile, il n'entendait du reste déchristianiser la France que par étapes. Son œuvre devait officiellement réussir, mais il mit exactement 25 ans à la réaliser.

Avec l'arrivée de Grévy, la République opportuniste accède au pouvoir. A Dufaure succède Waddington. Il a comme collaborateurs des francs-maçons, des libres penseurs, des protestants, tels que Jules Ferry, Le Royer, de Freycinet.

1. Paul Bourget, *Le péril primaire*.

2. Émile Faguet, *L'anticléricisme*.

Dans la lutte contre le catholicisme ces trois épithètes furent du reste toujours accolées. Derrière eux se trouve un homme à la fois violent et rusé, le gènois Gambetta. Bien que son influence soit sur son déclin, il est encore suffisamment puissant pour actionner la machine tout entière. Malheureusement pour la France, Gambetta, qui eût pu être une force bienfaisante, fait appel, ainsi que devait l'écrire Alexandre Dumas, non à des âmes, mais à des instincts. Rivé au système anticlérical, il ne veut à aucun prix se soumettre au principe qui est la raison même du régime républicain, celui de la liberté.

Sous son action occulte, on épure l'armée et les pouvoirs publics; mais, comme le dit Floquet « il ne suffit pas que les républicains entrent dans les places, il faut surtout que les grands principes entrent dans les lois. »

Au reste, rien ne presse... on ira sûrement et lentement. Les radicaux ne sont pas encore au pouvoir, il suffit pour le moment de leur donner des gages avec le minimum de risque. Et puis, il y a peu de temps encore, la France n'envoyait-elle pas siéger au Parlement une majorité monarchiste?...

En 1874, Challemel-Lacour tirait officiellement le premier coup de canon sous la forme d'un discours d'une extrême violence. En 1879, un radical, Floquet, déposait les projets de loi que la droite appelait aussitôt *Lois scélérates*.

Ce neveu de Jules Ferry avait les rancœurs, les préjugés, la médiocrité politique de son oncle. Collaborateur sous l'Empire aux feuilles d'oppo-

sition, correspondant à la même époque d'un journal allemand, adjoint au maire de Paris sous la Commune, et communard lui-même, emprisonné par le gouvernement de M. Thiers pour avoir pactisé avec l'émeute devant l'étranger, Floquet devait devenir plus tard, en 1882, préfet de la Seine. Ses fameuses boutades de : « Vive la Pologne ! Monsieur » et de : « A votre âge, Monsieur Boulanger, Napoléon était mort ! » dépeignent assez exactement la nullité de cet esprit tout en phrases.

Les *lois scélérates* étaient au nombre de trois : la première était relative à l'organisation du conseil supérieur de l'Instruction publique et des conseils académiques. Les ecclésiastiques en étaient exclus.

La deuxième s'occupait de l'enseignement supérieur et avait été élaborée en apparence pour remédier à ce qu'on appelait les excès de la loi du 12 juillet 1875, en fait dans le but de supprimer les jurys mixtes et de donner la liberté aux conférences.

La troisième s'appliquait à l'enseignement primaire.

Ainsi, comme en 1845, la lutte contre les congrégations se greffait sur la question de l'enseignement, question primordiale, puisqu'il s'agissait de la formation intellectuelle et morale de la nation.

Ces projets de loi soulevèrent une campagne d'une violence inouïe. Les évêques pétitionnèrent. l'archevêque d'Aix fut poursuivi comme d'abus et n'en fut avisé que par l'*Officiel* ; les cercles catholiques, qu'Albert de Mun avait fondés, se mirent en mouvement ; Lamy rompit avec le parti républi-

cain et lança ces fières paroles : « Ils soulèveront contre eux la coalition de la pitié et de la générosité françaises. » Les cardinaux Lavigerie et Guibert écrivirent une lettre de protestation au ministre du *département des âmes*¹, Jules Ferry. L'évêque de Grenoble, dévoilant, hélas ! l'avenir, s'écria : « Ils disent qu'ils laisseront en paix le clergé séculier, qu'ils n'en veulent pas à la religion, ne les croyez pas ! » Toute cette levée de boucliers était occasionnée surtout par l'art. 7 du deuxième projet que Waddington lui-même avait intercalé. Cet article disait : « Nul ne sera admis à participer à l'enseignement public ou libre, à diriger un établissement d'enseignement de quelque ordre que ce soit s'il appartient à une congrégation non autorisée. »

Alors régnait à Rome, sur le siège de saint Pierre, un pape diplomate et ami de la France, Léon XIII.

Il donna à son nonce, le cardinal Czacki, des conseils de modération. Rien n'y fit. La droite était toute meurrie de sa récente défaite, et la gauche enivrée de sa jeune et inespérée victoire.

La lutte était engagée : elle ne pouvait se terminer que par la défaite de l'un des deux adversaires. C'est dans ces conditions regrettables que la discussion vint devant la Chambre des députés.

Comme vingt ans plus tard, lors de la loi de 1901, elle devait être précédée d'un banquet que Ferry offrit au conseil général des Vosges et où il expliquait la raison d'être de ces lois. À ses yeux l'art. 7

1. Mot de M. Hanotaux.

n'épuisait pas un programme, mais était l'inauguration d'une politique. Jules Ferry fut le mauvais génie de la République naissante. Celle-ci (qui avait été *si belle sous l'Empire*), fut orientée par lui sur une mauvaise voie. En identifiant la démocratie avec l'anticléricalisme, il devait non seulement abaisser une grande idée, mais encore la dénaturer au point qu'on a pu dire que la démocratie c'est la haine ! Petit-neveu d'un jésuite guillotiné à Lyon en 1794, il fut à peu près inconnu jusqu'en 1868. A cette époque, une brochure injurieuse contre le baron Haussmann, préfet de la Seine, le fit sortir de l'obscurité, et, comme pour beaucoup d'autres politiciens, notre défaite de 1870 lui porta bonheur. Délégué à la préfecture de la Seine, il s'y rendit impopulaire ; il se mit alors à la remorque de Gambetta qui ne l'estimait guère.

Le 16 juin, s'ouvrit la discussion par la lecture du rapport Spuller. Ce dernier déclara tout d'abord « vouloir rogner les ongles du cléricalisme. »

Les séances des 26, 27 juin et 5 juillet furent particulièrement mouvementées. Ferry en bon élève de Dupin, s'attaqua tout d'abord aux jésuites. Il cita des chiffres, s'effraya du progrès de leurs élèves dont le nombre depuis 1861 avait doublé, et de la prospérité de leurs établissements qui de 60 en 1861 étaient passés à 105 en 1879, et déclara que le pays ne saurait tolérer que 1 909 membres de la Compagnie de Jésus missent la France à feu et à sang. Il les présenta comme les éducateurs de la contre-révolution et prononça ces mots gros de menace : « nous voulons *la Liberté dans l'unité*. » Puis, pour ne pas effrayer la partie modérée de son

auditoire, hypocritement, il ajouta ces paroles que ses disciples devaient appliquer si mal : « La République serait insensée si elle nourrissait la pensée d'une lutte contre le catholicisme. » En réalité, la thèse de Ferry n'était pas nouvelle : c'était du *doctrinaire* revu et augmenté, mêmes sophismes sinon mêmes mots. Dupin était surpassé dans la violence mais non dans l'argumentation.

Après Ferry, ses amis renchérèrent sur lui. Émile Deschanel parla des deux jeunesses et de la *faction* des jésuites. Paul Bert, poussé par un mauvais prêtre défroqué dont il avait fait son mentor politique et intellectuel, déclara qu'on ne devait pas de tolérance aux intolérants.

Du côté adverse on ne fut pas moins violent. Keller, de la Bassenière, Gaslonde, Granier de Cassagnac revendiquèrent les droits des pères de famille, et le fils de ce dernier se fit expulser de la Chambre pour avoir traité Ferry d'*infâme*.

Un moment on essaya d'une transaction, et Bardoux proposa de remplacer l'art. 7 par un système d'inspection. La gauche la rejeta. Bien mieux, Madier de Montjau, appuyé par Brisson, Clemenceau et Jules Roche (ce dernier neveu de l'évêque de Gap et ancien élève de Stanislas), proposa l'interdiction de l'enseignement à tous les prêtres et les religieux. Les opportunistes avaient peur de ces quatre derniers hommes politiques qui, en matière religieuse, étaient les enfants terribles du parti. Madier de Montjau était le plus sectaire de tous. Il ne se gênait pas pour attaquer Gambetta lui-même qu'il accusait « de tout sacrifier à la conciliation en vue de concessions imaginaires. » Appar-

tenant à une famille légitimiste de la Nièvre, de bonne heure il tourna le dos à ses origines. Ami et avocat de Barbès, émeutier en 1848, pensionné du 2 décembre, bien qu'il se contentât à cette époque, selon l'expression de Léo Taxil, de *brûler de la poudre d'escampette* ¹ lorsque les grenadiers du prince-président envahirent la Chambre, Montjau était, en 1880, à la tête de toutes les manifestations antireligieuses. Après son discours le siège de l'Assemblée était fait : par 233 voix contre 164 l'art. 7 était voté.

* * *

Les républicains triomphaient. Les radicaux grisés par ce succès, sûrs de l'assentiment du Sénat et se croyant suffisamment maîtres de la situation, renversaient Waddington qu'ils trouvaient trop modéré. Ils l'appelaient un cabinet Dufaure sans Dufaure, et le remplaçaient par Freycinet. Ferry, Lepère, Magnin, Faure, Jauréguiberry, Cazot, Varroy et Cochery devenaient ses collaborateurs. Les opportunistes n'étaient plus les vrais maîtres.

Dans l'occurrence, cette précipitation fut une faute. Outre que les républicains modérés, notamment Vivenot, Henri Germain et Casimir-Perier, s'effrayaient un peu de cette offensive anticléricale, le Sénat possédait un homme ayant sur elle une grosse influence, et qui, ministre d'hier, en voulait aux radicaux et notamment à Gambetta, président de la Chambre, qui l'avaient évincé de la nouvelle combinaison.

1. Léo Taxil, *La ménagerie politique*, p. 249.

Cet homme était Jules Simon. Libéral de vieille race, la République naissante lui devait beaucoup; aussi n'entendait-il pas qu'on lui gatât son enfant et que celle-ci tombât entre les mains dangereuses du radicalisme. A vrai dire, Jules Simon, comme beaucoup de politiciens arrivés aux affaires, s'était amendé. Voulait-il se faire pardonner son sectarisme de jadis? C'est lui, en effet, qui, sous le second Empire, écrivait ces paroles criminelles ¹ : « On ne protège pas la morale. Ce n'est pas seulement pour outrage à la morale religieuse que nous demandons l'impunité, mais encore et au même titre pour l'outrage à la morale publique. J'irai bien plus loin, et je demanderai sans ambages le droit d'outrage à la religion. »

L'habile Léon XIII comprit qu'on pourrait obtenir beaucoup de ce néophyte. Il lui délégua le cardinal de Bonnechose, ancien magistrat, très habitué aux affaires politiques. Le prélat endoctrina si bien Jules Simon que, nommé au Sénat rapporteur des lois scélérates, ce dernier repoussa l'art. 7, au grand étonnement de ses collègues de la gauche. Simon était, suivant l'expression de Francisque Sarcy, un des plus habiles artisans de phrases que possédât le Parlement. Ses paroles devaient donc avoir une grande influence : « Regardez-le qui monte à la tribune, fait le même écrivain. Il ne marche pas, il s'y glisse; il y a dans toute sa personne, dans son regard à demi-voilé, dans sa tête penchée sur l'épaule, dans ses mains qui s'affaissent, une grâce

1. En 1869, à l'occasion du Congrès révolutionnaire de Lausanne.

enveloppante et féline; sa voix est pleine de caresses, avec un accent mouillé qui attendrirait les cœurs les plus durs. Les premiers sons qu'il exhale sont faibles et doux comme une plainte; le ton s'élève peu à peu et s'échauffe. D'autres instruisent, frappent ou étonnent; lui, il touche; il s'est fait de l'émotion une spécialité ¹. »

Dans la circonstance, ses arguments furent décisifs et dictés par un libéralisme et un républicanisme irréprochables : « Pourquoi, disait-il, l'État aurait-il, sur la parole parlée, un droit qu'il n'a pas sur la parole écrite ². » Puis, se souvenant que la République n'était qu'à son berceau et que beaucoup d'inimitiés veillaient encore autour d'elle, il ajoutait : « Nous voudrions faire aimer la République, vous pensez uniquement à la faire craindre. » En même temps, appuyé par le pasteur Bersier et par Littré lui-même, il adressait une lettre à ses électeurs dans laquelle il déclarait qu'enlever des concurrents à l'État était une erreur, et qu'il ne fallait pas combattre les éternels adversaires de la liberté en leur empruntant leurs armes.

Quelques mois séparaient le Gouvernement de la discussion en séance publique. Jules Simon en profita pour faire de la propagande à Paris et en province. Enfin, le 23 février 1880, le Sénat se réunissait. Il semblait partagé en deux camps d'égale valeur. Seuls quelques républicains modérés paraissaient douteux.

Pour soutenir la thèse de la commission, qui

1. Cité par Léo Taxil, *Ménagerie politique*, p. 178.

2. Hanotaux, *Histoire contemporaine*, t. iv, p. 513.

était celle de Jules Simon, la droite envoya ses meilleurs orateurs : Buffet, Chesnelong et Lucien Brun.

Le premier se fit spécialement remarquer par la hauteur de ses vues : « J'ai entendu plusieurs définitions du clérical, fit-il. Ah! il y en aurait une extrêmement simple que j'accepterais; celle-ci par exemple : un clérical, c'est celui qui veut gouverner théocratiquement la société civile; qui veut faire gouverner, administrer le pays par le clergé. Si c'est là la distinction, alors permettez-moi de dire que, parmi les catholiques, elle ne divise, elle ne sépare personne.

« Y a-t-il quelques esprits solitaires, singuliers, qui soient de cet avis? Je l'ignore, mais je n'ai jamais rencontré un seul catholique demandant que le clergé gouverne l'Etat; je n'en ai rencontré aucun¹. »

Le Centre ne fut pas moins éloquent.

Bérenger, au nom des principes républicains, repoussa la loi, tandis que Dufaure lançait à Jules Ferry ces mots vengeurs : « c'est une loi réactionnaire que votre article 7... vous en faites le symbole de résistance à l'esprit clérical! » Au dire de tous ses contemporains l'ancien président du conseil ne fut jamais mieux en forme à la tribune que ce jour-là : « Dufaure se lève, écrit M. Hanotaux², on dirait alors que la tradition de M. Thiers se lève avec lui. Il est l'image de la République conservatrice, marraine et tutrice de cette jeune République

1. Cité par du Lac, *Jésuites*, p. 101.

2. Hanotaux, *Histoire contemporaine*, t. iv, p. 535.

qui s'éloigne d'elle si délibérément. » Ce fut son *chant du Cygne*.

Qu'allaient opposer les gauches à tant d'éloquence? Toujours les mêmes arguments vieux de près d'un siècle. Bertrand, jurisconsulte de la faculté de Paris, déclama sur les deux jeunesses, sans avoir l'air de se douter que du fait de l'introduction du principe de liberté dans nos mœurs politiques et sociales, cette dualité était fatale et nécessaire. Roujat démontra le bien fondé juridique de la loi. Ferry cita le P. Loriquet qu'on ne s'attendait guère à voir figurer dans cette discussion. Enfin Freycinet se leva. Il était, comme orateur, le digne émule de Dufaure.

D'une correction impeccable, exquis de courtoisie et de manières, d'une voix douce comme une caresse ¹, il débuta par ces mots : « L'article 7 est une sorte de champ clos où amis et ennemis de la République se sont donné rendez-vous. Son rejet serait une défaite, son adoption une victoire pour le parti républicain. La loi n'est pas sans défaut; c'est une mesure de prudence et de transaction. »

Au vote l'art. 7 était rejeté par 148 voix contre 129. La droite, les modérés et Jules Simon de la gauche avaient voté pour le rejet.

1. Zévort, *Histoire de la III^e République*, t. III.

CHAPITRE VII

LES DÉCRETS DE 1880

Qu'allait faire la Chambre? C'eût été mal la connaître que de s'imaginer qu'elle allait prendre pour un sage avertissement la carence sénatoriale.

Le président de la gauche républicaine, M. Devès, interpella aussitôt le gouvernement sur la conduite qu'il allait suivre. Des paroles violentes, lancées pour une grande part par Madier de Montjau, se firent entendre, et le parti républicain modéré lui-même, représenté par Renault-Morlière, n'hésita pas à féliciter le cabinet d'avoir dit qu'il était prêt à aller jusqu'au bout : « Nous tenons à honneur, fit-il, de proclamer publiquement que dans l'exécution des déclarations qu'il a faites, le gouvernement peut compter sur le concours de ceux-là mêmes qui appartiennent à la fraction modérée de la majorité gouvernementale ¹. » Par 324 voix contre 135 et 13 abstentions, la Chambre votait l'ordre du jour de confiance « comptant sur la fermeté du gouvernement pour appliquer les lois relatives aux associations non autorisées. »

Le Sénat ne se laissa pas émouvoir par cette manifestation et se montra aussi entêté que la

1. Séance de la Chambre du 16 mars 1880.

Chambre. Le 15 mars, le sénateur Pelletan ayant demandé un nouveau vote, les membres de la haute assemblée, par 187 voix contre 103, confirmaient leur première décision.

Les moyens légaux ayant échoué, les républicains usèrent de moyens extra-parlementaires qui aboutirent aux deux décrets du 29 mars 1880.

Le premier de ces décrets donnait 3 mois aux jésuites pour se disperser.

Le deuxième accordait le même laps de temps aux congrégations pour demander l'autorisation légale. L'un et l'autre étaient basés sur l'art. 11 du Concordat et l'art. 4 du décret-loi du 3 messidor an XII.

Le 2 avril, le ministre de l'intérieur Lepère, adressait aux préfets une circulaire pour leur faire part de la décision présidentielle. De son côté, le garde des sceaux, Cazot, écrivait aux procureurs de la République : « Vous voudrez bien, le 30 juin, à six heures du matin, vous rendre avec vos substituts chez M. le préfet de.... Vous y recevrez vos instructions pour l'exécution des décrets du 29 mars. Vous prendrez vos mesures pour que le tribunal de police correctionnelle soit prêt à siéger dès six heures du matin en cas de besoin ¹. »

Ainsi, le gouvernement était résolu à aller jusqu'au bout.

Toutefois la lutte n'était pas terminée; on peut même affirmer qu'elle ne faisait que commencer, rarement dans notre histoire mesure gouvernementale ayant fait surgir une telle opposition. Les décrets ayant été signés sous le coup du dépôt

1. Barcillon, *La magistrature et les décrets du 29 mars 1880*, 1^{re} série, p. 20.

et de la rancune, il était à prévoir que dans le camp adverse les mêmes sentiments violents y répondraient. Les deux partis furent également tenaces, et, malgré les apparences, l'on ne saurait dire qui sortit victorieux de la lutte, du gouvernement qui s'était inconsidérément embarqué dans une méchante aventure, ou des congrégations que des millions de citoyens soutinrent de leurs poitrines, de leurs cœurs et de leur argent. Au reste, le résultat fut nul. L'orage passé, les congrégations rentrèrent tranquillement chez elles. Par contre, ce qui est certain, c'est qu'à partir de cette époque, et jusqu'en 1914, il y eut deux France : la France clairvoyante et libérale, et l'autre, celle des sectaires et des imprévoyants. Aussi, cette année 1880 peut-elle être considérée comme une des plus néfastes de l'histoire de la III^e République. Un gouvernement avisé seul eût pu éviter qu'elle le fût. Mais l'œuvre, élaborée déjà dans les clubs et les convents, devait se faire coûte que coûte. Le bon renom de la France et le clair soleil de la liberté, hélas ! en souffrirent : tous les deux furent les vrais vaincus.

L'opposition aux décrets se fit sentir avec une égale fermeté au Parlement, dans le monde des fonctionnaires, parmi l'opinion publique et de la part des agrégats visés.

Dès le 3 mai, Étienne Lamy, député de la gauche catholique interpella le garde des sceaux : « Vos lois existantes, déclara-t-il, sont des lois surannées. Le Code pénal, le temps, le non-usage les ont prescrites. » La Chambre ne pouvait se déjuger : par 347 voix contre 133. elle votait l'ordre du jour pur et simple.

Dans le monde des fonctionnaires, les protestations s'élevèrent, sinon unanimes, du moins tellement fortes en nombre et en qualité, que le gouvernement en fut troublé.

Les démissions atteignirent les chiffres suivants : 4 membres du tribunal des conflits, 2 de la cour de cassation, 1 du conseil d'Etat, 54 magistrats d'appel sur un total de 154; 275 procureurs, substituts et juges sur un effectif de 846. Dans la police, 3 commissaires centraux, 16 commissaires de police, 21 agents de police. De plus 363 commissaires de police refusèrent de s'associer aux mesures gouvernementales, et 2 200 avocats protestèrent¹.

Ces démissions en masse² furent l'occasion au Sénat d'une violente discussion. Elle eut lieu le 29 novembre 1880. Oscar de la Vallée protesta contre le langage du Garde des sceaux et contre sa conduite lors des révocations. Le ministre, pris ainsi à partie, répondit : « Jamais, non jamais, je l'atteste à cette tribune, un ordre n'est parti de la chancellerie donnant pour instruction aux membres des parquets d'obéir aux injonctions de l'administration préfectorale. Il n'y a aucune espèce de connexité entre les instructions que je viens d'analyser et les démissions dont je parlais tout à l'heure. Je ne veux voir dans ces démissions que l'explosion tardive d'un esprit latent d'hostilité. Cette grève de magistrats nous a fourni l'occasion de réorganiser les parquets et d'y introduire des élé-

1. Bournand, *Le clergé sous la III^e République*, p. 106-121.

2. Les démissions se produisirent en deux fois : une partie à l'occasion du premier décret et le reste avant l'application du second.

ments nouveaux qui sont dévoués aux principes du gouvernement républicain ¹. »

Baraguey riposta en reprochant au Garde des sceaux d'avoir laissé entendre que certains magistrats avaient donné une démission tardive pour pouvoir émarger un peu plus au budget.

De leur côté les polémiques de presse se multiplièrent à ce point qu'en 87 jours, il y eût 90 procès dont les décrets furent la cause.

L'effervescence gagna l'armée dont on révoqua une centaine d'officiers, et l'Université qui, par l'organe de M. Demolombe, doyen de la faculté de Caen, signa la protestation de M^e Rousse, réédition de la consultation de Vatimesnil. lors des expulsions de 1845.

Les protestations contre les décrets étaient soutenues par une opinion publique très excitée. Comme le disait un brave homme, allant à son travail, et qui se trouvait devant la *Charité* au moment des expulsions : « J'vas pas à l'Église, mais c'est égal, faut être crapule pour chasser ces femmes-là. » Il s'agissait des sœurs infirmières qui exerçaient depuis 1835 et dont quelques-unes n'étaient pas sorties depuis 20 ans. Même parmi les fonctionnaires fidèles au gouvernement, beaucoup considéraient les décrets comme une mesure maladroite. Zévort, délégué radical à l'enseignement secondaire sous Jules Ferry, devait écrire plus tard ces lignes ² : « Il fallait, si l'on jugeait l'enseignement des jésuites ou de toute autre congré-

1. En dehors des magistrats démissionnaires un grand nombre, considérés comme tièdes, furent déplacés d'office.

2. Zévort, *Histoire de la III^e République*.

gation dangereux, reprendre en sous-œuvre la loi du 15 mars 1850. Toute autre façon de procéder avait l'air d'une revision détournée et comme hypocrite de cette loi. »

Le public le comprenait ainsi et présentait au Sénat une pétition comprenant 135 058 signatures.

Demôle, rapporteur de la commission des pétitions, conclut au rejet, malgré l'opposition d'Audiffret-Pasquier à qui l'assemblée donna tort par 143 voix contre 127.

Qu'allaient faire les intéressés? Pour mettre un terme à une agitation qui ne pouvait que compromettre la solidité du régime, le gouvernement aurait désiré que les congrégations se soumissent. Les expulsions *manu militari* n'étaient, à ses yeux, qu'un pis aller. Mais les agrégats religieux n'entendaient pas faire le jeu du gouvernement.

Dès le 29 juin, dans 31 départements les expulsions des jésuites étaient chose accomplie. Le 30 juin, ce fut au tour des religieux de la rue de Sèvres. Toutefois, on accorda aux maisons d'enseignement un délai de deux mois. Certains collèges de jésuites, après les expulsions, demeurèrent sous la direction de leurs anciens maîtres, devenus les agents de sociétés civiles. Les directeurs de ces collèges furent déférés aux conseils académiques, et leurs maisons fermées avec l'exécution provisoire nonobstant appel. Enfin, le 4 novembre, le tribunal des conflits confirmait les arrêtés pris par les préfets, certains présidents de tribunal, notamment celui de Lille, s'étant déclarés compétents pour juger les litiges.

*
* *

Débarrassé des jésuites, le gouvernement se tourna vers la diplomatie pour essayer de résoudre sans heurt l'application du deuxième décret qui était autrement important dans ses conséquences et bien plus impopulaire que le premier.

Sacrifier aux passions du jour les membres de la Compagnie de Jésus, le procédé était classique. Mais jeter à la rue de saintes femmes, de modestes religieux qui tous pour la plupart s'occupaient de charité, c'était une bien grosse affaire.

Pour influencer favorablement le Saint-Siège, Freycinet qui, dans l'occurrence, joua toujours un double jeu, fit le 18 août, à Montauban, un discours où le mot *apaisement* revenait sans cesse. Il alla jusqu'à laisser entendre qu'il préparait une loi sur les associations, loi très libérale. Puis secrètement, par l'intermédiaire du nonce et des archevêques de Paris et de Rouen, il décidait Léon XIII, qui n'avait protesté que faiblement contre les décrets, à autoriser les congrégations à faire acte de civisme vis-à-vis du gouvernement. Ce fut l'origine de cette fameuse *déclaration* qui fit tant de bruit à l'époque, et que l'on disait approuvée par le pape. Il semble actuellement prouvé que la traduction donnée en France n'était pas conforme au texte soumis à l'approbation de Rome. Elle avait été élaborée par Lavigerie, archevêque d'Alger et corrigée par Freycinet.

On y lisait notamment ces lignes : « Pour faire cesser tout malentendu, les congrégations ne font aucune difficulté de protester de leur respect et

de leur soumission à l'égard des institutions actuelles du pays. La dépendance qu'elles professent envers l'Église, de qui elles détiennent l'existence, ne les constitue pas en état d'indépendance à l'endroit de la puissance séculière. »

Freycinet fit savoir aux cardinaux Guibert¹ et de Bonnechose que cette déclaration de non-hostilité lui paraissait suffisante. Le 19 juin 1880, Lavigerie la remettait entre les mains du P. Le Doré, supérieur des eudistes.

Aussitôt le comité des religieux de la rue de Varenne la discutait. Le nonce, le cardinal Guibert, MM. Brun et Chesnelong étaient présents. On hésitait; enfin, sur la demande de l'archevêque de Paris, elle était repoussée. Sollicité par le gouvernement, le pape intervint et exprima le désir qu'on l'acceptât. Un grand nombre de congrégations s'inclinèrent.

Ainsi tout semblait en voie d'arrangement lorsqu'un coup de théâtre mit fin à ces essais de conciliation. Un journal catholique, *la Guyenne*, dévoila le double jeu de Freycinet. La gauche du ministère qui ignorait ces tractations, protesta énergiquement. Le président du conseil, se sentant démasqué, déclarait le 5 septembre, par la voix de *l'Officiel* qu'il ne s'était pas engagé avec Rome. Toutefois, le 16 du même mois, il décidait que l'exécution du deuxième décret serait ajournée jusqu'à l'arrêt du tribunal des conflits.

Le 19, Constans, ministre de l'Intérieur, répondait brutalement et négativement à certaines con-

1. Archevêque de Paris.

grégations qui lui avaient exprimé le désir de signer la *déclaration*. Toutes les combinaisons du président du conseil s'écroulaient. Se sentant vaincu. Freycinet donnait sa démission. Au reste le radicalisme n'entendait plus remettre ses destinées entre les mains de cette *petite souris blanche*, à la *voix pâle de convalescent*¹, qui était une intelligence et non un caractère. Jules Ferry, l'homme des temps nouveaux, le remplaçait et choisissait Andrieux comme préfet de police, Constans restant ministre de l'intérieur. Le parti radical prenait donc franchement en mains la direction de la politique anticléricale. La conciliation cédait la place à l'intransigeance.

Les congrégations qui étaient prêtes à signer la *déclaration* sous un ministère qu'elles croyaient relativement tolérant, ne voulurent pas risquer de perdre leur dignité en demandant l'autorisation à un parti qu'elles savaient mal disposé. Il y avait du reste des raisons de fait et de droit qui les incitaient à subir la persécution. En effet le gouvernement semblait hostile au principe même de l'autorisation. C'est ainsi que les clarisses d'Amiens s'étant soumises à la loi en faisant une demande régulière se l'étaient vu rejeter. Il leur fut répondu que leur institut était un défi jeté à la raison, leur vie inutile et dangereuse, leur chapelle nuisible à la paroisse².

Freycinet lui-même n'avait-il pas déclaré à la tribune du Sénat que « dans l'état présent de la

1. Surnom donné à M. de Frécinet par ses adversaires politiques.

2. Délibération du conseil municipal d'Amiens.

législation, d'insurmontables difficultés s'opposaient à ce qu'une autorisation légale fut accordée aux congrégations religieuses, qu'aucun ministre n'oserait en faire la proposition au Parlement et qu'aucun parlement ne serait disposé à l'accueillir ¹. »

Ainsi les auteurs des décrets eux-mêmes ne cachaient pas l'hypocrisie de leur œuvre qui, selon l'expression du duc de Broglie, était « ou un leurre ou un piège. »

Enfin, les congrégations pensaient justement que le liberté de cohabitation est un droit et non une faveur, et puisqu'elles ne désiraient pas acquérir la personnalité civile, on n'avait qu'à les laisser vivre sous le régime du droit commun. Elles se rappelaient que, pendant 50 ans, le pouvoir les avait laissées se réunir, avait traité avec elles, leur avait loué et vendu des propriétés, et que, par conséquent, ces rapports officiels, qu'elles n'avaient pas sollicités, constituaient une reconnaissance de fait.

Au reste le second décret exigeait, pour demander et obtenir l'autorisation, que la congrégation n'eût pas son supérieur général à l'étranger; or, la plupart des congrégations soumises à l'autorisation relevaient de Rome. Ne pouvant rien recevoir, les religieux n'avaient donc rien à demander.

Certains catholiques n'étaient pas de cet avis, mais ils ne formaient qu'une petite minorité et la polémique bruyante de l'un d'entre eux, Jean d'Ayme, avec Mgr Perraud, évêque d'Autun, à

1. Séance du 15 novembre 1880.

l'occasion d'une lettre de ce dernier à Freycinet, n'eut qu'un faible écho.

Donc les persécutions allaient suivre leur cours. Le nouveau président du Conseil ne devait rien faire pour en atténuer la violence. Il avait d'ailleurs deux assesseurs particulièrement qualifiés pour procéder à ce brigandage légal : le ministre de l'Intérieur Constans et le préfet de police Andrieux.

Constans, qui devait finir honorablement comme ambassadeur à Constantinople, était alors l'un des hommes les moins honorables de la République. En 1861, on avait dû le rayer de l'ordre des avocats pour affaire de mœurs. Exilé volontaire en Espagne, il s'y compromettait dans de louches entreprises. A l'avènement de la République, il offrit ses services au nouveau régime qui, malgré son passé, les accepta.

Andrieux, de son côté, était à l'époque des décrets membre du Conseil des 33 et chevalier Kadock de la franc-maçonnerie. Condamné sous l'empire à 3 ans de prison pour injure à l'adresse de Napoléon III, il avait été, en 1869, délégué des loges de Lyon au grand congrès de Naples que présidait Ricciadi et que les journalistes de l'époque devaient appeler le « Contre-concile » ¹. Délivré de prison par les insurgés le 4 septembre 1870, il se ralliait à la III^e République. En apprenant cette décision, Challemel-Lacour avait dit : « Andrieux est un révolutionnaire des plus exaltés, c'est vrai, mais il est ambitieux; on le modérera en le satisfaisant. »

1. Allusion au concile de Vatican qui se tenait à la même époque à Rome.

Ces deux hommes eurent comme auxiliaires, lors des expulsions de Paris, Caubet, chef de la police municipale et futur vice-président du conseil suprême du Grand-Orient; Monautheil, commissaire de la voie publique, et Brochard, serrurier de la rue Saint-Placide.

Grâce à Constans qui, suivant sa propre expression, avait plus d'un tour dans son sac, et Andrieux qui, habillé en gravure de mode et ganté de gris clair, surveillait les opérations il y eut dans la capitale des scènes lamentables.

Les portes des cellules furent forcées, les haches entrèrent en action, la brutalité régna en maîtresse, si bien qu'un capucin, le P. Louis de Gonzague, put dire au commissaire : « Messieurs, chez les sauvages où je suis allé, je n'ai jamais été traité de la sorte. »

Coup sur coup, 12 ordres furent ainsi expulsés ¹.

La province suivit la capitale, dans la voie des excès. Dans certaines localités il y eut même des blessés et des morts. Celles des jésuites mises à part, le nombre des expulsions fut de 160. Les ordres les plus atteints furent les capucins avec 28 maisons, les dominicaines 19, les carmes 14, les maristes 12, les rédemptoristes 10, les oblats 9, les trappistes et les récollets chacun 8, les bénédictins, les prémontés et les franciscains chacun 5, les religieux du Sacré-Cœur 4.

L'expulsion des prémontés de Frigolet, dans les Bouches-du-Rhône, fut particulièrement mouve-

1. Barnabites, franciscains, capucins, rédemptoristes, ordre de Picpus, prêtres de Sion, dominicains, oblats, augustins de l'Assomption, carmes et frères mineurs conventuels.

mentée. Les généraux Billot et Guyon Vernier, et le préfet Poubelle, envoyèrent, pour mettre à la raison quelques moines, 2 000 fantassins, 5 brigades de gendarmerie et des batteries d'artillerie. Celle des trappistes de Thymadeuc, dans le Morbihan, comporta un épisode comique. Le maire de la localité, M. Coquantif, fit arrêter le commissaire de police pour violation de domicile. Le lendemain le maire était suspendu pendant 2 mois de ses fonctions.

Lors de l'expulsion des dominicains de Bordeaux, la police paya les repris de justice pour huer les moines.

A Montpellier et à Poitiers, les évêques parurent en habits pontificaux et excommunièrent les agents du gouvernement.

Le ministre profita de l'occasion qui lui était offerte pour fermer certains oratoires, tel que celui de Châteauvillain où un homme et une femme furent tués et des enfants blessés.

Le préfet Leguay, du Finistère, renchérit sur ses maîtres et fit fermer d'office 6 maisons, non comprises dans le décret, dont 2 de femmes.

Par contre, certains établissements protégés par les ambassadeurs des nations étrangères ou la politique, ne furent pas inquiétés. Bénéficièrent de cette faveur les trappistes d'Aiguebelle qui faisaient partie de la circonscription électorale du député frac-maçon Madier de Montjau et les chartreux qui payaient chaque année à la régie un million et demi d'impôts.

Les bénédictins de Solesmes furent expulsés à deux reprises., la première fois, le 6 novembre 1880 et la deuxième, le 22 mars 1882.

Lors de la première expulsion, le gouvernement avait autorisé les 12 propriétaires de l'établissement ainsi que le bibliothécaire et 7 frères convers à rester dans leur couvent. A la faveur de cette tolérance, tous les autres religieux étaient rentrés. A cette nouvelle, le ministre de l'intérieur, Goblet, se fâcha; et, le 22 mars 1882, les scènes de 1880 se renouvelaient. Les 51 moines furent expulsés à nouveau et recueillis par les habitants de la commune.

Mgr Freppel, député et évêque d'Angers, interpella le ministre en s'appuyant sur les décisions des tribunaux qui avaient déclaré les décrets illégaux, et sur ce fait qu'un projet de loi sur les associations était en cours de discussion. Par 406 voix contre 71, la Chambre donna raison au ministre.

Telles furent les expulsions de 1880. Un journal protestant de Londres, le *Times* les appréciait ainsi :

« A part les temps révolutionnaires, jamais le gouvernement d'un grand pays ne s'est attelé à une telle entreprise, et M. le ministre de la justice, président du tribunal des conflits et jugeant en sa faveur, est le comble d'une série de fautes outrageantes qui depuis des mois ont stupéfié le monde. »

Le gouvernement avait en apparence le dernier mot : 9 729 citoyens français avaient été chassés de leurs domiciles et 261 propriétés envahies. Victoire trompeuse et lamentable.

Une fois expulsées, les congrégations s'adressèrent aux tribunaux pour se faire rendre justice. Le gouvernement avait procédé par voie adminis-

trative et non par voie judiciaire. les tribunaux de droit commun n'étant intervenus qu'en cas de délit. Les religieux portèrent donc plainte contre les préfets et les commissaires de police : 128 tribunaux se déclarèrent compétents, donc donnèrent raison aux congrégations. Le gouvernement évoqua le tribunal des conflits dont pour la circonstance il changea les membres.

Le 2 décembre 1880, un arrêt de ce tribunal stipulait « que l'autorité judiciaire ne peut sans méconnaître la séparation des pouvoirs connaître d'une poursuite dirigée en réalité contre un acte administratif. » C'était dire aux expulsés de s'adresser au Conseil d'État. Ceux-ci n'insistèrent pas, ce tribunal ayant été remanié tout comme le tribunal des conflits qui les avait déjà implicitement condamnés. Ils préférèrent, de 1885 à 1887, rentrer dans leurs couvents, à la faveur d'un apaisement éphémère.

Gambetta avait eu raison de déclarer que les expulsions avaient été décidées *à titre d'indication d'une politique nouvelle*¹. Celle-ci devait suivre impitoyablement son cours.

1. Bournand, *Le clergé sous la III^e République*, p. 25.

CHAPITRE VIII

LA LÉGENDE DU MILLIARD

Le radicalisme, qui n'avait pas abandonné son plan de dévastation religieuse, n'ayant atteint qu'insuffisamment l'adversaire par les décrets, malgré la violence et l'apparat qui y avaient présidé, ne se tint pas pour battu. Avec beaucoup d'habileté, il choisit un nouveau terrain d'attaque sur lequel les apparences de la légalité et de la justice étaient de son côté. Nous disons *apparences*, car en étudiant les mesures fiscales qui furent prises contre les congrégations dans le but de les amoindrir, nous verrons à chaque instant l'iniquité se couvrir du manteau de l'honnêteté. C'est cette période, en effet, qui a vu naître la légende du congréganiste riche à millions, frustrant par des méthodes malhonnêtes le trésor public, exploitant la misère humaine, et, suivant l'expression du ministre Trouillot, *semant autour de lui la faillite et la ruine*. Quand on parle d'argent aux esprits simples on se fait toujours comprendre.

L'invention de cette légende n'avait qu'un but : ruiner dans l'esprit public le reste de considération qui pouvait encore l'attacher aux congrégations, et, par là même, avoir devant soi le chemin net quand viendrait l'heure de la grande proscription.

Dans ces conditions, nulle question ne mérite davantage l'attention des esprits de bonne foi. Prélude de la loi de 1901, la légende du milliard congréganiste explique en grande partie l'indifférence publique qui devait assister à son exécution.

Parmi les hommes politiques qui se sont le plus attachés à cette œuvre mauvaise, Henri Brisson est certainement celui qui y a mis le plus d'acharnement. Dans ses discours à la Chambre, dans ses lettres au journal *Le Rappel*, il y revient sans cesse. C'est chez lui une idée fixe. Et pourtant, au début de la III^e République, ce même Brisson n'avait-il pas prononcé ces paroles mémorables : « Ni de ma part, j'en suis bien convaincu, ni de la part d'aucun des membres qui siègent sur les mêmes bancs que moi, ne s'élèvera pas la prétention de faire revivre les lois répressives de la liberté des associations religieuses. Nous nous présentons ici pour réclamer l'égalité entre toutes les associations, mais l'égalité dans la liberté ¹. »

D'après cet homme d'État, en 1901, la valeur des immeubles possédés et occupés par les congrégations était respectivement de 435 et 636 millions. Parmi les plus riches, il cite les frères des Ecoles chrétiennes avec 86 millions et demi, les filles de Saint-Vincent avec 64 millions et demi, les jésuites avec 49 millions, les dames du Sacré-Cœur avec 32 millions et demi, les assumptionnistes avec 3 millions et demi, les missionnaires du Sacré-Cœur d'Issoudun avec un million ².

1. H. Brisson, *La Congrégation*, p. 75, 76.

2. *Idem*, p. 322, 323, 324 et 400.

Admettons ces chiffres, bien qu'ils soient sujets à caution du fait de la partialité bien connue de celui qui les cite. Mais, lorsqu'on veut apprécier la fortune d'une collectivité, la première chose à considérer, c'est le nombre d'individus qu'elle renferme. Brisson nous dit lui-même que ces 435 millions représentatifs d'immeubles sont la propriété de 150 000 religieux. Cela fait 2 900 francs par tête de congréganiste. Or, réunissons au hasard dans les classes moyennes de France 150 000 contribuables, additionnons leur avoir en immeubles, et nous constaterons que ce chiffre de 2 900 fr. par tête sera largement dépassé. Peu importe que ces individus vivent en commun ou non, que leur avoir soit collectif ou individuel; l'essentiel, pour apprécier équitablement le bien fondé de leur fortune, est que la moyenne ne dépasse pas la moyenne générale de la fortune immobilière de chaque citoyen. Or ici, nous constatons qu'elle lui est sensiblement inférieure.

Ainsi l'indignation de Brisson, sur ce point-là déjà, nous paraît peu raisonnable.

Passons maintenant aux immeubles simplement occupés : 636 millions, nous dit-on. Et après?... De ce que 150.000 religieux occupent des immeubles dont la valeur dépasse 600 millions, en résulte-t-il qu'ils les possèdent? Il faut bien qu'ils habitent quelque part. De ce que moi, simple citoyen, je loue une maison dont la valeur représente 100 000 francs, il n'en résulte pas que je sois propriétaire de cette somme....

Au reste, ce ne sont pas simplement 15 000 individus qui vivent sous les toits du pseudo-mil-

liard congréganiste, mais encore tous les vieillards, les malades, les orphelins, les ouvriers, les élèves qui sont à la charge des religieux, peuple innombrable qui se chiffre par un nombre dix fois supérieur à celui formé par les congréganistes eux-mêmes. S'ils ne vivaient pas dans les immeubles des religieux, il faudrait bien qu'ils habitassent ailleurs. C'est donc faire preuve d'une malhonnêteté insigne que d'exiter les passions avec un chiffre qui, serait-il même exact, prouverait seulement que la congrégation ne se sert de ses biens que pour abriter des corps et éduquer des âmes. Du reste, la plupart des immeubles occupés ou possédés ne sont pas des biens de rapport, mais bien plutôt des ouvroirs, des hôpitaux, des séminaires, des écoles, c'est-à-dire des biens qui nécessitent de constantes dépenses d'entretien sans autre profit pour le propriétaire que le bien qu'il y fait.

Jamais le mensonge des mots n'apparut plus détestable que dans cette odieuse querelle. Tout le monde sait en France que, pris individuellement, le moine vit pour ainsi dire de rien, que sa couchette est misérable, son repas sobre, son vêtement pauvre. La richesse des cloîtres? elle a existé peut-être dans les temps oubliés de l'abbaye de Thélème, mais oser en parler aujourd'hui, c'est n'avoir jamais franchi la porte d'un monastère. Le seul luxe que se permet le religieux, il l'offre à Dieu en lui construisant une chapelle qui ne soit pas trop indigne de sa divinité. Et pourtant on a entendu au parlement des hommes s'élever contre cet hommage, et faire grief à des serviteurs du Tout-

Puissant d'avoir paré d'un or trop pur le tabernacle du Saint des Saints.... Les juifs étaient moins jaloux de la gloire de Jéhovah, et aujourd'hui encore ils honorent en Salomon l'architecte du temple magnifique!...

Par ailleurs, si en fait la thèse d'Henri Brisson ne tient pas, en droit elle tient moins encore. Dans ce milliard de biens possédés ou occupés par les religieux, les congréganistes autorisés comptent pour 615 972 186 francs ¹. Or ainsi qu'on l'a écrit avec juste raison : « Ces biens sont un patrimoine sacré autant que la propriété individuelle ; car c'est sous le couvert et la protection de la loi qu'il s'est formé ². » Qu'on discute le bien fondé de la possession des immeubles par les congrégations non autorisées, la chose peut paraître plausible, mais aller au delà, c'est faire injure à la loi dont la mission est de protéger tous les biens. La liberté de propriété n'est pas du ressort du droit politique, mais bien du droit naturel.

*
* *

Nous avons discuté, jusqu'ici, comme si nous admettions les chiffres de Brisson. Mais, en fait, personne n'a jamais connu la fortune exacte des congrégations. Albert de Mun, dans son magistral discours du 21 janvier 1901 à la Chambre, devait prouver combien les enquêtes officielles sur ce point étaient sujettes à caution.

1. H. Brisson, *La Congrégation*, p. 398.

2. Du Lac, *Jésuites*, p. 173.

Ils les considéraient comme indignes d'un grand service public parce qu'établies de telle sorte qu'elles ne laissent aucune possibilité de contrôle, et « qu'une enquête qui ne peut être contrôlée est une enquête sans autorité. »

Donnons quelques exemples. La statistique de 1901 faisait figurer dans ses colonnes les missionnaires diocésains de Paris, or ceux-ci dépendaient de l'archevêché, donc n'avaient rien de commun avec une congrégation. La même enquête indiquait la maison de la rue Oudinot comme possédée par les frères de la doctrine chrétienne, alors que cet établissement était la propriété de la ville de Paris.

Même erreur pour un immeuble que l'on disait appartenir aux sœurs de Saint-André de Seine-et-Marne, et qui, en fait, était la propriété d'un parent d'Albert de Mun.

Aussi comprend-on ces paroles de M. Payelle, directeur général des contributions directes : « Toutes ces données seront déterminées aussi exactement que possible, mais il est à remarquer qu'elles ne constituent que de simples renseignements statistiques et qu'elles ne sont pas destinées à être utilisées comme bases d'impôts ¹. »

Même légèreté dans les chiffres. Ainsi, sous la rubrique, *Divers*, l'enquête mettait le nombre 295 745 301 francs avec cette mention : *dont la condition est à éclaircir*.

Beaucoup de ces immeubles n'appartenaient qu'indirectement aux congréganistes ; ils représen-

1. Circulaire du 30 avril 1900.

taient à eux seuls 123 620 699 francs, chiffre officiel. C'est ainsi qu'à Évreux une école libre estimée 90 000 francs et une maison de Nancy évaluée 400 000 francs étaient l'une la propriété d'une société anonyme et l'autre d'un tiers... on les faisait quand même figurer dans le fameux milliard.... Ce ne sont que quelques exemples ; mais... *ab uno disce omnes*.... Ils sont suffisants pour que nous soupçonnions que le milliard des congrégations n'a été qu'une formule créée de toutes pièces pour mieux hypnotiser la crédulité publique et entraîner le vote des parlementaires hésitants. « Ce nombre, a dit Albert de Mun, n'est pas né spontanément, mais a évolué suivant la politique du moment. Le chiffre de 700 millions fut tout d'abord prononcé. On décida de faire une enquête. L'enregistrement en fut chargé et trouva 500 millions. En 1895, M. Cochery, ministre des finances, était arrivé à peu près à ce chiffre.... Puis les circonstances le nécessitant, on prononçait le nom fatidique : *milliard*. »

Toutes ces variations rendent suspectes les affirmations intéressées des ennemis des congrégations qui se sont du reste bien gardés de faire remarquer que tous ces immeubles étaient grevés de 206 000 000 d'hypothèques, ce qui diminuait d'autant leur valeur.

*
* *

Après avoir créé la légende du milliard, Henri Brisson voulut la rendre odieuse. Dans ce but, il essaya de prouver que les congrégations, non seu-

lement, étaient colossalement riches, mais encore avaient acquis leurs richesses en se mettant hors des lois civiles et fiscales.

Cette thèse a besoin d'être approfondie, car présentée avec un luxe de détails éblouissants, elle trompa nombre de bons esprits.

« Les congrégations, écrit le futur président de la Chambre ¹, sont individus pour prendre et sociétés pour garder. » Et il ajoute en substance : « la faiblesse du second Empire, les complaisances judiciaires, les décisions que les cours d'Alger, Toulouse, Aix, Orléans et de la Seine ont pris de 1868 à 1879, ont formé cette doctrine que les congrégations reconnues constituent entre les membres qui les composent des sociétés de fait, et que comme telles elles ont des droits qui sont la conséquence et les conditions de leur existence même et du but auquel elles tendent. »

Il suffit de répondre à cette critique que rien n'obligeait les congrégations à être plus scrupuleuse que leurs juges, et que ceux-ci, qui devaient avoir leurs raisons, leur reconnaissant ce caractère de société, il eût été d'une étonnante ingénuité de leur part de ne pas en tirer toutes les conséquences utiles à leur développement.

Au reste, à lire la suite de sa thèse, on comprend vite à quoi Brisson veut en venir. La Congrégation est individu pour prendre et société pour garder, nous dit-il? *Société pour garder...* pesons bien les conséquences de ces trois mots : elles sont considérables, puisqu'ils renfermeront le grand levier

1. Henri Brisson, *La Congrégation*, p. 146 sq.

de la persécution et amèneront tout naturellement cet autre mot, mainmorte, par lequel on vaincra les naïfs, les mals renseignés, tous ceux qu'épouvantent les souvenirs d'autrefois. La « mainmorte ! » voilà une expression qui peut se vanter d'avoir fait des persécutés. Placée au bon endroit, interprétée à tort et à travers, c'est elle qui rendra odieuse la légende du milliard.

Suivons Brisson ¹ : « Ces sociétés, nous dit-il, se sont assuré la pérennité, donc le droit de mutation qui ne se réveille jamais. Or, comme l'a dit le procureur général Dupin, le droit de mutation dort pendant la durée de la Société ; mais lorsque la société se liquide, il se réveille. Or, nous savons que les sociétés congréganistes ne se réveillent jamais du fait de la clause d'accroissement et de la faculté de s'admettre de nouveaux membres. » Et à l'appui de sa démonstration il cite le texte de la *Propagande* qui, en 1840, recommande aux sociétés religieuses d'adopter la clause de réversion ou la stipulation d'accroissement en vertu de laquelle la part des prémourants est dévolue aux survivants. Il énumère ces donations déguisées par lesquelles telle personne vend à des prêtres tel immeuble à titre de pacte tontinier, il cite des confréries dans lesquelles on fait entrer des laïcs et leurs biens, chaque associé mettant en commun son avoir et les fruits de ses travaux, les héritiers ne pouvant au décès réclamer que la valeur nominale de l'action ou des actions inscrites au nom de l'associé décédé si ce dernier n'en a pas disposé.

1. Voir particulièrement le discours du 9 décembre 1880 : *La Congrégation*, p. 131 sq.

Notons du reste que les exemples donnés sont peu nombreux, quatre exactement ¹, ce qui est peu pour étayer une généralisation. C'est alors qu'emporté par une indignation vraiment facile à s'émouvoir, Brisson termine sa philippique par ces mots : « Tous ces actes congréganistes sont de véritables tuyaux de drainage par où s'écoulent, dans ce réservoir de la mainmorte qui s'accroît sans cesse par une progression géométrique, les plus opulents héritages et les plus humbles patrimoines. »

Ne nous laissons pas émouvoir par toute cette colère factice qui n'est là que pour faire triompher une politique. En effet, après avoir mis la question sur le terrain du droit, Brisson montre le bout de l'oreille, une oreille politicienne et rageuse, et s'écrie : « Cette mainmorte est consacrée à retenir dans les liens du passé, à fanatiser les intelligences qui seraient libres si elles demeuraient plongées dans leur milieu. » Puis, ne connaissant plus aucune mesure, il insulte à la charité et à la prière : « Les hospitaliers, est-ce qu'ils répondent à votre conception de l'assistance publique ? Les ordres enseignants, est-ce qu'ils répondent à vos idées sur l'enseignement ? Les ordres contemplatifs, est-ce qu'ils ont leur place véritablement dans la société telle que nous la concevons ? Tout ce monde prêche l'obéissance et la pauvreté à une société qu'anime le goût toujours plus grand de la liberté et le désir naturel à chacun d'améliorer sa destinée ² ! »

1. Les Pères du Saint-Sacrement ; les sœurs de Firminy ; les zélatrices de l'Eucharistie ; le Sacré-Cœur de Treignac...

2. H. Brisson, *La Congrégation*, p. 212-213.

Quelle chute! quelle contradiction! Quand le religieux possède quelque bien, on crie : au voleur! quand il ne possède rien, on s'exclame : au fou!

Lorsqu'on étudie la question des biens congréganistes, l'honnêteté et le bon sens exigent qu'on fasse une distinction entre les congrégations autorisées et celles qui ne le sont pas.

Pour ces dernières, qu'y a-t-il de plus naturel que leurs immeubles soient mis au nom d'un tiers puisqu'elles n'ont pas le droit de posséder. Comment vous, État, vous refusez de donner un statut civil à un agrégat, et vous vous étonnez que, pour vivre, il cherche des personnes interposées qui fassent ce qu'il ne peut faire personnellement. Votre imprévoyance n'est-elle pas responsable de cette situation anormale? D'ailleurs, ainsi que devait l'édicter la cour de cassation, ces sociétés civiles qui se forment entre ecclésiastiques et laïcs, c'est-à-dire entre gens que n'unit ni lien religieux, ni règle spirituelle, ne constituent à aucun titre des associations religieuses. Et quant à la clause d'accroissement qui fait votre indignation, elle se retrouve dans n'importe quelle société civile.

Chez les congrégations autorisées, nous constatons que les personnes interposées sont très rares, et que là où elles se rencontrent, elles ne se trouvent que dans les petites congrégations peu fortunées qui, afin d'éviter des formalités administratives aussi longues que coûteuses, ont préféré former des sociétés civiles et des tontines.

*
* *

Voilà pour la fraude civile. Quant à la fraude fiscale, pour en comprendre la fragilité il suffit d'énumérer les impôts qui frappent les biens congréganistes. Nous le ferons au chapitre suivant. Pour le moment bornons-nous à quelques constatations.

Une mainmorte est préjudiciable aux intérêts d'un pays lorsque le Trésor n'a pas de prise sur elle. En effet, une accumulation indéfinie de valeurs immobilières, toujours grandissantes et jamais liquidées, peut à la longue être grosse de conséquences pour les finances de l'Etat. Ici, nous ne voyons rien de tel. D'une part, le chiffre du milliard se réduit à un peu plus de 400 000 000; d'autre part, de cette somme le Trésor retire un chiffre d'impôts considérable.

Ne pouvant donc étayer leur parti pris sur l'objet principal, nos politiciens se rattrapent sur l'accessoire, et notamment sur les fausses déclarations dont les congrégations imposables seraient responsables.

Brisson cite le cas de cinq congrégations prises dans le Berry¹, son pays d'origine, dont les chiffres déclarés seraient quant aux biens très inférieurs à ceux de l'enregistrement. Il prétend même qu'il y a eu une différence de 14.000.000 entre le total des droits à percevoir et celui des droits perçus sur tous les immeubles congréganistes. Enfin, il ajoute que, pour ne pas l'assujettir à l'impôt de 1880,

1. H. Brisson, *La Congrégation*, p. 249-252.

les congrégations ont supprimé la clause de réversion de leurs statuts, et que les ordres non reconnus ont fait passer la clause des biens possédés dans la catégorie des biens occupés, ceux-ci n'étant pas assujettis au droit d'accroissement, mais simplement à la taxe sur le revenu.

Toutes ces citations datent de 1890. Or, à cette époque, et il eût été bon de le faire remarquer, les congrégations étaient en procès avec l'administration. Les lois fiscales de 1880 et de 1884 étaient basées sur l'arbitraire le moins défendable et imposaient à tort et à travers les biens les plus respectables de la charité. Ainsi que devait l'écrire, plus tard, l'abbé Naudet, prêtre démocrate et républicain des moins suspects : « Le matelas du vieux c'est de l'actif, la prairie voisine c'est de l'actif, le pavillon c'est de l'actif, et il faut payer pour avoir le droit de mettre tout cet actif au service des malheureux ¹. »

Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que les congrégations directement ou indirectement se soient dressées contre ces lois. Leur résistance devait aboutir à la législation de 1895 qui, comme nous le verrons, améliora grandement celle de 1880 et de 1884.

En 1900, la situation n'était plus la même, et Brisson reconnaît qu'à cette époque l'État recevait son dû. Il fallait donc trouver des arguments nouveaux. Notre homme politique n'est pas embarrassé. Oui, les biens congréganistes paient, fait-il; mais le religieux, lui, ne paie pas; une grande

1. Abbé Naudet, *Vers l'avenir*, p. 250.

partie de ses immeubles sont imposés au nom d'un autre contribuable. Et il cite les chiffres suivants :

Sur 48 900 000 francs d'immeubles appartenant aux jésuites, 48 800 000 sont imposés au nom d'un tiers; pour les dames du Sacré-Cœur 26 millions sur 32; pour les frères de la Doctrine chrétienne 62 millions sur 86; pour les filles de la Charité 21 millions sur 64. Voilà la fraude fiscale ! s'écrie Brisson¹. En vérité où est la fraude ? Peu importe que ce soit le congréganiste ou son représentant qui paie. La taxe de mainmorte ne frappe pas l'individu, mais l'immeuble. L'enregistrement n'a pas à connaître la main qui verse, mais la somme qu'on lui verse.

Telle est, résumée dans ses grandes lignes, cette fameuse question du milliard qui a fait écrire autant de sottises qu'il y a de fiel dans l'entendement d'un sectaire. Brisson en fut le metteur en scène; lors de la discussion de la loi de 1901 nous écouterons ses émules : ils n'apporteront aucun argument nouveau.

Il est possible que dans leurs rapports avec le fisc, certaines congrégations auraient pu être mieux conseillées, et que certaines irrégularités légales aient été commises par elles. En bonne justice la faute première en doit être rejetée sur la législation qui, en cette matière, se montra insuffisante, tracassière et tâtilonne. Les ennemis des religieux, oubliant leurs propres erreurs, ont profité des quelques maladresses que montrèrent les conseils congréganistes, pour créer, à l'aide d'une

1. H. Brisson, *La Congrégation*, p. 323, 324.

formule facile à retenir, plus facile encore à exploiter, cette légende de la mainmorte occulte et du milliard envahisseur.

Au reste qu'était cette mainmorte à côté de celle qui existait alors en France? Une goutte d'eau dans l'océan. Les immeubles congréganistes comprenaient alors 23 000 hectares¹, et les *biens communaux*, 4 816 000 hectares! Pourquoi donc tant d'indignation, tant de fausse pudeur lorsque cette goutte monte à la surface, et pourquoi le silence quand le grand flot déborde? La réponse est facile à trouver : coûte que coûte il fallait tuer la bête!

1. Cochery, *Rapport général sur le budget de 1895*.

CHAPITRE IX

LE RÉGIME FISCAL DES BIENS CONGRÉGANISTES

Avant 1880, le régime fiscal auquel étaient assujettis les biens congréganistes variait suivant qu'il s'agissait des immeubles possédés par les ordres autorisés ou par ceux qui ne l'étaient pas.

Pour les premiers, la situation était la suivante : l'art. 7 de la loi du 16 juin 1824 avait frappé d'un droit fixe, pour l'enregistrement et la transcription hypothécaire, les actes d'acquisition, les donations et legs faits au profit de ces congrégations. Par la suite, l'art. 17 de la loi du 18 avril 1831 avait remplacé le droit fixe par un droit proportionnel. Avec la II^e République était apparue la taxe de mainmorte. La loi du 20 février 1849 avait frappé les biens immeubles d'une taxe annuelle représentative des droits de transmission entre vifs et par décès; le taux fixe était de 0,625 du franc du principal de la contribution foncière, chiffre porté plus tard à 0,835.

Les biens des ordres non reconnus ne payaient que le droit fixe gradué, institué tant par la loi de frimaire an VII que par celle du 28 février 1872, au profit des sociétés, et fixé à un pour mille.

L'avènement au pouvoir du radicalisme devait avoir pour conséquence d'accroître considérable-

ment les charges fiscales de toutes les congrégations, qu'elles fussent ou non autorisées.

Le 28 décembre 1880, Henri Brisson, président de la commission du budget, faisait intercaler dans la loi des finances deux articles dont l'économie pouvait se résumer ainsi :

1. La taxe sur le revenu de 1872, applicable jusque-là aux seules sociétés, serait payée par toutes les associations, le taux étant relevé de 3 à 5 0/0 de l'évaluation détaillée des meubles et immeubles composant le capital social.

2. Était créé un droit de mutation et de donation pour *accroissement* des biens opérés par suite de clause de réversion. Toutefois le rapporteur général au Sénat, Roger Marvaise, spécifiait que ce second impôt ne s'appliquerait qu'aux congrégations non autorisées.

Ainsi, la menace que Brisson avait formulée le 9 décembre précédent en ces termes : « Il faut que la mainmorte recule, » devenait une réalité¹. Et Chesnelong, le 24 du même mois, pouvait justement déclarer devant la haute assemblée : « A l'avenir, pour se débarrasser des ordres religieux, la fiscalité suffira... on la combine si savamment, et on se réserve de l'appliquer si ingénieusement qu'on compte bien ne laisser à ces pieuses institutions qu'une existence très faible et très languissante. »

A vrai dire, ces deux nouveaux impôts appliqués aux congrégations constituaient des mesures d'exception. Celui de 1872 frappait bien les bénéfices des sociétés, mais non les associations, pour

1. H. Brisson, *La Congrégation*, p. 214, 215.

la raison très simple que celles-ci ne faisaient pas de bénéfices. En l'appliquant aux congrégations, on faisait preuve d'incohérence d'autant qu'il était assis sur le revenu des biens mobiliers, et que celles-ci n'avaient que des immeubles. Il en résulta que le fisc eut un bénéfice presque nul. Là où il y avait produits collectifs, l'on s'arrangea pour tourner la loi. Celle-ci spécifiait, en effet, que la taxe serait payée par toutes les sociétés dans lesquelles les produits ne devaient pas être distribués en tout et partie entre leurs membres. Les associations laïques et religieuses visées, s'empressèrent, aussitôt, de supprimer de l'acte social la prohibition de distribuer les bénéfices et provoquèrent la répartition des produits entre leurs membres.

Ainsi la revision de la loi de 1872 ne constituait, dans son premier article, qu'une pure démonstration anticléricale sans aucun profit pour le Trésor. Il devait en être de même de la *taxe d'accroissement*. En 1897, Delamarre écrivait ¹ : « Quand, dans une société, un associé décède, sa part dans l'actif social, à moins de clause particulière, fait partie de sa succession et passe à ses héritiers ou à ses légataires. Mais ceux-ci peuvent être exclus par la clause dite de réversion, sorte de pacte à la suite duquel chaque associé stipule en sa faveur son association éventuelle à la propriété de la totalité de l'actif social, pour le cas où il survivrait à tous ses coassociés. Il en résulte pour les survivants de la société un *accroissement*. » D'après

1. Delamarre, *Consultation sur les impôts exigés des Congrégations*, 1897.

l'arrêté du 29 décembre 1868 de la Cour de cassation, cet accroissement donnait lieu à un droit de mutation de 50 centimes. Or les congrégations, ayant dans leur contrat cette clause de réversion, payaient cet impôt commun à toutes les autres sociétés. Mais il arrivait parfois qu'elles y ajoutaient une autre clause dite d'*adjonction* de nouveaux membres. Il en résultait que la liquidation était retardée indéfiniment. Aussi la loi de 1880 augmentait-elle le taux de l'impôt pour les sociétés où se trouvaient les deux clauses. Pour parer à cet inconvénient, les congrégations supprimèrent l'une de celles-ci, et parfois même les deux. La loi de 1880 était donc toute de façade sur ce point-là encore, et le Trésor n'en retira que peu de chose. En 1883, l'enregistrement avait prévu 3 246 000 francs pour la taxe d'*accroissement* et 1 350 000 francs pour l'impôt sur le revenu; or l'un et l'autre ne donnèrent que 200 000 francs. Pour parer à cette carence, les radicaux votèrent une nouvelle loi. Le 29 décembre 1884, Jules Roche, rapporteur général du budget, faisait introduire dans la loi de finances, un article par lequel la loi de 1880, s'appliquerait à toutes les congrégations reconnues ou non, celles-ci devant faire une déclaration détaillée de leurs biens. Pour bien spécifier qu'il s'agissait d'un impôt de catégorie, le sous-secrétaire d'Etat, Labuze, déclarait au Sénat « que les associations laïques ne tomberaient pas sous l'application de la loi de 1880 et ne seraient pas davantage atteintes par le projet nouveau. » Une circulaire de la direction générale de l'Enregistrement corroborait cette opinion : « Dès

le moment qu'une association présente les caractères d'une communauté religieuse, disait-elle, elle est régie de plein droit par l'art. 9 de la loi du 29 décembre 1884. » De plus, le revenu des congrégations était toujours supposé constitué à 5 0/0. Ainsi, un capital de 100 000 francs, colloqué en rentes 3 0/0 sur l'Etat français et, de ce fait, ne donnant à la caisse de l'association que 3000 francs, était, pour la perception de l'impôt, censé avoir produit 5 000 francs ¹.

Les congrégations, qui avaient tourné la loi de 1880, rejetèrent celle de 1884. Elles payèrent toujours l'impôt sur le revenu que comportaient ces deux lois, mais ne purent admettre la *taxe d'accroissement* qui se présentait sous un double caractère d'exception et d'arbitraire. Ceci était vrai surtout pour les congrégations autorisées qui payaient déjà la taxe de mainmorte de 1849, et qui, exclues par la loi de 1880 de l'impôt d'*accroissement*, s'y voyaient assujetties par celle de 1884, et, par conséquent, payaient deux impôts pour un même fait.

Il est vrai que l'Enregistrement ne facilitait guère les choses, et se montrait plus intransigeant encore que le législateur.

Tout d'abord, cette administration, par son instruction du 3 juin 1885, adoptait le système de la *déclaration multiple*, au bureau de la situation des biens, pour les valeurs corporelles et, à celui du domicile du défunt, pour les autres valeurs. Il en résultait que la congrégation payait le plus sou-

1. Paul Oqui, *Le régime fiscal des congrégations depuis quinze ans* et Belanger, *Les Méconnus*, c. III.

vent plus que la part d'actif du membre décédé, et même, était obligée de verser, alors que le pré-mourant ne possédait aucun bien. Cette prétention était tellement exorbitante que la Cour suprême déclara que telle n'était pas l'intention du législateur. L'Enregistrement insista. Enfin, le 13 janvier 1892, la Chambre des requêtes lui donnait tort et décidait que la part censée transmise à la congrégation par le défunt n'était, en réalité, qu'une part d'intérêt dans une société. Cette décision de la Cour autorisait de ce fait la déclaration unique.

Mais l'arbitraire n'était pas là seulement; il se rencontrait dans le double fait suivant.

Alors que les autres associations ne payaient le droit d'*accroissement* que lorsque leur contrat contenait les deux clauses de reversion et d'adjonction, la première seule de ces clauses suffisait, chez les sociétés civiles où figuraient des religieux, pour qu'elles fussent taxées. De plus, par son instruction n. 2712, l'Enregistrement déclarait « que l'exigibilité du droit d'accroissement était indépendante des clauses d'adjonction et de réversion; que le droit de mutation à titre gratuit était acquis au Trésor par cela seul qu'un membre de l'association cessait d'en faire partie. »

Ainsi, fait remarquer Delamarre, c'était une part fictive que le disparu était censé payer à la collectivité, part déterminée par le nombre total des membres de la congrégation, et sur cette part fictive transmise fictivement, ladite congrégation devait payer 11,25 pour cent. »

Quatre cent trois Congrégations allèrent devant

les Tribunaux. Un arrêt de la Cour, en date du 27 novembre 1889, les déboutait de leurs plaintes¹.

*
* *

Cette situation ne pouvait se prolonger indéfiniment; les libéraux sentaient qu'il était nécessaire d'améliorer la loi dans le sens de l'équité, si on voulait que le fisc récupérât son dû.

Déjà, le 8 décembre 1880, Piou avait demandé à la Chambre l'exonération des congrégations autorisées. A la suite d'une intervention contraire de Brisson et de Rouvier, sa demande avait été repoussée par 350 voix contre 166. D'autre part, Clausel de Coussergues et Mgr Freppel au Palais-Bourbon, et Bardoux au Sénat, avaient réclamé la suppression de la déclaration multiple, suppression qui, comme nous l'avons vu, devait être prononcée ultérieurement par la Cour de cassation.

Le 4 juin 1892, Rouvier déposait un projet de loi qui remplaçait le droit d'*accroissement* par un droit d'*abonnement*. En 1893, Burdeau reprenait le projet qui devait être incorporé deux ans plus tard dans la loi de finances du 16 avril 1895. L'économie générale en était la suivante : le droit d'*accroissement* était remplacé par un *abonnement* annuel sur la valeur brute des biens, meubles et immeubles, sauf ceux acquis avec l'autorisation du gouvernement pour les œuvres d'assistance gratuite, ces exemptions pouvant être retirées

1. Delamarre, *Consultation sur les impôts exigés des congrégations*.

par un décret rendu en Conseil d'Etat. Le taux en était fixé à 0,40 0/0 de la valeur des biens pour les congrégations non reconnues, et par conséquent ne payant pas la taxe de 1849, et de 0.30 0/0 pour les autres.

Ce droit d'*abonnement* fit l'objet au Parlement d'une discussion très serrée. Tant à la Chambre qu'au Sénat, les libéraux s'y opposèrent.

Dans la première Assemblée, Alicot demanda qu'une loi spéciale réglât la matière. trop juste prétention qui fut repoussée le 17 mars par 385 voix contre 123; de Ramel, de son côté, réclama le droit commun pour les congrégations; le 18 mars, 374 voix contre 127 lui donnèrent tort. Clausel de Coussergues proposa un abaissement de la taxe pour les congrégations autorisées. Pour toute réponse, la majorité la releva à 0,50 pour les ordres non reconnus. chiffre fixé ensuite à 0,40 par le Sénat.

Toutefois, ce même député obtint une exemption de taxe pour les œuvres charitables : 75 congrégations de femmes et 3 d'hommes¹ obtinrent ce dégrèvement.

Au Sénat, le 18 avril, 199 voix contre 151 repoussaient un amendement de Lucien Brun qui proposait que les congrégations payant déjà la taxe de 1849, fussent exemptées de la nouvelle. Successivement Grivart, Blavier, Chesnelong, Baudens, de Marcère et Bardoux, essayèrent de modérer les appétits de la gauche : ce dernier notamment demanda un abaissement de la taxe, et de Marcère

1. Sulpiciens, lazaristes, frères de la Doctrine chrétienne.

de son côté aurait voulu que les contestations fussent jugées comme en matière de contributions directes. Baudens posa enfin le principe que les biens soumis à l'accroissement fussent calculés de la même manière que dans les mutations par décès. Toutes ces tentatives furent vaines.

Malgré tout, la nouvelle loi constituait, par certains côtés, une amélioration sur les précédentes. En premier lieu, la nouvelle taxe était applicable aux sociétés laïques, ce qui constituait un retour à l'équité. De plus, étant plus clairement rédigée que la loi de 1884, elle supprimait les occasions de conflit entre l'administration et les contribuables. Elle contenait enfin une exception libérale en faveur des œuvres d'assistance qui, comme nous l'avons vu plus haut, pouvaient être exemptées de la taxe en ce qui concerne les biens acquis avec l'autorisation du gouvernement. Ribot, ministre des Finances, déclarait à ce sujet « qu'il accorderait l'exemption, non dans un sens étroit, mais dans un esprit de large bienveillance envers la charité proprement dite, qu'elle portât ou non une robe. »

Qu'allait donner la nouvelle loi, au point de vue tant fiscal que politique? Elle n'était exécutoire que dans les 6 mois, et les sociétés avaient la faculté d'adopter le nouveau régime pour l'arriéré. L'administration de l'Enregistrement comptait beaucoup sur son application. Elle évaluait son rendement à 1 500 000 francs pour 416 millions de biens imposables. L'arriéré des anciens impôts non payés était estimé par les uns à 6 millions et, par les autres, à 11 millions.

Avant de prendre une décision, le parti catho-

lique se tourna vers le Vatican. Le 3 mai 1895, le cardinal Rampolla, secrétaire d'État de Léon XIII, écrivait au cardinal Meignan, archevêque de Tours : « Pour choisir le meilleur parti à prendre, il suffira aux évêques et aux supérieurs généraux de considérer la question à tous les points de vue, avec un esprit calme et débarrassé des premières impressions. Le Saint-Père désire vivement que les évêques et les supérieurs d'ordres mettent toute leur sollicitude à déterminer avec entente une ligne de conduite uniforme, digne et constante et conduisant à de bons résultats. »

Même note dans une lettre au cardinal Lecot ¹ : « Sa Sainteté a entendu et entend laisser entière liberté aux congrégations religieuses de prendre vis-à-vis de la loi du 16 avril 1895, l'attitude qu'elles estiment le mieux convenir à la défense de leurs intérêts respectifs. » Ainsi Léon XIII restait fidèle à sa politique opportuniste et libérale.

Trois camps se formèrent aussitôt. Le premier, le plus tapageur sinon le plus nombreux, ni le plus orthodoxe, comprenait les irréductibles qui entendaient résister à la loi par la violence et les moyens extra-légaux. Ils avaient pour chefs l'opposition de la droite parlementaire et les jurisconsultes de Lyon, et pour organes les journaux *L'Autorité*, *La Libre Parole*, *La Gazette de France* et *La Vérité*. Ils avaient, non sans quelques succès apparents, essayé d'accaparer les archevêques de Reims, Paris et Lyon, ainsi que le P. Le Doré, supérieur des eudistes. Le deuxième camp, le plus nombreux

1. Archevêque de Bordeaux.

et le plus sage. était pour la résistance *passive*, c'est-à-dire légale. Il était composé de la majorité de l'épiscopat français et des congrégations, notamment des sulpiciens, lazaristes, Missions étrangères, frères du Saint-Esprit et frères de la Doctrine chrétienne. Ses journaux étaient *L'Univers* et *Le Monde*.

Le troisième camp était pour la soumission pure et simple. Les congrégations qui n'avaient rien à perdre avec la loi de 1895, s'y étaient ralliées et avaient pour chef Mgr Fuzet ¹.

Les arguments sur lesquels s'appuyait l'épiscopat pour opposer à la loi une passivité à la fois légale et agissante, étaient puissants. L'archevêque de Cambrai écrivait le 1^{er} juin 1895 : « Si nous sommes bien informés, et nous pensons l'être, le gouvernement est disposé à aller de l'avant malgré tout, mais en même temps à procéder lentement et sûrement. Il faut que les communautés s'entendent, en cas de résistance, aux conséquences suivantes... par-dessus tout au retrait de l'autorisation administrative avec ses conséquences légales, pour les moins populaires d'abord, puis un peu à la fois pour les autres. »

Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier, écrivait à la même époque : « Dieu seul peut empêcher que les résolutions des congrégations religieuses, si elles sont conformes à ce qu'on appelle la résistance, ne soient suivies de conséquences douloureuses et de trop de sacrifices. Ce serait s'aveugler que de ne pas le prévoir. » Mgr Freppel, député,

1. Mort archevêque de Rouen.

déclarait dans le même ordre d'idées : « Voilà plus d'un siècle que l'Eglise de France épuise le meilleur de ses forces à relever les ruines faites par la Révolution; n'en provoquons pas de nouvelles : l'essentiel est de durer ¹. »

De son côté Eugène Vuillot, de *l'Univers*, faisait entendre les paroles suivantes ² : « A faux, par entraînement plus que de parti-pris, on a mis le pape en avant; à faux, on lui a prêté des paroles qu'il n'avait pas prononcées, ou qui, vu les dates ou les circonstances, n'avaient pas le caractère qu'on leur donnait; à faux, on a fait de la note cardinale, œuvre de deux cardinaux sur cinq, un acte revu par le Saint-Siège et montrant sa volonté; à faux, on a parlé de l'unanimité de l'épiscopat; c'est à faux aussi que dès le début on a affirmé que la forme de résistance préconisée par quelques-uns était adoptée par tous... Un cardinal, un archevêque, un chef d'Ordre, demandent au pape si les Congrégations peuvent sans forfaire, sans démeriter, subir l'impôt; le pape répond à tous : « elles le peuvent. » Et aussitôt divers docteurs nous expliquent au long que ces quatre *oui*, bien interprétés, bien compris, signifient *non*; ma foi, je profite de ce que je ne suis pas casuiste pour croire tout bêtement et d'une conscience tranquille, que quand le pape dit *oui*, c'est *oui*. » Même appréciation de la situation chez la plupart des congréganistes. Les uns ne se gênent pas pour dire que les irréducti-

1. Cité par Naudet, *Vers l'avenir*, p. 256.

2. Eugène Vuillot, *Le pape et les congrégations religieuses au sujet de la taxe d'abonnement*.

tibles « compromettent dans une aventure sans issue des intérêts qu'ils devraient avant tout sauvegarder... » Les autres : « qu'ils cédaient parce qu'ils ne croyaient ni pouvoir, ni devoir compromettre les intérêts qui leur étaient confiés, et parce qu'ils considéraient que leur premier devoir était de veiller à la sauvegarde de ces intérêts sacrés. »

Malgré tout, dans ce grand camp de la *résistance passive*, qui, dans la pratique, ne pouvait aboutir et voulait dire en fait : « soumission à la loi », il y avait une droite qui, sans aller aussi loin que les irréductibles, aurait bien voulu esquisser un geste, au moins apparent, de non-soumission. Elle comprenait le P. Le Doré, ainsi que les trois archevêques de Reims, de Paris et de Lyon¹.

Le P. Le Doré avait alors une grosse influence, qui lui venait de son attitude lors des décrets. En 1879, M. René Brice et le préfet d'Ille-et-Vilaine, Andréa, étaient venus le trouver pour lui demander de solliciter l'autorisation qu'on lui accorderait sûrement. Le supérieur des eudistes avait répondu : « Je crois devoir chercher le bien général des catholiques, plus que l'intérêt de notre société... Accepter l'autorisation en ce moment serait de plus me donner la honte d'une démarche et me donner le ridicule d'un refus. »

En 1895, il faisait paraître une brochure retentissante² dans laquelle il développait ces deux phrases : *Que voulons-nous ? Pourquoi le voulons-nous ?*

1. Le cardinal Richard, archevêque de Paris, avait écrit à ce sujet une lettre publique au président Félix-Faure.

2. *Attitude passive des congrégations régulières en présence de la loi d'abonnement.*

Que voulons-nous ? « Notre but, disait le P. Le Doré, n'est pas de créer des difficultés au gouvernement. Nous avons accepté loyalement et sans arrière-pensée, la forme républicaine que s'est donnée la France. Nous voudrions même aider de toutes nos forces le gouvernement à affermir davantage son autorité, et à résister aux assauts de ceux qui veulent l'affaiblir, ou le renverser... Nous ne voulons pas batailler par amour de la bataille : ce serait à la fois puéril et coupable ; car nous, avec nos œuvres, nous en serions les premières victimes... Nous ne prétendons pas non plus à des privilèges, à des faveurs, à une exemption des charges communes. » Que voulait donc le religieux ? Celui-ci demandait *l'atténuation de la loi*, sinon, ajoutait-il, « nous attendrons les mesures qu'il plaira au gouvernement de prendre *pour se payer lui-même*, de ses propres mains... de plus nous tenterons *une résistance judiciaire*. »

Ainsi, aux yeux de la droite du parti, résister passivement voulait dire résister judiciairement Le P. Le Doré, concluait ainsi : « Notre droit permet, bien des modifications dans la forme des sociétés propriétaires des biens que nous pouvons occuper... Dans l'énorme recueil de nos lois, un habile jurisconsulte pourra bien trouver des ressources pour esquiver celles-ci, et pour nous mettre à l'abri derrière les décisions de nos juges... Comme l'a dit O'Connel, il est toujours possible de trouver quelques passages à travers les mailles d'un filet dans lequel une législation même oppressive cherche à nous retenir captifs. »

« Et maintenant, *pourquoi le voulons-nous ?* Parce

que, déclarait le P. Le Doré, la loi est un vol, qu'elle est notre ruine, qu'elle veut nous avilir et nous asservir. » Et il le prouvait par des chiffres. Enfin il se retournait vers ceux qui prétendaient se servir de la parole du pape pour se soumettre, et affirmait que jamais Léon XIII n'avait déclaré qu'une congrégation pouvait en conscience et sans déshonneur se résigner à payer la taxe.

Ainsi, bien qu'étant du même camp qu'Eugène Veuillot, le P. Le Doré ne parlait pas le même langage que lui.

Toute cette campagne, souvent tumultueuse, parfois contradictoire, ne donna aucun résultat pratique. Il lui aurait fallu pour réussir un chef et un programme unique. Une fois de plus, le parti catholique manquait de cette cohésion sans laquelle toute entreprise de résistance est vaine. Chaque congrégation fit selon son bon vouloir : c'était donner au gouvernement une victoire facile. Il est vrai que l'attitude intransigeante des pouvoirs publics était peu faite pour encourager les résistances. En juillet 1896, à la Roche-Arnaud, près du Puy, le fisc alla jusqu'à vendre les récoltes d'un orphelinat qui demandait la revision de sa taxe. L'année suivante, l'évêque de Clermont était déféré comme d'abus au Conseil d'Etat pour avoir protesté contre les évaluations fiscales concernant certaines de ses communautés.

Enfin, il eût fallu aux congrégations une discipline quasi héroïque pour se soumettre à un programme unique, la situation n'étant pas la même pour toutes.

D'une part, les ordres autorisés n'ayant pas encore

payé l'arriéré devaient au fisc 6 millions d'impôts anciens, plus 3 millions d'amendes, si le 16 octobre 1895 ils ne s'étaient pas exécutés, sans compter les frais et la perte du droit d'opter pour le moins onéreux.

D'autre part, les ordres ayant payé l'arriéré bénéficieraient d'un délai supplémentaire de 6 mois.

Quant aux ordres non autorisés, ils étaient en dehors de la question grâce à la contestation attachée à leurs titres de propriété.

Ainsi ces deux dernières catégories de congrégations pouvaient faire de la résistance passive à moindres frais que les premières.

Seule l'abnégation de chacun aurait pallié ces inconvénients. Or elle ne pouvait résulter que d'une direction unique.

*
* *

Bien que la loi de 1895 constituât une amélioration sur celle de 1884, elle faisait peser sur les congrégations une charge beaucoup plus lourde que celle qui frappait les autres sociétés. Aussi Chesnelong pouvait-il faire la comparaison suivante : supposons d'une part une congrégation ayant un actif de 15 millions et une société d'assurance ayant un capital de 5 millions, plus 15 millions de réserve ; la première paiera 75 ou 86 000 fr., suivant qu'elle sera ou non autorisée, et la seconde 11 100 francs.

De son côté, le cardinal Lecot écrivait légitimement le 23 mars 1895 : « Des pauvres sans pain, des vieillards sans ressources, des orphelins sans abri, vont être abandonnés. Si les maisons ne fer-

ment pas, elles ne pourront garder tous les affligés dont elles sont la providence... Quelle perspective et quel accroissement inévitable de plaintes sans recours et de sanglots sans consolation... » D'ailleurs, ainsi que l'écrivaient les filles de la Charité dans une lettre aux membres du Sénat, entre les biens dont les congrégations avaient la propriété légale, la portion qui leur appartenait réellement était infime : le reste constituait le domaine des pauvres.

Les arguments de privilèges fiscaux dont Brisson et ses émules rempliront leurs discours et leurs écrits ne tiennent pas devant les faits suivants :

Avant 1895, les congrégations autorisées payaient :

1. La taxe de mainmorte, représentative des droits de mutation sur les immeubles, soit 0,95 0/0; 2. La taxe annuelle de 0,12 0/0 du capital mobilier pour tenir lieu des droits de mutation sur les meubles;
3. La taxe de 4 0/0 sur le revenu; 4. La taxe d'*accroissement*. Les ordres non autorisés n'étaient pas assujettis à la taxe de mainmorte.

Après 1895, le droit d'*accroissement* avait été remplacé par un droit annuel d'*abonnement* de 0,30 ou 0,40 0/0 de la valeur des biens.

Les religieux payaient plus que la moyenne des autres citoyens.

CHAPITRE X

LA LOI DE 1901. LES ANTAGONISTES

La loi de 1901 a été l'aboutissement d'une politique longue et tenace. Les décrets de Jules Ferry et les mesures fiscales de 1880, 1884 et 1895 en furent les prodromes essentiels, mais il y en eut d'autres. Tous les partis sentaient la nécessité de sortir de cet état précaire qui, depuis le décret de messidor an XII, pesait sur les congrégations. Mais, comme l'a dit Montesquieu, il semble que les têtes des plus grands hommes s'étrécissent lorsqu'elles sont assemblées, et que *là où il y a plus de sages il y a moins de sagesse*¹. Nous avons dit la faute qu'avait commise le parti catholique, au cours du xix^e siècle, en ne profitant pas des bonnes dispositions de certains gouvernements à l'égard de la question religieuse, pour faire voter une loi statutaire des agrégats congréganistes, loi acceptable pour tous. A sa décharge, il y a lieu de faire remarquer que l'idée d'association, quels que fussent sa forme et son objet, n'était pas encore entrée dans le domaine général de la pensée publique, et, dans les premières années de la III^e République, on avait même vu des droitiers soutenir que le bénéfice ne

1. Montesquieu, *Lettres persanes*.

devait en être accordé qu'aux congrégations religieuses, attitude à courte vue que leurs adversaires devaient largement exploiter en 1901.

Toutefois, peu à peu, cette forme nouvelle de l'activité politique et sociale s'imposa à tous les esprits. Malheureusement, les catholiques n'étaient plus les maîtres, et la question fut posée et résolue contre eux.

De 1872 à 1900 le Parlement a vu naître plus de 30 projets ou propositions de loi sur les associations.

Du côté des modérés, les principaux auteurs de ces tentatives furent Marcel Barthe, Jules Simon, Dufaure et Lemire; et du côté adverse, Tolain, Lockroy, Floquet, Jules Roche, Brisson, Louis Blanc, Clemenceau, Pelletan, Goblet et Fallières.

Le premier en date de ces projets fut celui de 1872. M. Bertrand en était le rapporteur. Il avait ceci de particulier, qu'il donnait à la magistrature le droit de refuser ou de donner la vie aux associations, et prohibait dans son art. 5 les agrégats anti-gouvernementaux, antireligieux et ceux qui soutenaient le principe de grève.

L'art. 14 décidait que toute association régulièrement constituée pouvait verbalement acquérir à titre onéreux, avec certaines restrictions pour l'acquisition des immeubles.

Combattu par la gauche, ce projet n'aboutit pas. Conçu dans un bon esprit, il était maladroit dans sa réalisation. Il avait en effet le grave inconvénient d'être sévère pour certaines catégories d'individus. En le soutenant, le gouvernement commettait une faute, les principes sur lesquels reposent les sociétés modernes exigeant que toutes les associa-

tions soient mises sur un pied d'égalité. L'un des opposants, Henri Brisson, avait donc beau jeu lorsque le 15 mai 1872, il prononçait les paroles suivantes : « Si vous aviez dit, vous législateurs, j'abaisse les barrières qui, jusqu'ici, se sont élevées devant la liberté d'association. Entrez toutes, associations religieuses, associations politiques, associations de libres penseurs, entrez toutes librement dans la carrière... Oui, peut-être, nous fussions-nous laissé séduire et entraîner par une pareille proposition, et je suis de ceux qui, sans doute, auraient été tentés ¹. »

Pour une fois, le sectaire parlait le vrai langage de la liberté.

Le 7 novembre 1879, Marcel Barthe, membre du centre gauche et républicain catholique, d'une part, et Floquet d'autre part, déposèrent une nouvelle proposition. Des difficultés surgirent au sujet de la dévolution des biens. Alors que Floquet, Barthe et son collègue de Massy attribuaient les biens des congrégations dissoutes à l'Etat, Eynard Duvernay, de la gauche, les donnait aux hospices des départements. Au reste, on était à la veille des décrets, et la discussion du projet de 1872 n'avait pas encore dit son dernier mot : dans ces conditions, ce deuxième essai était voué à l'insuccès, et c'est ce qui advint.

Le 17 juin 1880, M. Dufaure y allait à son tour de sa proposition, qui avait une supériorité sur les autres, c'est qu'elle était dans la vraie tradition libérale. Elle reconnaissait en effet le droit de

1. H. Brisson, *La congrégation*, p. 92, 93.

se former sans autorisation à *toutes* les associations ayant pour but de s'occuper d'objets religieux, littéraires, scientifiques, politiques ou autres. Malheureusement, elle arrivait trop tard, étant donné l'air ambiant. Adoptée en partie par la commission sénatoriale, dont Jules Simon était le rapporteur, elle ne vint que deux ans plus tard en discussion, alors que les passions soulevées par les décrets étaient encore mal éteintes.

De plus, elle semblait n'être qu'une reprise du projet de 1872 qui, depuis 8 ans, dormait dans les bureaux du Sénat. Défendue énergiquement par Chesnelong, elle fut combattue par Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur, à l'aide des sophismes que nous retrouverons en 1901.

Liberté pour tous, sauf pour les congrégations, déclarait le ministre. La droite en avait dit autant en 1872, mais en appliquant ces paroles à d'autres agrégats. La roue du suffrage universel n'avait-elle pas tourné?

En 1883, le même Waldeck-Rousseau déposait un projet dans lequel les agrégats religieux pouvaient être autorisés par décret... simple autorisation de police qui ne donnait aux bénéficiaires ni la capacité, ni la personnalité civiles.

Les biens étaient réputés la propriété individuelle des sociétaires, et la part de chacun dans cette indivision était fixée suivant la valeur de son apport en nature ou l'importance de ses services.

L'art. 2 était ainsi libellé : « Est nulle et de nul effet, toute convention ayant une cause et un but illicites... » Et par ces derniers mots, on entendait « Contraire aux lois, à l'ordre public et aux bonnes

mœurs... » formule d'une élasticité dangereuse entre les mains d'un gouvernement mal intentionné. Le projet Waldeck n'eut pas plus de succès que la proposition Dufaure. Obstiné, le ministre en présenta deux nouveaux, qu'en 1889 Floquet devait reprendre, mais toujours sans pouvoir aboutir. A cette époque, le radicalisme n'était pas encore sûr de lui-même, et tous ces projets effrayaient par leur ostracisme malgré les paroles telles que celles-ci, dont les accompagnaient leurs auteurs : « L'association ne m'apparaît pas comme une concession de l'ordre politique ; elle m'apparaît comme l'exercice naturel, primordial, libre de l'activité humaine ¹. »

En 1892, le gouvernement de Charles Dupuy présentait un texte transactionnel. Par l'art. 22, introduit par le ministre Fallières, les biens des congrégations dissoutes étaient vendus aux enchères et affectés à des œuvres de bienfaisance. Alors la politique du ralliement et de l'esprit nouveau dominait les esprits. Le projet était donc acceptable pour les catholiques. Les gauches l'attaquèrent violemment et le firent échouer.

Enfin, arriva l'année 1895. Tout le monde croyait alors qu'on aboutirait à une solution d'autant plus désirable, que près de 25 ans de tâtonnements avaient irrité les esprits de part et d'autre.

C'est dans ces conditions que René Goblet, qui avait l'oreille des gauches et qui, par des concessions de détails, s'était fait bien voir de certains éléments du parti modéré, présenta une proposition relativement libérale, que Charles Gras et Puech

1. Jules Ferry.

se proposèrent d'amender. Toutes les associations étaient placées sous le régime du droit commun, le Conseil d'Etat ayant la faculté de dissolution. Toutefois, dans l'art. 3, le venin apparaissait. Il y était stipulé que les associations, dont les membres se proposaient de vivre en commun, notamment les associations religieuses, étaient tenues d'en faire la déclaration préalable à l'autorité administrative. Enfin, chose plus grave, elles ne pouvaient posséder que l'immeuble, les cotisations et les valeurs mobilières nécessaires à leur fonctionnement.

La proposition, jugée trop libérale par les gauches, n'aboutit pas. Au reste, les temps étaient proches. La franc-maçonnerie dans ses convents harcelait le pouvoir, et le 24 janvier 1900, Brisson, Rabier et Trouillot déposaient une proposition de loi relative à la sécularisation des biens détenus par les congrégations d'hommes non autorisées et à la constitution d'une caisse de retraites pour les travailleurs des villes et des campagnes à l'aide de ces biens. La vraie bataille allait commencer.

*
* *

Il y aurait une histoire suggestive à faire sur les causes occultes de la loi de 1901 et les tractations qui l'ont amenée. La tolérance dont le gouvernement de la III^e République fit preuve à l'égard des congrégations varia avec ses tracasseries politiques. Les religieux furent toujours la rançon de nos luttes intestines.

En 1880, la République opportuniste arrive péniblement au pouvoir. Il s'agit pour elle d'étonner

et de se faire craindre : aussitôt l'on sort du fourreau l'arme de l'anticléricalisme. L'article 7, les décrets, les expulsions tumultueuses de 1880 et de 1882 montreront ce que peut le régime naissant. Le 8 décembre 1885, il est enjoint aux religieux de contracter après vingt-trois ans l'engagement décennal qui seul les exemptera du service militaire.

Puis l'opportunisme se renforce ; les fêtes du Centenaire, en 1889, redorent le blason républicain. Le régime est de belle humeur et tolère la rentrée discrète des moines qu'il a expulsés avec fracas quelques années auparavant.

Mais voilà les lamentables aventures de Boulanger et du Panama. A nouveau, le radicalisme, qui s'est substitué à l'opportunisme, montre les dents : les taxes fiscales qui ont pour but de ruiner les congrégations seront votées. En mars 1892, le nombre des religieuses est réduit dans les hôpitaux.

Avec le ralliement et Félix Faure, nouvelle accalmie, de courte durée du reste. Les affaires Déroulède et Dreyfus surgissent, donnant de cruels embarras au gouvernement. Sans doute, on emprisonnera le grand patriote, on réhabilitera l'officier deux fois condamné par ses pairs, mais ce n'est pas assez, il faut faire peur à tous ceux que l'on soupçonne être les partisans avoués ou discrets du nationalisme ; il faut surtout faire une diversion et faire payer aux religieux les imprudences d'un Déroulède et d'un général Mercier. La franc-maçonnerie qui, depuis de nombreuses années, guette le moment propice et a heureusement essayé ses armes en 1880, 1884 et 1895, pense que l'heure est arrivée. Elle démasque

toutes ses batteries, et, coup sur coup, oblige le radicalisme au pouvoir à faire la loi qui définitivement brisera le monde monacal, et celle qui, quatre ans plus tard, mettra le clergé à la portion congrue et rompra officiellement avec Rome.

En 1898, c'est-à-dire à la veille de prendre le pouvoir, Waldeck-Rousseau se rendait au Vatican et disait au cardinal Rampolla : « Prenez garde. Les congrégations ont pris dans l'affaire Dreyfus une attitude qui aura pour résultat de soulever contre elle l'opinion républicaine dans un avenir prochain. Prenez garde. Un jour les congrégations porteront la peine de l'affaire Dreyfus. » Ainsi, dès cette époque, la loi de 1901 se présentait, non comme une entreprise sagement mûrie, mais bien comme un acte de représailles.

[Enfin, en 1900, Waldeck-Rousseau prend le pouvoir. Rome comprend que l'heure du grand danger est arrivée. Léon XIII, grâce à cette prudence que quelques-uns taxaient de faiblesse, a pu, jusqu'ici, vivre d'espérance et se donner l'illusion qu'il a arrêté le flot montant. Maintenant le voile est déchiré. Le 21 octobre 1900, M. Nisard, ambassadeur de la République auprès du Vatican, écrit au quai d'Orsay que le Saint-Siège est assailli de doléances de la part des catholiques français. En bon diplomate, il ajoute qu'il a répondu que toute idée préconçue d'atteinte à la religion devait être exclue... formule exquise qui en dit long sur les fictions du langage diplomatique, formule osée surtout quand on la compare avec les préparatifs de combat qui se forgeaient au Grand-Orient de France. Au reste, de graves escarmouches déjà

avaient eu lieu, et à elles seules suffisaient à légitimer les appréhensions du Pontife. Le 11 novembre 1899, le gouvernement avait fait perquisitionner chez les PP. augustins de l'Assomption. Le 22 janvier suivant, 12 religieux de cet ordre avaient comparu en correctionnel comme coupables de contravention à l'art. 291 du Code pénal qui interdit les réunions de plus de 20 personnes. Sur réquisitoire du procureur Bulot, ils étaient condamnés à 16 francs d'amende et à la dissolution de leur association. La Cour de Paris avait confirmé ce jugement. Le 30 janvier, un archevêque et 6 évêques avaient vu leur traitement supprimé pour avoir manifesté publiquement leur sympathie aux assomptionnistes, et Waldeck-Rousseau avait prescrit aux évêques de faire cesser dans leurs diocèses les missions ou prédications extraordinaires données par des congréganistes non autorisés.

Le 11 avril suivant, à l'occasion de la discussion du budget, M. Denys Cochin, député de Paris, avait voulu sonder le gouvernement sur ses intentions à l'égard des religieux, et le président du Conseil avait répondu à cette invite par son cri fameux sur les *moines ligueurs* et les *moines d'affaires* ¹.

Et la Chambre, par 286 voix contre 211, avait voté l'affichage de cette philippique sur les murs de toutes les communes de France. A n'en pas douter, les temps étaient proches.

Aux doléances de Léon XIII, Waldeck-Rousseau répond, le 28 octobre 1900, par le discours de Tou-

1. Waldeck-Rousseau, *Associations et congrégations*, p. 31.

louse, coups de canon annonçant l'ouverture officielle des hostilités.

M. Huc, rédacteur à *La Dépêche de Toulouse*, demande au président du Conseil, à propos de l'inauguration d'un réseau de chemin de fer local, de faire une manifestation anticléricale. Celui-ci accepte et demande à M. Viguer, directeur de l'Enregistrement, d'en préparer la teneur en lui résumant la situation administrative des congrégations. L'orateur entre tout de suite avec violence dans le cœur de son sujet : « Nous avons trouvé, dit-il, les congrégations enseignantes dans les séminaires ; la chaire usurpée par les missions, et l'Église de plus en plus menacée par la chapelle.... Elles couvrent le territoire du réseau d'une organisation politique dont un procès récent a montré les mailles innombrables et serrées, et les voici assez enhardies par le sentiment de leur puissance pour braver jusqu'aux dépositaires de l'Église qui n'acceptent pas leur vassalité. Deux jeunesses, moins séparées par leur condition sociale que par l'éducation qu'elles reçoivent, grandissent sans se connaître jusqu'au jour où elles se rencontreront si dissemblables qu'elles risquent de ne plus se comprendre¹ ».

Ainsi le ton de ce discours indique nettement l'esprit du gouvernement à la veille de la discussion du nouveau projet, et les sophismes sur lesquels on prétend l'étayer. Il s'agit, d'une part, de protéger les curés contre les moines, et, d'autre part, de fondre dans le moule du dogme républicain toute la jeunesse française. La première pré-

1. Waldeck-Rousseau, *Associations et congrégations*, p. 40.

tention était dérisoire de la part d'hommes qui, pour la plupart, détestaient le clergé séculier autant que le régulier. Et il fallait une fameuse audace à Waldeck-Rousseau lorsque à l'archevêque de Toulouse, qui avait été assez imprudent pour venir saluer celui qui, quelques heures après, devait insulter aux meilleurs serviteurs du Christ, il disait ces paroles : « Le clergé séculier qui reste fidèle à son statut organique a droit à tous les respects; il ne peut pas être confondu avec ceux dont l'agitation va parfois jusqu'à méconnaître et braver l'autorité des évêques¹. »

A l'argument tiré des deux jeunesses, quelqu'un aurait pu répondre par cette phrase de Montesquieu : « Les divisions sont toujours nécessaires dans un gouvernement républicain pour le maintenir² ; » ou par cette autre non moins appropriée d'Emile Faguet : « Un peuple à qui l'on n'enseigne qu'une manière de voir finit par n'en avoir aucune³. »

Le président du Conseil, qui était intelligent, était-il sincère en avançant de pareilles billevesées? A lire les feuillets de ses cahiers intimes publiés après sa mort par *le Matin*, on peut en douter. Il semble plutôt que, comme tous les gouvernements despotiques, le ministère Waldeck cherchait des ennemis et en inventait pour en trouver. Le discours de Toulouse avait sensiblement aggravé la situation. Dès le lendemain, le cardinal Rampolla disait à M. Laudet, notre secrétaire d'ambassade :

1. Waldeck-Rousseau, *Associations et congrégations*, p. 39.

2. Montesquieu, *Grandeur et décadence des Romains*, c. ix.

3. E. Faguet, *L'anticléricalisme*.

« Comment ne pas voir dans les discours de M. le président du Conseil une déclaration de guerre? » Et quelques jours après, le Saint-Père lui-même déclarait nettement à M. Nisard que « le pape, gardien suprême des droits de l'Eglise, a des devoirs auxquels il ne faillira pas. »

Vains efforts! Depuis 1899, le projet Waldeck était sur le chantier. En 1900, à la demande d'Henri Brisson, l'administration des finances faisait une enquête sur la propriété immobilière congréganiste. Le 16 novembre, Pourquery de Boisserin, député d'Avignon, interpellait le gouvernement au sujet de la non-application des lois et décrets concernant les agrégats religieux, interpellation à la suite de laquelle le gouvernement, par 316 voix contre 192, était invité à passer à la discussion de la nouvelle loi. Le 14 janvier 1901, une interpellation de Marcel Sembat, au sujet d'une lettre énergique de Léon XIII au cardinal-archevêque de Paris, sur les mérites des congrégations, servait, — suivant l'expression de M. Ribot — de préface irritante et violente à la discussion qui devait s'ouvrir le lendemain 15 janvier.

*
* *

Les trois artisans principaux de cette entreprise détestable furent Trouillot, Henri Brisson et Waldeck-Rousseau.

Du côté des défenseurs, trois hommes également se signalèrent : Jacques Piou, Albert de Mun et Ribot.

Dans les deux camps, des comparses suivirent les chefs de file, mais sans rien ajouter de parti-

culièrement original à la thèse des maîtres. Le côté droit de l'Assemblée se fit remarquer par le nombre de ses brillants seconds. Malgré leur bonne volonté et leur talent, leur intervention ne donna rien de décisif; elle ne fit parfois que disperser les efforts de l'opposition.

Au centre, un parti relativement modéré, dont Renault-Morlière¹ était le chef, essaya d'atténuer la brutalité du projet gouvernemental : ce fut en vain. Aynard² faisait partie de ce groupe et, en son nom, lança ces fières paroles : « La défense de la liberté est ici-bas et dans notre courte existence l'un des plus nobles plaisirs de ce monde³. »

Enfin, à l'extrême-gauche, Viviani posa nettement la question en déclarant « que cette loi n'était pas une bataille, mais une simple escarmouche... qu'il n'y avait pas une liberté religieuse et une liberté civile, mais simplement une liberté humaine, et qu'il fallait opposer à la religion divine qui poétise la souffrance en lui promettant les bonheurs du ciel, la solidarité humaine qui doit lui promettre les bonheurs plus effectifs des améliorations sociales⁴. » En relisant Viviani, l'opinion de Barbey d'Aurevilly, parlant de Villemain, vient naturellement à la pensée : « Cet homme est un enfileur de mots qui ne sont pas toujours des perles; c'est un rhéteur dont le cœur n'est qu'une phrase. » De son côté, le député Zévaès parla avec mépris « des frères lourdauds des Ecoles chrétiennes et des jé-

1. Député de la Mayenne.

2. Député du Rhône.

3. Daniel, *Année politique*, 1901, p. 123, 124.

4. Daniel, *Année politique*, 1901, p. 33, 34.

suites élégants » et soutint « qu'on ne pouvait laisser la liberté à ceux qui ne s'en servent que pour y renoncer¹. » Cette partie de l'Assemblée, du moins avec une logique et une franchise qui l'honoraient, demandait purement et simplement la suppression de tous les ordres religieux et celle du droit de vote pour les congréganistes.

Politicien aux vues courtes et au talent vulgaire, Trouillot intervint à dix reprises dans la discussion comme rapporteur, et sur ses lèvres la pauvreté de l'argumentation, la déformation de la vérité et le mauvais goût allèrent de pair. Il résuma tout d'abord l'économie de la loi : aucune congrégation n'existerait que par la volonté du législateur, les droits acquis étant respectés. Conformément à l'art. 713 du Code civil, l'Etat reprendrait les biens des religieux acquis au mépris de la loi pour les donner à la caisse des retraites des vieux travailleurs des villes et des campagnes. Tous les autres agrégats sans exception seraient libres, car, déclarait le rapporteur, la liberté d'association après de longues épreuves ne risque plus d'être mutilée par la loi. Ainsi, la caractéristique du projet était de donner liberté pleine et entière à toutes les associations, à l'exception des congrégations. Il fallait justifier une semblable inégalité. La chose n'était pas difficile à réaliser devant un auditoire parlementaire. J.-J. Rousseau n'a-t-il pas écrit *que plus les hommes se rassemblent, plus ils se corrompent*²... » Il suffisait au rapporteur de ressasser les arguments

1. Daniel, *Année politique*, p. 195.

2. *Émile*, livre 1^{er}.

maintes fois présentés dans les clubs, la presse, les assemblées politiques. Il n'y manqua pas. Après avoir insulté à la mémoire de Berthauld et de Paul Besson, catholiques de la génération de 1872; après avoir posé sa griffe, car les temps ont marché, sur ce qu'il appelle « le libéralisme » d'un Floquet et d'un René Goblet, Trouillot, s'enivrant avec le raisin qu'il avait planté ¹, fonça à tête perdue sur « le moine, son obéissance servile, sa pauvreté improductive, ses richesses mal acquises. » Tout ce que les primaires avaient claironné depuis 30 ans, il le lança à nouveau, en mauvaise langue française, sous forme de plaisanteries grossières et brutales qui auraient fait hausser les épaules aux honnêtes gens si la liberté n'avait été l'enjeu de ces insanités. Pour faire la guerre aux religieux, il s'abrita derrière les rois de France et les curés, « ces pauvres 40 000 curés submergés par 200 000 congréganistes. » Il parla de l'Inquisition et de ses 350 000 victimes; des 43 moines qui prêchaient *l'Avent* à Paris dans 43 églises sur 75; des journaux *La Croix*, *Le Pèlerin*, *Le Cosmos*; du chocolat d'Aiguebelle, des liqueurs de la Chartreuse, des pâtes dentifrices des bénédictins, du cirage digestif du Père X... ou Z... Il sortit de sa serviette de vieux bouquins découverts sur les quais de Paris, à l'aide desquels il entendit démontrer que la morale des 49 séminaires desservis par des ordres religieux était celle du vol, de l'intérêt et du mensonge. Il alla jusqu'à provoquer la charité chrétienne « qui ne met qu'une aumône là où la solidarité

1. Mot de Barbey d'Aurevilly en parlant de Diderot.

met un droit¹. » Il semblait, à l'entendre, que ce politicien de rang subalterne fût soulevé par le démon de la démence. Ses collègues applaudirent à tout rompre cette ridicule page d'histoire : le rapporteur avait touché leurs cerveaux en déclarant « qu'on ne peut défendre la liberté qu'en faisant la guerre aux ennemis irréconciliables de la liberté². »

Les 28 et 29 janvier, Trouillot récidiva et fit rejeter les contre-projets Gayraud et Lemire.

Le 14 mars, dans sa réponse à Iriart d'Etchepare, il se surpassa encore, allant jusqu'à dire que les congrégations ne trouvaient de ressources qu'au détriment de la richesse générale, des industriels, des patrons, des ouvriers, de l'Eglise séculière elle-même; que le travail des ouvriers et des moines congréganistes en avilissait les conditions; qu'enfin « les religieuses faisaient des pauvres et jetaient autour d'elles la faillite et la ruine, et vendaient des denrées et « un peu de paradis avec... » Enfin, digne couronnement de cette misérable argumentation, Trouillot entoura de plaisanteries faciles le culte des petites chapelles, les dévotions féminines et enrubanna l'autel de saint Antoine de Padoue de ses rires moqueurs.

En relisant tous ces discours, on ne peut s'empêcher de se rappeler la fameuse phrase de Renan : « L'antichristianisme a dans ce pays une couleur si détestable, si basse, si dégoûtante, qu'en vé-

1. Trouillot, *Pour l'idée laïque*, p. 58, discours du 17 janvier 1901 à la Chambre.

2. Trouillot, *Pour l'idée laïque*, p. 60, discours du 17 janvier 1901 à la Chambre.

rité il y aurait de quoi m'en éloigner, ne fût-ce que par modestie naturelle ¹. »

Si, à cette époque, le Parlement s'était tant soit peu respecté, il aurait hué cet orateur de foire qui faisait tomber l'histoire de son pays plus bas peut-être que l'imagination malade d'un Eugène Sue l'avait elle-même portée; et ce n'est pas sans une infinie tristesse que l'on constate ce que peut devenir la plus célèbre tribune du monde quand la passion malsaine et la haine de Dieu y règnent en souveraines. Quand on pense que ceux qui applaudissaient un Trouillot étaient les successeurs d'un Guizot, d'un Thiers, d'un Dufaure, on comprend mieux combien une mauvaise démocratie avait abaissé les plus hautes fonctions de ce pays!

L'intervention d'Henri Brisson dans la discussion ne s'éleva pas plus haut que celle du rapporteur. Tous les hommes de sa génération ont paré ce politicien d'un masque d'austérité quasi-légendaire. En réalité, c'était, au dire de Drumont, *l'homme de tous les a privatifs* : amoralité, asensibilité, athéisme. Il devait prononcer 15 grands discours et déposer 10 amendements contre les religieux.

Son tour de parole vint le 27 janvier. Son argumentation n'était que la réédition de ce qu'il avait écrit depuis 20 ans sur la matière. Il rappela les fausses sociétés, les ventes, les locations, les cessions de parts signées d'avance afin de pouvois en faire l'attribution, après la mort d'un congréganiste, à tel ou tel des anciens ou nouveaux locataires, les fidéicommiss non autorisés, les fraudes

1. Renan, *Lettres à l'abbé Cognat*, 1845-46.

fiscales... toutes choses auxquelles nous avons déjà répondu. Sans en donner la moindre référence, il évalua la fortune mobilière congréganiste à 10 milliards. Il reprocha aux assumptionnistes de faire du journalisme, ce qui, après tout, était leur droit, étant citoyens comme tout le monde. Enfin il se garda bien de passer sous silence la vieille histoire de l'Inquisition et celle des dominicains créateurs du système. Il n'osa pas prononcer le nom de Lacordaire, ce qui l'aurait sans doute un peu gêné, l'illustre religieux, tout moine qu'il était, n'ayant pas beaucoup de peine à rendre des points, en matière de libéralisme, au vieux républicain, mais il voulut convaincre son auditoire que l'ordre des frères prêcheurs n'était pas plus démocratique que les autres, ce qui était gratifier ses auditeurs d'une bonne dose d'ignorance. Enfin, il termina par le coup de tambour classique : « Unissons nos mains, républicains, mes amis, et marchons ensemble à la défense de la République et de la liberté de penser ¹ ! »

Avec Waldeck-Rousseau le ton changea, et ce fut heureux pour la majorité. Jusqu'ici, on avait eu affaire à des brutaux, des naïfs, des ignorants en matière religieuse. Quand on relit à distance et dans le calme les discours d'un Trouillot, d'un Brisson, voire même d'un Viviani, on est surtout frappé par la pauvreté des arguments, la vulgarité des idées et l'ignorance à peu près complète ou du moins la connaissance superficielle de notre

1. H. Brisson, *La congrégation*, p. 439, discours du 27 janvier 1901 à la Chambre.

histoire religieuse, et l'on a un peu honte, pour le renom de la tribune française, que tant de notoriété ait recouvert tant de misère intellectuelle.

Waldeck-Rousseau était intelligent et naturellement libéral. Mais c'était un avocat ambitieux et retors, *un politicien grimé en apôtre*, dit de lui Léon Daudet, sachant d'ailleurs manier le sophisme avec modération et habileté. Ses idées, a-t-on écrit ¹, étaient des régiments qu'il rangeait en bel ordre, et qu'il faisait défiler méthodiquement; il ne se lançait pas à l'assaut de l'ennemi, il l'enveloppait insensiblement. Sans doute, de-ci de-là, dans ses discours, on retrouve la pauvreté d'argumentation de sa majorité. Parlant à une assemblée d'obtus et de vindicatifs, pour les toucher il lui fallait trouver des arguments que leur entendement pût saisir. Mais, tout compte fait, ses paroles devaient avoir une autre tenue que les leurs, et l'on ne peut que déplorer qu'une telle intelligence se soit attelée à une telle besogne, et que, pour convaincre des âmes vulgaires, le président du Conseil se soit parfois abaissé jusqu'à la platitude la plus désespérante. Pour l'expliquer, il faut dire que Waldeck-Rousseau n'était pas un caractère. Ainsi que nous l'avons déjà dit, ses notes personnelles écrites après sa démission et retrouvées après sa mort, notes qui ont scandalisé ses admirateurs eux-mêmes, le peignent tout entier. Qu'y lisons-nous? Des phrases telles que celles-ci : « Nous avons dû faire des concessions de principe,

1. Adolphe Brisson, directeur des *Annales politiques et littéraires*.

tout en nous efforçant d'en éviter la réalisation. » Et encore : « Nous avons été condamné à adopter, comme une règle supérieure à tout le reste, la *nécessité de vivre*, de ne pas tomber. » Et enfin, ces paroles indignes d'un esprit politique qui se respecte : « J'ai accepté délibérément de gouverner sans mon parti, contre mon parti... Il a été facile de me mettre en opposition avec mon langage et ma politique d'autrefois. Je l'avais prévu, je m'y étais résigné ¹... »

Le discours principal du président du conseil à la Chambre fut prononcé le 21 janvier. Après avoir déclaré qu'on ne pouvait conserver le *statu quo* qui ne constituait qu'une équivoque dangereuse et également impuissante à sauvegarder la suprématie qu'elle reconnaissait ou à empêcher les empiétements qu'elle condamnait, l'orateur entra dans le vif de son sujet et justifiait sa thèse à l'aide des arguments suivants : ordre public, loi de l'histoire, défense du clergé séculier, défense de l'esprit moderne.

L'ordre public, résultant des lois positives et des lois écrites, était intéressé au vote du projet. « Il exige en effet, dit-il, qu'une convention particulière ne porte atteinte à la libre circulation des biens, aux droits attachés à la personne et qui ne peuvent pas être aliénés. Ces droits sont ceux d'acquérir, de posséder, de renoncer à faire commerce et de se marier. Or tel est le vice de la congrégation. Elle n'est pas une association formée pour développer l'individu : elle le supprime ; il n'en

1. Waldeck-Rousseau, *Papiers personnels*.

profite pas, il s'y absorbe. Donc, en demandant aux congrégations de subsister, on demande une loi d'exception ¹. » On comprend facilement l'erreur que ces paroles cachaient sous une forme modérée et juridique. Un sceptique comme Waldeck-Rousseau n'était pas à même de juger tout ce qu'il y a de puissance pratique dans l'Idéal, lorsqu'il est mis en commun. Dans l'idée de sacrifice, de souffrance, de prière, sourde une force morale et sociale intense, mais à une condition, c'est que les efforts qu'exige sa réalisation soient concentrés dans des foyers suffisamment puissants pour qu'ils s'extériorisent par des actes. Un homme qui se sacrifie, une femme qui prie, sont d'un petit secours pour la réalisation du bien en ce monde, mais quand plusieurs individus mettent en commun leurs prières et leurs souffrances, il se forme un capital moral d'une grande portée. Ce qui est vrai du monde physique est plus vrai encore du monde spirituel, et vouloir supprimer dans un pays ces syndicats de prière, de discipline, d'abnégation, de pauvreté que sont les ordres religieux, c'est retirer au bien le foyer générateur de ses lumières.

Au reste, dans la thèse de Waldeck-Rousseau, il y avait des erreurs de fait grossières. Quand il dit par exemple qu'un moine se dépouille de sa personnalité, il dément l'histoire tout entière du catholicisme monacal. Les puissantes individualités que les ordres religieux ont vu naître : les

1. Cette thèse a été complètement développée par l'orateur dans la séance de la Chambre du 21 janvier 1901. Voir son ouvrage : *Associations et congrégations*, p. 76 sq.

Pères du désert, Thomas d'Aquin, Abélard, Hildebrand, Pierre l'Ermite, François-Xavier, Bourdaloue, Lacordaire, Gratry, Didon, Sertillanges, pour ne citer que quelques-uns d'entre eux, prouvent que le vœu du moine ne fait que décupler la tendresse de son cœur, les lumières de son intelligence, les formes les plus diverses de son activité. De ce qu'un soldat obéit à la consigne de sa collectivité, il n'en résulte pas qu'il se dépouille fatalement de son originalité personnelle. L'idée mère qui actionne tous ses actes ne fait au contraire que donner plus de relief à sa personnalité et l'enlève aux contingences de son égoïsme naturel. Enfin, quand Waldeck-Rousseau prétend que l'ordre public est affecté par ce fait que le moine renonce aux richesses de ce monde, y compris les biens de l'amour, il n'énonce qu'un sophisme; car, s'il est exact qu'un religieux en tant qu'individu ne fait pas commerce, ne possède pas, ne se marie pas, par contre, en tant que collectivité, il produit. Les uns façonnent des âmes, et n'est-ce pas aussi fructueux que de façonner des corps? Les autres ornent des intelligences; d'autres enfin produisent ces industries que le vulgaire Trouillot plaisante lourdement, mais qui, comme la Chartreuse, n'en constituent pas moins pour la France une source de bénéfices importants.

En réalité, cet argument tiré de l'ordre public n'était qu'une façade voilant un système classique de gouvernement. On pouvait lui appliquer exactement la définition qu'Eugène Pelletan avait donnée autrefois de la tyrannie des assemblées : « Si le despotisme de race a disparu de la scène, il pourrait

bien toutefois avoir laissé après lui un bâtard... ce bâtard, c'est le salut public. »

Enfin, l'argument était d'autant moins sincère qu'après avoir déclaré que les congrégations formaient des associations *illicites*, donc contraires à l'ordre public, l'orateur, par une contradiction flagrante, admettait implicitement que l'autorisation de l'Etat pouvait couvrir le caractère néfaste de ces agrégats.

Après avoir fait appel à l'ordre public, Waldeck-Rousseau fit appel à l'histoire. En un résumé où la fantaisie tenait la première place, il déclara que tous les rois de France s'étaient défendus contre les ordres religieux. Comme nous l'avons dit précédemment, le président du Conseil se gardait bien de dire qu'alors la situation des congrégations n'était pas la même que dans les temps modernes. Formant des corps privilégiés dans la nation, il était naturel que le roi limitât leurs privilèges. Au reste, les souverains, même les moins honorables, étaient tous des chrétiens. Dans leurs actes extérieurs jamais l'idée antireligieuse ne perçait. Gardiens à la fois du trône et de l'autel, ils veillaient avec un soin jaloux à ce que dans leur royaume le service de Dieu eût sa place normale, et, en limitant les pouvoirs des ordres religieux dans le domaine temporel, ils ne faisaient que défendre Dieu lui-même contre les exagérations ou les déformations de la foi. En 1900 en était-il de même?

D'une part, les religieux n'avaient et ne pouvaient avoir aucun privilège. D'autre part, l'assemblée à laquelle parlait Waldeck était composée en

majorité de libres-penseurs, détestant le moine non pour les abus que pouvait couvrir sa robe, mais pour sa robe même.

Enfin, ainsi que devait le démontrer Renault-Morlière, la liberté d'association n'existait pas sous l'ancien régime, au sens du moins où nous la comprenons. Le roi était donc libre ou non de faire telle ou telle exception. Aujourd'hui le droit commun, c'est la liberté pour tous, et justement le projet en discussion voulait en sanctionner le principe.

En la refusant à toute une catégorie de citoyens, c'était une loi d'exception, donc de privilège à rebours qu'on établissait.

Avec les deux derniers arguments, nous entrons dans un mode de discussion qui mérite à peine d'être retenu. La défense du clergé séculier et celle du régime républicain n'avaient rien à voir en effet avec la dispersion des ordres religieux, et Waldeck-Rousseau s'égara sur ce point dans des ragots indignes de lui.

Parlant des évêques il dira : « Il en est un grand nombre qui laisseraient échapper le secret de ce qu'ils pensent et de ce qu'ils souffrent, et qui viendraient dire de quel poids, dans certaines paroisses et dans certaines communes, pèse sur eux la domination du régulier. » Paroles osées qui devaient, moins d'un an plus tard, recevoir un cruel démenti dans la personne de ce même épiscopat français se levant tout entier pour défendre les congrégations menacées. Plus loin, nous trouvons ce passage digne de la plume d'un romancier de bas étage : « Est-ce que j'apprendrai quelque chose

à qui que ce soit en disant que le confessionnal ne reçoit plus que les aveux des consciences vulgaires, que la chapelle est fréquentée plus souvent que la paroisse. » On ne peut s'empêcher de sourire en entendant de pareilles paroles sur les lèvres d'un sceptique Waldeck se faisant le gardien et le juge du culte catholique, vraiment n'était-ce pas un peu osé ¹?

Quant au chapitre sur la défense républicaine, ce sont des lieux communs classiques : « Les desseins des congrégations, dit-il, desseins ou plus ouverts, ou plus cachés, n'ont pas cessé de tout temps de traverser, de menacer et de dominer parfois la politique des gouvernements... Conquérir le gouvernement des esprits et la direction des consciences, former des générations nouvelles, occuper et distribuer les fonctions, placer des serviteurs dans les grands corps de l'Etat, unir la foi et l'intérêt, arriver aux emplois, mettre partout où il y a une force et un pouvoir quelqu'un qui possède la pensée commune... Le siècle qui commence a un but nouveau : la Contre-Révolution ².

C'était, il faut l'avouer, une belle imposture, de la part du chef du gouvernement, que de prononcer de pareilles paroles à l'heure même où ce gouvernement exigeait de ses fonctionnaires un loyalisme servile tel qu'aucun régime n'en avait jamais connu, et où un ministre de la Guerre brimait tous les officiers ne montrant pas un brevet suffisant de libre

1. Waldeck-Rousseau, *Associations et congrégations*, p. 97, 98, 99.

2. Waldeck-Rousseau, *Associations et congrégations*, p. 108 sq.

pensée. Mais on était à une époque où la phrase de Jules Simon faisait recette : « Il faut à tout gouvernement un spectre et une fanfare. Le spectre lui est aussi utile pour ramener les hésitants que la fanfare pour exalter les fidèles ».

Tels furent les trois hommes qui décidèrent du sort des congrégations : un franc-maçon mal élevé, un protestant rancunier et morose, un avocat ambitieux, habile, faible et farci de sophismes. Autour d'eux gravitèrent des comparses. Peu sont dignes que l'on retienne leur nom. Nous avons déjà parlé de Viviani et de Zévaës. Citons, parmi les autres, l'internationaliste Vaillant, et enfin Lecomte, Combes et Vallée qui, au Sénat, plagièrent les paroles de Trouillot et de Brisson.

* * *

Du côté adverse, il y eut de nobles paroles, des indignations légitimes, une obstruction parfois peu habile peut-être. Certes la tâche des libéraux n'était pas facile. Le siège de la majorité était fait d'avance. Loi de représailles, le projet de 1901, coûte que coûte, devait être voté. Toutefois, maintenant que les passions sont éteintes et que l'on peut juger de haut cette période de notre histoire, il est permis de se demander s'il n'eût pas été préférable, de la part des droitiers, de se rallier à un texte transactionnel, quitte à faire quelques concessions à la gauche modérée. En voulant trop obtenir, certains catholiques n'obtinrent rien et indisposèrent certains hésitants. Si l'on étudie les chiffres qui se portèrent sur certains amendements du centre

gauche, l'on peut constater que l'écart entre la majorité et la minorité n'y était pas considérable. Dans cette occurrence, comme plus tard lors de la loi de Séparation, il manqua aux libéraux un chef, une unité, un programme nettement limitatif. Certes il est possible que ces efforts eussent été vains; mais la bonne volonté dont on aurait fait preuve aurait peut-être atténué bien des rancoeurs et des haines, et prouvé que le véritable esprit politique était du côté des défenseurs de la liberté.

Les noms de ces défenseurs, tous les catholiques les connaissent et les aiment. A des titres divers ils ont droit à leur reconnaissance.

Certains d'entre eux avaient un passé politique fâcheux au point de vue religieux; leur attitude dans la circonstance n'en fut que plus méritoire. Un peu tard peut-être, mais très loyalement, ils reconnurent que les gauches, dont pendant 20 ans ils s'étaient faits les alliés imprudents, les entraînaient trop loin, et, pour un jour, ils surent rallier le drapeau des honnêtes gens.

Parmi les ouvriers de la première heure nous eûmes à la Chambre : Piou, Gayraud, Lemire, Cunéo d'Ornano, de Chambrun, Beauregard, Plichon, Lerolle, Berry, Dansette, Prache, Millevoje, Lasies. Ce dernier sut notamment opposer avec opportunité au milliard congréganiste les 80 milliards juifs. Au Sénat, nous rencontrâmes, dans le parti modéré, Milliard, Bérenger, Tillaye et Guérin, et parmi les conservateurs et libéraux des hommes aussi sages que convaincus tels que Goulaine, Lamarzelle, Séblin, Blois, Dubois-Fres-

ney, Maillé, Cuverville, Halgan, Francis Charmes, Chamaillard, Gourju, Charles Riou, Mézières, Le Provost de Launay, Wallon.

Au nombre des convertis de la dernière heure, nous pouvons citer dans la première assemblée : Renault-Morlière, Puech, Gourd, Iriart d'Etchepare, Alicot, Thierry, Bertrand, Perreau, Le Hérisse, Aynard; et, dans la seconde : Rambaud, Repiquet, Monsservin et Grivart.

Mais, de tous ces hommes, Albert de Mun et Ribot furent les plus remarquables par l'argumentation, l'énergie et le cœur. Quand, à distance, on relit leurs discours, l'âme en est toute émue, et leur clairvoyance assise sur un libéralisme de bon aloi satisfait l'esprit le plus difficile.

Le comte de Mun monta à la tribune le 21 janvier¹. Défenseur de toutes les causes malheureuses, orateur insigne, honnête homme jusque dans son geste et dans sa diction, il fut écouté par tous avec déférence et, par ses frères en liberté, avec émotion. Avec une netteté remarquable, sans exorde superflu il posa tout d'abord la question.

La congrégation constitue-t-elle un péril économique et politique? Hardiment, il répondit : Non!

Non. En effet l'enquête qui a été faite sur la richesse congréganiste est incertaine et contradictoire. De plus, à supposer même, que les biens des religieux représentent 48 000 hectares, dont 21 000 de biens possédés, les biens communaux en représentent à eux seuls, 4 510 000, ce qui justifie amplement la parole prophétique de Léon Say :

1. Le discours d'Albert de Mun se trouve en entier dans Daniel, *Année politique*, 1901, p. 373 sq.

« La mainmorte cléricale deviendra peu de chose peut-être en comparaison de la mainmorte laïque et sociale ¹. » Et l'orateur de conclure que cette formule sur les lèvres des radicaux n'a été qu'un épouvantail car « dans la masse du pays où l'on ne sait pas, le mot de mainmorte éveille toutes les terreurs, tous les spectres de l'ancien régime, les biens des moines, le serf incapable de tester, la propriété ecclésiastique s'étendant comme une main stérile sur la moitié du territoire! »

Au reste, tous ces immeubles, possédés ou occupés par les congrégations, que sont-ils? Des hôpitaux, des orphelinats, des collèges : or « voulez-vous me dire ce que rapporte un hôpital, un orphelinat, un collège? » Et regardant bien en face ses adversaires, en honnête homme qui ne tremble pas, car sa parole à elle seule représente une liberté, il conclut en citant la parole de Thiers : « Quand on a la main sur la vérité, il suffit d'appuyer un peu pour qu'elle jaillisse aussitôt. »

Mais ce fut surtout dans la seconde partie de son discours que de Mun fut éloquent jusqu'aux plus hautes cimes, d'une éloquence tantôt attristée, car il savait qu'il parlait à des appétits et non à des âmes; tantôt mordante, car son être est tout rempli des nobles indignations que l'injustice fait naître naturellement dans le cœur du juste.

Montrant l'extrême gauche au président du conseil, il s'écria : « Prenez garde qu'à force de vous entendre désigner les Congrégations comme un milieu toujours plus envahissant... prenez garde

1. Léon Say, *Journal des économistes*.

qu'un jour vos amis ne vous trouvent trop lent à la besogne, ne vous mettent de côté d'un geste un peu brusque et ne se chargent eux-mêmes de la défense de la République. » Et il rappela le mot de Louis Blanc qui, six mois plus tard, devait se réaliser : « On a vu passer la multitude irritée conduite par des philosophes au visage impassible et par des tribuns studieux. »

Vous prétendez défendre le clergé séculier? interroge de Mun : « Je dois vous dire, fait ironiquement l'orateur, que la prétention nous paraît quelque peu plaisante, d'hommes qui ont rompu tout lien avec l'Église, qui ont rompu avec sa foi, avec sa doctrine, avec son enseignement, et qui prétendent nous apprendre ce qui convient à son bien, à sa dignité et au plein accomplissement de sa mission!

Les congrégations sont nuisibles à l'État? Voyez les missions; c'est par elles que flotte au loin le drapeau de la Patrie. Les congréganistes sont des désillusionnés de l'existence, des lassés, des découragés, donc des inutiles? Voyez les 108 000 indigènes hospitalisés par eux. Au reste écoutez : « Le secret de la vie religieuse est à des profondeurs où les lois et les gouvernements ne peuvent atteindre, où s'alimente sa source intarissable, et d'où s'élancent sans trêve, vers le monde tourmenté, vers le monde refroidi par l'égoïsme, labouré par la misère et la souffrance, ces hommes et ces femmes qui ont renoncé à lui demander ses joies pour lui donner leurs exemples... et qui font ainsi, dans le sacrifice de leur liberté, le dernier, le plus magnifique, le plus décisif usage de la liberté elle-même. »

Puis prenant à son tour l'offensive, Albert de Mun posa nettement la question telle qu'elle aurait dû être posée : « L'esprit jacobin a brisé vos ailes... vous verrez les congrégations tantôt proscrites, tantôt tolérées, mais toujours vivantes, renaissant au souffle de la liberté *comme la moisson reparaît sur un sol labouré par l'orage*¹... La Révolution est votre berceau; et depuis ce jour vous n'avez plus devant vous des congrégations, vous n'avez que des citoyens comme les autres, pourvus de tous les droits des autres citoyens. »

L'orateur sait du reste ce qui s'abrite derrière les entreprises gouvernementales : l'abrogation de la liberté d'enseignement.

« La mainmorte, le milliard, les vœux illicites, l'aliénation des droits naturels, c'est la mise en scène, j'allais dire la parole avec laquelle on attire, on étourdit et on retient les badauds. Derrière le bruit et les mots, ce que l'on aperçoit, c'est l'éternelle prétention des jacobins à gouverner les idées, à imposer des doctrines, à révolter des consciences. »

Alors, avec une énergie que ne parvenait pas à abattre la tristesse de l'heure présente, l'orateur conclut sévèrement : « L'entreprise que vous méditez est au-dessus des forces de tous les partis. Mais, laissez-moi vous le dire, elle n'est permise à aucun parti moins qu'au vôtre, à vous dont l'histoire se confond avec celle de la libre discussion, à vous dont la filiation politique se rattache tout entière à la jeunesse libérale de la Restauration, du Gouvernement de Juillet et du second Empire,

1. Paroles de Lacordaire.

à cette jeunesse qui entourait de ses ovations enthousiastes Michelet et Quinet chassés de leurs chaires, et qui battaient des mains sur les pas de Jules Simon descendant de la sienne pour ne pas obéir au vainqueur; à cette jeunesse dont les souvenirs sont assis sur ces bancs, où quelques-uns de ceux qui furent mêlés à ces temps héroïques de votre parti demeurent comme des témoins étonnés du rôle que vous leur proposez.... Nous serons peut-être des vaincus, mais c'est vous qui serez écrasés... » Enfin, ces dernières phrases magnifiques : « Pour nous, puisqu'on nous offre de nouveau le combat, nous y retournons, avec une très ferme résolution, mais aussi avec une très grande tristesse. Et cette tristesse n'a pas seulement pour objet des hommes et des choses qui nous sont chers et que vous menacez; elle a d'autres causes, et plus profondes encore : c'est une tristesse patriotique.

« Au-dessus des excès de tous les partis, il y a un fait qui domine l'histoire de ces dernières années... c'est le désir impérieux de voir enfin les cœurs se rapprocher et les volontés s'unir dans le service de la Patrie, dans le commun dévouement à sa grandeur.... Dans l'écroulement de toutes les institutions du passé, dans le déchirement de tous les biens qu'elles avaient formés, l'idée de la Patrie devient chaque jour plus puissante : il semble que, par un secret instinct, la foule embrasse plus étroitement son image sacrée comme la cité romaine le palladium antique, pour lui demander de rétablir entre les citoyens l'harmonie rompue : et c'est là, dans ce concours de tous au bien public, que

peut se rencontrer seulement cette unité morale que vous cherchez vainement dans les lois et dans les décrets.... Vous n'avez pas voulu que cet apaisement pût se faire; vous avez durement et brutalement repoussé des mains qui s'avançaient, offrant ainsi pour la première fois le spectacle d'un gouvernement qui rejette avec horreur l'adhésion de ses anciens adversaires! »

Hélas! moins de quinze ans plus tard, cet apaisement devait se faire, mais ce ne devait pas être l'intelligence des gouvernements qui allait le créer, mais la nécessité aveugle et sanglante. Comme elle eût été plus profonde, plus sincère, plus universelle cette union sacrée de la guerre, si le cœur des hommes l'avait tout d'abord et librement cimentée!

Avec Ribot, le fond et la forme de l'argumentation changèrent. Républicain de vieille date, il ne pouvait, tout en soutenant la même cause qu'Albert de Mun, présenter les mêmes arguments que ce dernier. Mais, comme les flammes de la justice et de l'esprit de liberté se rencontrent toujours à une certaine hauteur, même lorsque les foyers d'où elles partent sont distants les uns des autres, sa parole devait aboutir à la même conclusion que celle de l'orateur catholique.

« ... Il y a plus de vingt ans, débuta Ribot¹, j'ai traversé ces épreuves; j'ai osé combattre une politique qu'on reprend aujourd'hui avec plus de violence et moins d'excuses... » Pourquoi? Flo-

1. Ribot monta à la tribune le 24 janvier 1901. Son discours est en entier dans Daniel, *L'année politique*, 1901, p. 454 sq.

quet, Goblet, la commission de 1895 ne déclareraient-ils pas qu'il ne fallait mettre à la fondation des congrégations aucun obstacle légal, et à cette époque Viviani n'approuvait-il pas cette phrase : « Nous ne proposons ni de supprimer les congrégations comme l'a fait la Révolution; ni même en tant qu'elles ne réclameraient pas la personnalité civile, de les assujettir à la nécessité d'une autorisation préalable. » Alors M. Renault-Morlière trouvait excessif ce libéralisme, et du côté gauche de cette Assemblée on lui répondit qu'il ne comprenait rien à l'évolution des idées modernes, et qu'il avait la prétention de s'ingérer dans le domaine des choses de la conscience. Oui... pourquoi les rôles étaient-ils retournés? »

Laissant sans réponse, et pour cause, cette question qui cachait des dessous politiques peu honorables, Ribot s'attaqua aux objections de Waldeck-Rousseau :

« Vous avez confondu, lui dit-il, dans presque tous les articles de votre loi le droit civil qui peut ne pas sanctionner des engagements contraires à la liberté individuelle et le droit pénal et le droit public de ce pays... Ne comprenez-vous pas, quelles que soient vos doctrines, qu'à mesure que l'action officielle de l'Église diminue, sa liberté doit augmenter, que nous ne pouvons pas lui disputer équitablement la part qu'elle veut prendre de nos libertés communes.... On pourrait faire cette politique avec les évêques sans désarmer l'État. »

Puis, critiquant justement les chiffres de la commission sur l'état et le nombre des congréga-

tions, état et nombre dont on ne s'était préoccupé que huit jours avant la discussion de la loi, l'orateur se montra sévère pour les enquêteurs qui avaient commis des bourdes invraisemblables. L'on accusait par exemple les religieuses non autorisées de s'être accrues depuis 1877, mais cela n'était-il pas la résultante de la laïcisation? « Du jour où elles sont sorties de l'école publique, dit Ribot, elles ont formé une petite communauté non autorisée, puisque la loi de 1825 exige une reconnaissance non seulement pour une congrégation, mais pour chacun de ses établissements. »

Mêmes inexactitudes pour les biens. En 1899 l'impôt avait été perçu sur un capital de 498 millions dont 379 millions d'immeubles, et non, comme l'a dit la commission, un milliard.

Enfin l'orateur répondit à cet argument que la loi de 1901 était l'enfant naturel de celle de 1790. A cette époque, les congrégations possédaient tout autre chose que des hôpitaux, des ouvroirs et des écoles; elles avaient une partie du territoire français dont les revenus allaient non à des religieux, mais à des commenditaires.

Ribot, dans sa conclusion, laissait entendre qu'il était de mauvaise foi de dire aux congrégations de demander l'autorisation, alors que le rapporteur avait nettement déclaré qu'on voulait les supprimer. Et il ajoutait : « M. Thiers aurait appelé cela de la politique *décorative*. » Puis entrevoyant comme Albert de Mun, les menaces d'avenir qui grondaient sur le monde, le grand libéral terminait par ces mots empruntés à Waldeck-Rousseau lui-même : « Pendant que nous nous épuisons dans son

discordes, une Europe nouvelle grandit autour de nous. Il n'est que temps d'y songer : chaque heure, chaque minute qui s'écoule, c'est un peu de la grandeur et de la prééminence de la France qui s'en va ! »

La Chambre applaudit Ribot et vota contre lui.

CHAPITRE XI

LA LOI DE 1901. LE VOTE ET L'APPLICATION

La loi du 1^{er} juillet 1901 vint en discussion devant la Chambre du 15 janvier au 29 mars de la même année. Elle retint 27 séances dont 5 pour la discussion générale, et fut votée par 303 voix contre 224. L'opposition comprit la droite, les ralliés, les progressistes et les nationalistes dans leur grande majorité, ainsi que deux radicaux, Cavaignac et Le Hérissé ; 15 progressistes et 7 radicaux dissidents s'abstinrent.

Le passage au Sénat vint le 11 juin. Le 22 du même mois, 173 voix contre 99 approuvèrent le projet du gouvernement.

Rarement discussion fut plus passionnée.

Chaque jour apparaissaient de nouveaux amendements et, avec eux, l'obstruction systématique des libéraux, obstruction qui aurait pu être remplacée avantageusement par le dépôt d'une contre-proposition unique susceptible de rallier les hésitants. Les catholiques avaient pourtant dans le passé un exemple encourageant : la loi de 1850 sur la liberté d'enseignement avait abouti grâce à l'alliance temporaire d'un Thiers et d'un Dupanloup.

Le projet à discuter comprenait trois titres.

Les deux premiers traitaient de la question des associations en général : elles obtenaient la liberté entière. Le troisième s'occupait des congrégations, et la différence de traitement, par rapport aux autres agrégats, qu'on leur imposait, faisait éclater aux yeux de tous l'odieux de l'entreprise.

Ici une largeur de vue remarquable, là un esprit tâtilon, où dominaient la méfiance et le sophisme, où surtout sourdait la haine.

Le président du conseil aurait voulu atténuer cette opposition flagrante. Aussi, demanda-t-il que les associations non religieuses ne pussent se former qu'après une déclaration. L'extrême-gauche de la Chambre, soutenue par la droite, rendit vaine cette prétention, la première pour flatter les agrégats ouvriers, la seconde pour mieux marquer l'injustice dont on se rendait coupable vis-à-vis des congrégations. Par 292 voix contre 237 étaient votés les amendements Groussier et Fournières qui donnaient à toutes les associations, *sauf aux religieux*, liberté pleine et entière de se former sans autorisation, ni déclaration préalable, celle-ci n'étant nécessaire que pour obtenir la capacité juridique ¹. Le Sénat, sentant l'odieux de cette restriction et voulant tout au moins sauver les apparences, supprima les mots : *sauf aux associations religieuses*.

A la Chambre quatre contre-projets furent présentés par Gayraud, Lemire, Puech et Cunéo d'Ornano. Ils furent rejetés respectivement par 395 voix contre 90, 405 contre 30, 317 contre 247, et 402 contre 91.

1. Séance du 4 février 1901.

L'abbé Gayraud demandait que toute association pût se former sans déclaration avec faculté de posséder et d'acquérir; seules celles qui se déclareraient obtiendraient la personnalité civile.

Le projet de l'abbé Lemire posait ce principe que toute association, à l'exception des agrégats de plus de 20 personnes et enseignants, aurait la liberté de se former à condition de formuler une déclaration; celles qui seraient reconnues d'utilité publique pourraient acquérir et posséder.

L'un demandant trop, et l'autre trop peu, ils ne pouvaient réaliser l'union des partis modérés.

Puech demandait la liberté pleine et entière pour tous, la dissolution jouant en cas de crimes et de délits. D'Ornano adoptait la même formule, mais sans restriction.

Tant à la Chambre qu'au Sénat, la discussion porta avant tout sur l'art. 13 (principe de l'autorisation), l'art. 14 (liberté d'enseignement), l'art. 18 (liquidation des biens).

L'art. 13 disait : « Aucune congrégation religieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement. Elle ne pourra fonder aucun nouvel établissement qu'en vertu d'un décret rendu en Conseil d'Etat. La dissolution de la congrégation ou la fermeture de tout établissement pourront être prononcées par décret rendu en Conseil des ministres. »

Certains députés, notamment Renault-Morlière, d'Iriart d'Etchepare, Alicot et Bertrand, essayèrent vainement d'amender la rigueur de ces dispositions.

A côté de ces essais d'amélioration sur les points essentiels du projet, d'autres tentèrent de soustraire certaines congrégations à son emprise. Ainsi Beauregard demanda que les congrégations de femmes fussent autorisées par simple décret rendu en Conseil d'Etat : 274 voix contre 251 lui donnèrent tort. Thierry aurait voulu que les congrégations ayant pour objet des œuvres de bienfaisance ou des missions scientifiques à l'étranger fussent en dehors de l'art. 13 : ce fut en vain. Peschaud suggéra que les congrégations déjà autorisées avant la promulgation de la loi fussent dispensées de demander l'autorisation pour les établissements non autorisés, ce à quoi Waldeck-Rousseau répondit : « Le principe veut que l'autorisation soit individuelle. » Et la majorité de lui donner raison. Berry demanda que le Gouvernement pût autoriser par décret les congrégations dont le patrimoine était entièrement consacré aux malades, aux vieillards, aux infirmes, aux indigents, aux orphelins. Cette proposition était équitable, aussi fut-elle rejetée. Jules Dansette essaya d'améliorer la situation des missionnaires, mais vainement.

A chaque amendement des libéraux répondaient de nouvelles clameurs de la part des gauches.

La proposition Dansette était dictée par le souci des intérêts français à tel point que le président du conseil, tout en la repoussant, n'hésita pas à prononcer ces paroles qui ne devaient guère gêner son successeur, Emile Combes : « Nul ne pourra reprocher au gouvernement d'avoir laissé amoind-

drir entre ses mains l'influence légitime dont la France dispose.¹ »

A côté de ceux qui essayaient vainement d'améliorer la loi, il y eut plusieurs députés qui entendaient l'aggraver. La Chambre ne voulut pas les suivre.

Au reste, à quoi bon ? Le successeur de Waldeck-Rousseau devait s'en charger. C'est ainsi que Vailant proposa que les associations religieuses composées en majeure partie d'étrangers pussent être dissoutes par décret rendu en conseil des ministres. De leur côté, Zévaës, Viviani et Pelletan allèrent jusqu'à réclamer la suppression de toutes les congrégations.

Ce dernier basait sa demande sur cette formule inattendue : « La suppression des ordres religieux est la contre-partie des garanties accordées à l'Église²... »

Au Sénat, qui devait réduire de six à trois mois les délais accordés aux congrégations pour se mettre en règle avec la loi, la discussion de l'art. 12 ne fut pas moins vive. La commission était présidée par Combes, avec Vallée pour rapporteur : c'est assez dire l'esprit qui y régnait. Toutefois, étant donné le milieu devant lequel il parlait, Waldeck-Rousseau se montra plus modéré qu'à la Chambre. A certains moments, il fit preuve dans les mots, mais dans les mots seulement, d'un certain libéralisme que l'avenir devait, hélas ! démentir. Il alla jusqu'à affirmer « que certaines congrégations seraient, de la part de l'Etat, l'objet d'une vigi-

1. Séance du 18 mars 1901.

2. Séance du 11 mars 1901..

lance spéciale... et qu'aucun acte ne serait dirigé contre les intérêts catholiques. »

Il prononça enfin ces paroles imprudentes que les actes ultérieurs devaient démentir : « Quant à affirmer que le Parlement ne donnera pas d'autorisation, c'est à mon avis instruire bien vite son procès. Croyez-vous que les Chambres seront animées de parti pris absolu et diront : C'est une Congrégation, nous refusons l'autorisation¹. »

Les libéraux ne se laissèrent pas prendre à toutes ces belles paroles, et comme leurs collègues de la Chambre, ils essayèrent d'amender la loi, notamment de Lamarzelle, Bérenger, Mézières, Rambaud, Halgan et Francis Charmes. Là encore, leurs tentatives furent vaines. Pourtant certains de leurs amendements étaient bien anodins et déposés par des hommes politiques donnant aux gauches toute garantie.

L'art. 18 réglait la liquidation des biens². Le projet décidait que la liquidation des congrégations non autorisées serait faite par l'État. Les biens et valeurs appartenant aux religieux avant leur entrée dans la congrégation ou qui leur étaient échus depuis, leur seraient restitués. Les biens et valeurs donnés ou légués en vue de pourvoir à une œuvre d'assistance ne pourraient être revendiqués qu'à la charge de réaliser le but assigné à la libéralité. Passé le délai de six mois, les immeubles non revendiqués ou non affectés à une

1. Séance du 13 juin 1901.

2. L'article 14 du projet sera étudié dans le chapitre xiv qui traite de la question de la liberté de l'enseignement.

œuvre de bienfaisance seraient vendus, et le prix versé à la Caisse des dépôts et consignations. Enfin des secours seraient prévus pour les congréganistes dans le besoin.

A la Chambre, Ribot, Beauregard et Le Hérissé ne voulurent pas admettre l'interprétation donnée par le gouvernement aux soi-disant *biens sans maîtres*.

Par 295 voix contre 242, la majorité leur donna tort. Toutefois, parmi les adversaires de l'art. 18, un radical, ayant voté jusqu'ici tous les articles du projet, Lhopiteau, se révéla et par 291 voix contre 255 fit adopter la liquidation par voie judiciaire, ce qui était une garantie pour les confisqués. Il avait basé sa demande sur ce fait que le principe de la séparation des pouvoirs devait être respecté¹.

Au Sénat, malgré M. Grivart, l'art. 18, que le socialiste Allemane avait appelé une confiscation, fut voté par 161 voix contre 104, à l'exception du paragraphe suivant que Tillaye, difficilement du reste (141 voix contre 130), parvint à faire disparaître. Ce paragraphe était ainsi libellé : « En aucun cas, les membres des congrégations dissoutes ne pourront arguer d'une prétendue société de fait ayant existé entre eux pour réclamer tout ou partie dudit actif. »

En résumé, tout avait été inutile pour amender le projet gouvernemental, les indignations violentes de la droite comme les réserves modérées du centre ; certes, les raisons ne manquaient ni aux uns, ni aux autres pour démontrer l'arbitraire de

la loi, de cette loi qui donnait à tous pleine et entière liberté, à tous sauf aux congrégations. A Piou qui lançait l'argument des francs-maçons, Waldeck-Rousseau répondit par cette phrase vague : « Nous parlerons de la franc-maçonnerie à son heure¹... » A d'autres qui opposaient la liberté dont jouissaient les internationalistes, il osa répondre : « La doctrine internationaliste ne comporte ni des manœuvres qui faussent le marché, ni des attentats contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État². » Paroles aveugles que les événements devaient si tragiquement contredire quinze ans plus tard. Le président du Conseil revenait sans se lasser à son sophisme favori : *la congrégation a une cause illicite*. Ce à quoi, le sénateur Tillaye très justement répondait : « Si l'existence de la Congrégation est contraire à la loi, vous ne pouvez pas l'autoriser par la loi³.

Tout, jusqu'aux moindres détails, fut élaboré de telle façon que l'arbitraire le plus absolu régnât sur le nouveau statut congréganiste. Pour la demande d'autorisation, le sénateur Repiquet réclamait un délai de 6 mois, proposition raisonnable qui aurait permis aux congrégations de se retourner. Waldeck-Rousseau refusa sans pitié et fit voter le délai de 3 mois. Sur l'art. 19, le sénateur Monsservin demandait que les inculpés congréganistes domiciliés en France ne fussent pas l'objet d'une arrestation préventive : nouveau refus du gouvernement. Au sénateur Bérenger qui voulait

1. Séance de la Chambre du 19 mars 1901.

2. Séance de la Chambre du 28 juin 1901.

3. Séance du Sénat du 20 juin 1901.

savoir si les établissements autorisés par la loi de 1825 devraient se considérer comme congrégation, il fut répondu négativement. Au sénateur Charles Riou, qui sollicitait que la dissolution ne pût être prononcée qu'après que les parties intéressées eussent été rendues dans les formes déterminés par le décret d'administration publique prescrit par l'art. 20, nouvelle réponse négative appuyée sur cet argument que *ce serait une exception par rapport aux autres associations...* réponse vraiment par trop ironique, lorsque l'on songe que le titre III de la loi constituait en entier une exception.

Waldeck-Rousseau alla même parfois plus loin que sa majorité. Ainsi, malgré lui et par 277 voix contre 265, fut votée la disposition du député Perreau ajoutant les mots, *sous réserve de la preuve contraire*, à l'amendement qui traitait des personnes présumées interposées au profit des congrégations. Oui, cette loi fut bien un acte de représailles : elle en avait le caractère haineux, arbitraire. Il est possible que Waldeck-Rousseau, au moment où il l'a soutenue avec tant de hauteur, pensait qu'elle serait appliquée avec libéralisme. Hélas ! ce n'est pas à son arrivée dans la mer qu'on peut arrêter le fleuve qui déborde. Le président du conseil aurait dû se souvenir que, suivant le mot de Montesquieu, *la loi est faite pour nous rendre plus justes*¹. En se mettant à la remorque d'une majorité de politiciens de second ordre, cet homme d'État devait nous rendre plus coupables.

1. Montesquieu, *Lettres persanes*.



Mirabeau a écrit : « C'est un grand symptôme de servitude et de corruption quand un peuple n'a plus le courage ou même l'idée d'applaudir à ceux qui osent discuter ses droits et les défendre¹. »

Si le vote de la loi de 1901 avait réjoui ceux que Mirecourt appelait de son temps les *maroufles du demi-savoir*, les *petits bourgeois intelligents et stupides qui tiennent conseil autour de la gazette qui leur sert d'oracle*², il avait par contre affligé de bons esprits. Mais ceux-ci n'étaient pas unis. Aussi la réaction qui aurait dû suivre l'acte indigne du parlement fut-elle faible dans son ensemble et à peu près nulle dans ses résultats. C'est ainsi que les élections de 1902 donnèrent au gouvernement une majorité de 53 mandats représentant 200 000 suffrages ; ce qui était d'un bel illogisme puisque, l'année précédente, 1 199 conseillers municipaux contre 542 avaient émis un vote favorable au maintien des religieux.

Il y eut toutefois quelques nobles résistances. Ainsi la *Société générale d'éducation et d'enseignement* écrivait, à propos de la politique du gouvernement, des phrases telles que celle-ci : « C'est une imitation tardive et servile de la persécution de politique inaugurée par la Prusse après sa victoire. Bismarck proscrit les jésuites et les ordres religieux qui étaient censés leur être affiliés, comme trop sympathiques à la France, trop dévoués aux inté-

1. Mirabeau, *Des lettres de cachet et des prisons d'Etat*.
2. De Mirecourt, *Silhouettes du XIX^e siècle*.

rêts français, et il avait du moins en vue de fonder une grande nation protestante sur les ruines du catholicisme et des races latines. »

De leur côté, le Conseil municipal de Paris votait, par 45 voix contre 31, une subvention aux hôpitaux libres tenus par les sœurs ; celui de Dijon donnait un avis favorable à l'emploi de la main-d'œuvre congréganiste dans le service de la clinique des pauvres ; les électeurs du XX^e arrondissement réclamaient la réintégration des sœurs dans les hôpitaux, et à Levallois-Perret, la population protestait contre la menace de renvoi des sœurs hospitalières de l'Assomption.

L'épiscopat, contrairement aux prévisions de Waldeck-Rousseau, prenait la défense des persécutés. Le 15 octobre 1902, 72 prélats écrivaient une lettre au parlement pour soutenir les demandes des congréganistes. Seuls, 5 évêques s'abstenaient, ceux de Rouen, Dijon, La Rochelle¹, Montpellier et Valence, ces deux derniers parce qu'ils estimaient que la missive était d'un ton trop humble. Pour toute réponse le gouvernement déférait la pétition au Conseil d'État comme d'abus et supprimait le traitement du cardinal Perraud, évêque d'Autun.

Devant cette molle attitude de l'opinion, le gouvernement pouvait aller de l'avant ; il n'y manqua pas, et, si la discussion de la loi avait montré jusqu'à quel point la passion politique peut faire tomber une assemblée, son application donna à la

1. Les trois premiers prélats avaient la réputation d'être particulièrement attachés au gouvernement : c'étaient Mgr Fuzet, de Rouen, Mgr Le Nordez, de Dijon, et Mgr Le Camus, de la Rochelle.

France la mesure des haines religieuses. Et pourtant, à plusieurs reprises, Waldeck-Rousseau avait laissé entendre que la loi nouvelle serait appliquée avec libéralisme, et, à sa suite, tous les journaux du bloc première manière avaient répété qu'en la votant, le parlement avait voulu simplement donner une existence légale aux religieux. Le 12 janvier 1902, Waldeck-Rousseau était revenu à la charge, et à Saint-Étienne, il n'avait pas hésité à déclarer : « que la loi de 1901, non seulement n'était pas une menace contre le clergé, mais qu'elle constituait une garantie qui commençait déjà d'être comprise; qu'elle envisageait les congrégations au point de vue des services qu'elles pouvaient rendre à l'utilité publique; qu'elle excluait l'intrigue, mais non la charité; qu'elle n'avait pas d'ostracisme non plus contre ceux dont l'ambition consistait moins à régenter la société qu'à secourir la misère ¹. »

Toutes ces belles paroles ne faisaient pas l'affaire de l'aile gauche du radicalisme.

Rassurée par sa victoire électorale elle commença par renvoyer du pouvoir l'homme d'État qui avait prononcé ce réquisitoire édulcoré. Pour remplir le rôle d'exécuteur, on lui préféra Emile Combes, homme tout désigné pour satisfaire les haines sectaires. Combes avait sur Waldeck-Rousseau une supériorité, celle que donne la foi dans une idée, fût-elle détestable. Le premier avait incarné au pouvoir le scepticisme politique; le second, avec des ressources intellectuelles infiniment moindres, mais un caractère énergique, quoique borné, devait être le

1. Daniel, *Année politique*, 1902, p. 4.

représentant de l'offensive sectaire dans toute sa brutalité. En politique, comme en toutes choses, la foi seule est digne de créer des actes qui demeurent. Pour le malheur des catholiques, un homme sans talent, sans esprit, sans autre horizon qu'une idée fixe d'une platitude déplorable, allait monter au pouvoir, ayant un programme bien déterminé et la volonté implacable de le remplir. Malgré les obstacles Combes réussit : la foi, même antireligieuse, ne transporte-t-elle pas les montagnes ?

Et, tout d'abord, le nouveau président du conseil entendit poser la question congréganiste telle qu'il la comprenait : « Cédant à de coupables suggestions, dit-il dans son discours d'intronisation, une partie du clergé a voulu confondre la cause de l'Église catholique avec celle des congrégations religieuses ; contrairement à l'esprit de la législation, elle est descendue dans l'arène électorale. De tels écarts sont intolérables : nous aurons à examiner avec vous si les moyens d'action dont le gouvernement dispose aujourd'hui suffisent à en empêcher le retour. La loi des associations est entrée dans sa période d'application administrative et judiciaire. Le Gouvernement tiendra la main à ce qu'aucune de ses dispositions ne demeure frappée d'impuissance¹. » Ainsi s'effondrait l'argument spécieux par lequel Waldeck-Rousseau avait voulu faire croire à l'opinion publique que la loi de 1901 était désirée par le clergé séculier. Puis, passant des paroles aux actes, le 23 décembre 1902, Combes faisait paraître une circulaire dans laquelle il signifiait à certaines

1. *Déclaration du Gouvernement*, séance du 10 juin 1902.

congrégations son refus de transmettre au Conseil d'État pour étude leur demande en autorisation. C'était un beau début.

Ainsi, pendant 20 ans, le radicalisme avait sévèrement reproché aux ordres religieux de ne pas vouloir solliciter l'autorisation légale; il les avait traités pour ce fait de « révoltés »; il avait, en 1901, exigé que tous se soumissent à cette formalité. Et voilà que son chef, sans donner d'autre explication que celle de son bon plaisir, rejetait impitoyablement ce que la loi exigeait d'eux! Le 13 janvier 1903, le député du Nord, Jean Plichon, s'éleva contre cette fantaisie gouvernementale, fantaisie qui était contraire à la loi puisque celle-ci avait décidé que toutes les demandes devaient être examinées en Conseil d'État. Soutenu par Paul Meunier, député radical de l'Aube, qui déclarait que « le législateur avait voulu rendre difficile l'autorisation des congrégations et facile leur suppression ¹, » Combes répondit à Plichon que le règlement d'administration publique l'autorisait à ne transmettre au Conseil d'État que les demandes susceptibles d'être accueillies par le Pouvoir exécutif. Et, en manière de conclusion, il ajoutait qu'il ne transmettrait pas au Sénat les demandes rejetées par la Chambre. C'était contraire à la loi et à l'équité, mais pour étayer cette monstruosité sur un semblant de légalité, Combes faisait changer dans ce sens, par le Conseil d'État, l'art. 21 du règlement d'administration publique.

1. Ce qui prouve l'exactitude de ces paroles c'est qu'un décret postérieur à la loi exige le vote des deux Assemblées pour l'autorisation, alors que pour le refus celui de la Chambre ou du Sénat suffit. (*Décret du 28 novembre 1902.*)

Le député de Maine-et-Loire, de Grandmaison, protesta contre cette deuxième fantaisie de pouvoir : 313 voix contre 241 donnèrent raison à Combes, et prouvèrent que, quand il s'agit de détruire des agrégats indésirables, la loi elle-même n'a qu'à faire silence.

Étant en si beau chemin d'illégalité, Combes n'avait aucune raison pour s'arrêter. Il décida donc qu'il ferait des demandes d'autorisation des congrégations d'hommes trois lots : un pour les enseignantes, un pour les prédicantes, un pour les commerciales, avec pour les trois un avis de refus en bloc. Les demandes de six ordres divers étaient réservées.

Waldeck-Rousseau lui même protesta¹ : on lui gâtait sa loi : « Je suis partisan, déclara-t-il, d'un examen individuel dont aucune congrégation ne doit être dispensée, et dont aucune ne peut-être exclue. » Mais Waldeck était déjà démodé et dépassé. On l'envoya le long des jords de Norvège faire une croisière durant laquelle il rencontra l'empereur Guillaume II. Toutefois, avant son départ et à son instigation, l'*Union démocratique* de la Chambre, qui constituait l'aile droite du bloc des gauches et était présidée par Etienne, député d'Oran, essaya de faire voter une proposition de loi autorisant le gouvernement à donner par décret l'autorisation aux congrégations. La partie avancée de l'assemblée répondit rageusement à cette prétention que l'on devait appliquer la loi « selon la procédure

1. Discours de Waldeck-Rousseau devant le premier bureau du Sénat, le 29 janvier 1903.

la plus ferme et la plus rapide. » *L'Union démocratique* eut peur de cet accès de colère, et en bonne héritière de l'opportunisme qu'elle était, elle s'inclina ¹.

La question de procédure étant ainsi déblayée, et nous venons de voir comment, l'affaire ne traîna pas, comme on peut bien le penser. Les congrégations d'hommes allaient être exécutées en un tour de main. La Chambre nomma une commission de 33 membres : 25 blocards et 8 modérés. Ces derniers ayant refusé ce morceau de pain qu'on leur jetait, les démissionnaires furent remplacés par des députés du Bloc, et bien que les 33 n'eussent obtenu que 282 voix, ils en profitèrent pour activer les choses. Ferdinand Buisson, président de la *Ligue des droits de l'homme*, était élu président de ce nouveau tribunal révolutionnaire.

*
* *

Quelle était alors la situation numérique des congrégations ? A vrai dire, il est assez difficile de la préciser, les statistiques données ne concordant pas entre elles. Voici, à titre documentaire, celle du ministre des Finances ² : à la veille de l'application de la loi de 1901 il y avait en France 773 congréga-

1. Daniel, *Année politique*, 1903, p. 77.

2. Une autre statistique officielle donnait les chiffres suivants :

Congrégations autorisées : 910 (5 d'hommes et 905 de femmes).

Congrégations non autorisées : 753 (147 d'hommes et 606 de femmes).

tions autorisées (25 d'hommes et 748 de femmes), et 776 non autorisées (201 d'hommes et 575 de femmes). Elles représentaient de 150 à 175 000 religieux et religieuses, entretenaient 4 500 œuvres diverses, donnaient l'instruction primaire à 2 000 000 d'enfants et secondaire à 500 000, assistaient enfin 107 000 vieillards ou infirmes¹. L'enquête de l'Enregistrement, dont nous avons parlé précédemment et qui était du reste inexacte, estimait leurs biens à 1 060 530 000 francs dont 435 000 000 seulement étaient possédés directement par elles. Les ordres autorisés figuraient en chiffres ronds dans ce milliard pour 380 000 000 ; le reste, « soit 620 000 000 », étant possédé ou occupé par les non autorisés. Depuis la loi de 1895, toutes les congrégations avaient payé au fisc 4 273 691 francs. Celui-ci leur réclamait encore environ 5 millions et demi d'arriéré.

Depuis 20 ans, contrairement à tout ce qui se disait et s'écrivait, le nombre des congréganistes français ne s'était pas accru, puisqu'une statistique officielle datée de 1880 donnait un total de 160 000 environ : sur 39 millions d'habitants, ce chiffre n'avait rien d'anormal.

La loi de 1901 ne touchait pas aux congrégations autorisées. Il faudra encore attendre trois ans pour que le couperet de l'exécuteur fît des ravages dans cette armée dont la majorité s'occupait de l'enseignement populaire².

1. Dans ce chiffre ne sont pas compris les missionnaires français qui à l'étranger élevaient de 600 à 700 000 enfants.

2. Loi de 1904 supprimant l'enseignement congréganiste : Voir c. xiv.

Sur les 201 congrégations d'hommes non autorisées, 141 ne demandèrent pas l'autorisation, et de ce fait se dispersèrent ou s'expatrièrent; 60 tentèrent la chance de voir le Parlement régulariser leur situation.

Celui-ci était fort mal disposé, nous l'avons vu, pour cette armée de la bienfaisance et de la prière. Dès le lendemain du vote de la nouvelle loi, le député Allemane proposait de dissoudre les congrégations et de prendre leurs biens, et Lafferre réclamait l'abrogation de l'art. 407 du décret du 17 mars 1808 qui autorisait les frères de la Doctrine chrétienne. Ces deux propositions avaient été repoussées, mais avaient, malgré tout, recueilli la première 156 et la seconde 192 voix.

Que pouvait-on attendre d'un pareil état d'esprit? Rien de bon à coup sûr : gouvernement et assemblées marchaient la main dans la main.

Dans ces conditions on se demande s'il n'eût pas été à la fois plus politique et plus digne, de la part des congrégations, de s'expatrier en masse et de refuser la main mensongère qui se tendait pour mieux les détruire. De la part des congrégations d'hommes c'eût été, semble-t-il, le plus sûr parti à prendre, cette catégorie de religieux étant particulièrement visée. Si l'on ne voulait pas adopter cette politique, on aurait pu, du moins, faire bloc sur la marche à suivre et demander pour toutes l'autorisation. Dans le premier cas, les congrégations auraient fait preuve d'une dignité qui en eût imposé à leurs adversaires et les aurait parfois gênés là où les ordres religieux faisaient œuvre particulièrement populaire. Dans le second cas, elles auraient prouvé

qu'elles n'étaient pas des révoltées puisqu'elles se soumettaient à la loi, et en leur refusant en bloc l'autorisation, le pouvoir aurait, par contre, démontré sa mauvaise foi. On préféra combattre en ordre dispersé : les congrégations qui, fortes de leurs appuis politiques, espéraient obtenir gain de cause, sollicitèrent l'autorisation. Quant aux autres, elles se dispersèrent. C'était, de part et d'autre, faire le jeu des sectaires qui entendaient détruire les congrégations par paquets successifs, et non d'un seul coup, ce qui aurait mécontenté l'opinion publique. Comme en 1895, on adoptait des demi-mesures. Et pourtant, seule l'unité de vue dans l'action pouvait sauver moralement ce que la division dans la discussion avait compromis. Hélas ! à cette époque encore, les ordres religieux n'avaient ni chef, ni unité, ni programme.

Il semble que la papauté aurait pu intervenir en ce sens. Mais, par scrupule concordataire ou habileté politique, Léon XIII n'intervint qu'avec la plus extrême modération. Le Père commun des fidèles devait toujours avoir, vis-à-vis du gouvernement français, qu'il avait si généreusement servi lors du ralliement, une mansuétude inlassable. Aussi, lorsque les sectaires parlent d'offensive cléricale et de loi de représailles, on reste confondu. Ces paroles sonnent le vide devant la réalité des faits.

*
* *

D'après la loi, les congrégations avaient 3 mois pour présenter leur demande. Celle-ci devait être adressée au ministre de l'Intérieur avec des exemplaires de leurs statuts approuvés par l'évêque local,

l'état de leurs meubles et immeubles, et le nom de leurs membres. De plus elles devaient s'engager à se soumettre à la juridiction de l'ordinaire. Une commission extra-parlementaire avait préparé le règlement d'administration publique. On comprendra dans quel sens quand on saura que Combes, Vallée, Sarrien et Trouillot, en faisaient partie.

Le 12 mars 1903 la discussion des demandes des 25 congrégations enseignantes d'hommes vint devant la Chambre en séance publique. C'était le premier paquet. A cette occasion, Combes voulut faire ratifier par sa majorité les mesures de procédure qu'il avait prises à l'instigation de la commission. Gayraud, Lerolle, Grousseau, Denys Cochin et de Ramel de la droite; Aynard, Renault-Morlière et Ribot du centre; Roche, de la gauche, les critiquèrent vivement : « Vous voulez proscrire la charité! » s'écria Lerolle, « Nous sommes les défenseurs d'une liberté générale dans laquelle est incluse la liberté des catholiques, » ajouta Aynard.

Par contre, Barthou, Massé, Brisson et Rabier, ce dernier rapporteur de la commission, s'y rallièrent. On s'étonne de trouver Barthou dans ce clan, et plus encore de l'entendre prononcer des paroles telles que celles-ci : « Ce serait une défaillance coupable que de s'associer aux lenteurs d'une procédure incertaine¹. »

Combes, qui avait le génie d'embrouiller les questions, la posa aussitôt sur le chapitre de la liberté d'enseignement. Elle n'avait rien à voir avec la procédure; mais, voulant avoir gain de cause sur ce

1. Daniel, *Année politique*, 1903, p. 97 sq.

chapitre, il espérait l'obtenir plus facilement en faisant dévier le débat sur les demandes des congrégations enseignantes qui étaient à l'ordre du jour de la Chambre. Avec un cynisme, qui faisait le meilleur de sa force, le président du conseil osa prononcer des paroles telles que celles-ci : « Le congréganiste a perdu, en entrant dans la congrégation, le droit de se réclamer des libertés reconnues aux membres de la société civile.... Au reste, rien dans la loi ne nous oblige à statuer par des décisions successives sur les demandes que nous entendons repousser par des considérations de principes¹. » Combes oubliait simplement les assurances verbales de l'auteur même de la loi, Waldeck-Rousseau. Cela ne l'empêchait pas de terminer par ces mots qui ne manquaient pas d'une certaine saveur : « On parle d'arbitraire? Nous repoussons le reproche en hommes parfaitement décidés à suivre les prescriptions légales. » La discussion se poursuivit les 13, 16, 17 et 18 mars. Ribot intervint à l'une de ces séances : « La commission, fit-il, a estimé que la loi de 1901 était un peu réactionnaire, et elle a pensé que la loi de 1792 était plus expéditive... Or, vous violez la loi de 1901, et c'est vous qui avez été chargés par la Chambre d'assurer l'exécution de cette loi. Il y aura deux vaincus, d'abord la loi de 1901, ensuite l'homme qui en a été l'inspirateur². »

Mais le siège de la majorité était fait. En vain un député proposa-t-il que la congrégation de Saint-Gabriel fût autorisée; en vain également, 14 députés

1. Daniel, *Année politique*, 1903, p. 103, 106.

2. Idem, *Année politique*, 1903, p. 113.

ministériels, dont Chaumet, de la Gironde, déclarèrent-ils voter contre le gouvernement. Le morceau fut enlevé au signal de Buisson, chef d'orchestre, qui lança ces paroles d'un autre âge : « L'enfant n'appartient pas aux parents. L'État est son tuteur. » Par 300 voix contre 257, le bloc donna raison à Combes, et sur le chapitre de la procédure, et sur celui du refus des demandes en autorisation des congrégations enseignantes. Les 25 ordres religieux frappés comprenaient 1 716 établissements¹.

Le 24 mars vint le deuxième lot. Il comprenait 28 congrégations prédicantes et missions diocésaines², réparties en 199 établissements.

L'exécution fut encore plus rapide que pour les ordres enseignants. Plichon et Georges Leygues soutinrent leur cause. Du côté du bloc, nous entendîmes Dejeante déclarer que les religieux étaient des sans-patrie, et Charles Bos que l'intérêt de la France était de supprimer les missions à l'étranger.

Combes sut trouver l'argument alimentaire : « Ce sont eux, Messieurs, que vous avez rencontrés devant vous à la veille des élections³. »

Cette manière de se débarrasser d'un rival était fort élégante ! Elle ne pouvait pas ne pas toucher la majorité qui, par 304 voix contre 246, repoussa en bloc la demande des prédicants.

1. Notamment 95 marianistes, 10 oratoriens, 600 petits frères de Marie, 136 frères du Sacré-Cœur, 12 eudistes, 15 maristes, 365 frères de Ploërmel.

2. Dont 39 établissements franciscains, 25 dominicains, 49 capucins, 19 oblats, 19 rédemptoristes, 23 missions diocésaines.

3. Daniel, *Année politique*, 1903, p. 120.

Le 26 mars vint le troisième lot, constitué par les seuls chartreux qui voulaient partir ; mais le gouvernement ayant fait savoir à l'évêque de Grenoble, Mgr Henry, qu'il était bien disposé à leur égard, ceux-ci avaient eu l'imprudence de croire à cette demi-promesse et avaient fait une demande en autorisation. Le jour où celle-ci vint en discussion, le chef du même gouvernement, montrant sa déloyauté, s'opposait, en paroles brutales, à son acceptation, ce que la majorité approuvait par 338 voix contre 231. En vain Anthime Ménard avait-il déclaré que les chartreux étaient déjà autorisés par une ordonnance en date du 27 avril 1817, ce à quoi un blocard avait répondu : « Nous ne nous préoccupons pas de la légalité. » Le député Prache avait raison de s'écrier : « C'est une réunion d'étrangleurs et non des juges ¹. » Aussi est-on stupéfait de lire dans Brisson des phrases telles que celle-ci : « Ce sera l'éternel honneur de la III^e République d'avoir répondu à chaque agression nouvelle, par l'octroi d'une liberté nouvelle. Après la liberté de la presse, la liberté de réunion, la liberté d'association. Quant aux congrégations, qui, le 3 octobre 1901, ont encouru la dissolution, qui pourrait les plaindre ? La loi leur demandait leur nom et leur nationalité, l'état de leurs biens, la soumission des évêques français. En se révoltant contre des conditions aussi modestes, elles se sont jugées : elles veulent rester à l'état de conjuration ². » Et ces 54 congrégations d'hommes qui se sont soumises à vos *conditions modestes*, et qui ont vu leur *soumission* rejetée, vous les avez donc oubliées ?

1. Daniel, *Année politique*, 1923, p. 22.

2. H. Brisson, *La congrégation*, p. 36, 37, 38.

Ainsi sur 60 demandes, 54 avaient été promptement liquidées. Restaient celles des pères-blancs, des missions africaines de Lyon, des cisterciens de l'Immaculée-Conception, des trappistes, des frères de saint Jean-de-Dieu et des salésiens de dom Bosco. Les cinq premières ne furent jamais discutées et restent encore de nos jours en suspens.

Au début de juillet¹ vint, devant le Sénat, la demande des salésiens. Béranger prit éloquemment leur défense en rappelant que les 79 prêtres qui constituaient la congrégation recueillaient un millier d'enfants. Mais Combes n'était pas à court d'arguments contraires. Appuyé par Saint-Germain, rapporteur de la loi qui, on ne sait pour quelles causes, fit intervenir les *intérêts supérieurs de la Patrie*, le président du conseil demanda le rejet sous prétexte que les salésiens étaient des thésauriseurs, d'origine italienne, et qu'ils se substituaient à l'État dans la partie la plus haute de sa responsabilité, l'assistance. Le Sénat, une fois de plus, approuva. Par 158 voix contre 100, les salésiens voyaient leur demande rejetée.

*
* *

Restaient les congrégations de femmes.

Nous avons vu précédemment que 606 d'entre elles n'étaient pas autorisées. Aussitôt la loi votée, 43 se sécularisèrent ou s'exilèrent, tandis que 81 ordres enseignants représentant 517 établissements demandèrent l'autorisation. Quant aux autres, ils

1. Séances des 3 et 4 juillet 1903.

furent vite à la merci du pouvoir qui fit voter une loi par laquelle le gouvernement seul aurait le droit de statuer sur leur situation : en fait ce dernier ne donna que 18 autorisations. Ainsi, les congrégations de femmes, que, dans son esprit, Waldeck-Rousseau aurait voulu épargner, furent atteintes par le combisme autant et plus peut-être encore que les ordres masculins¹.

La discussion des demandes globales des 81 ordres enseignants fut caractéristique de cet état d'esprit. Elle vint devant la Chambre les 25 et 26 juin 1903. Cette dénomination générique de congrégation enseignante était du reste arbitraire. Un député libéral, Plichon, démontrait que sur ce nombre trois étaient déjà autorisées², 9 étaient hospitalières, 7 contemplatives et hospitalières, 40 à la fois enseignantes et hospitalières. Mais, comme le disait alors avec cynisme Coutant d'Ivry aux libéraux : « Vous savez bien que ça ne sert à rien de discuter. » Grousseau fit état des 45 rapports préfectoraux qui avaient émis un avis favorable. Lacombe, député radical de l'Aveyron, dont la circonscription contenait à elle seule 14 demanderesses, soutint ce dernier. L'assemblée semblait hésitante, quand Combes se leva et déclara que sur 517 établissements, 127 auraient des délais, qu'il fallait « malgré tout, faire bloc pour dire non, la charité chez les bonnes sœurs n'étant que le paravent de la propagande cléricale ! »

1. A la fin de 1924, l'effectif des congrégations ou communautés autonomes en instance d'autorisation semblait être de 351 : 6 d'hommes et 345 de femmes.

2. Les ursulines de Beaume-les-Dames, de Montpellier, et les sœurs de Sainte-Croix de Saint-Germain Laprade.

A 16 voix de majorité, l'assemblée lui donna gain de cause ¹.

Ainsi tout était fini. A la suite de la loi de 1901, il n'y avait plus en France que 76.000 religieux : 21.000 hommes et 55.000 femmes. De 80 à 100.000 citoyens avaient été rejetés hors du droit commun ou expatriés par la politique radicale, celle-ci n'ayant accordé que 23 autorisations : 5 de religieux et 18 de religieuses.

Et pourtant l'iniquité n'avait pas encore achevé son œuvre. En supprimant l'enseignement congréganiste, la loi de 1904 allait faire de nouvelles coupes dans les rangs déjà décimés des ordres religieux ².

1. Daniel, *Année politique*, 1903, p. 217 sq.

2. Voir chapitre xiv.

CHAPITRE XII

LA LOI DE 1901. LA LIQUIDATION DES BIENS

Les jours sombres étaient donc arrivés pour les congrégations. Les unes allaient quitter la patrie inhospitalière pour la terre d'exil ; les autres, pauvres et délaissées, allaient abandonner leur robe et leurs vœux, et vivre une existence parfois misérable. Situation pitoyable, indigne du grand pays qui la leur faisait et payait par l'iniquité des années de vertu et de bienfaisance. Les ordres qui s'expatrièrent formaient trois catégories distinctes. La première était composée de tous les ordres religieux, qui, prévoyant l'avenir, n'avaient pas voulu demander l'autorisation : ainsi firent les jésuites, les bénédictins et les carmélites. La seconde comprenait les ordres dont le parlement avait rejeté les demandes. La troisième enfin était composée, d'une part des femmes qui, ayant fait des demandes d'autorisation tardives, se les étaient vues rejetées, et d'autre part de celles qui, s'étant mises en règles avec la loi, devaient voir leurs demandes ne pas aboutir par suite d'un article de loi voté par la Chambre et remettant au gouvernement *tout seul* le droit de statuer sur les congrégations de femmes non autorisées.

Les deux principaux pays qui reçurent nos malheureux compatriotes furent l'Angleterre et la Bel-

gique. Toutefois, les jésuites préférèrent en majorité s'en aller dans les contrées lointaines où, là encore, ils pouvaient continuer leurs œuvres de bons et loyaux Français. Il faut en effet toujours se rappeler que cette société si décriée, même par certains catholiques, a, le long des siècles, donné à la France par ses écoles une légion de braves, de savants, de génies même. Au lendemain de la loi de proscription, en retour des persécutions dont ils étaient les victimes. les jésuites firent aimer nos trois couleurs qui n'avaient pas su, hélas ! abriter en paix leur existence ; ils les firent aimer au Caire, à Alexandrie, à Beyrouth, et l'on vit ce paradoxe d'un gouvernement qui les avait chassés de la métropole, les protéger et les soutenir de ses deniers en dehors de nos frontières. Enfin, en 1914, ils réintégrèrent leur patrie, mais cette fois-ci pour lui offrir leur sang. Au 9 mai 1919, sur 855 jésuites mobilisés, 165 avaient été tués ¹.

De leur côté les bénédictins avaient dû fermer en France 7 de leurs établissements ² : 5 se reformèrent en Belgique, un en Italie, un en Angleterre.

Pour aider les ordres religieux atteints par la loi de 1901, il se forma à Tours, Lille, Lyon et Marseille, un comité de secours des religieux exilés, comité que présida le noble Keller, ancien député de la frontière. Ce comité fit œuvre utile, mais ses ressources ne purent soulager toutes les misères individuelles.

1. Pendant la guerre 1914-1918, sur 8 928 religieux mobilisés, 1 464 sont morts à l'ennemi et 2 565 furent cités et décorés. (*Documentation catholique*, n. 129 du 3 décembre 1921).

2. Solesmes, Ligugé, Sainte-Magdeleine de Marseille, Saint-Maur de Glanfeuil, Saint-Wandrille, Kergouandu et Wisques.

Kergonan

Qui aurait pu, du reste, les dénombrer? C'étaient, le sang en moins, les journées de la Révolution qui revenaient, ces jours impitoyables où tout ce qui avait porté une robe de bure et n'avait pu s'expatrier était voué à l'indifférence, à la misère, à la solitude.

En votant la loi de 1901, les parlementaires ne songeaient pas sans doute aux résultats pitoyables de leur geste d'iniquité; emportés par leurs passions et leurs préjugés politiques, ils n'avaient cru qu'exalter l'idée laïque, alors qu'en réalité ils avaient surtout creusé un abîme d'injustes souffrances et par conséquent déshonoré cette idée.

Au reste, la haine anticléricale était si vivace, si inconsciente dans les sphères du pouvoir, à la veille de la grande guerre, que, non contente d'avoir fait contre les congrégations une législation brutale, la III^e République, une fois la loi votée, traqua un à un les congréganistes avec un acharnement qui fera la stupéfaction des historiens. Mille faits pourraient être cités à l'appui de cette assertion.

En 1903, Combes interdisait la prédication aux anciens religieux devenus prêtres séculiers.

A Hasparan, près de Bayonne, il y avait des prêtres libres qui étaient sous la juridiction de l'évêque. Malgré eux, on en faisait des congréganistes, et, en 1902, on les traînait devant les tribunaux.

Le juge d'instruction ayant conclu à un non-lieu, la cour de cassation les renvoyait au tribunal de Toulouse qui les acquittait. Le procureur de Bayonne, deux fois battu, insistait et présentait une requête pour qu'un liquidateur fût nommé.

La misère elle-même ne fut pas respectée. Une

religieuse de Nevers, âgée de 83 ans, avait droit à une pension de 340 francs 65. Elle la réclama à deux reprises différentes vainement, si bien que le jour de sa mort elle n'était pas encore parvenue à se faire payer.

Le 26 juin 1903, M. Geffier, député de l'Aveyron, déclarait à la tribune, avec preuves à l'appui, que les liquidateurs ne permettaient pas aux congréganistes d'emporter au moment de la dissolution de l'ordre leurs effets personnels, et qu'on allait jusqu'à poursuivre les particuliers, tel le marquis de Langle, maire, de l'arrondissement de Redon, qui recevaient chez eux les sécularisés sexagénaires et sans appui.

A Saint-Brieuc, les tribunaux condamnaient deux religieuses comme formant une Congrégation : or, l'une d'elles était une pauvre vieille mourante qu'une jeune sœur soignait.

La charité n'était pas mieux traitée que la misère. Ainsi les religieuses de l'Espérance, ayant demandé à servir dans les hôpitaux militaires de Toulon, se voyaient opposer un refus brutal.

Dans un village du Morbihan on emprisonnait une sœur, du nom de Valentinien, qui, depuis 20 ans, soignait les malades de son pays, sous prétexte qu'elle exerçait illégalement la médecine.

En 1905, un médecin légua sa fortune au bureau de bienfaisance de Châteaugiron, en Ile-et-Vilaine, pour la création d'un hospice sous condition qu'il serait dirigé par des sœurs. On construisait l'hôpital, mais on refusait d'y admettre le concours des religieuses.

Ce serait une erreur de croire qu'avec les années cette fureur devait diminuer. En 1911, Briand était

obligé de démissionner parce qu'à l'occasion de l'application des lois de 1901 et de 1904, la majorité l'avait blâmé de vouloir faire œuvre de laïcité *raisonnable, tolérante, respectueuse de toutes les croyances*¹.

En 1912, on poursuivait et condamnait une sœur pour être restée dans sa commune avec plusieurs de ses compagnes. C'était en vain qu'elle déclarait ne pas savoir où aller, toutes les maisons de sa communauté étant fermées et la maison mère regorgeant de monde.

La même année on fermait l'orphelinat de Dampierre, bien que les orphelines suivissent les cours des écoles laïques. Fermés également les orphelinats d'Héricy, de Calais, de Castres, de Nantes, de Smerménil, alors que les pensionnaires y avaient été mises par l'Assistance publique elle-même ! Fermé encore l'atelier refuge de Darmétal, fondé en 1843 par la sœur Marie-Ernestine. Le sénateur Bérenger, le président Ballot-Beaupré, le membre de l'Institut Henri Joly intervenaient vainement en sa faveur. La supérieure était vice-présidente de l'*Union des sociétés de patronages de France*, le conseil général de la Seine-Inférieure secourait ses œuvres, l'Académie des sciences morales les couronnait : rien n'y fit. La faulx devait passer ; elle passa !

On chassait de leur maison de retraite les sœurs trinitaires de Valence, toutes infirmes, malades ou impotentes.

Quelques mois avant le conflit mondial de 1914,

1. Lettre de démission du Président du conseil au président de la République, mars 1911.

11 congrégations étaient de nouveau frappées. Parmi elles se trouvaient les bénédictines de Notre-Dame du Calvaire d'Orléans qui, depuis 1904, n'étaient plus qu'hospitalières et dont les statuts avaient été approuvés par le gouvernement, le 16 juillet 1906. Ces femmes donnaient à manger aux pauvres de la ville tous les dimanches et lundis. Il y avait également les filles de la Croix des Basses-Pyrénées, dont l'unique fonction était de visiter les malades; les sœurs du Verbe Incarné de la Creuse dont les statuts, tout de charité, avaient été approuvés par le gouvernement en juillet 1905; les sœurs de la Visitation de Boulogne qui se consacraient aux soins de la population ouvrière; les filles de la croix de la Puye dans le Loiret, qui, en juillet 1911, avaient obtenu du conseil d'État l'autorisation de continuer leurs œuvres charitables.

Mais il faut nous arrêter. A la veille même de la mobilisation une nouvelle liste de proscription paraissait. Le 2 août 1914, le gouvernement, sentant enfin que la France avait besoin de tous ses enfants et comprenant que les religieux étaient, eux aussi, autant que les autres, des membres de la grande famille française, le gouvernement télégraphiait à ses préfets de *suspendre* l'exécution des lois d'iniquité.

Ces lois avaient jeté dans la misère ou dans l'exil des milliers de citoyens, enfants d'une même mère.

*
* *

Ces gestes d'un autre âge avaient-ils au moins enrichi l'État? L'histoire, parfois scandaleuse, toujours lamentable, des liquidations, prouva que la

suppression des congrégations, qui devait rapporter au trésor un milliard, fut pour lui une détestable opération financière.

La grande guerre l'a interrompue; toutefois nous avons suffisamment de documents pour la juger¹.

Les points essentiels de la législation sur la matière étaient contenus dans l'art. 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901, les deux décrets portant règlement d'administration publique du 16 août de la même année, les décrets de 1902 tendant à réprimer le fait d'ouverture ou la tenue sans autorisation d'un établissement congréganiste, et enfin la loi de proscription du 7 juillet 1904.

D'une part, le congréganiste faisant partie d'un établissement liquidé pouvait obtenir, sur sa demande, une allocation ou une rente viagère dont le montant maximum ne devait pas dépasser 1 200 francs². D'autre part, le tribunal, qui devait, à la requête du Ministère public, nommer un liquidateur était seul compétent pour connaître en matière civile de toute action formée par le dit liquidateur ou contre lui. Cette dernière disposition avait fait l'objet à la Chambre d'une discussion très vive, le 1^{er} avril 1903; en effet, la règle voulait que le tribunal compétent pour statuer sur les questions de propriété immobilière fût celui de la situation de l'immeuble. Les députés Ollivier et Beauregard avaient protesté contre cette exception, et l'un d'eux

1. Notamment les rapports du Garde des sceaux au président de la République.

2. En 1907, le total général des secours ainsi versés a donné 382 087 francs 45 centimes. (Rapport du Garde des sceaux, p. 34.)

avait fait remarquer que des plaideurs auraient à faire 400 à 500 kilomètres pour aller défendre leurs intérêts.

Le garde des sceaux Vallée s'était contenté de répondre que c'était en effet une exception, mais que celle-ci existait bien en cas de faillite. Par contre, dans cette même séance du 1^{er} avril 1903, le député Auffray avait demandé qu'aucun parlementaire ne fût ni officier ministériel ni avocat dans les affaires congréganistes. Par 350 voix contre 209, on avait renvoyé cette proposition à la commission du suffrage universel qui ne s'en occupa jamais sérieusement.

Si nous ouvrons le rapport de 1906 du ministre de la Justice sur les liquidations, rapport adressé au président de la République, nous y voyons que les liquidations ordonnées et résultant des lois de 1901 et de 1904 avaient été, au cours de l'année de 694; que 117 étaient terminées et 577 restaient en cours. Elles avaient donné un actif de 1 966 720 fr. 58 centimes, et un passif de 1 444 966 francs 82 centimes, soit un excédent de 521 753 francs 76 centimes.

Pour 1907, paraissait un deuxième rapport : 601 liquidations étaient alors terminées avec un excédent de recettes de 25 574 210 francs 91 centimes ¹. A la fin de 1908, le produit général des opérations donnait une somme de 95 millions de recettes. Arrêtons-nous à ce chiffre suffisamment instructif puisqu'il représente le bénéfice total de la grande majorité des liquidations. Sur ce chiffre, 29 millions seulement étaient à la Caisse des Dépôts et Consignations. Et

1. 24 nouvelles et 577 en cours.

les 66 autres millions? L'État en prélevait 12 millions pour se rembourser de ses avances, les ayants droit des congrégations en réclamaient 32 millions et les liquidateurs 22, dont 4 sous la rubrique *sommes introuvables*, pour remboursements de leurs frais.

Ainsi le milliard d'Henri Brisson se ramenait à 30 millions en chiffre rond.

Le ministre de la Justice dut reconnaître cet écart, mais il l'expliqua de la façon suivante : « Les immeubles bâtis par les congrégations, écrit-il, n'ont le plus souvent, à raison de leur destination toute spéciale, d'autre valeur intrinsèque que celle des terrains sur lesquels ils sont édifiés et des matériaux à provenir de leurs démolitions. De plus, on a fait le vide autour des enchères. Le supérieur du Sacré-Cœur de Bétharam a été condamné le 5 novembre 1903 pour entrave à la liberté des enchères. L'évêque de Coutances menace d'excommunication les acheteurs. Dans certains couvents, les propriétaires ont enlevé portes, fenêtres, parquet, zinc, tuyaux, cheminées... Enfin il ne faut pas oublier que la mise en vente simultanée d'un nombre considérable d'immeubles de même nature dans une même ville a toujours entraîné une dépréciation, et que les liquidateurs tenus de réaliser n'ont pas eu la faculté d'échelonner les ventes sur plusieurs années ¹. »

Ce que le ministre ne disait pas, c'est que ces opérations exigeaient des frais considérables dont les principaux étaient les suivants : mise en liquidation, accomplissement du mandat des liquidateurs, frais de procédure, d'inventaire, de conservation et d'en-

1. Rapport au président de la République (1907).

retien des immeubles, consignations pour les amendes de fol appel et de pourvoi en cassation, droits d'enregistrement, contributions, primes d'assurance, honoraires d'avocats. C'est ainsi que, pour 329 liquidations, nous trouvons 730 000 francs de frais de bureau, 3 millions et demi pour les avoués, notaires, greffiers, avocats, mandataires. Il est vrai que les hommes d'affaires ne se gênaient pas avec le milliard, témoin cet avocat d'un département du centre, qui, ayant plaidé contre 95 religieuses, mais sous la forme d'une seule plaidoierie, multipliait ses honoraires par 95.

La désillusion fut grande dans le camp des parlementaires qui avaient voté la loi dans l'espoir que leurs électeurs profiteraient des dépouilles congréganistes.

Nous en trouvons l'écho dans le rapport de M. Régismanset, rapporteur de la commission d'enquête qui n'hésite pas à écrire : « Votre commission a pu voir s'évanouir et s'effriter le milliard des congrégations évalué par l'enquête de 1900. *Il pourra rester environ 35 millions lorsque les liquidations seront achevées.* »

De son côté, M. Briand, Garde des sceaux, écrivait au président de la République le 1^{er} octobre 1908 : « L'actif immobilier que les liquidateurs ont été appelés à réaliser est donc très inférieur à celui qu'a révélé l'enquête de 1900 (évalué par l'enregistrement à 1 071 775 260 francs 33). Les immeubles servant au fonctionnement des services des congrégations n'avaient pour la plupart qu'une valeur toute relative qu'ils ne pouvaient guère conserver qu'autant que les congrégations elles-mêmes subsistaient... »

Quel aveu dans cette dernière phrase!... Puis il ajoutait : « Il importait de montrer à quel point les membres des congrégations dissoutes et ceux du clergé qui ont secondé leurs agissements sont responsables des lenteurs excessives et des frais exorbitants qu'ils ont dénoncés; il ne s'ensuit pas que les liquidateurs n'aient pas leur part de responsabilité. Il est bien certain que des erreurs, des négligences, et même parfois des fautes ont été commises dans les opérations de liquidation... Il faut bien reconnaître que les hommes de loi que les tribunaux ont désignés pour remplir les fonctions de liquidateur étaient peu préparés à la tâche essentiellement administrative dont ils ont été chargés. »

Que les congrégations ou leurs ayants droit aient cherché à défendre les biens de leurs œuvres, qui peut en justice le leur reprocher? Mais que des liquidateurs profitent d'une loi d'iniquité pour s'enrichir, que des hommes politiques fassent état de leur mandat pour s'immiscer dans des affaires véreuses, quelle tristesse! Bien mal acquis ne profite jamais, dit la sagesse... Jamais formule ne fut plus vraie que dans cette déplorable entreprise que fut la liquidation congréganiste. L'État, au lieu de s'enrichir, a appauvri d'inoffensifs citoyens et les budgets municipaux qui ont dû reprendre leurs œuvres; il a laissé dépérir des centaines d'immeubles qui, privés de leur destination première, ne pouvaient désormais servir qu'à montrer par leurs ruines aux passants l'inintelligence des haines politiques. Et pourtant, on avait essayé de faire rendre à la législation tout ce qu'elle pouvait donner. C'est ainsi que le 11 novembre 1902, le gouvernement déposait un pro-

jet de loi, qui devait être adopté par le parlement, consacrant législativement ce principe qu'il n'y avait aucune différence entre l'établissement congréganiste appartenant à des tiers et ne comprenant qu'un seul congréganiste et l'établissement de la congrégation elle-même. Ainsi que le proclamait le Garde des sceaux, M. Vallée : « Là où il y a un seul religieux, il y a un établissement congréganiste ¹. »

Pour confirmer la preuve que la loi de 1901 fut pour l'État, une mauvaise opération, citons encore cet exemple : Le 8 août 1912, le tribunal de Perpignan mettait aux enchères l'ancien monastère des trappistes d'Espiron de l'Agli. Il avait coûté plus d'un million, il fut adjugé 10 200 francs. Or, sur cette somme modeste, l'État devait indemniser le liquidateur et rembourser à la famille Ricart, de Montpellier, la somme de 120 000 francs donnée par elle au monastère. Tout ce que le tribunal put faire devant cet effondrement, ce fut de provoquer une surenchère du sixième!...

*
* *

La liquidation ne fut pas seulement une mauvaise opération; ce fut également une vilaine affaire. La triste aventure des chartreux le prouve surabondamment. Nous avons vu précédemment que le gouvernement avait invité ces religieux à solliciter l'autorisation, que ceux-ci étaient tombés dans le piège, et qu'avec une déloyauté indigne d'un gouvernement le pouvoir, au dernier moment, les avait abandonnés.

1. Daniel, *Année politique*, 1902, p. 273.

Ces tractations occultes devaient avoir une suite retentissante.

Dans le cours de 1904, M. Baragnon, propriétaire du *Petit Dauphinois*, fit une campagne violente contre le chantage dont les religieux avaient failli être les victimes. Le 9 juin de la même année, à l'occasion d'une interpellation sur les émoluments alloués aux avoués de première instance et d'appel, allusion fut faite à la Chambre à ce que le public appelait déjà, à la suite de M. Baragnon, *le million des chartreux*.

Violemment pris à partie à la séance de la Chambre du 10 juin 1904 par M. Millerand qui lui reprochait d'être hanté par la pensée des congrégations, Combes mangea une partie du morceau. Il déclara qu'on était venu lui proposer deux millions s'il déposait un projet de loi en faveur des chartreux. Aussitôt grand scandale dans l'arène parlementaire. Renault-Morlière se lève et demande à interpellier le gouvernement sur cette tentative de corruption. Combes remonte à la tribune et déclare qu'en décembre 1902, son fils, Edgard Combes, secrétaire général du ministère de l'Intérieur, avait en effet reçu la visite d'une personne qui lui avait offert ces deux millions, qu'une enquête avait été immédiatement ordonnée et qu'avec l'assentissement du Conseil des ministres, elle avait abouti à un non-lieu¹.

Ce non-lieu par ordre était un scandale qui cachait des dessous peu honorables, et dans tous les cas compromettait singulièrement la probité politique du président du Conseil. A la suite de ces révélations, mollement et pour la façade, la Chambre vota

1. Daniel, *Année politique*, 1904, p. 193 sq.

une commission d'enquête composée de 21 membres de l'opposition et de 12 de la majorité, avec, pour président, le député Flandrin. Puis, avant même que celle-ci eût eu le temps de se réunir. le journal le *Temps* donnait le nom de la personne qui, peu honnêtement du reste, avait voulu sauver les chartreux. C'était l'ingénieur Chabert : par l'intermédiaire de M. Lagrave, commissaire général de l'exposition de Saint-Louis, il avait essayé de corrompre le président du conseil.

Ce qui était grave dans l'affaire, ce n'était pas tant la tentative de chantage d'un particulier, plus ou moins affilié au monde politique, que le non-lieu, qui, par ordre d'un président du conseil, avait clos ce scandale. Pourquoi ce non-lieu? La commission d'enquête voulut en avoir le cœur net. Elle interrogea le procureur général Bulot qui déclara « qu'on avait été obligé de terminer par un non-lieu, parce que le gouvernement ne voulait pas lui donner le nom du corrupteur, et qu'il avait dû s'incliner devant la raison d'État. »

C'est tout ce que la commission put savoir de positif. Edgard Combes, dont le rôle dans cette affaire ne put jamais être élucidé, se trouva en contradiction dans ses réponses avec Lagrave et Chabert. Ce qui était certain, c'est que le gouvernement avait fait prononcer par la magistrature républicaine un jugement par ordre pour ne pas indisposer un haut personnage dont l'influence grandissait chaque jour au parlement ¹. Ce qui était non moins vrai c'est

1. M. Millerand. C'est de cette époque que date la brouille du futur président de la République avec M. Combes. Celui-ci accusa en plein Parlement son adversaire de s'être

que ce dernier, ainsi que devait le démontrer plus tard M. Pichat, architecte des chartreux et député, avait envoyé à dom Michel, prieur de cet ordre, des intermédiaires avec mission de dire aux religieux que, moyennant 5 millions, le monastère subsisterait, ce que le prieur avait repoussé avec indignation. Mais comme il faut toujours un bouc émissaire dans ces vilaines affaires, on révoqua Michel Lavigne, moins pour avoir servi d'intermédiaire à ce tentateur que pour avoir compromis le gouvernement en disant la vérité à la commission d'enquête.

A côté de ces scandales d'ordre politique, il en fut d'autres d'ordre moral qui se présentèrent lors de la liquidation des biens. Toute la presse s'est révoltée à l'époque à l'occasion de la vente du cimetière des religieuses augustines de Mattaincourt.

Et que penser du fait suivant dont la grossièreté donne la nausée et qui prouve jusqu'où descend la haine quand elle atteint les choses les plus hautes?

En 1911, pour fêter la prise de possession de l'ancienne chapelle du collège des jésuites de Saint-Grégoire de Tours, les nouveaux acquéreurs firent un repas d'honneur. Voici le menu que les invités trouvèrent dans leur couvert en entrant dans la salle

enrichi comme avocat des dépouilles congréganistes et, de son côté, ce dernier traita le système politique de M. Combes de *régime abject*.

GUEULETON D'ACTIONS DE GRACE

offert à ses ouailles

PAR S. E. EYCLUMANT EN SA NOUVELLE ABBAYE

— Anno Domini M. C. M. X. I. Le xx^e jour de juin —

OFFICE

INTROÏT :

Saucisson, Beurre, Crevettes, Artichauts

ÉPÎTRE :

Langouste à la cardinale

ÉVANGILE :

Tête de veau, sauce liturgique

OFFERTOIRE :

Poulets de grains (de chapelet) à la carmélite

ÉLÉVATION :

Petits pois nouveaux à la romaine

COMMUNION :

Gigot de novice pré-sale

PSAUMES :

Abricotine au kirsch de Fontgombaudo

BÉNÉDICTION :

Petits fours — Fruits du verger céleste

Pets de nonne

Nonnettes

Jésuites — Chanoinesses

Café et Liqueurs :

Bénédictine — Chartreuse

Liqueur du couvent

Vins de messe

Eau bénite ad libitum

Ite Missa est.

Ainsi, cette loi de 1901 qui devait donner un milliard aux caisses des retraites ouvrières, libérer le pays d'une tyrannie honteuse, y faire régner la liberté et la fraternité, n'avait fait qu'enrichir des aigrefins, immobiliser ou dépérir des centaines d'immeubles, élargir un peu plus le fossé qui séparait ce que Waldeck-Rousseau appelait les deux jeunesses. Son application finissait dans le scandale.

La France méritait cette leçon : elle avait laissé partir pour l'exil les meilleurs parmi ses citoyens sans qu'un cri du cœur ne fît la leçon à ses maîtres. Certes, la majorité du pays, dans le fond de son âme, n'était pas du côté des proscripteurs. Mais par ignorance, par faiblesse, par égoïsme, elle s'était contentée de laisser faire ou de protester faiblement.

La tyrannie est toujours victorieuse quand elle règne sur des peuples émasculés. Il faudra la grande guerre pour rendre aux Français la générosité de leur sang et pour leur prouver que tous ces exilés étaient de la même race et de la même chair qu'eux. En mourant et en se sacrifiant, comme eux, dans la plus sainte des guerres, les congrégations françaises ont démontré qu'elles étaient dignes de rester au foyer commun, et qu'en les proscrivant, c'était un peu de son unité, de sa tendresse, de sa beauté qu'on avait arraché à la Patrie bien-aimée.

CHAPITRE XIII

LES CONGRÉGATIONS ET L'ENSEIGNEMENT

LA CONQUÊTE DE LA LIBERTÉ

M. Aulard, avec son assurance habituelle, a écrit la phrase suivante : « Sous l'Ancien Régime on ne s'occupait pas sérieusement d'instruire le peuple. Ni le roi, ni le clergé ne tenaient à ce que le peuple fût instruit; ils craignaient qu'une fois instruit, il fût moins obéissant et moins crédule¹. » En face de cette assertion audacieuse, nous avons heureusement les archives des anciennes provinces qui donnent une toute autre note. Taine, qui les a dépouillées², déclare au contraire qu'au xviii^e siècle dans les 37 000 paroisses du royaume il y avait 25 000 écoles fréquentées et efficaces. « Ces écoles, dit-il, ne coûtaient rien au Trésor, presque rien aux contribuables, presque rien aux parents. » Les provinces les plus favorisées étaient les Flandres, l'Artois, la Picardie, l'Ile de France, l'Orléanais, la Champagne et la Lorraine. En 1799, l'intendant de Nancy écrivait : « Si l'on se plaint que les campagnes manquent de bras, c'est que nos bourgs et nos villages fourmillent d'une multitude d'écoles. Il n'y a pas de

1. MM. Aulard et Debidour, *Histoire, cours moyen*, p. 210.

2. Taine, *Origines de la France contemporaine*, t. x, p. 29 sq.

hameau qui n'ait son grammairien. » Par contre, les philosophes n'étaient pas tous partisans de l'instruction populaire, et l'un des plus fameux, le Chalotais, n'hésitait pas à déclarer que « le bien de la société exigeait que les connaissances du peuple ne devaient pas s'étendre plus loin que ses occupations. »

Il y a lieu toutefois de faire remarquer que si, à la veille de la Révolution, ce que nous appelons de nos jours l'enseignement primaire et secondaire était très florissant, il n'en était pas de même des universités jadis si prospères ¹.

Les écoles des enfants du peuple étaient tenues par le curé, un clerc laïc (chantre ou sacristain), ou le plus souvent un membre d'une congrégation. Les titulaires étaient désignés par les pères de famille et subventionnés par les châtelains. Les frères de la Doctrine chrétienne, les ursulines, les augustines, les sœurs de la Providence, de la Sainte-Famille et de la Sagesse, formaient la majorité de ce corps dévoué, modeste et désintéressé. Dans certaines régions, il y avait deux sortes d'écoles, dites les unes de *charité*, les autres des *maîtres de tutelle*; et l'évêque, dès le Moyen Age, avait fait l'obligation à ses curés d'avoir dans leur paroisse une école primaire. Le conventionnel Grégoire devait avouer plus tard que sous l'Ancien Régime la méthode de l'enseignement était excellente.

Qu'allait faire la Révolution devant ce problème de l'instruction publique, problème si important

1. D'après Albert Thomas, dans sa thèse de doctorat *La liberté d'enseignement en France de 1789 à nos jours*. (Bibliothèque nationale).

pour l'avenir de la nation ? Comme pour beaucoup d'autres questions, elle allait lancer des proclamations grandiloquentes, dresser des projets pleins de promesses ; mais, en fait, jusqu'au Consulat, l'instruction, hier encore prospère, allait tomber au dernier rang.

Les actes législatifs qui, de 1790 à l'avènement de Bonaparte, sanctionnèrent les intentions des hommes de la Révolution furent au nombre de six ¹. Tous, à l'exception de ceux qui parurent sous le Directoire, proclamèrent la liberté absolue de l'enseignement. Le comité de l'instruction publique à la Convention disait dans son rapport : « Vous ne devez pas porter atteinte ni à la liberté des établissements particuliers d'instruction, ni aux droits plus sacrés encore de l'éducation domestique. »

Le projet de 1790, dû à Condorcet, faisait même appel aux congrégations pour instruire le peuple. Celles-ci devaient le serment civique au gouvernement ; elles étaient rétribuées par le produit des octrois municipaux et les dîmes.

La suppression des ordres religieux en 1792 rendit inopérantes ces dispositions libérales, et, dès cette époque, au dire de Chaptal, il n'y eut presque plus d'instruction primaire en France, pour la simple raison qu'il n'y avait plus ni instituteur, ni institutrice. Dans certains départements on ne voyait pas une école sur le territoire de dix communes, et celles qui existaient avaient été fondées par des particu-

1. Lois du 13 octobre 1790, du 29 frimaire an II, du 27 brumaire an III, du 3 brumaire an IV ; arrêtés du 17 novembre 1797 et du 5 février 1798.

liers, sans que les finances de l'État, au reste lamentables, les aidassent en aucune façon ¹.

Aussi, à son avènement, Napoléon I^{er} pouvait-il dire justement : « Il est impossible de rester plus longtemps comme on est, puisque chacun peut lever une boutique d'instruction comme on lève une boutique de drap. »

C'est dans ces conditions que la loi du 11 floréal an X créa un enseignement d'État, et celle du 10 mai 1806 une université impériale.

Mais, après s'être désintéressé de l'enseignement public, l'État allait tomber dans l'excès contraire et créer ce système détestable et détesté sous tous les régimes, le système du *monopole*. Il fut combattu dès son apparition, et il fallut aux cléricaux et libéraux plus d'un demi-siècle pour y faire brèche grâce aux lois de 1833, 1850 et 1875 ². Ces lois, les sectaires ont pu les baptiser de rétrogrades; l'histoire est là pour rectifier cette assertion. Le monopole a été l'œuvre du despotisme napoléonien, alors que la liberté d'enseignement a été l'acte le plus libéral, le plus sage, le plus clairvoyant qu'ait élaboré une assemblée depuis la création du régime parlementaire.

*
* *

Ainsi que l'a écrit Ledru-Rollin : « Y a-t-il une souffrance plus grande pour l'individu que l'oppression de sa conscience, que la déportation de ses

1. Le 15 germinal an X, Portalis disait à la tribune : « L'instruction est nulle depuis dix ans. »

2. Loi de 1833 sur l'instruction primaire; loi de 1850 sur les instructions primaire et secondaire; loi de 1875 sur l'instruction supérieure.

filis dans des écoles qu'il regarde comme des lieux de perdition, que cette conscience de l'enfance, traînée violemment dans un camp ennemi et pour servir l'ennemi? »

L'opposition au monopole universitaire vint tout d'abord du peuple lui-même. Napoléon, qui n'aimait pas les résistances, confisqua des écoles libres, empêcha l'instruction à domicile, et par ces procédés arbitraires, força ses sujets à aller dans ses établissements. Mais l'homme qui eut l'honneur de tirer publiquement le premier coup de canon dans cette lutte pour la liberté fut Lamennais.

On était alors en 1818, et le gouvernement de la Restauration n'avait rien changé au régime universitaire de l'empereur. Uni aux libéraux et aux républicains, Lamennais mena une campagne vigoureuse dans le journal *Le Conservateur*. Grâce à son intervention, les frères des Écoles chrétiennes, que Napoléon avait dû tolérer pour ne pas mécontenter l'opinion publique et surtout par économie, furent exempts des taxes universitaires; les jésuites rentrèrent et un grand nombre d'écoles secondaires furent dirigées par eux. Alors, un phénomène curieux se produisit : les libéraux qui s'étaient alliés aux cléricaux pour demander la liberté de l'enseignement, voyant que cette liberté devait surtout profiter à ces derniers, se séparèrent d'eux et imposèrent à Charles X les ordonnances du 16 juin 1828 qui mettaient les jésuites sous la coupe de l'Université. Bien mieux, tout congréganiste d'un ordre non reconnu ne pouvait devenir professeur ni de l'Université, ni des écoles secondaires ecclésiastiques. Lorsque la Monarchie de juillet arriva au pouvoir

tout était donc à recommencer. Le pape Léon XII avait bien demandé aux cléricaux de s'incliner devant les ordonnances de 1828, mais, la Charte de 1830 ayant promis la liberté de l'enseignement, les catholiques ne pouvaient pas être moins libéraux que le roi-citoyen, et, méthodiquement, ils se remirent à l'œuvre pour conquérir successivement la liberté dans les trois ordres de l'enseignement. Au début, ils retrouvèrent leurs alliés de 1818 qui, n'ayant plus rien à craindre des jésuites fortement diminués par les ordonnances de 1828, réclamaient à nouveau la liberté de l'enseignement, non par amour de la liberté, mais pour économiser les finances de l'État que le régime du monopole grevait lourdement.

La conquête de la liberté de l'enseignement primaire eut pour prodrome le procès retentissant dont Lamennais, Lacordaire et Montalembert devaient être les héros. Le 7 mai 1830, ces trois hommes fondaient une école libre¹ en déclarant que la *liberté se prend et ne se donne pas*, et, le 18 décembre suivant, une agence pour la liberté religieuse. Soutenus par la grande majorité des journaux de gauche, ils étaient traduits les deux premiers devant la Cour d'assises et acquittés, et le troisième devant la Chambre des pairs et condamnés à une amende dérisoire. La victoire devait sortir de cette escarmouche, et, le 3 janvier 1833, le ministère Guizot déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi autorisant tout Français à ouvrir une école primaire moyennant quelques garanties d'âge, de capacité et de surveillance. On n'y parlait pas des congrégations, et

1. A Paris, 5, rue des Beaux-Arts.

les ordonnances de 1828 étaient toujours en vigueur. Ce n'était donc en réalité qu'une demi-victoire pour les ordres religieux, puisque les congrégations non reconnues ne pouvaient pas toujours, du moins en principe, participer à l'enseignement public, ni privé.

La conquête de l'enseignement secondaire allait être beaucoup plus longue. Quels allaient être en effet les véritables antagonistes dans cette nouvelle lutte? D'une part l'Université, d'autre part les jésuites. Or si les libéraux avaient suivi Lamennais dans sa lutte pour la liberté de l'école du village, ils allaient se retourner contre les cléricaux et pour l'Université dans la deuxième bataille, en haine des disciples de Loyola.

Politique à courte vue, inconséquente, déloyale même; car si la liberté est bonne pour les enfants du peuple, pourquoi ne le serait-elle pas pour ceux de la bourgeoisie? Ne voulant pas toutefois être inconséquents avec eux-mêmes, ils soutenaient, en 1841 et en 1844, deux projets, dus à Villemain, qui accordaient à tout citoyen le droit d'ouvrir un établissement: seuls les membres des congrégations en étaient exclus. A cette occasion, Guizot avait prononcé les paroles suivantes: « Des idées laïques, des pouvoirs laïcs, ont conquis la liberté de pensée et de la conscience. Eux seuls peuvent garder cette grande conquête, comme ils ont pu la conquérir ¹. » Assertion osée, contraire même à la vérité, puisque la liberté de l'enseignement primaire, base essentielle de toute liberté humaine, n'avait pas eu de champions plus tenaces que les catholiques de l'école Lamennais.

1. Discours de Guizot à la Chambre des Pairs, 1844.

La lutte continua entre les deux camps pendant les dernières années du régime de juillet. Aux paroles d'un Louis Veillot réclamant pour l'Église catholique *non pas seulement la vie, mais la royale condition de la vie*¹, c'est-à-dire la liberté, Victor Cousin répondait avec hauteur : « Ce n'est pas la liberté qui se plaint, c'est l'esprit de domination qui murmure². » Et, quelques jours après, le philosophe démasquait sa véritable pensée toute troublée par la résistance des membres de la Compagnie de Jésus, et prononçait ces mots que nous retrouverons plus tard, sous une autre forme, sur les lèvres d'un Waldeck-Rousseau : « Ce corps qui demande l'enseignement public au nom du droit divin est incapable de l'exercer lui-même, et il est condamné, le sachant, à s'appuyer sur un autre corps mystérieux qui enseignera dans l'ombre. De là deux éducations essentiellement contraires, l'une cléricale et au fond jésuitique, l'autre laïque séculière. De là deux générations séparées l'une de l'autre dès l'enfance... Nous apprendrons ainsi à nous fuir les uns, les autres, à nous renfermer dans des camps différents, des prêtres à notre tête... Merveilleux apprentissage de cette charité civile qu'on appelle le patriotisme³ ! »

A cette époque, l'opinion publique — plus heureuse et moins égoïste que la nôtre — savait se passionner pour les luttes d'idées. En 1846, 146 candidats favorables à la liberté d'enseignement pleine et entière entraient à la Chambre. Le ministre Sal-

1. Lettre de L. Veillot à Villemain, 1843.

2. Lettre de V. Cousin à Montalembert, 1844.

3. Discours de V. Cousin à la Chambre des Pairs, 1844.

vandy déposait un projet plus libéral que celui de Villemain, mais dont les congrégations non autorisées étaient encore exclues. Ni l'Université ni les catholiques ne s'y rallièrent, l'une le trouvant trop libéral et les autres pas assez. Ainsi la Monarchie de Juillet qui avait su donner à l'enseignement primaire la liberté mitigée, n'avait pas su résoudre le problème de l'éducation secondaire.

* * *

La Constitution de 1848, mieux inspirée, inscrivait dans son art. 9 le principe de cette liberté. Puis le nouveau gouvernement faisant immédiatement honneur à ses promesses prenait comme ministre de l'instruction publique M. de Falloux, et par la voix de son président du Conseil, Odilon-Barrot, donnait à ce dernier pour mission d'aboutir.

Les jacobins ont pris l'habitude de vilipender M. de Falloux et de le rendre responsable de toutes les résistances que l'esprit de liberté a pendant cinquante ans opposées aux entreprises de l'esprit de secte. Certes, le nouveau ministre de l'Instruction publique devait faire beaucoup pour le triomphe de la liberté; mais le résultat aurait été douteux s'il n'avait eu l'habileté d'amener à ses idées M. Thiers qui, pendant tout le règne de Louis-Philippe, s'était montré hostile aux congrégations. Le véritable créateur de la loi de 1850 devait être le futur premier président de la III^e République. Battu aux dernières élections, M. Thiers avait fait retour sur lui-même à la faveur de sa défaite, et voulant prendre une

prompte revanche, il s'était tourné vers M. de Falloux. Celui-ci voyant tout le profit qu'il pourrait retirer de cet homme habile et encore puissant, le fit élire en 1849, grâce à l'appoint des voix catholiques. Reconnaisant, le nouveau député promit au ministre de l'Instruction publique de soutenir, malgré son amitié pour Victor Cousin, le projet que le ministère Odilon-Barrot venait de déposer sur le bureau de l'assemblée.

Ce projet traitait à la fois de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. Nous avons vu précédemment que la loi de 1833 n'avait été qu'une demi-victoire pour les catholiques; Falloux donnait davantage. Il exemptait notamment du brevet de capacité les membres des congrégations enseignantes, et le remplaçait soit par un titre octroyé par le ministre d'un culte, soit par un stage de trois ans dans une école publique ou privée. Pour les religieuses des ordres reconnus, il suffisait même pour ouvrir une école d'une simple lettre d'obédience. Enfin, le curé avait un droit personnel d'inspection dans l'école.

Mais le libéralisme du projet perçait surtout dans la partie qui traitait de l'enseignement secondaire. Le directeur d'un établissement libre était astreint à un stage de cinq ans soit comme professeur, soit comme surveillant, dans un établissement public ou libre, et à la production d'un certificat de capacité délivré par une commission dont faisait partie un ministre du culte professé par le candidat. L'inspection des écoles libres par l'État ne portait que sur l'hygiène et la moralité ; elle devait, de plus, s'assurer que l'enseignement n'était pas contraire

à la constitution, ni aux lois. Trois évêques avaient leurs entrées dans le conseil supérieur, et des prêtres avaient les leurs dans les conseils départementaux.

Deux camps se formaient aussitôt. Le premier comprenait les représentants de l'Université et des personnalités telles que Jules Simon, Barthélemy-Saint-Hilaire, Victor Hugo. Il repoussait le projet au nom de la liberté de pensée : le *National* et le *Siècle* étaient sa tribune. Il se rencontrait d'ailleurs dans l'opposition avec l'extrême-droite, notamment avec Mgr Parisis et Louis Veuillot qui, dans l'*Univers*, attaquaient un projet dont l'auteur avait fait la part trop belle à l'Université, du moins à leur gré.

Le deuxième camp, à la tête duquel se trouvaient Montalembert, Thiers et Mgr Dupanloup, et qui avait pour principal organe le *Journal des Débats*, appuyait fortement le projet Falloux, les uns dans l'intérêt de l'apaisement national et de la liberté, les autres dans celui de l'Église. L'évêque d'Orléans aurait voulu que la loi restât muette sur le cas des congrégations et que leurs établissements fussent, mis sur le même pied que ceux de l'État. Mais Mgr Dupanloup était trop clairvoyant pour insister, le mieux à ses yeux étant dans le cas présent l'ennemi du bien. Il envoya donc au pape et à tous les évêques de France un mémoire pour énumérer les avantages du projet et pour leur demander de l'accepter. Parmi ceux-ci, il en était deux qui étaient particulièrement précieux : d'une part, les ordonnances de 1828 étaient abrogées ; d'autre part, les congrégations pouvaient enseigner. Il rompit en même temps contre Louis Veuillot qui ne voulait pas se soumettre quelques lances retentissantes et n'hésita pas à lui

déclarer que « son *Univers* était une *plaie vive au sein de l'Église de France*¹. »

. C'est dans ces conditions que la discussion s'engagea devant l'Assemblée le 14 janvier 1850. Très sagement le rapporteur Beugnot montra que l'Université avait eu le tort de délaisser la partie morale et religieuse de son rôle et que cette carence était préjudiciable et à la moralité publique et à l'avenir de la patrie. Aux intransigeants, Montalembert répliqua par son mot fameux : « l'Église ne dit jamais, *tout ou rien*, car c'est le mot de l'orgueil. » Enfin, l'ensemble de la loi était voté par 399 voix contre 237. En 1860, M. Rouland, ministre de Napoléon III, pour justifier la fermeture de deux collèges de jésuites, devait déclarer que la loi Falloux n'avait point eu pour but d'éluder les prohibitions qui frappaient les congrégations d'hommes. Rien n'était plus erroné que cette assertion. En effet, lors de la discussion de cette loi, le député Bourzat avait déposé un amendement qui refusait la liberté de l'enseignement aux ordres religieux non reconnus. Sur l'intervention de Thiers, et par 450 voix contre 158. l'amendement avait été repoussé.

Ainsi la loi de 1850 donnait la liberté à tous, sans exception. Une grande œuvre d'apaisement venait d'être mise sur pied. Les attaques dont Falloux devait être l'objet de la part des sectaires, pendant la seconde moitié du xix^e siècle, prouvent à elles seules combien était importante la victoire qu'il avait donnée aux drapeaux de la liberté et de la religion.

1. Lagrange, *Vie de Mgr Dupanloup*, t. 1, p. 511.

La liberté de l'enseignement supérieur devait encore attendre un quart de siècle avant de voir ses espérances réalisées. Le ministre de l'Instruction publique de la II^e République avait bien présenté un projet dans ce sens, mais sans succès. Il en avait été de même des projets Victor Duruy en 1867 et Guizot en 1870. Enfin, en 1871, le comte Jaubert déposait une proposition qui resta quatre ans en discussion et ne fut votée que le 12 juillet 1875. Comme pour la loi Falloux, deux camps se formèrent. L'un, hostile, composé de l'extrême-droite et de la gauche, notamment de Paul Bert et de Challemel-Lacour; l'autre, bienveillant, comprenant Mgr Dupanloup, Chesnelong et cette fois-ci le journal *l'Univers*. La bataille porta surtout sur la collation des grades. A 37 voix de majorité, il fut décidé que les jurys seraient mixtes et composés de professeurs de l'Université de l'État et des universités libres, nommés par le ministre de l'Instruction publique.

*
* *

Ainsi la liberté sortait victorieuse de ce long combat. Comment les congrégations surent-elles profiter de la victoire? D'après des statistiques non officielles, dans l'enseignement primaire il y avait en 1895, 21 967 écoles congréganistes desservies par 52 730 instituteurs et institutrices, donnant l'instruction à 2 021 681 élèves; 7 561 de ces établissements avaient un caractère officiel et coûtaient annuellement au budget 15 millions. Les établissements les plus florissants étaient tenus par les frères de la Doctrine chrétienne qui, à eux seuls, avaient

un million et demi d'élèves. Dans l'enseignement secondaire, il y avait à la même époque 438 établissements ecclésiastiques avec plus de 67 000 élèves, ceux des jésuites étant les plus prospères ¹.

Ces chiffres donnés à titre d'exemple feront comprendre combien l'enseignement congréganiste, à la veille des lois de proscription, était apprécié des familles. Cette préférence était surtout marquée dans les écoles secondaires. A la veille des décrets de 1880, un million et demi de citoyens pétitionnaient pour que la liberté d'enseignement fût sauvegardée, et 20 ans plus tard, malgré les tracasseries du pouvoir, une grande partie de la bourgeoisie française faisait encore élever ses enfants en dehors des écoles de l'État.

Les ennemis des congréganistes devaient même exagérer ces succès pour mieux arriver à leurs fins. Sous Waldeck-Rousseau, certains d'entre eux prétendirent que les officiers de l'armée sortaient pour la plupart des maisons des jésuites, ce qui était contraire à la vérité ; et que, dans ces conditions, il n'était pas étonnant que les grands chefs militaires fussent hostiles à Dreyfus. Or, en 1899, sur 42 officiers brevetés, 6 seulement sortaient de la rue des Postes. Le général de Boisdeffre lui-même avait fait ses classes supérieures au lycée d'Amiens, et, sur tous les juges qui composaient le conseil de guerre de 1899, lequel devait condamner Dreyfus, un seul

1. Trouillot, le 17 janvier 1901, a donné des chiffres moins forts, qui d'ailleurs paraissent plus exacts. Les voici : Les congréganistes ont, dans l'enseignement primaire, 440 766 garçons et 1 177 142 jeunes filles, et, dans l'enseignement secondaire, 32 764 enfants ; au total 1 650 672 élèves.

avait été élève d'un établissement congréganiste. Or il arriva que cet officier unique acquitta le prévenu. Sur les 60 témoins qui déposèrent devant le Conseil, il n'y avait que 6 anciens élèves de la rue des Postes, dont trois témoignèrent en faveur de l'officier. Il fallait donc que la cause des jacobins fût bien mauvaise, pour qu'ils éprouvassent le besoin de grandir leurs adversaires pour mieux les atteindre.

Les frères de la Doctrine chrétienne, tant par l'ancienneté de leurs services que par la manière éminemment pratique dont ils faisaient l'instruction, ont toujours été populaires dans les classes laborieuses. D'autre part, une bonne partie de la bourgeoisie française a toujours apprécié les jésuites pour la forte empreinte morale et personnelle qu'ils savent donner à leurs jeunes gens. Voilà la vérité. Mais une fois ces deux ordres dissous, la clientèle des écoles libres ne pouvait que baisser. Aussi toutes les lois que devaient forger leurs adversaires ont-elles eu pour but essentiel et permanent la disparition de ces deux ordres éducateurs, en même temps qu'ils laïcisaient l'enseignement public.

CHAPITRE XIV

LES CONGRÉGATIONS ET L'ENSEIGNEMENT

LA PROSCRIPTION

Les grands promoteurs de la propagande laïque dans l'enseignement ont été Vauchez et Jean Macé. Ces deux hommes trouvèrent de leur vivant et après eux, des soutiens et des admirateurs dans le haut personnel de la République radicale, notamment dans Jules Ferry, Paul Bert et Emile Combes. On ne démasqua pas tout de suite des batteries qui auraient impressionné par la rudesse de leurs coups l'opinion publique. Par des paroles habiles, celle-ci fut endormie et on se contenta de lui dire que « la morale indépendante, c'est la morale indépendante de la Révélation; ce n'est pas la morale indépendante de Dieu ¹. » En fait, peu à peu, l'on fit perdre à la *neutralité* son caractère hypocrite, et à la fin du ^{xix}^e siècle cette expression était synonyme d'*athéisme*. La *Ligue de l'enseignement* dans tous ses congrès, les revues des instituteurs dans leurs articles, se prononcent nettement dans ce sens. « Voici venir le jour, écrivait-on en 1907, où les instituteurs seront débarrassés de l'obsession de l'enseignement

1. Jules Simon, *Dieu. Patrie Liberté*.

moral ¹. » Et quelques années auparavant, l'un des maîtres de notre jeunesse n'avait pas hésité à prononcer les paroles suivantes : « Le devoir n'existe pas. Nous ne regrettons pas qu'on ait placé dans le musée des bouddhas contemplant leur nombril, l'honnête homme interrogeant sa conscience ². »

Avant la III^e République, les hommes au pouvoir, même d'opinions avancées, n'auraient jamais osé donner à ce mot *laïc* le sens que des faits innombrables lui ont donné depuis. Durant les luttes, que nous avons vues parfois violentes sous la grande Révolution, la Restauration et la Monarchie de Juillet, le nom de Dieu est environné de respect. Toutes les atteintes portées alors à l'enseignement congréganiste ont eu pour prétextes soit des incidents locaux, soit des arguments politiques, mais jamais un argument philosophique, aussi grave que celui du laïcisme, n'a été érigé en dogme d'État et n'a servi d'arme à la persécution. Quand on y réfléchit en effet, on est effrayé et on reste confondu de voir une nation faire profession officielle d'athéisme. Aucun peuple de l'antiquité, même le plus civilisé, aucune tribu sauvage, même la plus arriérée, n'avait encore osé se dresser contre la raison humaine pour dire à Dieu : « Tu n'entreras ni dans les livres de nos enfants, ni dans la morale de leurs cœurs. » Car cette doctrine forme bien la pierre angulaire de notre régime politique. Ses partisans les plus autorisés ne l'ont jamais niée... Seuls, les habiles, au début, ont essayé de masquer le sens vrai du mot sous un terme de

1. *Revue de l'enseignement primaire*, 1907.

2. *Revue de l'Enseignement primaire*, 1901.

circonstance. L'équivoque n'a pas duré, et, nous le répétons, aujourd'hui pour tout homme qui connaît son histoire contemporaine, la neutralité n'est que le prénom de l'*athéisme* ¹.

La lutte commença par l'enseignement supérieur. Celui-ci venait d'avoir sa loi de liberté. Mais en 1875, la majorité de l'Assemblée était encore modérée. En 1879, il n'en était plus de même, et le 23 janvier de cette même année, Paul Bert déposait une proposition de loi abolissant l'œuvre de ses prédécesseurs. Allant au devant des désirs de son collègue du Parlement, Jules Ferry, ministre de l'Instruction publique, mettait le 15 mars suivant deux projets en chantier. L'un excluait les ministres des cultes du conseil supérieur de l'instruction publique et des conseils académiques; l'autre supprimait les jurys mixtes et réservait à l'État la collation des grades. Ces projets étaient adoptés à une grosse majorité. Les congrégations ne furent que peu atteintes par ces lois restrictives, les universités catholiques étant tenues surtout par le clergé séculier. Elles allaient du reste avoir leur tour. En 1881, les exceptions de capacité dont la loi Falloux avait fait bénéficier les congréganistes des écoles primaires étaient abrogées. Ceux-ci devraient dorénavant posséder un certificat d'aptitude pédagogique pour enseigner. Ce fut la première mesure.

La seconde, beaucoup plus grave, ne tarda pas. Paul Bert, le 30 octobre 1886, faisait en effet pro-

1. En 1881, par 139 voix contre 126, le Sénat mettait dans la loi scolaire le nom de Dieu. La Chambre ayant rejeté ce paragraphe, le nom ne figura plus que dans les programmes. De nos jours, on ne l'y voit plus.

mulguer la loi laïcisant le personnel primaire. Elle était dirigée contre les 4 000 frères et les 15 000 sœurs qui enseignaient dans les écoles publiques communales. Les premiers devaient être remplacés dans un délai de cinq ans, et les secondes au fur et à mesure des décès et des retraites. Les ministres des cultes ne faisaient plus partie des commissions municipales scolaires. Défendu par Goblet, la loi fut attaquée énergiquement par Chesnelong, Buffet et Jules Simon, et finalement adoptée respectivement à 71 et 184 voix de majorité par le Sénat et la Chambre ¹. A partir de 1889, les nominations d'instituteurs congréganistes étaient suspendues, notamment dans les Hautes-Alpes, le Finistère et la Meuse.



Sauf pendant la courte période des Décrets, jusqu'en 1898, l'enseignement secondaire congréganiste vécut à peu près tranquille. Dès 1889, Spuller avait du reste parlé d'apaisement, et la politique du ralliement l'avait facilité. Mais les consuls veillaient : ils ne voulaient ni de l'un ni de l'autre. A la faveur de l'affaire Dreyfus, tous les ennemis de l'enseignement libre s'étaient levés pour réclamer l'abrogation totale de ce qui restait de la loi Falloux. Le professeur Aulard fit, dans ce but, à la Sorbonne, toute une série de conférences. « Dans nos lycées, disait-il, on apprend à raisonner ; chez les bons Pères, on apprend à obéir. Là on forme des citoyens, ici on forme des sujets. Là on perfectionne la faculté de raisonner, ici on l'atrophie, on dévirilise, si je puis

1. Au Sénat le 30 mars et à la Chambre le 28 octobre 1886.

dire, les jeunes esprits... Ces esprits qu'on a tâché de rendre inertes, on tâche aussi d'y insuffler la haine et le mépris de la Révolution française... Chez les congréganistes, on apprend du reste deux doctrines, l'une de haine contre la République et une de concession vis-à-vis d'elle en vue des examens. Pourquoi donc les jésuites dressent-ils les enfants à ces inutiles hypocrisies? Uniquement pour les habituer à obéir, à plier et à plaire¹. »

La *Ligue de l'Enseignement* s'était mise de son côté en mouvement; le 2 octobre 1898, le rapporteur du congrès de Rennes émettait le vœu suivant : « Le congrès fait appel à l'activité de propagande des sociétés fédérées pour parer aux graves atteintes portées à l'union morale et sociale de la France par l'enseignement secondaire congréganiste, et signale à l'attention du gouvernement le danger de recruter ses fonctionnaires parmi les jeunes gens qui ne sortent pas des établissements de l'État. »

Les esprits modérés eux-mêmes semblaient atteints de cette phobie congréganiste, et dans un rapport sur l'enseignement Alexandre Ribot présentait ses inquiétudes sous la forme suivante : « Ce qui faisait autrefois une supériorité de l'éducation du lycée, cet esprit de large tolérance qui a toujours été l'honneur de l'Université, est traité d'indifférence, parfois même d'irrégion d'État. L'Université s'inquiète avec raison de ne plus trouver dans les régions moyennes de la société le même appui qu'autrefois. On peut reprocher au gouvernement de la République d'avoir manqué de fermeté dans ses desseins et

dans sa conduite. Suivant le conseil de Richelieu, dans son testament politique, il ne doit pas permettre que certaines congrégations s'emparent des avenues qui mènent aux fonctions publiques et aux grades les plus élevés de l'armée. »

Enfin le convent maçonnique de 1898 demandait au gouvernement d'interdire aux ordres religieux l'enseignement à tous ces degrés.

A la voix de son président, Henri Bazire, l'*Association catholique de la Jeunesse française* répondit à cette levée de boucliers. Le congrès de Lyon chargea cette association de la défense de la liberté d'enseignement. Un comité national, présidé par de Mun et de Marcère, organisa des conférences et recueillit 500 000 signatures, favorables à cette liberté. Se rappelant que Montalembert avait dit que *les chênes et les moines sont immortels*, Bazire écrivait la noble protestation suivante : « On en veut à la liberté d'enseignement et aux moines, mais ce ne sont pas des feuilles sèches à la merci d'un coup de vent : l'arbre de la liberté dont il fut tant parlé en ce siècle n'est plus le maigre poteau symbolique que les républicains de 1848 aimaient à planter sur les places et les carrefours; depuis 1850, il a poussé profondément ses racines dans le sol national, et aujourd'hui, que plusieurs générations de chrétiens ont été élevées à son ombre, qui est celle du droit plus encore que celle de la liberté, il faudrait pour l'abattre produire dans le pays tout entier un ébranlement dont sont incapables les quelques hommes d'État qui se bousculent à nos tribunes politiques... Donc que le vent de persécution passe au-dessus de nos fronts, ou qu'il s'acharne contre nous, peu im-

porte; une fois de plus nous laisserons la tempête. »

Et, joignant l'acte à la parole, celui qui écrivait ses nobles lignes, se faisait devant les tribunaux le défenseur des assomptionnistes, coupables d'avoir été eux aussi *les pèlerins de la liberté*¹.

Toutes ces polémiques devaient aboutir à des lois de proscriptions dont la dernière, celle de 1904, allait être à la fois le pendant et le couronnement de 1901. Auparavant, dans le cours de l'année 1898, Rabier avait déposé sur le bureau du Parlement deux propositions de loi qui demandaient le rétablissement du monopole universitaire, et Levraud une autre proposition qui interdisait énergiquement l'enseignement primaire et secondaire à tous les membres des congrégations. Ces trois propositions avaient été repoussées grâce à l'intervention du député Aynard. Le 14 novembre 1899, le ministre de l'instruction publique, Georges Leygues, mettait à son tour en chantier un projet de loi tendant à exiger des aspirants aux fonctions publiques pour lesquelles étaient requises les études secondaires et supérieures, ainsi que des aspirants aux grandes écoles de l'État, un stage de trois ans dans les lycées et collèges de l'Université. L'obstruction de Ribot faisait échouer le projet.

Enfin, le 14 juin 1900, Rabier demandait que les congrégations non autorisées ne pussent enseigner, et sa proposition ayant eu l'agrément de la Chambre, par 323 voix contre 133, il la faisait reprendre par la loi de 1901. Elle devait devenir l'art. 14 de cette loi. Celui-ci était ainsi libellé : « Nul n'est admis à

1. *Vie d'Henri Bazire*, p. 50, 51 (1922).

diriger, soit directement, soit indirectement par personne interposée, un établissement d'enseignement de quelque ordre qu'il soit, ni à y donner l'enseignement, s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée. Les contrevenants seront punis d'une amende de 16 à 5 000 francs, et d'un emprisonnement de six jours à un an. La fermeture de l'établissement pourra en outre être prononcée par le jugement de condamnation.

A la Chambre, cet article fut attaqué par Aynard et Albert de Mun, et au Sénat par de Blois et Rambaud; par contre, Massé, Léon Bourgeois, Trouillot et Combes le soutinrent devant les deux chambres. et le président du Conseil Waldeck-Rousseau s'étant mis de leur côté, il était voté à une centaine de voix de majorité. En vain. Rambaud avait-il demandé de la remplacer par une organisation spéciale de contrôle de l'État sur l'enseignement libre ¹. La *Ligue française de l'Enseignement* lui avait répondu : « l'État laïc et républicain n'a pas besoin d'être invité pour aller voir dans les établissements libres ce qui s'y passe, ce qui s'y dit, c'est-à-dire non seulement si les dortoirs sont propres et les cours spacieuses, mais ce que l'on enseigne et de quelle façon on y entend et pratique l'éducation. »

Ces premières mesures draconiennes devaient être suivies de plusieurs autres, celles-là beaucoup plus graves. Comme pour la laïcisation, on voulait opérer par étapes successives, et surtout trouver des prétextes. Le procès des assumptionnistes coupables d'avoir formé sans autorisation une associa-

1. Dessoye, *Discussion de l'article 14*, appendice, p. 61.

tion de plus de 20 personnes avait été le prodrome de la loi de 1901; l'agitation résultant du vote de cette loi allait être celui de la loi de 1904. Un rapport de la *Ligue de l'Enseignement* le faisait hypocritement pressentir à brève échéance : « Nous voulons espérer, disait ce rapport, que la lutte engagée sur cette question de l'enseignement ne prendra pas une telle forme et un tel caractère que les solutions modérées auxquelles nous avons jusqu'à présent donné la préférence, échappent à nos vœux et que, pour maintenir à la société laïque la suprématie incontestée, sans laquelle il n'y aurait plus de sécurité pour la démocratie républicaine et pour la liberté, nous ne serons pas amenés, par la force des choses, à reconnaître vaines toutes tentatives de distinction entre les congrégations autorisées et celles qui ne le sont pas ¹. »

Déjà, au mois de décembre 1900, le sénateur Béraud rappelant le mot de Michelet, « Quand le jésuitisme monte, c'est la France qui descend. » avait repris la proposition Rabier et demandé l'abrogation totale de la loi Falloux, ainsi que le vote d'une loi pour l'ouverture des établissements privés d'enseignement. Un an après, c'est-à-dire après le vote de la loi de 1901, le Sénat prenait en considération cette proposition par 197 voix contre 56; mais le ministre Leygues l'ayant défendue mollement, elle restait pour le moment en suspens. Elle revenait sous une autre forme, au mois de février 1902, par l'intermédiaire de Levraud et de Viviani. A cette occasion, Brisson déclarait que la loi Falloux

1. Congrès de Paris du 9 juillet 1900.

avait été le germe et le ferment de la division entre les Français, ce à quoi Aynard avait répondu qu'en fait de loi Falloux, il ne restait plus que le principe, puisque les évêques ne faisaient plus partie des conseils académiques, que les curés ne pouvaient plus inspecter les écoles, et, que les instituteurs libres n'étaient plus subventionnés par l'État. A 24 voix de majorité, la Chambre adhéra au principe de la loi, simple vœu qui allait servir de plate-forme aux élections de 1902.

Toutefois, de nombreux républicains étaient opposés au monopole ¹. Ainsi, le 3 mars de cette même année, Ribot prononçait à Marseille les paroles suivantes : « On ne peut pas enfermer l'Église strictement dans le Concordat comme à l'époque où l'on s'appuyait sur elle et où elle-même s'appuyait sur la puissance de l'État. Les courants qui s'agitent en sens divers, en formant des remous parfois dangereux, n'empêchent pas un grand fleuve de rouler à la mer d'un cours puissant qui entraîne tout. La liberté d'enseignement, comme toutes les libertés, est la garantie de la paix civile, et par là même de l'unité nationale, qui ne repose pas sur la violence faite aux membres du corps social, mais sur l'union de toutes les volontés et de toutes les intelligences. »

Poincaré faisait écho à ces paroles lorsque, quelques jours plus tard, à Rouen, il disait : « Entre le décret du 16 frimaire an II par lequel la Révolution a proclamé la liberté d'enseignement, et le décret du 14 mars 1808. par lequel Napoléon a

1. Daniel, *Année politique*, 1902, p. 47 sq.

créé le monopole universitaire comme instrument de règne, notre choix est fait et ne variera pas¹. »

Les électeurs devaient se prononcer à la fois et contre le monopole, et contre les congréganistes, ce qui permit au président du conseil, Combes, de dire dans sa déclaration d'ouverture du 10 juin : « Nous vous proposons d'abroger la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement, et de restituer à l'État, sans qu'il soit besoin de revenir au monopole universitaire, des droits et des garanties qui lui font absolument défaut. » On savait ce que de telles paroles voulaient dire sur de telles lèvres.

L'affaire ne traîna pas.

*
* *

S'appuyant sur les lois du 30 octobre 1886 et du 1^{er} juillet 1901, et après avis du Conseil d'État², Combes faisait signer au président de la République, le 27 juin 1902, un décret fermant 120 établissements ouverts postérieurement à la loi de 1901, et loués ou prêtés par des particuliers à des religieux ou des religieuses d'ordre reconnus. Il était suivi le 10 juillet, d'une circulaire aux préfets ordonnant la fermeture dans les 8 jours de 2 500 établissements libres d'enseignement, existant avant la loi de 1901 et n'ayant pas demandé l'autorisation.

Le prétexte de la première mesure avait pour base une interprétation du Gouvernement d'après

1. Discours du 9 mars.

2. L'avis du Conseil d'Etat en date du 24 janvier 1902 ne fut donné qu'à deux voix de majorité.

laquelle tout établissement où enseignait même un seul congréganiste, d'un ordre reconnu, devait être autorisé par décret rendu en Conseil d'État. Cette interprétation était contraire aux promesses de Waldeck-Rousseau, qui, lors de la discussion de l'art. 14 de la loi de 1901, avait spécifié qu'une simple déclaration suffirait pour les établissements d'enseignement appartenant à des tiers¹. Denys Cochin, que Combes avait refusé de recevoir au ministère, appuyé par du Halgouët et Levis-Mirepoix, interpella le ministre et lui rappela les promesses de son prédécesseur. Le président du conseil répondit qu'il avait le droit d'agir par mesure administrative en vertu du droit de haute police, que cette mesure serait suivie d'autres, et qu'il était décidé à assurer la suprématie de la société laïque sur l'obédience monacale.

Par 300 voix contre 218, la Chambre répondit par l'affichage de toute cette phraséologie, et Ribot par cette parole cinglante : « Vous n'êtes que les héritiers dégénérés des jacobins². »

La deuxième mesure, celle visée par la circulaire, fut plus mal vue encore. Des manifestations eurent lieu dans la rue, notamment à Paris, à l'occasion du départ des sœurs de l'école de la rue Saint-Roch; François Coppée, Gaston Méry et Lerolle étaient arrêtés pour avoir crié « Vive la liberté³! » René Goblet, vieux et apaisé, protesta publiquement; Gabriel Monod, maître de conférences à

1. Chambre des députés : séance du 18 mars 1901.

2. Chambre des députés : séance du 4 juillet 1902.

3. Le 23 juillet 1902.

l'École normale supérieure et protestant, lança à Combes ces paroles vengeresses : « Sommes-nous condamnés à être perpétuellement ballottés entre deux intolérances, et le cri de « Vive la liberté ! » ne sera-t-il jamais que le cri des oppositions persécutées, au lieu d'être la devise des majorités triomphantes ¹ ? »

Le 11 juillet, Aynard interpella le ministre. Il lui rappela que Waldeck-Rousseau avait déclaré que les établissements existant avant 1901 n'avaient plus à solliciter l'autorisation, et que cette manière de voir avait été confirmée par les inspecteurs d'académie. Au reste, ajoutait le député du Rhône, « eussiez-vous mille fois raison, il y a encore des manières d'appliquer la loi, lorsqu'on veut procéder dans une nation civilisée... C'est à la fois un crime contre la liberté et l'humanité ². » A son arrivée à la tribune, Combes fut salué par des clameurs : « A bas le ministre proscripteur ! » lui lança-t-on de plus de 200 sièges. Malheureusement, 328 députés étaient pour lui, et, le 25 juillet, le président du conseil faisait signer au président de la République autant de décrets qu'il y avait de départements, et ordonnant la fermeture des établissements congréganistes visés par la circulaire du 10 juillet. L'administration renchérit encore sur le ministre et exigea des propriétaires locaux l'engagement écrit de ne plus recevoir de congrégations, sous peine de subir les scellés.

Les décrets suscitèrent une émotion plus vive encore que la circulaire. Les incidents du mois de

1. Daniel, *Année politique*, 1902, p. 201.

2. Daniel, *Année politique*, 1902, p. 185.

juillet se renouvelèrent en août. Goblet, appuyé cette fois-ci par Jules Roche, renouvela sa protestation. Une ligue de la Liberté d'enseignement patronnée par de hautes personnalités, notamment par Brunetière, Leroy-Beaulieu et Edmond Rousse, se forma ; François Coppée et Drumont en créèrent une autre ayant pour but le refus de l'impôt. La Bretagne s'agita violemment. A Lanoué, près de Pontivy, et à Douarnenez, le préfet dut réquisitionner la troupe, d'ailleurs non sans protestation de la part de plusieurs officiers qui refusèrent d'obtempérer à ses ordres¹; les paysans du Folgoët, Saint-Méen et Ploudaniel résistèrent énergiquement. Enfin plusieurs tribunaux, notamment la cour d'appel de Lyon et le tribunal civil du Mans, ordonnèrent, malgré le gouvernement, la levée des scellés qui avaient été apposés par l'autorité administrative sur des immeubles congréganistes. Combes, pour se donner plus d'autorité, et en l'absence des Chambres, fit alors appel aux avis des conseils généraux : 45 d'entre eux seulement sur 87, lui donnèrent raison.

Le parlement ne tardait pas du reste à rentrer, et, sûr de sa majorité, le président du conseil alla au-devant des interpellations². A la Chambre, tout ce qui aimait la liberté, se ligua contre lui³. Aynard, de Mun, de Baudry d'Asson, Georges Berry, Plichon, de Ramel, Lefas, Renault-Morlière, firent entendre

1. Notamment le lieutenant-colonel de Saint-Rémy, et le commandant Leroy-Ladurie.

2. Quelques conseils généraux, parmi les 45, demandèrent qu'on appliquât la loi de 1901 avec modération.

3. Les 14, 16 et 17 octobre 1902.

de dures, mais de justes paroles à l'adresse des sec-taires. Tous protestèrent contre le geste du tribunal des conflits qui avait donné tort à la cour de Lyon, parce qu'elle s'était déclarée compétente dans la question des scellés. Charles Benoît fit à ce propos la déclaration suivante : « C'est un attentat contre la propriété; c'est la lettre de cachet appliquée aux biens; la propriété est crochétée d'abord, et cachetée ensuite, voilà l'attentat. Prenez garde, voilà que l'on dresse contre la justice civile la justice administrative, qu'on érige, en principe de gouvernement, l'arbitraire du gouvernement lui-même. Vainement les tribunaux vous donnent tort; vous accomplissez cet acte inouï d'en appeler des juges à vos juges. Je ne conteste pas la probité professionnelle du tribunal des conflits, son indépendance; mais il délibère sous la présidence effective du Garde des sceaux. Si ce n'est pas juger dans un képi, c'est du moins délibérer devant une simarre ¹. »

Combes, devant tous ces reproches, comprenant qu'il était allé trop loin, fit une concession et déclara qu'il était prêt à déposer un projet de loi laissant à l'autorité administrative toute compétence dans la question des fermetures d'écoles. C'était avouer implicitement que, jusqu'ici, il avait agi illégalement. Ce retour à la légalité lui permit d'obtenir à la Chambre 99 et au Sénat 73 voix de majorité. Il est vrai qu'il avait rallié ses fidèles en renouvelant le mot historique : « *Périssent ma mémoire pourvu que la République vive* ²! » et, en leur promettant une nouvelle

1. Daniel, *Année politique*, 1902, p. 243, 244.

2. Daniel, *Année politique*, 1902, p. 248.

loi, tendant à réprimer par des peines correctionnelles le fait d'ouvrir sans autorisation des établissements congréganistes.

*
* * *

Dans le courant de 1902, la situation était donc la suivante : d'une part, les congrégations non autorisées ne pouvaient plus enseigner, d'autre part, les établissements d'éducation tenus par des membres d'ordres reconnus, mais pour lesquels ceux-ci n'avaient pas demandé une autorisation spéciale, avaient été fermés ou étaient en instance de l'être malgré les promesses de Waldeck-Rousseau.

Restaient ceux qui étaient complètement en règle avec la loi. Il entraînait dans les vues du président du Conseil de les supprimer, eux aussi ; de cette façon, l'enseignement ne serait plus donné en France par aucun membre d'une congrégation, reconnue ou non.

On était alors en pleine période antireligieuse. Les églises elles-mêmes n'étaient plus en sécurité, et les membres de l'*Association catholique de la jeunesse française* se voyaient dans l'obligation de monter la garde autour des sanctuaires qui, à la faveur du sectarisme gouvernemental, étaient envahis par les apaches de l'ancien prêtre Charbonnel. Par ailleurs, les bureaux du parlement étaient encombrés de propositions et de projets de lois draconiens. Il y avait en particulier ceux de Maxime-Lecomte, abrogeant la loi de 1875, de Chaumié et de Béraud, supprimant celle de 1850, de Massé, interdisant l'enseignement aux anciens congréganistes sécularisés, de Modeste Leroy sur l'enseigne-

ment privé. Tous ils étaient pris en considération par l'une ou l'autre assemblée. C'était la chasse à l'homme organisée. La proposition Massé, de toutes la plus odieuse, fut à la Chambre l'occasion d'un tapage effroyable lorsque Buisson vint déclarer que les congréganistes apprenaient aux enfants à mentir. 200 députés de la droite et du centre se levèrent aussitôt et protestèrent par écrit contre « la tyrannie d'une majorité qui ne respecte plus la tribune ¹. »

Ainsi le gouvernement et ses fidèles se surpassaient eux-mêmes. Le 13 septembre 1903, à l'inauguration de la statue de Renan, à Tréguier, les pires sottises étaient lancées contre la religion en général, et les congréganistes en particulier, et Combes eut l'audace de s'excuser en déclarant qu'il aurait manqué au premier et au plus essentiel de ses devoirs en tolérant plus longtemps l'existence « de ces foyers d'insurrection morale contre la République. » L'histoire du loup et de l'agneau recommençait. L'heure de la proscription suprême pouvait donc arriver. La loi du 7 juillet 1904 supprimant tout enseignement congréganiste allait la réaliser.

Cette loi fut le résultat d'une transaction entre les membres de la gauche sénatoriale dont les uns étaient partisans et les autres adversaires du monopole de l'enseignement. Les premiers s'étaient ralliés, en 1901, à la proposition du sénateur Béraud, et les seconds au projet du ministre de l'Instruction publique Chaumié. La Commission du Sénat ayant donné sa préférence à la proposition, un conflit était à craindre dans le sein même de la majorité.

1. Daniel, *Année politique*, 1903, p. 215, 216.

C'est alors que le sénateur Girard déposa un amendement tendant à refuser le droit d'enseigner à tous ceux ayant fait vœu d'obéissance et de célibat. Le 12 novembre 1903, Combes déclarait que le gouvernement acceptait le principe de cet amendement, et qu'il déposerait, avant la fin de la session, un projet de loi qui laisserait la liberté d'enseignement au clergé séculier, mais non aux congrégations. Il était de plus entendu que la liberté octroyée au premier ne serait qu'une simple tolérance et qu'un décret pourrait fermer ses maisons. Girard retira son amendement, le projet Chaumié fut voté, et Combes déposa le projet de loi promis.

La discussion en fut longue et orageuse. A la Chambre, elle demanda 17 séances et 9 au Sénat ¹. Dans la première de ces assemblées, en dehors des partisans et des adversaires, un troisième clan se forma composé de tous ceux qui auraient voulu amender le projet. Ribot se fit remarquer, comme en 1901, par des interventions heureuses en faveur de la liberté. Il rappela très opportunément la phrase suivante de Berthelot : « Ne considérez pas que la libre-pensée doive consister à s'attaquer aux croyances des autres, ce n'est pas la libre-pensée, c'est sa parodie.... » et cette autre, de Renan : « Il faut une implacable opiniâtreté à accorder la liberté même à ceux dont on serait sûr qu'ils nous la refuseraient s'ils étaient les plus forts ². »

Les adversaires ressassèrent leurs arguments favoris, et l'on entendit la rhétorique de Jaurès sortir

1. Février, mars, juin et juillet 1904.

2. Daniel, *Année politique*, 1904, p. 72.

ses clichés habituels : « Le combat, fit-il, est entre la démocratie et le parti clérical. Le christianisme qui a asservi la pensée humaine, et en même temps l'a exaltée en lui donnant une origine divine, a ruiné ses droits; aujourd'hui, elle veut d'autres enseignements ¹. » Combes renchérit sur sa majorité, mais dut avouer que la réforme coûterait quelques millions aux communes. Toutefois le parti modéré de la gauche ministérielle était un peu inquiet de la tournure que prenaient les événements, et l'un d'eux, M. Noulens, n'hésitait pas à prononcer des paroles telles que celles-ci : « Vous nous avez entraînés au delà de nos promesses et de nos engagements. Malgré certaines exagérations, nous vous avons suivis, mes amis et moi, dans toutes les circonstances, mais il y a une limite que nous ne pourrions pas dépasser. » En même temps, il déposait le projet de résolution suivant : « La Chambre, résolue à laisser le gouvernement user des prérogatives que lui donne l'art. 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901, pour fermer par décret les établissements d'enseignement congréganiste dans la mesure des crédits qui seront annuellement affectés à leur remplacement, renvoie le projet à la commission d'enseignement ². » 40 voix de majorité donnaient tort à M. Noulens.

Le gouvernement était donc sûr de la victoire. Tous les amendements déposés par les libéraux et les modérés furent rejetés à l'exception de deux qui ne portaient pas du reste sur les principes de la loi. Le premier, soutenu par Caillaux, fixait à 10 ans

1. Daniel, *Année politique*, 1904, p. 66, 67, 68.

2. Daniel. *Année politique*, 1904, p. 72, 73.

le délai au bout duquel toutes les écoles congréganistes devaient être fermées; le deuxième, présenté par Flandin et Georges Leygues, laissait subsister les noviciats destinés à fournir le personnel enseignant des établissements français à l'étranger et dans les colonies, les novices devant avoir plus de 21 ans pour y être reçus. La loi était finalement votée, par 316 voix contre 269, sur ces paroles d'Henry Maret, radical modéré : « Votre loi est une loi jésuitique; elle est dirigée contre les personnes, puisque vous laissez subsister l'enseignement libre¹. » Elle n'était applicable qu'en France, mais le gouvernement pouvait par décret, l'appliquer aux colonies. -

Au Sénat, la discussion revêtit le même caractère d'ostracisme. Combes y reprit le mot fameux de l'Ancien Régime : « Un seul roi... Une seule foi... » et fit voter la loi par 167 voix contre 108. En vain, le sénateur Milliard avait fait honte « au caporalisme jacobin qui ne permet plus de réclamer simplement l'application de lois scolaires inspirées par Paul Bert, Goblet et Jules Ferry². » Ceux-ci avaient en effet été reniés et dépassés!

Ainsi tout était fini. Le 12 juillet 1904, des arrêtés ministériels prescrivaient la fermeture de 2 398 écoles congréganistes dans le délai de trois mois. Etaient notamment frappées 731 écoles tenues par les frères de la Doctrine chrétienne, 1 054 écoles de sœurs, et 596 maisons d'instruction annexées à des établissements hospitaliers.

1. Daniel, *Année politique*, 1904, p. 99.

2. Daniel, *Année politique*, 1904, p. 271, 272.

Dans les années suivantes, et jusqu'en 1914, dernier délai fixé par la loi, devaient être fermés 662 établissements de garçons et 1 200 écoles de filles.

A la veille de la guerre, le gouvernement procédait aux dernières proscriptions. En août 1914, à la faveur de la mobilisation, quelques épaves furent sauvées par une dépêche ministérielle ¹.

Lors des premières luttes scolaires de la III^e République, Spuller avait dit : « On ne peut fonder la République qu'en renouvelant l'état mental de la France. » Ses successeurs devaient se servir de cette phrase éminemment dangereuse pour parachever leur œuvre brutale, sournoise et détestable. Le génie des jacobins a consisté avant tout à faire croire à l'opinion publique qu'on ne pouvait à la fois être catholique et républicain, et que tous les congréganistes, suivant leur expression, avaient des cerveaux *monarchistes* ².

Rien n'est plus contraire à la vérité. La simplicité et les origines des frères de la Doctrine chrétienne, la modestie des sœurs enseignantes, ont prouvé le long des siècles qu'ils viennent du peuple et travaillent pour lui.

Il faut, pour les luttes de l'avenir, rappeler sans cesse cette vérité, car, en politique surtout, la vérité est une délivrance!

1. Dépêche de M. Malvy, ministre de l'Intérieur, en date du 2 août 1914.

2. Mot de Spuller.

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

Bélanger, *Les méconnus*, 1901, Paris, Lecoffre.

P. du Lac, *Jésuites*, 1901, Paris, Plon.

Faucher, *Les Confesseurs de la Foi pendant la Révolution française*.

Lapize, *Massacres de septembre aux Carmes*.

Teil, *Les massacres de septembre*, 1903.

Sabatié, *Les martyrs de septembre 1792*, 1912.

Dom Leclercq, *Les martyrs*, t. xi.

Lallié, *Noyades de Nantes*, 1879.

Taine, *Origines de la France contemporaine*, t. iii, viii et x, 1909, Paris, Hachette.

Aulard, *La Révolution française et les congrégations*, 1903.

P. de la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution*, t. i, Paris, Plon.

Ludovic Sciout, *Histoire de la constitution civile du clergé*.

Abbé Delarc, *L'Eglise de Paris pendant la Révolution française (1789-1801)*.

Robinet, *Le mouvement religieux à Paris pendant la Révolution*.

G. de Grandmaison, *La congrégation (1801-1830)*, 1889 Paris, Plon.

Montlosier, *Mémoire à consulter sur un système politique et religieux tendant à renverser la religion, la société, le trône et dénonciation aux cours royales*, 1826.

Chocarne, *Vie de Lacordaire*, 2 vol., 1867, Paris, Pous-sielgue.

Mourret, *Le mouvement catholique de 1830-1850*, 1917, Paris, Bloud et Gay.

De Méricourt, *Silhouettes du XIX^e siècle*, 1854, Paris, Roret.

Discussions à la chambre des Pairs sur l'existence légale des jésuites, 1845, Paris, Lecoffre.

Dom Guépin, *Solesmes et Dom Guéranger*, 1876, Le Mans, Monnoyer.

Lagrange, *Vie de Dupanloup* (3 vol.), 1883, Paris, Poussielgue.

Mgr Baunard, *Vie d'Ozanam*, 1912, Paris, Poussielgue.

Mgr Baunard, *Vie du cardinal Pie* (2 vol.), 1886, Paris, Poussielgue.

M. Felix, *Histoire des congrégation religieuses*, 1908.

Vidieu, *Histoire de la Commune*, 1876.

De Dampierre, *Ravignan*, 1858, Paris, Douniol.

Bournand, *Le clergé sous la III^e République*, 1890, Paris, Savine.

Hanotaux, *Histoire contemporaine*, t. iv.

Zévort, *Histoire de la III^e République*, t. iii.

H. Brisson, *La congrégation*, 1902, Paris, Cornély.

Trouillot, *Pour l'idée laïque*, 1906, Paris, Fasquelle.

Waldeck-Rousseau, *Associations et congrégations*, 1901, Paris, Fasquelle.

Barcillon, *La magistrature et les décrets*, 1880, Paris, Oudin.

Cartier, *Les moines de Solesmes*, 1882, Paris, Victor Palmé.

Jean d'Ayme, *Un peu d'impartialité sur les décrets du 29 mars*, 1880, Paris, Fischbacher.

Naudet, *Vers l'avenir*, 1896, Paris, Lecoffre.

O'quin, *Le régime fiscal des congrégations religieuses depuis quinze ans*, 1895.

Delamarre, *Consultation sur les impôts exigés des congrégations en vertu des lois du 28 décembre 1880, 29 décembre 1884, et 16 avril 1895*, 1897.

E. Veuillot, *Le pape et les congrégations religieuses au sujet de la taxe d'abonnement*, 1895.

Le Doré, *Attitude passive des congrégations religieuses en présence de la loi d'abonnement*, 1895.

J. Lefaure, *La persécution depuis vingt-cinq ans*, 5, rue Bayard.

Fr. Veuillot, *La franc-maçonnerie contre la liberté*, Paris, Bloud.

Leguey, *Les congrégations autorisées : jurisprudence et statistique*, 1903.

Rapports du ministre de la justice au président de la République sur les opérations effectuées en vertu des lois relatives à la liquidation (1906 et 1907).

Daniel, *Année politique*, 1901 à 1905, Paris, Perrin.
Moniteur et Journal officiel des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles.

Archives de Tarn-et-Garonne.

F. Gibon, *Le comte de Montalembert*, 1913, Paris, Bédouchaud.

Bibliothèque nationale, *La liberté d'enseignement en France, de 1789 à nos jours*, par Albert Thomas (Thèse pour Doctorat).

A. de Mun, *Combats d'hier et d'aujourd'hui : t. I, Défense des congrégations et des écoles libres (1902-1905).*

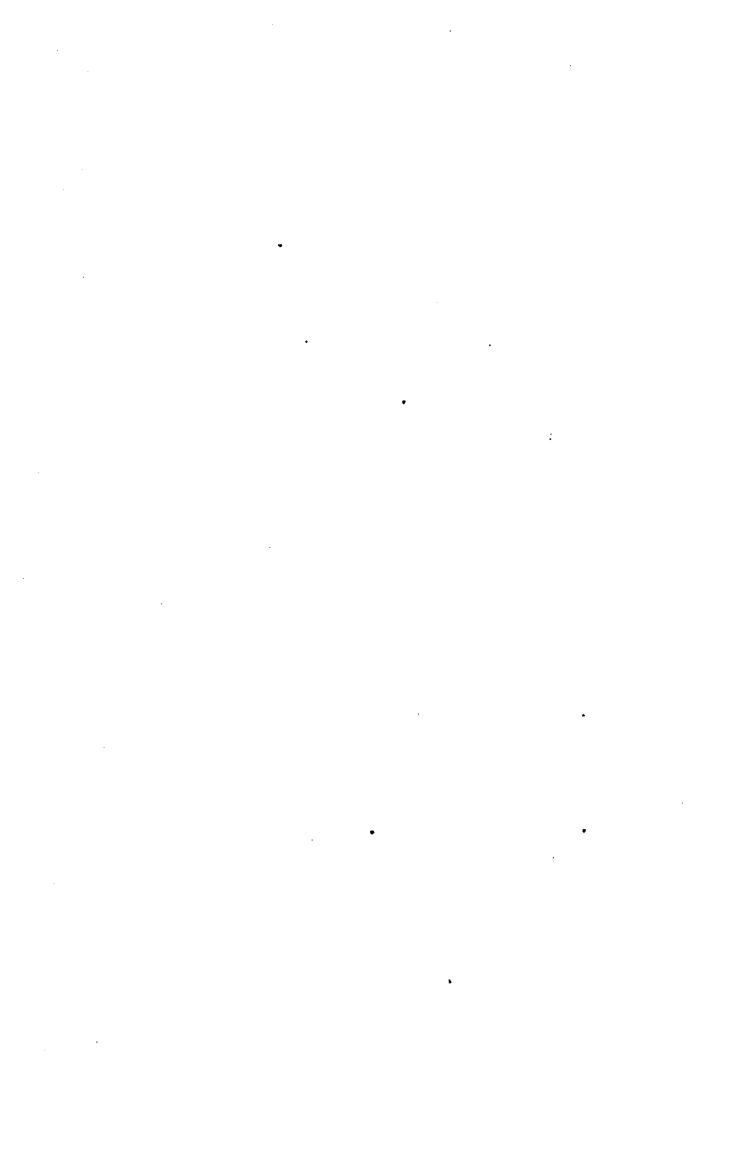
Règlement d'administration publique relatif à la suppression de tout enseignement congréganiste, 1904.



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE I. Les Congrégations et le gouverne- ment révolutionnaire.	35
— II. Les Congrégations et le peuple révo- lutionnaire	53
— III. Le régime napoléonien et la Restau- ration.	71
— IV. La monarchie libérale : la lutte con- tre les jésuites	99
— V. La Renaissance congréganiste : de la monarchie libérale à la république radicale	118
— VI. Les premières persécutions républi- caines : la commune de 1871 et l'art. 7.	133
— VII. Les décrets de 1880.	153
— VIII. La légende du milliard.	168
— IX. Le régime fiscal des biens congréga- nistes	183
— X. La loi de 1901 : les antagonistes. .	200
— XI. La loi de 1901 : le vote et l'application	236

CHAPITRE XII. La loi de 1901 : la liquidation des biens.	262
— XIII. Les Congrégations et l'Enseignement : la conquête de la Liberté	279
— XIV. Les Congrégations et l'Enseignement : la proscription	294
PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS.	315



LETOUZEY ET ANÉ, 87, Boulevard Raspail, PARIS-VI

Les
Grands Ordres Religieux

ORIGINES - HISTOIRE - BUT

RÈGLES - ÉTAT ACTUEL - BIBLIOGRAPHIE

Cette collection est destinée à faire connaître les *origines*, l'*histoire*, le *but*, les *règles* et l'*état actuel* de nos grands instituts religieux.

Quarante monographies sont déjà publiées.

De nombreux autres volumes sont en cours d'impression ou en préparation.

Chaque monographie de 160 pages illustrée. . . . **3.50**

A. RAIMBERT

Guide
de
Vocation Religieuse

NOTICES
SUR LES CONGRÉGATIONS D'HOMMES
ET DE FEMMES

3 forts volumes in-8° raisin de 600 pages ornés de gravures

PARU : TOME II. — *Congrégations de femmes contemplatives, semi-contemplatives et missionnaires* . . . **30 fr.**





UNIVERSITY OF CHICAGO



44 893 158

BX 840762
2613 Rimbault
R6 Congrégations

20

~~RECEIVED~~ ~~LIBRARY~~
Notre Dame U.S. '62

1- 3694

BX 2613

R6

1- 3694